HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

87765

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ex-Adjud. gén. Auguste JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Joseph SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME III. — IIe PARTIE.

Bibliothèque Nationale R. F.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.

GUERRES EN ITALIE.

Digitized by Google

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Le duc d'Orléans régent du royaume. — Conspiration d'Alberoni. — Mort de Clément XI. — Élection d'Innocent XIII. — Benoît XII le remplace. — Mort du duc d'Orléans. — Élection de Clément XII. — Abdication de Victor-Amédée. — Le roi de Prusse fait emprisonner son fils. — Dom Carlos est investi des duchés de Parme et de Plaisance. — Recherches sur la Corse. — Le maréchal de Villars est nommé pour commander l'armée en Italie. — Ses idées sur cette campagne. — Réflexions. — Ghiera-d'Adda capitule. — Pizzighithone se rend, ainsi que Crémone. — Après la prise de plusieurs autres villes, l'armée entre dans ses quartiers. — Projets du maréchal de Villars. — Commencement de la nouvelle campagne. — Ils sont tous contrariés par le duc de Savoie. — Réflexions sur les opérations ultérieures du maréchal de Villars. — Il quitte l'armée d'Italie. — M. de Coigny le remplace. — Opérations militaires. — Bataille de l'armée gagnée par les Français. — Les Impériaux les surprennent sur la Sesia. — Les Français battent les Impériaux à Guastalla. — Ils continuent de se tenir sur la défensive, malgré leur supériorité en nombre et le gain de deux batailles. — M. de Maillebois est obligé de lever le siége de la Mirandole. — Réflexions sur les opérations militaires des Français après la levée de ce siége. — Le duc de Savoie continue de les contrarier. — M. de Coigny part pour Versailles. — M. de Noailles le remplace. — Nouveaux projets de campagne. — Réflexions. — Les troupes prennent des quartiers de rafraichissement. — Discussions sur les opérations, en rentrant en campagne. — Mésintelligence entre les généraux des alliés. — Tout est terminé par la signature de la paix, le 18 novembre 1738. — Thamas-Kouli-Kan.

IIe PARTIE.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

DEPUIS la mort de Louis XIV jusqu'à celle de Charles VI.

Du 10 septembre 1715 au 20 octobre 1740.

AU moment où Louis XIV terminait une longue carrière pendant laquelle il avait occasionné de si grands maux en Europe, et surtout en France, la puissance de la Russie, qui s'affermissait chaque jour davantage dans le Nord, était à peu près ignorée en France, en Italie et en Espagne.

La Suède, ancienne alliée de la France, et autrefois la terreur de la maison d'Autriche, ne pouvait plus se défendre contre les Russes.

Un simple électorat d'Allemagne commençait à devenir une nation prépondérante; le second roi de Prusse, avec de l'économie, une armée et de grands talens, jetait les fondemens d'une puissance absolument inconnue auparavant.

La Hollande jouissait encore d'une certaine considération.

L'Angleterre, agitée d'abord par quelques

troubles, conservait toute sa force et toute son influence.

Les états de la maison d'Autriche souffrirent sous Charles VI ; la plupart des princes de l'Empire firent fleurir les leurs.

L'Espagne respirait sous Philippe V.

L'Italie jouissait d'une assez grande tranquillité.

La Turquie, qui aurait pu profiter de la guerre de 1701 pour attaquer l'empire d'Allemagne, avait attendu l'époque de la paix générale pour commencer des hostilités contre les chrétiens.

Louis XV était un enfant ; le parlement donna la régence au duc d'Orléans. Il avait cassé le testament de Louis XIII ; il cassa celui de Louis XIV, et donna à un petit-fils de France la puissance absolue : dès-lors la face des affaires changea entre les princes chrétiens.

La bonne intelligence de la France et de l'Espagne, si fort redoutée, fut rompue dès l'instant où Louis XIV eut les yeux fermés ; le duc d'Orléans s'unit étroitement avec l'Angleterre, et rompit ouvertement avec la maison de Bourbon qui régnait à Madrid. Ainsi, après la mort de Louis XIV, toutes les vues, toutes les négociations, toute la politique,

changèrent dans sa famille et chez tous les princes.

Le cardinal Alberoni, premier ministre en Espagne, résolut de bouleverser l'Europe, et fut sur le point d'en venir à bout. Il voulait réunir à l'Espagne la Sardaigne, qui était alors à l'empereur, et la Sicile, dont les ducs de Savoie étaient en possession depuis la paix d'Utrecht; il voulut changer la constitution de l'Angleterre, pour l'empêcher de s'opposer à ses desseins; il était prêt, pour la même raison, d'exciter en France une guerre civile; il négociait, à la fois, à la Porte Ottomane, en Russie, avec Charles XII, qui, réuni au czar, devait mener le prétendant en Angleterre.

La fortune fit évanouir tous ces vastes projets; les conspirations d'Alberoni contre la France furent découvertes; Charles XII fut tué en Norwége. Les Turcs firent la paix avec Charles VI et l'empereur; la Hollande, le régent de France et le roi George se réunirent contre l'Espagne : dès-lors tous les projets du cardinal Alberoni furent déconcertés; ce ministre, regardé six mois auparavant comme un grand homme d'état, passa pour un téméraire ou un brouillon. Ainsi se succèdent, sur la surface de la terre, quelques hommes unique-

ment occupés à augmenter les maux de l'humanité; et cependant on leur donne le nom de grands pour avoir fatigué leurs contemporains de leurs sottises ou de leur ambition. Si, dans le même temps, quelques ames sensibles veulent s'occuper du soulagement ou du bonheur de leurs semblables, on traite leurs desseins de folie, ces hommes vertueux sont obligés de se cacher pour faire le bien, trop heureux s'ils ne sont pas en butte aux persécutions : à peine la tardive postérité leur rend-elle justice.

Cependant il résulta de tous les grands desseins d'Alberoni, la cession de la Sicile à l'empereur Charles VI, et de la Sardaigne aux ducs de Savoie.

Le pape Clément XI mourut quelque temps après, le 19 mars 1721. Le principal événement de son pontificat fut la trop fameuse bulle *Unigenitus*, contre le livre des réflexions morales de Quesnel, qui donna naissance à tant de divisions en France. Ce pontife forma une congrégation des plus habiles astronomes d'Italie, pour soumettre à leur examen le calendrier grégorien. Malgré quelques défauts, les difficultés de le corriger le firent conserver. La conduite de Clément XI, pendant la guerre de la succession, fut faible et

timide; il ne pouvait en tenir une différente, sans exposer ses états à être dévastés par les différens concurrens; il reçut à Rome le prétendant au trône d'Angleterre; le cardinal Michel-Ange Conti lui succéda, sous le nom d'Innocent XIII; il fut remplacé, deux ans après, par le cardinal Vincent-Marie Arsini, sous le nom de Benoît XIII.

Le duc d'Orléans, régent de France, était mort le 2 décembre 1723. Philippe V avait abdiqué, et repris sa couronne; mais ce qui étonna le plus toutes les cours de l'Europe, ce fut de voir quelque temps après, en 1724 et 1725, Philippe V et Charles VI, autrefois si acharnés l'un contre l'autre, alors étroitement unis, et les affaires sorties de leur route naturelle, au point de voir le ministère de Madrid gouverner la cour de Vienne; et cette cour, qui avait toujours eu l'intention de fermer à la maison française d'Espagne tout accès dans l'Italie, se laisser entraîner loin de ses propres sentimens, et recevoir un fils de Philippe V et d'Élisabeth de Parme dans cette même Italie, dont elle voulait exclure tout Français et tout Espagnol.

Ainsi, pour faire investir dom Carlos de Parme, de Plaisance et du grand duché de Tos-

cane, il en coûta à l'Espagne deux cent mille pistoles données à Vienne.

Tout était étrange dans cet accord ; deux maisons ennemies qui s'unissaient, sans se fier l'une à l'autre ; les Anglais qui, ayant tout fait pour détrôner Philippe V, étaient les médiateurs de ce traité ; le Hollandais Riperda qui le signait, et Charles VI, qui ne tarda pas à s'en repentir.

On s'était assemblé à Cambrai, on s'était assemblé à Soissons, on avait fait des traités de Vienne, d'Hanovre, de Séville, et on était bien éloigné de s'entendre ; la paix n'était affermie nulle part.

Benoît XIII, dont la vie sur le trône pontifical avait été celle d'un moine fanatique, venait d'être remplacé par le cardinal Orsini, sous le nom de Clément XII.

Victor-Amédée avait abdiqué le 2 septembre 1730.

Frédéric-Guillaume faisait arrêter et emprisonner son fils, qui lui succéda dix ans après.

Le sultan Achmet III venait d'être dépossédé et enfermé au vieux sérail.

La mort du duc de Parme, Antoine Farnèze, arrivée le 10 février 1730, sans laisser de pos-

térité, donnait ouverture au droit de succession éventuelle accordée à dom Carlos.

Le roi d'Espagne, fatigué de la marche tortueuse de l'empereur, le pressait de remplir ses engagemens.

La cour de Paris avait ordonné à son ambassadeur à la Haye, de concerter avec les états généraux et l'ambassadeur d'Angleterre, les mesures qui pouvaient arrêter la guerre d'Italie. Pendant qu'on négociait, la cour de Londres trancha le nœud de la difficulté, en s'adressant directement à l'empereur : elle offrit, de concert avec le gouvernement batave, de garantir la Pragmatique Sanction, à condition de supprimer la compagnie d'Ostende, et d'accorder sans restriction, à dom Carlos, l'investiture des duchés de la Toscane et de Parme.

A cette proposition tous les obstacles disparurent; le traité entre les cours de Vienne et de Madrid fut signé le 16 mars 1731. L'Europe fut alors délivrée de ces négociations inutiles dont elle était tourmentée depuis la conclusion du traité d'Utrecht; elles commençaient à former un chaos où les plus adroits diplomates n'auraient enfin rien compris.

En vain Clément XII protesta solennellement, dans le consistoire, contre tout ce qui

s'était fait à Madrid et à Vienne, relativement aux duchés de Parme et de Plaisance, qu'il prétendait dévolus au saint siége par l'extinction de la maison Farnèze, à laquelle Paul III avait inféodé ces états : en vain il fit signifier ses protestations aux habitans de Parme, avec défense, sous peine d'excommunication, de reconnaître d'autre souverain que celui qui leur serait donné par le saint siége. Ces bulles, qui auraient embrasé l'Europe trois siècles auparavant, ne faisaient alors aucune sensation.

Le roi d'Angleterre se hâta de communiquer à la cour de Madrid ses engagemens; Philippe V y souscrivit. Le grand duc de Toscane ayant protesté contre ces différens arrangemens, la duchesse douairière de Parme déclara sa grossesse imaginaire. Six mille Espagnols embarqués à Barcelone sur une escadre anglaise, prirent terre à Livourne, furent mis en possession de Parme et de Plaisance : on croyait toutes les contestations terminées; on se trompait.

L'empereur faisait une nouvelle difficulté d'accorder à dom Carlos la dispense nécessaire par les lois de l'Empire, pour en posséder les fiefs. Charles VI, qui avait consenti, malgré lui, à l'établissement du prince espagnol, y mettait un nouvel obstacle.

Cependant dom Carlos était venu gouverner ses nouveaux états; il fut reçu à Florence comme l'héritier du grand duché, et fixa sa résidence à Parme; mais la tergiversation de l'empereur forçait la cour de Madrid de rester armée. Le duc de Savoie entrait volontiers dans les intérêts de l'Espagne et de la France; les autres états d'Italie avaient gémi trop long-temps sous l'oppression des Allemands, pour ne pas desirer l'abaissement de la maison d'Autriche; mais leur état de faiblesse les forçait à la plus absolue neutralité.

Depuis plusieurs années, la cour de Vienne sollicitait la diète de Ratisbonne de donner à la Pragmatique Sanction l'autorité de loi de l'Empire. La diète conclut enfin, par un arrêté du 11 janvier 1732, la garantie de cet ordre.

On commençait à parler de l'insurrection des Corses contre les Génois; dont les suites opérèrent la réunion de cette île à la France.

Les Génois ayant commencé à s'établir dans l'île de Corse au douzième siècle, en étaient entièrement les maîtres au commencement du quatorzième.

Les Corses, qui portaient avec peine le joug de la république de Gènes, voulurent souvent

le secouer ; mais, toujours désunis et sans discipline, les insulaires fournirent aux Génois des occasions de cimenter leur puissance. Cependant la famille Dornano osa former le noble projet de rendre la liberté à sa patrie ; ses efforts généreux ne furent pas couronnés du succès ; les Génois les traitèrent de crime de haute trahison, et augmentèrent le poids des chaînes qui accablaient cette malheureuse nation. Une haine indestructible, une invincible antipathie s'établit alors entre eux et leurs tyrans ; ce fut une seconde nature. Félix Pinelli était commissaire général en Corse, au moment où le mécontentement des Corses, parvenu à son comble, produisit un soulèvement universel. On alluma des feux sur toutes les montagnes ; on sonna par-tout le tocsin ; les vallées retentirent du bruit des cornets des pâtres, qui furent, dans cette occasion, le signal de la discorde. Les agriculteurs et les bergers, rassemblés de toutes parts, enfoncent les dépôts des armes établis par la république ; ils choisissent un chef ; ils arborent l'étendard de la liberté, et marchent à Bastia, au nombre de quatre mille hommes. La ville est emportée ; on insulte le château. L'évêque d'Alleria harangue les rebelles ; les insurgés consentent à évacuer la ville ; l'évêque

s'engage à exiger du sénat de Gènes le redressement de leurs griefs.

Les Corses, instruits du refus du sénat de Gènes, de rendre la justice dont l'évêque d'Alleria s'était rendu garant, descendent de nouveau de leurs retraites, s'emparent de tous les postes, et publient un manifeste, dans lequel ils menacent de se porter aux dernières violences, si, dans le cours de six semaines, les Génois ne préviennent, par des satisfactions convenables, l'effet de leur ressentiment.

Une atrocité du président de Bastia fit échouer les espérances d'arrêter ces troubles naissans. Ce magistrat avait écrit à Pompiliani, qui était à la tête des Corses, de se rendre à Bastia, dont il était prêt de lui ouvrir les portes, et celles de la citadelle.

Pompiliani avait servi, avec distinction, dans les troupes étrangères; son génie était plein de ressources; ses soldats avaient en lui une entière confiance, et les Génois, qui redoutaient son habileté, desiraient ardemment de s'en défaire.

Des affaires pressantes empêchèrent heureusement Pompiliani de se rendre à Bastia; il envoya Fabio Filingieri, un de ses lieutenans, avec quatre cents hommes. Au signal convenu,

les portes de la citadelle s'ouvrent, les Corses s'avancent avec sécurité; mais à peine ont-ils pénétré plus avant, ils sont investis et tous massacrés : on excepte Fabio; on le réservait pour une mort plus affreuse; on le prenait pour Pompiliani. Revenu de cette erreur, on le traîne devant un conseil à Bastia; il est condamné à mort; on le fusille; son cadavre est traîné dans les rues; on l'écartelle, et ses membres sont exposés aux portes des villes dont les Génois étaient les maîtres.

Mille voix apprennent cependant aux Corses le massacre de Bastia, et sollicitent la vengeance. Pompiliani fait mettre le feu à la maison du président de Bastia, située hors de la ville : les environs d'Ajaccio, de Calvi et de Bastia, sont dévastés; mais Pompiliani disparaît, et son successeur Alvarino, trop peu capable de le remplacer, tombe dans le mépris.

Cependant les Génois, ne se croyant pas en état de subjuguer les Corses, implorent le secours de l'empereur, qui, en s'engageant à favoriser les Génois, fermait cette porte de l'Italie aux Français et aux Espagnols.

Quatre mille hommes de troupes allemandes étaient arrivés, le 9 août 1731, dans le port de Bastia. Le colonel Vela, qui commandait huit

cents Génois dans la place, s'étant joint aux Impériaux, on força les Corses à lever le blocus. L'embrasement de plusieurs villages où les insulaires avaient rassemblé des magasins, fut le fruit de cette action.

Alvarino, regardé comme un homme sans talens, fut déposé du généralat. On lui donna pour successeur Philibert Evaristo Ciatten. Les insurgés, convaincus, par leurs défaites, de ne pouvoir tenir la plaine devant les troupes allemandes, se retranchèrent derrière les montagnes de Vescovato, et résolurent de sortir de là pour dresser des embûches à leurs ennemis, ou pour dévaster leurs terres.

Le général autrichien, convaincu de l'impossibilité de forcer les retranchemens des Corses avec le peu de troupes à ses ordres, sollicita et obtint deux mille Allemands et quelques compagnies suisses envoyées de Gènes : alors il osa attaquer les Corses, mais il fut repoussé dans les gorges des montagnes, avec plus de douze cents hommes, au passage du Golo.

Depuis cet échec, on se détermina à réduire les Corses, en ravageant leurs terres ; une dévastation barbare fut le résultat de cette expédition, également funeste aux deux partis. Les pertes essuyées par les Allemands en plusieurs

rencontres, jointes aux maladies causées par le climat et la mauvaise nourriture, ayant diminué le nombre de leurs troupes, ils furent obligés d'abandonner la plupart de leurs postes.

Giafferi avait succédé à Evaristo Ciatten ; il employa la saison de l'hiver à exercer environ sept mille Corses, et, dès les premiers jours de printemps, il marcha vers Sartene, qui était restée fidelle aux Génois. Les habitans de la ville, sortis de leurs murailles, attendaient les insurgés en ordre de bataille. Le général allemand marchait à leur secours.

On s'attaqua de part et d'autre avec intrépidité. Le combat se soutient avec cet acharnement si commun dans les guerres civiles. Les Impériaux et les Génois arrivent au nombre de trois mille quatre cents hommes ; les insurgés continuent de se battre avec le sang froid des troupes les plus expérimentées. Le général allemand s'étonne du bon ordre des Corses et de leur courage ; les Allemands prodiguent leur feu ; les premiers rangs des Corses s'éclaircissent ; ceux qui survivent ne veulent pas reculer ; ils prennent alors la magnanime résolution de se jeter, le poignard à la main, dans les rangs des Allemands qui fuient épouvantés ; les insurgés les poursuivent plus d'une

lieue ; les Sarteniens, abandonnés de leurs alliés, ouvrent leurs portes à Giafferi; et depuis, réunis sous les mêmes drapeaux, ils deviennent les ennemis les plus acharnés des hommes qui voulaient asservir leur patrie.

L'empereur, assuré de la paix par le traité de Vienne, fit passer en Corse de nouvelles troupes, sous les ordres du prince Wirtemberg. On proposa des arrangemens ; mais pendant leur discussion, dans un congrès ouvert à Corte, la mort du roi de Pologne, donnant un nouveau cours à la politique de l'Europe, força Charles VI à retirer ses troupes de la Corse : alors le parti des insurgés fut absolument dominant dans l'île ; les troupes génoises, battues dans toutes les rencontres, se renfermèrent dans les places maritimes.

Le roi Stanislas fut élu roi de Pologne pour la seconde fois; mais, par les intrigues de Charles VI, l'électeur de Saxe, son neveu, l'emporta sur son concurrent. La politique exigeait alors une vengeance ; elle devait tomber sur l'empereur ; on l'exécuta efficacement en Allemagne et en Italie. La France s'unit avec l'Espagne et la Sardaigne : ces trois puissances avaient leurs intérêts divers, qui, tous, concouraient au même but d'affaiblir l'Autriche. On

promit le Milanais à Charles-Emmanuel ; le roi d'Espagne ne se bornait pas à Parme et Plaisance pour ses enfans ; le roi de France voulait l'abaissement de ses ennemis et le succès de ses alliés.

Mais le ministère français avait tellement convaincu toutes les puissances de l'Europe de sa modération et de son équité, qu'elles regardèrent tranquillement ses succès rapides.

Le maréchal de Berwick fut envoyé sur le Rhin, dont il fut bientôt le maître ; le maréchal de Villars, nommé général des armées françaises en Italie, travailla avec M. d'Angervilliers, pour former l'armée qui devait entrer en Piémont, composée de quarante-cinq bataillons et soixante escadrons, faisant quarante mille hommes au complet. Ce général avait beaucoup insisté au conseil, sur l'extrême conséquence de s'opposer, le plus tôt possible, aux secours qui seraient infailliblement envoyés par l'empereur en Italie. S'ils peuvent disputer la conquête du Milanais, disait-il, il faut craindre des changemens dans le roi de Sardaigne, auquel l'empereur offrira tout ce qui pourra le ramener à lui, afin de mettre les Français dans la dépendance d'un prince qui, maître des places et des communications, pou-

vait leur ôter tous moyens de subsistances et de retour; dangers qui n'existeraient plus dès l'instant où l'armée française serait au-delà du Mincio.

Le maréchal discutait ainsi à Versailles les intérêts de l'Espagne et de la France, et le roi de Sardaigne avait assemblé à Turin, le 2 octobre 1734, un conseil de guerre composé de tous les officiers généraux français et piémontais, pour convenir des premières opérations de cette guerre. Comme l'objet principal, selon le roi, devait être la conquête du Milanais, il lui paraissait important, pour agir avec solidité, de se rendre maître des deux rives du Pô.

En conséquence, 1° les deux corps de troupes assemblés à Verceil et à Mortare, devaient se réunir le 30 octobre à Vigevano, et le 31 l'armée devait passer le Tesin, pour investir Pavie le premier novembre.

2° Le même jour où l'on investirait Pavie, quatre bataillons et sept escadrons iraient investir Tortone, pour couvrir la navigation du Pô jusqu'à l'embouchure du Tesin et la communication avec Gènes.

3° Le jour où le corps assemblé à Verceil passerait la Sesia, le 28 octobre, on en déta-

cherait quatre bataillons et six escadrons pour bloquer Novare.

4° La ville de Pavie prise, on y laisserait quelques troupes pour assiéger le château, et on marcherait avec le reste de l'armée à Milan, pour en attaquer le château ; pendant ces opérations, on porterait l'infanterie et la cavalerie dont on pourrait se passer sur l'Adda, où l'on s'emparerait de Lodi, pour y établir les magasins nécessaires aux troupes qui hiverneraient dans ces quartiers.

5° Les châteaux de Pavie et de Milan pris, on ferait le siége de Novare avec une partie de l'armée ; le reste passerait l'Adda pour bloquer Pizzigithone.

6° On devait jeter un pont sur le Pô, à Plaisance, pour avoir une communication avec le Parmesan et le Plaisantin.

7° Enfin, si les ennemis ne prévenaient pas l'armée des alliés sur l'Oglio, on pourrait s'y porter, y prendre des quartiers, et alonger la droite sur la Delmona, pour bloquer Crémone.

Ce projet d'opérations, qui malheureusement fut trop bien suivi, fit manquer, dès le commencement de cette guerre, la conquête totale des états de l'empereur en Lombardie. On ne consulta en rien l'expérience de la guerre

de 1700, ni les forces actuelles de l'ennemi en Italie, et on se conduisit comme si l'empereur avait eu une armée formidable et en mesure de troubler celle des alliés dans leurs premières opérations.

On peut attribuer les vues étroites de ce projet et la conduite peu militaire dans le début de cette guerre à l'empressement du roi de Sardaigne de jouir du Milanais, dont le traité de Turin lui promettait la possession et la moitié des revenus pendant la guerre. Ce monarque, selon la politique ordinaire des princes de sa maison, ne songea et ne voulut songer qu'à ce qui pouvait accélérer pour lui la jouissance du Milanais.

Si l'on eût voulu former un projet d'opérations d'après les circonstances dans lesquelles on se trouvait et la possibilité de l'exécution, on se fût convaincu de la possibilité de porter, dès le mois de novembre, la tête de nos troupes sur le Mincio, et même sur l'Adige.

L'empereur, au mois d'octobre 1733, avait tout au plus dix ou douze mille hommes en Italie, formant les garnisons de Pavie, Milan, Tortone, Pizzigithone, Crémone et Mantoue; la tête de celles qui pouvaient venir au secours de celle-ci ne pouvait pas être arrivée en Italie

avant le mois de janvier 1734. Ainsi l'armée des deux couronnes, qui était de cinquante mille hommes effectifs, avait trois mois d'avance, et pouvait occuper des positions infiniment avantageuses, soit pour empêcher les ennemis de déboucher du Tirol, soit pour leur ôter les moyens de secourir la Lombardie.

Sans doute il était nécessaire, avant tout, de prendre Pavie pour s'assurer les deux rives du Pô, dont la possession est indispensable, afin de faire la guerre avec succès en Lombardie. Mais, Pavie pris, il fallait masquer les châteaux de Milan, Pizzigithone et Tortone, passer ensuite l'Adda, marcher à Crémone, y former des magasins de subsistances faciles à transporter par le Pô, sur-tout étant maître de Plaisance. Pendant ces occupations, on aurait pu prendre Ghera-d'Adda, et bloquer Pizzigithone du côté du Crémonois.

L'établissement de nos subsistances à Crémone fini, et après avoir jeté un pont sur le Pô, près de cette ville, pour assurer la navigation de ce fleuve et pour éclairer le Parmesan, l'armée aurait pu passer l'Oglio à Mercaria et à Gazolo, marcher sur Mantoue, et assiéger cette place, dans laquelle il y avait à peine douze cents hommes de garnison, et

point d'approvisionnement pour soutenir un siége. L'artillerie qui servit aux places du Milanais eût été suffisante pour le siége de Mantoue : on devait d'ailleurs se rappeler la découverte faite le 25 juillet 1702, sur la possibilité de passer à gué le lac Pairolo.

Mantoue n'eût certainement pas tenu plus de vingt ou vingt-cinq jours de tranchée ouverte. Cette conquête faite, l'armée eût pu s'établir dans le Mantouan, le Guastallais, le Modénois, ou le Mirandolais ; des détachemens de l'armée eussent pu s'emparer des débouchés du Trentin, en Lombardie, par les deux rives du lac de Garde et de l'Adige.

Alors les ennemis eussent été obligés de déboucher par le Vicentin, ils se seraient trouvés au même point où se trouva le prince Eugène pour commencer les campagnes de 1701 et 1706.

Les objets essentiels de cette guerre étaient la conquête du Milanais, sa conservation, celle du Parmesan et du Plaisantin. Or, ces trois objets se fussent trouvés parfaitement remplis par la position de l'armée en avant ou derrière l'Adige, ou même derrière le Mincio, et, bien mieux encore, à la position de M. de Catinat à Villa-Franca.

Le roi de Sardaigne ayant joint l'armée des alliés, le 30 octobre, à Vigevano, on eut avis de l'évacuation de Pavie : sa garnison s'étant portée sur Crémone, M. de Coigny marcha alors sur Milan pour en investir le château, prit, en passant, Lodi, et rejoignit l'armée à Pizzigithone, qui avait été investi le 9 novembre.

Le maréchal de Villars arriva le même jour à l'armée pour en prendre le commandement, sous les ordres du roi de Sardaigne; il désapprouva le siége de Pizzigithone, et voulait se borner à prendre Ghiera-d'Adda, à masquer Pizzigithone, à envoyer la cavalerie cantonner sur l'Oglio, à se servir de l'infanterie pour prendre les places du Milanais. Ce plan était à peu près conforme au projet d'opérations arrêté à Turin, et ne valait guère mieux; encore trouva-t-il des oppositions de la part du roi de Sardaigne, qui prit de l'inquiétude de l'arrivée des Espagnols en Italie. En vain le duché du Milanais lui avait-il été promis par le traité de Turin; cet engagement lui parut un leurre dont se servaient les deux cours pour l'engager à concourir, avec ses troupes, à une conquête qui était destinée à dom Carlos.

Ces soupçons fermentèrent dans l'esprit de ce prince, au point que, pendant toute cette guerre, il ne voulut jamais se prêter aux vues offensives des généraux du roi, et il témoigna toujours une répugnance extrême à éloigner ses troupes du Milanais. Sa prévention lui fit voir, dans la résistance de M. de Villars pour le siége de Pizzigithone, un accord secret, entre les Espagnols et les Français, préjudiciable à ses intérêts : en conséquence, il s'opposa à la construction d'un pont sur le Pô, et s'obstina à vouloir faire le siége de Pizzigithone. M. de Villars, de son côté, ne voulut pas y consentir sans un ordre du roi.

La cour de France ne paraissait pas compter beaucoup sur la bonne foi du roi de Sardaigne, et l'on craignait de la part de ce prince une défection pareille à celle de 1703.

Les troupes espagnoles arrivèrent du 20 au 30 novembre à Parme; les ennemis évacuèrent Crémone; on l'occupa sur-le-champ, et plusieurs postes sur le bas Oglio, comme Sabioneta, Bozzolo, etc. pour empêcher les courses des ennemis dans cette partie, comme s'il y avait eu des ennemis à craindre. C'était bien loin de là où il aurait fallu aller prendre des précautions contre eux; mais le maréchal était

sans doute forcé de se soumettre aux volontés du roi de Sardaigne.

Ghiera-d'Adda capitula le 27 novembre; Pizzigithone se rendit par composition le 6 décembre. Le maréchal marcha alors avec la plus grande partie de la cavalerie et quelque infanterie sur l'Oglio et Crémone, dont le château se rendit au premier coup de canon. Le roi de Sardaigne marcha avec le reste de l'armée vers Milan, pour assiéger le château, devant lequel on ouvrit la tranchée du 15 au 16 décembre. Les ennemis ayant abandonné en même temps tous leurs postes sur l'Oglio, le maréchal cantonna ses troupes sur la droite de cette rivière.

Le château de Milan se rendit le 30 décembre; et, après la prise de Tortone, Seravalle, Arona et Mortare, l'armée entra dans ses quartiers.

Les troupes impériales étant arrivées dans le Mantouan à la fin de janvier 1734, le maréchal voulait passer l'Oglio, et porter la première ligne de l'armée sur le Mincio. Le roi de Sardaigne profita du mauvais temps et de la fatigue des troupes pour empêcher ce mouvement : le maréchal voulut aussi jeter un pont sur le Pô, à Crémone; mais le roi de Sardaigne, toujours en méfiance des Espagnols, fit naître

retard sur retard pour fournir les agrès et les matériaux nécessaires à cet établissement.

Le 12 février, les Espagnols s'étant dirigés sur le royaume de Naples, les troupes françaises les remplacèrent dans leurs différens postes en Lombardie.

Dans les premiers jours de mars, M. de Villars rassembla les troupes françaises. Son projet était de se porter sur le Mincio, de prendre Goito, ou de passer le Mincio à Borghetto; de se poster entre Mantoue et les Impériaux qui arrivaient d'Allemagne, même d'attaquer ceux qui étaient déjà arrivés, au nombre de vingt-cinq mille hommes, ou enfin de tomber sur quelques-uns des corps séparés qui descendaient du Trentin.

Ce projet, très-bien vu, et dont l'exécution eût mis toute l'offensive de la campagne du côté des alliés, fut encore contrarié par le roi de Sardaigne, qui fit envoyer des contre-ordres aux troupes qui, en revenant, furent réparties sur les rives droites de l'Oglio et du Pô, ou rentrèrent dans leurs premiers quartiers. Pour embarrasser encore davantage le maréchal, le roi de Sardaigne, qui devait fournir la grosse artillerie dont on avait besoin pour attaquer Goito et passer le Mincio, prétexta qu'il ne pou-

vait la fournir avant les derniers jours de mars. Enfin le roi parut vouloir se prêter à marcher sur le Mincio, du 20 au 25 mars, au moment où ce mouvement ne pouvait plus s'exécuter en présence de l'ennemi, qui s'était considérablement renforcé, et qui s'était cantonné le long du Mincio et du bas Pô, jusqu'à Lago-Oscaro.

En même temps, le général Mercy, qui commandait l'armée impériale, avait fait jeter deux ponts sur le Mincio, à la Virgiliana, et rassembler beaucoup de bateaux à Governolo; il faisait aussi plusieurs démonstrations sur différens points du bas Pô, pour tenir les alliés dans l'incertitude du point de son passage.

Le maréchal de Villars porta alors sur le bas Pô neuf bataillons et trente-cinq escadrons, cantonnés dans le Modénois, et il demanda au roi de Sardaigne de faire avancer les troupes piémontaises sur l'Oglio, pour y remplacer les troupes qui iraient renforcer la rive droite du Pô; objet devenu nécessaire, d'après le projet de l'empereur d'envoyer un gros détachement dans le royaume de Naples pour en empêcher la conquête, et inquiéter dom Carlos.

Mais le roi de Sardaigne, toujours occupé de la conservation de son Milanais, et peu

curieux de veiller aux intérêts de la cour de Madrid, dont il se méfiait, refusa de faire sortir ses troupes de leurs quartiers.

M. de Villars se trouva alors très-embarrassé; il ne pouvait se hasarder de dégarnir l'Oglio, l'ennemi pouvant se porter également de Mantoue sur le haut de cette rivière, ou tenter un passage sur le bas Pô. Le maréchal se décida alors à border le bas Oglio, entre Astiano et Tordoglio, le Pô, avec trente-trois bataillons et neuf escadrons, et à renforcer le bas Pô avec treize escadrons; il établit son quartier général à Colorno, et fit descendre le pont de Crémone à Sacca : la garde de l'Oglio, au-dessus d'Astiano, fut abandonnée aux Piémontais quand il plairait au roi de les tirer de leurs quartiers.

Dans le cas où les Impériaux marcheraient sur le haut Oglio, l'armée des deux couronnes devait chercher à les combattre, ou se poster, la droite à Soncino, la gauche au Serio, à la hauteur du village de Saint-Michel, et à un quart de lieue en arrière de Créma : la moitié de cette position était couverte par une Naville très-encaissée, et l'autre par plusieurs fossés parallèles. Ainsi postée, l'armée devait protéger Lodi, le Milanais, et inquiéter la commu-

nication des ennemis avec le Mantouan, s'ils voulaient marcher sur le haut Adda... Tel était le dispositif pour la rive gauche du Pô.

Quant à la rive droite, six bataillons et quatre régimens de dragons furent campés à Mirasole, vis-à-vis l'embouchure du Mincio, aux ordres de M. de Coigny, chargé de surveiller depuis l'embouchure de l'Oglio à celle de la Secchia. M. de Maillebois, placé à Revere avec un bataillon et vingt-trois escadrons, fut chargé de garder entre la Secchia et le Panaro.

Le maréchal crut ces dispositions très-suffisantes pour ôter aux ennemis toute envie de passer le Pô entre l'Oglio et le Panaro. Obligés, selon lui, de le passer plus bas, il leur fallait deux jours pour effectuer le passage en totalité, et deux autres jours pour arriver au Panaro : ce qui, selon lui, donnait le temps aux troupes postées sur l'Oglio d'arriver sur la Secchia, et même au-delà, au moment où les ennemis passeraient le Panaro.

Le maréchal s'était confirmé dans toutes ces idées, d'après les rapports de plusieurs officiers chargés de reconnaître la rive droite du Pô.

On se croit cependant autorisé à juger la disposition du maréchal vicieuse dans toutes ses parties.

Obligé, par les ordres du roi, de veiller sur le Milanais, le Parmesan et le royaume de Naples, le maréchal aurait dû prendre une position centrale, dont il pût se porter avec toute la célérité possible, sur les points menacés par l'ennemi, sur l'une ou l'autre rive du Pô; il était donc obligé de se mettre à cheval sur cette rivière; mais au lieu de placer son pont à Sacca, il aurait dû, ce semble, l'établir entre Dozzolo et Quastalla, et retrancher l'intervalle entre cette place et le Pô, comme en 1702. Par cette position, il raccourcissait beaucoup sa communication avec la rive droite du Pô, et il se serait trouvé en mesure de prévenir l'ennemi sur le haut Oglio et sur la Secchia.

D'un autre côté, sa position projetée entre Soncino et le Serio n'eût point empêché M. de Mercy de pénétrer dans le Milanais. M. le duc de Vendôme avait pris de même, en 1705, une position de flanc, sur la marche de M. le prince Eugène, pour se porter sur le haut Adda, et, sans son extrême activité, les ennemis eussent pénétré dans le Milanais. La position entre le Serio et Soncino est masquée par un pays très-couvert, qui aurait donné à M. de Mercy, comme au prince Eugène, la facilité de dérober ses mouvemens, et en jetant quelques ponts sur

le haut Serio, ou le passant à gué, d'arriver avant les alliés sur le haut Adda et dans le Milanais.

Pour la défense du haut Oglio, si on n'avait pas voulu prévenir l'ennemi sur la rive gauche, on pouvait se porter sur sa droite, à la hauteur de Ponte-Oglio, où l'on se trouvait en mesure de combattre l'ennemi, s'il eût passé l'Oglio entre Palazuolo et le lac Yseo, ou de l'observer assez près pour lui ôter l'envie d'oser prêter le flanc pour se porter sur l'Adda.

Quant à la rive droite du Pô, comment M. de Villars pouvait-il penser que M. de Mercy, qui tirait toutes ses subsistances de Mantoue, vînt passer ce fleuve à vingt ou vingt-cinq lieues de cette place, pour exposer sa communication à être interceptée par l'armée des alliés, qui, dans ce cas, pouvait envoyer de gros détachemens sur le haut et bas Mincio, bloquer Mantoue, et obliger le général allemand de se rapprocher de cette place, pour recouvrer ses subsistances? D'ailleurs, un gros corps de cavalerie ne pouvait pas suffire avec un peu d'infanterie, pour en imposer à M. de Mercy, et le forcer à passer le Pô, aussi fort au-dessous de l'extrémité de notre droite; la rive droite du Pô, depuis Guastalla jusqu'au

Panaro, est très-coupée et très-couverte, et assurait à M. de Mercy tous les moyens de passer ce fleuve où bon lui semblerait, à la faveur d'un gros corps d'infanterie, contre lequel la cavalerie n'aurait rien pu entreprendre dans un pays aussi coupé.

Enfin, M. de Villars était instruit du projet des ennemis de passer le Pô, et de porter le théâtre de la guerre dans le Parmesan, dont la conservation était expressément recommandée au maréchal; il aurait donc dû garnir la rive droite, au moins depuis Toricella jusqu'à Mirasolo, et vers la Secchia, du côté de Revere; sans doute il en sentit un moment l'importance, puisqu'il donna les ordres à quatre brigades d'infanterie de marcher vers Concordia, où elles eussent été en mesure de se porter sur tous les points du Pô, où l'ennemi eût voulu tenter le passage; mais on ne sait pas concevoir pourquoi le maréchal, par un contre ordre, les fit arrêter à Guastalla.

Du 1er au 2 mai, M. de Mercy passa le Pô vis-à-vis Portiolo, où les Français avaient un seul régiment de cavalerie, qui, n'étant soutenu d'aucune infanterie, fut obligé de se retirer sur Guastalla.

M. le comte de Coigny, campé à Mirasolo,

à cinq quarts de lieue de Portiolo, apprit le 2, à sept heures du matin, les mouvemens de l'ennemi : en ayant fait reconnaître la position, et ayant trouvé plus de dix mille hommes de passés et avantageusement postés, il se hâta de se retirer par San-Benedetto à Guastalla, où il joignit les quatre brigades d'infanterie, et se campa entre le Crostollo et Guastalla.

Mais, par une inconséquence dont on ne sait pas concevoir la cause, le maréchal envoya ordre à M. de Coigny d'abandonner le Crostollo et la Lenza, pour se retirer derrière la Parma, et même pour repasser le Pô, s'il était suivi de trop près ; c'était abandonner le Modénois, et donner aux ennemis la facilité de se porter dans le Parmesan, et d'envoyer un détachement dans le royaume de Naples.

Cependant M. de Coigny ayant été joint par M. de Maillebois, se trouvait à la tête de vingt-deux bataillons, de quarante-huit escadrons, et de vingt pièces de canon. Sans doute il était assez fort pour donner le temps au reste de l'armée des alliés de se rendre sur le Crostollo. On aurait d'ailleurs prévenu tous ces inconvéniens, et même le passage des ennemis, si, comme nous l'avons dit, on eût placé ses ponts entre Dozzolo et Guastalla.

M. de Mercy ayant fait descendre ses ponts à San-Benedetto, et ayant campé en avant sur la rive droite du Pô, le maréchal, pour le rappeler sur la rive gauche, forma le projet d'intercepter sa communication avec Mantoue, et même d'attaquer la tête de ses ponts, s'il en trouvait la possibilité; il comptait être joint dans sa marche par les Piémontais; il se mit en mouvement sur trois colonnes. Celle de gauche se dirigea sur Curtalona; celle du centre sur Montanara; celle de droite, composée de toute la cavalerie, sur Borgoforte.

Après avoir passé la Fossa-Maestra, les deux colonnes de gauche et du centre se rabattirent sur Borgoforte, d'où le maréchal envoya reconnaître la tête des ponts; il les croyait encore à Portiolo.

Pendant cette marche, quatre différens partis venant de Mantoue, tombés dans les avant-gardes des colonnes, avaient été complètement battus. Le maréchal, le roi de Sardaigne et les officiers généraux, ayant jugé à propos de laisser reposer quelque temps les troupes, on fit marcher en avant huit cents hommes d'infanterie, quatre cents de cavalerie, et les hussards sous les ordres de M. de Lisle, pour reconnaître Borgoforte, dont il s'empara, ainsi

que de sa tour, n'y ayant trouvé aucune résistance ; il en fit instruire le maréchal, qui remonta à cheval avec le roi, une heure avant le jour, pour suivre cette avant-garde.

Les ennemis, campés à San-Benedetto, avaient laissé cinq mille hommes sur la rive gauche du Pô, pour favoriser leur communication avec Mantoue. M. de Lisle, qui avait poussé au-delà de Borgoforte pour les reconnaître, les ayant rencontrés, voulaient les attaquer ; mais il craignit de le faire avant d'en avoir reçu les ordres du maréchal, dans l'incertitude surtout où il était si les colonnes n'étaient pas encore trop éloignées pour le soutenir. Afin d'agir avec plus de prudence, il envoya instruire le maréchal de sa position, et demander ses ordres. Ce fut encore ici l'occasion de tenir un conseil, où il fut décidé de se retirer, d'abandonner Borgoforte, et de repasser l'Oglio.

En réfléchissant sur cette expédition de Borgoforte, on voit combien elle aurait été avantageuse, si elle avait réussi ; les ennemis se seraient trouvés séparés de Mantoue, et placés entre les deux armées françaises et sardes, dans un pays où les subsistances étaient très-rares, peut-être eussent-ils été obligés de se jeter dans le Ferrarois.

Plusieurs causes concoururent à l'inexécution de ce projet.

La première, la chûte de M. de Broglio, dans une Naville, où il se blessa grièvement à la jambe. Le maréchal, en se voyant privé d'un officier général sur lequel il comptait particulièrement, n'osa plus se hasarder dans une affaire qui exigeait beaucoup d'ensemble et de conduite.

La seconde, l'éloignement où se trouvait M. de Lisle avec l'avant-garde du corps de bataille, qui n'aurait jamais pu arriver à temps pour le soutenir, et aurait laissé aux ennemis celui de faire passer le Pô à une partie de leurs troupes, et de se trouver très-supérieurs à celles des alliés, qui consistaient alors en vingt bataillons.

La troisième, l'inexactitude des Piémontais pour se rendre aux points indiqués, s'étant arrêtés mal-à-propos pour attendre un convoi de pain.

La quatrième, en obligeant les Impériaux à replier leurs ponts, ils auraient pu marcher droit à Parme, et M. de Coigny n'était pas en état de s'y opposer.

La cinquième, on ne trouvait aucun avantage à attaquer les ennemis; si on les battait,

on ne pouvait pas s'établir dans le Seraglio, et s'ils battaient l'armée des alliés, leur retraite devenait très-difficile.

Après la retraite du Seraglio, il y eut de grands débats sur la position qui devait être préférée. Les officiers généraux français voulaient se porter sur le Crostollo, pour couvrir les états de Parme. Le roi de Sardaigne s'opposait au passage du Pô : on ne sait pas comprendre pourquoi M. de Villars abondait dans le sens du roi de Sardaigne, et avait l'air de regarder comme très-avantageux de border l'Oglio, depuis Soncino jusqu'à son embouchure dans le Pô.

D'après cette décision, les troupes furent réparties sur la rive gauche du Pô; les Français, de Viadana à Ustiano; les Piémontais, d'Ustiano à Soncino; M. de Coigny derrière la Parma. On jeta un second pont à Sacca, un autre à Crémone, un quatrième à Plaisance; le quartier général à Bozolo.

La réflexion fit bientôt changer d'avis au roi de Sardaigne, dans la crainte de voir les Français venir prendre des quartiers dans le Milanais, dès qu'ils auraient épuisé les bords de l'Oglio et le Crémonois; ne voulant pas non plus être accusé par la cour de Madrid d'avoir

abandonné le Parmesan, il adopta l'idée de se porter en force sur le Crostollo, de jeter un pont à Dozzolo, et de se mettre à cheval sur le Pô, la droite à la Vittoria sur le Crostollo, la gauche à la Delmona : au reste, ce mouvement était une marche en avant qui n'engageait à rien l'ennemi, qui n'avait pas encore bougé de son camp de San-Benedetto.

Cette fluctuation dans les opinions occasionna de vives altercations entre le roi de Sardaigne et le maréchal, qui se décida alors à demander son rappel, et qui, en l'attendant, bien loin de porter la majeure partie de l'armée sur le Crostollo, fit repasser le corps de M. de Coigny sur la rive gauche du Pô. Les ennemis descendirent leurs ponts de San-Benedetto à Sabioncello. Dans la nuit du 17 au 18 mai, ils marchèrent sur Luzara et Guastalla : alors M. de Villars, ayant voulu porter des troupes sur la Parma, le roi prit son premier système et s'y opposa, dans la crainte d'une bataille. On abuserait ici de la patience du lecteur, si l'on répétait toutes les mauvaises raisons dont le roi et ses affidés appuyaient leur opinion.

Le maréchal ayant laissé, en partant le 26 mai, le commandement à M. de Coigny, ce-

lui-ci passa le reste du mois de mai en démarches infructueuses, pour engager le roi de Sardaigne à passer en force sur la rive droite du Pô.

Le 26 mai, les Impériaux, commandés par M. de Ligneville, avaient tenté d'attaquer le château de Collorno, et ils avaient été repoussés; le 1er juin, ils revinrent à la charge, et furent reçus avec la même vigueur par M. de Contades. Cependant M. de Maillebois, qui s'était avancé pour le soutenir, craignant de voir forcer le pont qui pouvait favoriser sa retraite, lui envoya l'ordre de se retirer : ce qui fut exécuté en très-bon ordre, et sans perdre un seul homme.

Le 2 juin, les Impériaux campèrent le long de la Parma, la droite à Collorno, la gauche à l'abbaye de Saint-Martin, sur le chemin de Parme. M. de Maillebois fit alors passer le Pô à sa cavalerie, et resta dans les retranchemens des ponts de Sacco.

La prise de Collorno par les ennemis ayant fait présumer leurs desseins sur Parme, le roi de Sardaigne, ne craignant plus pour l'Oglio, se décida à camper le 3 juin dans la plaine de Collorno, après avoir passé le Pô, le 2, à Casal-Major. Cependant, si les ennemis étaient

venus le 2 au soir, ou le 3 au matin, camper dans cette plaine, et masquer les retranchemens du pont des alliés, ils auraient pris Parme sans obstacle.

Le 4 juin, l'armée des alliés devait marcher sur la Parma, pour camper la gauche à l'Orno, la droite à San-Andrea, afin d'être en mesure de se porter sur Parme, si les ennemis y marchaient. Pour assurer ce mouvement, il fallait masquer Collorno, ou en chasser les ennemis, qui auraient pu déboucher par ce poste sur le flanc de la marche des alliés.

Le 4, M. de Maillebois, à la tête de vingt compagnies de grenadiers et de vingt piquets, attaqua la partie de Collorno qui est sur la rive gauche de la Parma; les troupes entourèrent le village par trois différens endroits, pénétrèrent de maison en maison, en chassèrent les ennemis, et s'étendirent, par la droite et par la gauche, le long de la chaussée, sur le bord de la rivière, afin de masquer le pont de Collorno, et d'occuper plus sûrement le pont de pierre qui est sur l'Orno, d'où l'on chassa les ennemis, qui furent obligés de repasser la Parma. Les alliés occupèrent alors Collorno; le reste de l'armée passa l'Orno, et vint camper, la gauche à cette petite rivière, et la droite à

San-Andrea, comme on l'avait d'abord projeté.

Le 5 juin, les ennemis se présentèrent vis-à-vis les deux ponts jetés sur l'Orno ; mais cette fausse attaque était imaginée pour couvrir leur retraite vers leur ancien camp de Sorbolo, du côté de l'embouchure de la Lenza. Les alliés avaient envoyé, le même jour, des détachemens pour réparer les gués de la Parma, au-dessous de Collorno, dans la vue de donner de l'inquiétude aux ennemis pour leur droite, et les obliger de quitter leur position : ce qui avait très-bien réussi.

Le 6, les alliés envoyèrent deux brigades d'infanterie sur la rive gauche de la Parma, au-dessous de sa jonction avec la Lenza, et on y jeta deux ponts sur la Parma.

Du 6 au 17, M. de Coigny proposa sans succès au roi de Sardaigne de passer la Parma, de marcher aux ennemis, qui, vu la supériorité des alliés, n'eussent pas osé les attendre ; de les pousser au-delà du Crostollo, et de faire descendre un des ponts de Sacco à la hauteur de l'armée....

On proposa encore de déboucher par la basse Parme, au-dessous de la Lenza ; de marcher à la partie des ennemis qui était à Bercello ; de

jeter en même temps un pont sur le Pô, entre Viadana et Bercello; si les ennemis tardaient à se rapprocher du Crostollo, s'ils donnaient le temps aux alliés de se développer entre la Lenza et le Crostollo, ils couraient les risques de perdre leur communication avec Mantoue, et d'être obligés de se retirer sur le Boulonais, ou le bas Pô.

Le roi de Sardaigne, son conseil et M. de Broglie, s'opposèrent à tous ces projets, toujours dans la crainte d'exposer le Milanais, les ennemis pouvant jeter, disaient-ils, un pont à Dozzolo, et prévenir les alliés dans le Crémonois. Ainsi, bien loin de faire aucun mouvement offensif, il fallut rester dans l'inaction, et envoyer deux brigades d'infanterie à Viadana, sur la rive gauche du Pô, pour rassurer le roi de Sardaigne, dont les inquiétudes simulées pour le Crémonois augmentaient en raison du desir des officiers généraux français d'agir offensivement.

Le 13 juin, les ennemis quittèrent leur camp de Sorbolo, remontèrent la Lenza, et vinrent camper, la gauche à Montechiarugolo, la droite à San-Prospero.

Le 17, les alliés portèrent leur gauche à San-Andrea, et leur droite à la Baganza,

pour être plus à portée de Parme : on proposa encore alors dans le conseil de passer la Parma, en appuyant la droite à Parme, et la gauche du côté de Sorbolo, afin de resserrer les Impériaux, et les obliger de repasser la Lenza; nouveaux refus du roi de Sardaigne sur les plus faux prétextes.

Le 23, le roi de Sardaigne partit pour Turin.

Le 25, les Impériaux vinrent camper entre Murano et San-Lazaro. Messieurs de Coigny et de Broglie eurent envie d'y attaquer les ennemis; ils n'osèrent le faire sans la permission du roi, auquel ils envoyèrent très-inutilement un courrier.

Le 27, les ennemis passèrent la Parma à Proporano, et campèrent entre la Baganza et la Parma.

Le 28, ils passèrent la Baganza, et s'avancèrent sur une Naville formée par cette rivière et la Parma, où ils campèrent. Le même jour, messieurs de Coigny et de Broglie, après avoir reconnu les ennemis, résolurent de les attaquer le 30; ils renvoyèrent en conséquence les équipages sur la rive gauche du Pô, firent venir du pain, l'hôpital ambulant, toutes les munitions nécessaires, et donnèrent les ordres pour marcher droit à Parme le 29, et se poster

derrière le grand chemin qui va de Parme à Plaisance, la gauche à Parme, la droite aux cassines de Carnochio.

Le 29 juin, au matin, vers les dix heures, M. de la Tour, qui commandait l'avant-garde des Impériaux, voulut s'approcher du cabaret de la Croisette, qui se trouvait à peu près au centre de l'armée des alliés, et où l'on avait placé cinq compagnies de grenadiers; il en fut vivement repoussé. Bientôt l'affaire s'engagea de tous les côtés. M. de Mercy fut tué, le général la Tour grièvement blessé. Les brigades d'infanterie se succédaient et se battaient toutes avec une grande valeur; les ennemis n'en montraient pas moins.

Cependant M. de Wirtemberg, qui remplaçait M. de Mercy, dans l'ignorance où il était de ses projets, se détermina à tenir ferme, et à profiter de la nuit pour se retirer le plus tôt et le plus sûrement possible. En effet, il profita de la première obscurité pour faire filer l'armée sur Reggio, où était l'entrepôt des vivres; et il se contenta, pour assurer la retraite, de tenir, jusqu'à neuf heures et demie du soir, avec quelques troupes d'élite, dont il forma son arrière-garde : ayant ensuite évacué une partie des objets qui étaient à Reggio, il se

porta sur la Secchia, passa cette rivière le 5 et le 6 à la Concordia, fit rompre tous ses ponts, et se porta, le 9 juillet, entre la Mirandole et Sabioncello, où M. de Mercy avait fait descendre ceux qui étaient sur le Pô.

Les Impériaux perdirent à la bataille de Parme plus de dix mille hommes, et les alliés plus de quatre mille, dont mille officiers.

Les 1er, 2, 3 et 4 juillet, l'armée des alliés marcha pour se rendre en avant de Guastalla, qui fut investi par les grenadiers de l'armée, et se rendit le 5; ce jour ainsi que le suivant furent employés à arranger les subsistances et à attendre l'arrivée de huit pièces de gros canon qui devaient être fournies par le roi de Sardaigne pour faire le siége de la Mirandole, et à faire descendre le pont de Sacca à Dozzolo.

L'armée ennemie, en se retirant de Parme sur Reggio et Carpi, et de là sur Revere, avait fait un détour de dix lieues pour retirer les dépôts placés dans les deux premiers points. Rien n'aurait donc empêché les généraux français, s'ils s'étaient mis en mouvement dès le 30 juin, de laisser un détachement pour prendre Guastalla et établir le pont à Dozzolo, de marcher en droiture sur la Secchia; de passer

cette rivière à la Concordia, et de se porter entre Revere et la Mirandole, où ils seraient arrivés au moins quarante-huit heures avant les Impériaux; ceux-ci auraient été obligés de se retirer dans le Ferrarois, et peut-être dans le Boulonais, n'ayant pas de ponts préparés sur le Panaro.

Si cependant les ennemis eussent voulu prévenir les alliés à Revere, alors ils leur auraient abandonné Reggio et Carpi, où étaient leurs blessés et leurs subsistances.

En vain les généraux voulurent-ils s'excuser sur le temps nécessaire pour attendre les canons sous Guastalla, ils auraient bien pu les recevoir devant la Mirandole; quant aux subsistances, ils n'en auraient pas manqué : les lettres de l'intendant et des munitionnaires de l'armée le prouvent assez.

Ce qui paraît le plus sûr, c'est l'ignorance profonde où furent les généraux français des mouvemens de l'ennemi; elle les fit tâtonner dans leurs premières marches, leur fit perdre tous les avantages du gain de la bataille et des lenteurs de l'ennemi pour se rendre à Revere, obligé d'évacuer Reggio et Carpi.

Le 8 juillet, M. de Broglie, avec tous les grenadiers et une partie de la cavalerie, arriva

à Bondanella, sur la Secchia; le 9, il fit jeter deux ponts, l'un à Bondanella, l'autre à Guastalla.

Le 10, le reste de l'armée des alliés vint camper, la droite à Bondanella, la gauche à la Mirandole et au Pô.

Le 11, on battit la générale pour passer la Secchia; le roi de Sardaigne s'y opposa.

Le 14, les Impériaux vinrent camper, la droite à Quingentolo, et la gauche vis-à-vis Guistello.

Dans les quinze derniers jours de juillet, les alliés s'emparèrent de Carpi, Reggio, Rubiera et Modène; mais le défaut de fourrages obligea M. de Coigny de mettre sa cavalerie à Reggio, Rubiera, Modène, Corregio, etc. Les deux armées passèrent tout le mois d'août et partie de septembre dans ces positions, et les généraux français passèrent tout ce temps à faire une guerre d'écriture et de paroles avec le roi de Sardaigne, pour le décider à passer la Secchia, et à entreprendre le siége de la Mirandole.

Le refus constant du roi aurait tenu l'armée dans la même inaction tout le reste de la campagne, si les ennemis ne l'en eussent tirée.

Le comte de Konissegg, qui avait été nommé

pour prendre le commandement des Impériaux, après avoir rétabli l'ordre, la discipline, et assuré les subsistances dans l'armée, instruit par des espions envoyés dans leur camp de la position des alliés sur la rive gauche de la Secchia, résolut de les surprendre; et cette excellente idée n'était pas d'une exécution bien difficile. Il y avait à Bandinello quatre escadrons de cavalerie; tout le reste, comme on l'a déjà dit, était répandu sur des points très-éloignés : les bataillons, campés de loin en loin sur une seule ligne, occupaient près de quatre lieues de terrain, à cause des contours de la rivière et des troupes piémontaises qui étaient à San-Benedetto, où le roi avait pris son quartier.

Ainsi, la nuit du 14 au 15 septembre, les Impériaux se mirent en mouvement pour attaquer les alliés sur cinq points....

La première attaque sur la rive gauche du Pô fut dirigée vers Tordoglio, avec des pontons et des haquets, pour donner de l'inquiétude sur les derrières de l'armée des alliés.

La seconde, fausse, sur la basse Secchia, vis-à-vis San-Sillo.

L'attaque du centre, vraie, au pont de Guistello.

La quatrième, vraie, et la plus forte, vis-à-vis la cense de la Guidella, où était logé M. de Broglie.

La cinquième, fausse, vis-à-vis de Bondanella, pour contenir la droite des alliés.

A six heures du matin, la plus grande partie de l'armée des Impériaux passa au gué de la Guidella, sur cinquante hommes de front, sans rencontrer aucun obstacle; une partie suivit la Secchia jusqu'à Guistello, où elle dégagea le pont, et fit passer le reste de l'armée; un gros corps de sa cavalerie remonta la Secchia vers Bondinella, pour contenir la droite des alliés, qui, se trouvant coupée du centre et de la gauche, se porta sur Guastella.

En même temps les généraux des alliés rassemblèrent le centre et la gauche, et se retirèrent sur San-Benedetto, protégés et couverts par deux grandes Navilles, la Fossa Grande et la Fosseta; ils se firent joindre le même jour par la cavalerie, qui était sur les derrières.

Les Impériaux se mirent alors en bataille, la droite au pont de Guistello, et la gauche vers la cense de San-Martino.

Pendant la nuit du 15 au 16 septembre, les généraux des alliés firent leurs dispositions pour attaquer les ennemis le 16, au matin.

Il y a peu d'exemples d'une négligence et d'une sécurité pareilles à celles qui attirèrent aux Français la déroute du 15. Toute l'armée connaissait plusieurs gués dans la Secchia, notamment celui de Guidella, par où on envoyait tous les jours des détachemens à la guerre sur la rive droite de la Secchia, et où l'eau allait à peine à la cheville du pied d'un fantassin. M. de Konissegg était venu reconnaître le gué de la Guidella, avec un corps de sept à huit mille hommes, le 21 août, le 1er et le 2 septembre. Le 14 du même mois, tous les déserteurs assuraient que les alliés seraient attaqués le lendemain : rien ne put tirer les généraux des alliés de leur sécurité léthargique.

Cette déroute ou surprise leur coûta les équipages de cinq brigades d'infanterie, et près de quatre mille hommes oubliés dans des postes coupés, ou traîneurs.

Le 16, à la pointe du jour, les généraux des alliés, étant allés reconnaître la position des ennemis pour les attaquer, virent l'armée ennemie marchant, par sa gauche, sur Gonzaga : ce qui, leur ayant fait craindre d'être prévenus sur Guastalla, les décida à marcher le même jour 16 sur Luzara.

Le 18, M. de Konissegg se détermina à marcher sur Luzara, en même temps que les alliés se campaient sous Guastalla, où ils n'espéraient pas pouvoir réparer aussitôt l'échec si récent de la Secchia. L'état où l'on croyait les forces de l'ennemi, depuis la perte de la bataille de Parme, ne devait pas préparer à l'événement du 19; mais M. de Konissegg, enivré des succès sur la Secchia, instruit de la perte de l'armée des alliés en bagages, fusils, soldats prisonniers ou égarés, ne douta pas de remporter une grande victoire en attaquant les alliés dans un moment où ils n'auraient pas eu encore le temps de réparer les pertes essuyées le 15.

Les généraux des alliés, instruits assez à temps des desseins de M. de Konissegg, firent leurs dispositions pour recevoir les Impériaux; dès la pointe du jour, le 19, l'armée était placée le long du chemin qui mène du village de la Piève à la chaussée de Luzara : la droite de l'infanterie appuyée à ce village, ayant quelque cavalerie derrière elle; la gauche appuyée au grand chemin de Luzara et au petit bras du Crostollo qui va se jeter dans le Pô, au-dessous du bois de la Scalopia : la plus grande partie de la cavalerie et des hussards

rangée dans une prairie, au-delà et en arrière, la droite à la gauche de l'infanterie, la gauche au Pô ; les dragons en réserve.

Les Impériaux parurent vers les dix heures, et attaquèrent, en longeant le Pô, par le grand chemin de Luzara. M. de Coigny, voyant le gros de leur armée dirigé sur l'intervalle entre le chemin de Luzara et le Pô, porta sur cette partie les carabiniers, les cuirassiers et plusieurs autres régimens de cavalerie. Le combat commença par une charge très-vive de cavalerie : celle des Impériaux, après avoir été repoussée deux fois, alla se former en arrière, en colonnes, sur deux escadrons de front, ayant à sa droite une colonne d'infanterie qui longeait le Pô, à sa gauche une autre qui longeait la chaussée de Luzara. On contint cette colonne par de l'infanterie, qui fut alongée sur la chaussée de Luzara, on fit attaquer celle qui longeait le Pô par de l'infanterie, qui plia d'abord, mais qui, s'étant ralliée et ayant été renforcée, repoussa vigoureusement les Impériaux : leur cavalerie, se voyant alors entièrement découverte, se retira, en colonne renversée, dans des broussailles qui étaient derrière. Alors la colonne des Impériaux, qui avait voulu longer la chaussée de

Luzara, la traversa, et se développa en bataille sur le centre des alliés, qui la repoussa et la poursuivit plus de demi-lieue.

Ainsi repoussés de tous les côtés, convaincus de l'impossibilité de déposter l'armée des alliés, qui, depuis dix heures, n'avait pas perdu un pouce de terrain le long de la ligne, et en avait gagné le long du Pô, voyant leurs soldats rebutés, une très-grande partie de blessés, beaucoup de morts, les généraux autrichiens se décidèrent à se retirer vers les dix heures du soir, après plus de huit heures de combat, et avoir perdu plus de dix mille hommes tués ou blessés, cinq pièces de canon, trois étendards, et deux paires de timbales; ils formèrent leur arrière-garde avec leurs grenadiers. Des dragons et des carabiniers de l'armée des alliés les suivirent, l'épée dans les reins, jusqu'à Luzara, où la nuit les obligea de s'arrêter; les ennemis en profitèrent pour y rassembler ce qui restait de leur armée en état de marcher. Les alliés perdirent soixante-dix-sept officiers et treize cents soldats tués; quatre cent cinquante officiers et trois mille soldats blessés.

« Si nous avions souvent de pareilles victoires, écrivait M. de Montat au duc de Bourbon, après la bataille, l'armée serait bientôt

anéantie. » En effet, les troupes étaient excessivement fatiguées, et la surprise de la Secchia avait mis la moitié des officiers à pied, sans équipages, sans argent, et plus du tiers de l'infanterie sans tentes ni marmites.

Après la bataille, on trouva, dans un petit bras du Pô, plusieurs bateaux chargés de matières combustibles : ce qui fit croire au projet des ennemis de brûler le pont des alliés, et de les rejeter derrière le Crostollo.

En réfléchissant sur la bataille de Guastalla et sur les dispositions des Impériaux pour attaquer les alliés, on se croirait autorisé à penser que, dès l'instant où les généraux se furent convaincus du dessein des Impériaux de porter tous leurs efforts sur leur droite, sans doute dans l'intention de s'emparer des ponts des alliés, ou de les brûler, non seulement il fallait, comme on le fit, dégarnir la droite pour fortifier la gauche, mais il n'aurait pas été moins important d'abandonner le village de la Piève pour se porter sur le flanc de la gauche des Impériaux, qui se trouvait à la hauteur de la droite du centre des alliés. Ce mouvement aurait dû, ce semble, être décisif, et, en rapprochant davantage les alliés des ennemis, leur donner les moyens ou de les attaquer sur leur

flanc gauche et sur leurs derrières, ou au moins de les empêcher de se dégarnir pour porter des forces dans leurs attaques de la droite.

Les ennemis, se retirèrent sur Montegiana, où ils se postèrent entre plusieurs digues qui rendaient leur position inexpugnable; ils firent remonter leurs ponts de Revere, et les jetèrent entre Montegiana et Borgo-Forte.

Le lendemain de la bataille, M. de Maillebois fut détaché pour marcher sur Borgo-Forte et la tête des ponts des ennemis. Cet officier général passait, le 21 septembre, l'Oglio au château d'Ifferati, quand il reçut l'ordre de s'arrêter sur cette rivière, et de s'y tenir sur ses gardes, sous le prétexte du projet des ennemis de jeter un pont sur le Pô, à Montegiana.

Le motif qui engagea les généraux des alliés à arrêter M. de Maillebois sur l'Oglio, aurait dû les engager au contraire à lui recommander la plus grande diligence : il serait alors arrivé à midi, le 22, à Borgo-Forte, assez à temps pour empêcher les ennemis d'achever leurs ponts; et, maître dès-lors de la rive gauche du Pô et du Seraglio, il leur eût ôté leur communication avec Mantoue, et la facilité de faire arriver leurs subsistances par le Pô. Dans cette position, M. de Konissegg était obligé de des-

cendre par la rive droite du Pô, et de se jeter dans le Ferrarois, si l'armée des alliés et le corps de M. de Maillebois, occupant les deux rives du Pô, l'eussent empêché d'établir ses ponts au-dessus du Panaro.

Dans le cas même où les Impériaux eussent eu le temps d'établir leurs ponts à Revere, M. de Maillebois s'établissait derrière le Mincio, et, en descendant les ponts des alliés de Guastalla à Borgo-Forte, leur armée eût été en mesure de se porter en totalité sur le Mincio, au-delà duquel les ennemis se seraient trouvés rejetés : dès-lors les alliés eussent pu établir la tête de leurs quartiers sur cette rivière, et se disposer à ouvrir la campagne suivante par le siége de Mantoue.

Ce qui rend le contre-ordre envoyé le 21 à M. de Maillebois encore plus inexplicable, c'est le mouvement de l'armée des alliés, qui, en se portant sur Luzara, annonça le desir d'attaquer les ennemis : ce qui était une raison de plus pour faire accélérer la marche de M. de Maillebois sur Borgo-Forte.

L'armée des alliés retourna le 22 dans son camp de Guastalla : ayant jugé trop imprudemment d'attaquer les ennemis dans une position aussi forte, et l'indécision ordinaire ayant

repris parmi les chefs de l'armée, ils attendirent, pour se décider, de connaître les mouvemens des ennemis, au lieu de les prévenir.

Les ennemis passèrent le 25 sur la rive gauche du Pô, et campèrent la gauche à Borgo-Forte, la droite vers Montanara, leur infanterie bordant la Fossa-Maestra.

Les alliés passèrent le Pô le 27, et campèrent la droite à Dozzolo, la gauche vers Sabionetta. « Dans cette position, (écrivait un de leurs généraux) nous serons à portée de repasser le Pô, de nous porter sur l'Oglio, ou sur le canal de la Delmona, suivant les circonstances : l'ennemi ne peut nous attaquer dans ce dernier poste; et, s'il veut pénétrer du côté de la rivière d'Adda, il s'éloigne si fort de Mantoue, qu'il ne peut plus y avoir aucune communication, parce que nous serons à portée de les couper, soit en-deçà, soit en-delà de l'Oglio. »

Le raisonnement de ce général prouve à quel point l'esprit de défensive prévalait dans cette armée, malgré les ordres réitérés du cabinet de Versailles qui exigeaient l'offensive, malgré deux batailles gagnées, et malgré la supériorité d'un grand tiers de l'armée des alliés sur celle des ennemis.

Dans cette position de Dozzolo, dont on vantait les avantages, l'armée se trouvait sans contredit en toute sûreté; mais elle laissait en même temps toute liberté aux ennemis d'agir par leur droite ou par leur gauche. Par sa droite, M. de Konissegg pouvait se porter sur le haut Oglio, dans la Ghiera-d'Adda et le Milanais, en se ménageant des subsistances dans le Bressian et le Bergamase, pouvant se passer de sa communication avec Mantoue et le lac de Garde, comme le fit le prince Eugène en 1701 et 1705.... M. de Konissegg pouvait agir par sa gauche avec plus de facilité, en repassant sur la rive droite du Pô, et se portant sur Modène : ce qui eût rejeté la tête des quartiers des alliés derrière le Crostollo. Enfin l'armée des alliés, dans cette position, qui annonçait la défensive la plus coupable, consommait des fourrages qui auraient dû être conservés pour ses quartiers d'hiver.

Dans les derniers jours de septembre, M. de Maillebois fut détaché pour faire le siége de la Mirandole, qui fut investi le 4 octobre.

L'armée ennemie déboucha alors du Seraglio, sur deux colonnes, par Cortalone et Montanara, et campa à Castelluchio.... Pendant ce mouvement, fait uniquement pour attirer l'at-

tention des Français, M. de Konissegg détacha six mille hommes, qui passèrent le Pô à Sabioncello, et obligèrent, le 10 octobre, M. de Maillebois à lever le siége de la Mirandole, en abandonnant huit pièces de canon.

Le 11 octobre, les ennemis se replièrent sur la Madona del Gratie, et campèrent derrière Lozone, pour y recevoir le détachement qui avait fait lever le siége de la Mirandole, et qui les joignit le 14.

M. de Konissegg fit, pour dégager la Mirandole, ce que les généraux des alliés auraient dû faire pour en assurer la prise; ils auraient dû passer l'Oglio, et se porter sur les débouchés de la Fossa-Maestra : ce mouvement eût contenu les ennemis dans le Seraglio, et les eût empêchés de s'affaiblir. D'ailleurs, en finissant la campagne entre l'Oglio et le Mincio, on ménageait d'autant le Crémonois, et on ôtait à l'ennemi les moyens de se porter sur l'Oglio, en consommant tous les fourrages entre ces deux rivières et la Fossa-Maestra; ce qui eût assuré la tranquillité de nos quartiers d'hiver; et, ce qui prouve invinciblement combien cette partie était abondamment pourvue de fourrages, c'est le séjour des ennemis pendant les mois de novembre et de décembre, et l'éta-

blissement de la tête de leurs quartiers sur le bas Oglio.

Si les généraux des alliés craignaient de se compromettre en passant l'Oglio, ils pouvaient au moins envoyer un corps d'observation sur la Secchia, qui eût éclairé le débouché des ponts des ennemis, et les eût empêchés de faire lever le siége de la Mirandole; mais, non seulement ils ne pensèrent point à envoyer ce corps, ils refusèrent encore à M. de Maillebois, qui les demandait, quelques troupes de renfort qui lui étaient nécessaires : conduite bien singulière, et dont on ne saurait deviner les motifs.

Le 29, les Impériaux se portèrent en avant de Gazoldo et de la Feriola-Imbega, où ils campèrent.

Ce mouvement, joint au bruit de l'arrivée de seize bataillons qui venaient renforcer l'armée impériale, firent arrêter, 1° de rester dans la position entre le Pô, l'Oglio et la Delmone, si les ennemis restaient à Gazoldo; 2° de rappeler sur la rive gauche du Pô toutes les troupes qui étaient sur la rive droite, en laissant des garnisons dans Guastalla et la citadelle de Modène.

Si, au contraire, les ennemis se portaient

sur le haut Bressan pour marcher sur le haut Adda, on passerait par Pizzigithone pour remonter cette rivière, et s'opposer au passage de l'ennemi.

Pour former un pareil projet d'opérations, on ne consulta certainement ni l'expérience de la campagne de 1705, ni la nature du pays. En vain les généraux des alliés fondaient-ils leur sécurité sur la mauvaise qualité du chemin dans l'arrière-saison et sur la difficulté pour l'ennemi de subsister, s'il abandonnait sa communication avec Mantoue; ces motifs, purement spécieux, n'eussent pas empêché M. de Konissegg de se porter sur le haut Adda, comme il aurait dû le faire, passant de Médoli à Palazuolo, par Montechiaro et Chiari; il eût trouvé une chaussée ferrée, bonne en tout temps, de Palazuolo à Cassano, en longeant la chûte des montagnes du Bergamase : le pays est assez ouvert, et les chemins praticables. Ainsi les Impériaux eussent pu se porter de Médoli à Cassano en six marches. L'armée des alliés, au contraire, obligée de traverser le Crémonois, le Crémase et le Lodezan, pays bas hérissés de défilés et de Navilles, eût trouvé des chemins affreux où elle eût pu faire au plus trois

lieues par jour, et serait arrivée conséquemment sur le haut Adda deux ou trois jours après l'ennemi.

L'objet des subsistances n'avait point arrêté le prince Eugène en 1705 ; le Bergamase seul le fit vivre pendant plus de trois semaines. Ce pays et le Crémase eussent procuré les mêmes ressources à M. de Konissegg, avec d'autant plus de facilité, que les habitans du Milanais y avaient transporté leurs grains et leurs fourrages.

Mais, en supposant l'armée des alliés arrivée assez tôt sur le haut Adda pour empêcher l'ennemi de le passer, M. de Konissegg pouvait suivre les traces du prince Eugène, marcher par sa gauche, se poster entre le Serio et Pizzigithone, masquer cette place : dès-lors il rejetait les alliés sur la rive droite de l'Adda, les séparait du Crémonois, et finissait sa campagne en avant de l'Oglio en éloignant les alliés de Guastalla, Modène et Parme, avec lesquels ils ne pouvaient plus communiquer sans des détours sujets à mille inconvéniens.

L'exécution des projets formés par les généraux des alliés eussent eu les suites les plus fâcheuses ; M. de Vendôme les évita en 1701

par une diligence incroyable, et par la faute du prince Eugène de n'avoir pas passé le Serio à Montadine, et d'avoir perdu sur la rive droite de cette rivière deux jours, qui donnèrent le temps à M. de Vendôme de faire le tour par Pizzigithone, et de se porter sur le Serio, entre les ennemis et le Crémonois, qui fut couvert par cette manœuvre.

Dans la position où se trouvaient les alliés au mois d'octobre 1734, si les ennemis se fussent dirigés sur le haut Adda, il y avait deux partis à prendre, ou de remonter l'Oglio, pour empêcher l'ennemi de le passer, ou, dans le cas où l'ennemi en eût dérobé le passage, de prendre des positions de flanc sur sa marche, même de le suivre, pour éviter de perdre le Crémonois, en allant l'attendre sur la rive droite du haut Adda.

Le 7 novembre, les ennemis avancèrent un gros détachement à Mascaria, et se cantonnèrent depuis Volango jusqu'à Campitello et ses environs.

Les alliés, n'ayant plus de passage sur l'Oglio qu'au pont de Gazolo, se cantonnèrent depuis Guastallo jusqu'à Soncino et Fontanella.

Le 10, les ennemis, ayant resserré leurs

cantonnemens, occupèrent Astiano, Canetto et Marcaria.

Les mouvemens des ennemis, l'augmentation de leurs troupes et la disette de fourrages, firent insister le roi de Sardaigne sur la nécessité de porter l'armée des alliés derrière la Naville de Crémone, en appuyant sa droite à cette ville, et sa gauche vers Casal-Batano, pouvant se porter de là, par Lodi et Pizzigithone, sur la droite de l'Adda, avant les ennemis, et, s'ils passaient sur la rive droite du Pô, pouvant se porter, par le pont de Crémone, sur la Lenza et le Crostolo, pour empêcher le siége de Guastalla, ou l'établissement des ennemis dans le Modénois.

On retrouve encore ici, dans cette détermination, l'invariable projet du roi de Sardaigne de se rapprocher du Milanais. Pendant toute la campagne, les généraux français n'avaient cessé de solliciter ce prince de faire former de gros magasins de fourrages dans le Crémonois; l'état de Milan devait en fournir vingt mille rations par jour dans le Crémonois : mais le roi de Sardaigne avait, dès le mois d'octobre, songé à nous ôter les ressources qui étaient dans le pays, en faisant exciter sous main tous les

paysans du Crémonois à réfugier leurs blés et leurs fourrages dans les villes fermées. L'armée n'eût donc point été obligée d'abandonner l'Oglio, si son séjour sur cette rivière n'avait pas contrarié la politique du roi de Sardaigne.

Les alliés avaient à peine abandonné l'Oglio, déjà les ennemis avaient jeté deux ponts sur cette rivière, l'avaient passée, et, après s'être emparés de Sabionetta, s'étaient étendus jusqu'à Casal-Major.

Ce mouvement paraissant indiquer un projet de passer le Pô, les généraux des alliés envoyèrent un fort détachement sur la rive droite du Pô, et se cantonnèrent entre Crémone et Casal-Butano.

Le 7 décembre, les ennemis se portèrent à Luzara, d'où ils poussèrent un détachement à la Piève de Guastalla. M. de Broglie se porta alors dans le camp retranché de Guastalla. M. de Konissegg fit renforcer le corps de Luzara, s'y porta de sa personne, et fit remonter par le Pô l'artillerie qui pouvait lui être nécessaire pour faire le siége de Guastalla.

On pourrait reprocher à M. de Konissegg de n'avoir pas profité du temps où les alliés restaient immobiles entre Crémone et Casal-

Butano, du 18 au 25 novembre, et où il était maître de Casal-Major et de Viadana, pour faire passer un gros corps de troupes derrière le Crostollo, entre le Tassone et Guastalla, au moyen duquel il eût intercepté la communication des alliés avec Modène et Guastalla; ce qui lui eût donné le temps de faire arriver le reste de ses troupes, par son pont de Sacchetta, pour le siége de Guastalla; et, si les alliés se fussent portés en force pour secourir cette place, M. de Konissegg aurait eu sa retraite assurée sur la Secchia, où la disette de fourrages n'eût pas permis aux alliés de le suivre, et encore moins de faire aucun mouvement offensif sur la rive gauche du Pô.

Les Impériaux passèrent encore le Pô, le 10, à Viadana, et se renforcèrent à Bercello; mais ils le repassèrent à l'approche de M. de Broglie, qui marcha à eux le 11.

De son côté, M. de Konissegg passa aussi le Pô à Borgo-Forte, le 16, n'espérant plus pouvoir prendre Guastalla; il cantonna son infanterie sur la rive gauche du bas Oglio, conservant sur la rive droite Gozolo et Bozolo, après les avoir fait retrancher, et dans le Seraglio Borgo-Forte. Sa cavalerie fut cantonnée sur

les deux rives du Pô, depuis le Mincio jusqu'au Ferrarois ; il fit aussi occuper San-Benedetto. A la fin de décembre, il renforça le poste d'Astiano, fit jeter un pont sur l'Oglio, et occuper Gabioneda, sur la rive droite ; il partit ensuite pour Vienne, le 29. M. de Coigny partit pour la France le 1er janvier 1735, et M. de Broglie dans le courant de mars; M. de Noailles, qui devait le remplacer, était arrivé à Crémone le 27 mars 1735.

L'objet commun des cours de Versailles, Madrid et Turin, était d'expulser les Impériaux de toute la Lombardie, et de les rejeter dans le Trentin et dans le Tirol.

Pour remplir cet objet, le roi de Sardaigne et M. le maréchal de Noailles étaient convenus, pour première opération, de passer l'Oglio et de se porter sur le haut Mincio, pendant que M. Montemar agirait avec cinq mille Espagnols sur la rive droite du Pô, et s'emparerait de Revere et de la Mirandole.

L'armée des alliés se trouvant rassemblée, les généraux changèrent leur première opération, et se décidèrent à passer sur la rive droite du Pô. Les motifs de ce changement furent :

1° L'arrivée tardive des Espagnols, et la nécessité de les joindre;

2° Afin d'expulser entièrement les ennemis de la rive droite du Pô;

3° Avant de se porter sur le Mincio, pour connaître la conduite à tenir avec les Vénitiens, l'armée ne pouvant pas opérer sur le haut Mincio, sans vivre sur les terres de cette république;

4° Pour ôter aux ennemis toutes les ressources de la rive droite du Pô, afin de pouvoir bloquer Mantoue, et resserrer les ennemis dans cette place;

5° La prise de Goito exigeait des préparatifs qui n'étaient point encore faits;

6° L'intempérie de l'air dans le voisinage du Pô pendant les chaleurs, et sa salubrité sur le haut Mincio pendant l'été;

7° Enfin les secours d'Allemagne qui ne pouvaient arriver que vers le milieu de la campagne, et l'importance de se trouver alors à portée des débouchés par où ils devaient arriver.

Quel était donc l'objet essentiel des alliés de rejeter les ennemis dans le Trentin, et comment pouvoir y parvenir, si ce n'était en leur

ôtant l'avantage de la position centrale qui leur était procurée par la possession de Mantoue et des postes occupés dans le Seraglio?.... C'était donc par où il fallait commencer ses opérations.

Mais pour déposter les ennemis du Seraglio, ou les y resserrer, il fallait passer le Mincio, et se poster sur les communications de Mantoue avec l'Allemagne; ce mouvement eût nécessairement rappelé les ennemis sur la rive gauche du Pô, et procuré aux Espagnols la liberté de se porter sur le bas Pô, d'y jeter un pont, d'ôter aux ennemis les ressources de cette partie et du bas Adige.

Dans cette position, il restait deux partis à prendre à M. de Konissegg, celui de se renfermer dans le Seraglio, dans le cas où il eût pu y rassembler assez de vivres pour y subsister pendant toute la campagne, ou d'abandonner Mantoue à ses propres forces, et de se mettre à cheval sur l'Adige, à l'entrée des montagnes, pour être plus à portée de recevoir ses renforts d'Allemagne.

Si M. de Konissegg eût pris le premier parti, il abandonnait toute communication avec l'Allemagne, et il s'exposait à être attaqué par

toutes les forces des alliés, et de n'avoir d'autre retraite que dans Mantoue.

S'il eût pris le second parti, la grande supériorité de l'armée des alliés sur la sienne les mettait à même de passer l'Adige de force, au-dessus ou au-dessous de Vérone, de l'obliger à s'enfoncer dans les montagnes, et de lui fermer le chemin de la Lombardie.

Aucun motif, au contraire, n'indiquait de commencer les opérations par la rive droite du Pô.

1° Les Espagnols étant arrivés à Bologne du 14 au 16 mai, nulle nécessité de les joindre, l'armée des alliés, opérant sur le haut Mincio, et se dirigeant sur l'Adige, eût certainement attiré les Impériaux sur la rive gauche du Pô: d'ailleurs, on ne devait pas craindre de voir M. de Konissegg avec moins de trente mille hommes, aller chercher les Espagnols, pour laisser les Piémontais et les Français s'emparer du Seraglio, et lui ôter, non seulement toute communication avec Mantoue, mais encore lui disputer son retour sur la rive gauche du Pô.

2° Les Espagnols auraient très-bien suffi pour nettoyer la rive droite du Pô, aidés sur-

tout par les opérations des Piémontais et des Français sur la rive gauche.

3° On ne conçoit pas les scrupules des généraux des alliés sur la manière de se comporter avec les Vénitiens; il fallait suivre l'exemple des Impériaux, qui, depuis le commencement de la guerre, subsistaient sur le territoire de cette république.

4° Les Espagnols, agissant sur la rive droite du Pô, en auraient suffisamment ôté les ressources aux ennemis pour l'approvisionnement de Mantoue, qui en aurait trouvé de suffisantes sur la rive gauche.

5° Goito n'exigeait, en aucune manière, les préparatifs d'un siége en forme : d'ailleurs l'armée pouvait passer le Mincio au-dessus de Goito, et cette place tombait d'elle-même.

6° Si l'air est mal-sain pendant l'été sur les bords du Pô, l'expérience de la guerre de 1700 avait assez prouvé combien l'air de Mantoue et du Seraglio est pestiféré. En 1702, M. de Vendôme perdit dix mille hommes de maladie dans son camp de Rivolta; il était donc important de débuter par le Mincio, et de forcer les ennemis à prendre un parti décisif avant les chaleurs.

7° Enfin, s'il était important de se trouver au milieu de la campagne à portée des débouchés de l'Allemagne, pour s'opposer à l'entrée des secours pour les Impériaux, il fallait auparavant forcer M. de Konissegg à prendre un parti, et le voir renfermé dans le Seraglio; car s'il s'était rapproché de l'Adige et des montagnes, on n'aurait pu l'empêcher de recevoir ses secours : nouvelle raison pour commencer les opérations par le haut Mincio, dans le moment où les Impériaux étaient encore sur la rive droite du Pô.

M. de Konissegg, en voyant les alliés se jeter sur la rive droite du Pô, y passa aussi de son côté, et vint camper à San-Benedetto.

Le plan des généraux alliés était, après avoir forcé les Impériaux, de quitter San-Benedetto, de se porter (les Piémontais et les Français) sur la rive gauche de la Secchia, les Espagnols sur sa rive droite, d'y établir des ponts pour se communiquer, d'assiéger la Mirandole et Revere, et de rassembler sur le Panaro des bateaux pour jeter un pont sur le bas Pô.

Des pluies et des orages retardèrent les mouvemens des alliés, et firent manquer quelques-unes de leurs opérations.

Du 31 mai au 1er juin, M. de Konissegg renforça les postes d'Ostiglia et Revere, où il fit descendre ses ponts, après avoir passé dans le Seraglio.

L'armée des alliés marcha le 3 juin sur San-Benedetto, avec le projet d'y attendre la fin de l'expédition sur Revere; mais, sur l'avis de l'augmentation des forces de l'ennemi sur ce point, M. de Noailles marcha avec trente bataillons et vingt-neuf escadrons, pour joindre les Espagnols sur la rive droite de la Secchia.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, les Impériaux levèrent leurs deux ponts sur le Pô, après avoir évacué Revere à l'approche des troupes alliées, qui y entrèrent le 7 juin au matin.

Les généraux des alliés n'auraient pas dû, ce semble, porter au-delà de la Secchia un corps aussi considérable, sans être bien assurés si l'armée ennemie avait bien réellement descendu à Ostiglia et à Revere. Le retard occasionné par ce mouvement aux opérations projetées sur le haut Mincio, et les entreprises que l'ennemi pouvait faire sur la rive gauche du Pô, exigeaient des alliés de se tenir proche de Guastalla, toujours en mesure de repasser promptement le Pô.

M. de Konissegg, après avoir passé le Pô, le 1er juin, pouvait jeter dans Revere assez de troupes pour le mettre à l'abri d'un coup de main, et même obliger à l'ouverture d'une tranchée ; et dès l'instant où il aurait été assuré de la jonction de M. de Noailles à l'armée des Espagnols, marcher par sa droite, passer l'Oglio entre Gozolo et Saint-Michel, et marcher sur le pont de Guastalla; et s'il eût réussi à en forcer les retranchemens, il restait le maître de la rive gauche du Pô et du Crémonois, rejetait les alliés en totalité sur la rive droite du Pô, et interrompait le transport de leurs subsistances par le Pô. Si, au contraire, il n'eût pu les forcer, il aurait pu rompre le pont à coups de canon, ou se porter avec son armée derrière une chaussée fort élevée, entre Dozzolo et le Pô, placée à huit cents toises du Pô. Les sinuosités de cette chaussée forment des flancs naturels, sous le feu desquels on eût été obligé de déboucher ou de repasser le Pô à Crémone.

M. de Noailles passa la Secchia le 5 et le 6 juin. Si M. de Konissegg se fût mis en mouvement le 5 au soir, il serait arrivé le 7 de bonne heure à Dozzolo; et, quelque diligence qu'eussent

faite les généraux des alliés, ils auraient eu bien de la peine à être arrivés à Guastalla avant le 8, et M. de Konissegg eût eu tout le temps de forcer le retranchement, de rompre le pont, ou de masquer le débouché; et on peut conjecturer dans quels embarras il eût jeté les généraux des alliés, et combien il eût retardé leurs opérations sur la rive gauche du Pô.

D'ailleurs, M. de Konissegg avait toujours sa retraite assurée sur le Seraglio; il pouvait craindre, à la vérité, l'établissement d'un pont sur le bas Pô par les alliés; mais avant d'avoir pu rassembler les bateaux et les agrès nécessaires pour jeter un pont sur ce fleuve, au-dessous d'Ostiglia, où il a plus de six cents toises de large, les Impériaux auraient consommé ou détruit les fourrages du bas Crémonois, et de l'entre-deux du bas Oglio et du Mincio.

Au lieu de toutes ces opérations très-possibles et très-avantageuses, M. de Konissegg préféra de passer sur la rive gauche du Pô, et bientôt après de se retirer à Marmirolo, après avoir évacué le Seraglio et Goito.

Les 13 et 14 juin, les Espagnols passèrent le Pô, et occupèrent Gozurnolo sur le Mincio.

Les Impériaux décampèrent le 17 de Marmirolo, et marchèrent à Villa-Franca.

Le 19, les alliés campèrent la droite à Marmirolo, et la gauche à Marengo. Le même jour, les ennemis quittèrent Villa-Franca, jetèrent des ponts sur l'Adige, et se retirèrent le 22 sur le Montebaldo.

On tint alors un grand conseil de guerre chez le roi de Sardaigne, dans lequel on convint de l'inutilité et de l'imprudence de suivre les ennemis au-delà de l'Adige.

On aurait cru cependant qu'en masquant la position des Impériaux sur le Montebaldo, passant l'Adige au-dessus de Vérone, et occupant le débouché des montagnes sur le Véronaise, on aurait trouvé les subsistances nécessaires dans le Véronaise et le Vicentin; et, bien loin de faire une démarche imprudente, on en aurait fait une dictée par la sagesse et l'expérience.

La guerre de 1700 en Italie avait assez prouvé qu'en laissant aux Impériaux la liberté de se porter sur l'Adige par le Véronaise et le Vicentin, il leur serait toujours possible de pénétrer en Lombardie, par l'une ou l'autre rive du Pô. Il fut donc reconnu alors, pour

empêcher les Impériaux de pénétrer en Italie, ou les en expulser, qu'il fallait masquer le débouché des montagnes, et porter le théâtre de la guerre au-delà de l'Adige.

Dans les premiers jours de juillet, les troupes entrèrent dans leurs quartiers de rafraîchissement.

Pendant ces deux mois de repos, on discuta les opérations ultérieures. La cour de France voulait marcher sur Trente pour rejeter les ennemis dans le Tirol, et leur ôter tout moyen d'entrer en Lombardie.

La cour de Madrid, à qui les duchés de Mantoue et de la Mirandole devaient rester, préférait le siége de Mantoue.

Le roi de Sardaigne, toujours en méfiance contre l'Espagne, qui n'avait pas encore accédé au traité de Turin, se souciait peu de contribuer à la prise de Mantoue, et voulait rejeter le théâtre de la guerre sur les terres des Vénitiens, pour l'éloigner du Milanais.

Par cette mésintelligence, M. de Noailles se vit dans l'impossibilité d'obéir aux ordres du roi; il envoya un mémoire le 7 juillet, où il combattait le projet de marcher sur Trente. [1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

La mésintelligence continuait; après quelques mouvemens insignifians, l'armée des alliés entra dans ses quartiers en-deçà de l'Adige, le 3 novembre 1735.

Le 12 novembre, les ennemis passèrent l'Adige au-dessous de Ravigo à Anguilara; M. de Noailles se disposait à marcher contre eux avec les Espagnols, lorsqu'il reçut, le 15, avis de la suspension d'armes entre le roi de France et l'empereur; à la fin de ce mois, les cours de Madrid et de Turin ayant accepté cette suspension, toute hostilité cessa en Italie.

Le roi de France et l'empereur, résolus de terminer la guerre, avaient renoué les négociations sans la médiation d'aucune puissance. Le plan de pacification proposé l'année précédente par les Anglais et les Hollandais, ne présentait aucune indemnité en faveur du roi Stanislas : on trouva l'expédient de faire céder les duchés de Lorraine et de Bar, en échange de la succession éventuelle du duché de Toscane.

Le duc de Lorraine ayant consenti, toutes les difficultés furent levées; les préliminaires de paix furent signés à Vienne, entre la France

et l'Autriche, le 3 octobre 1735, sans avoir consulté les cours de Madrid et de Turin.

Les rois d'Espagne et de Sardaigne, après s'être beaucoup plaints, acceptèrent les articles préliminaires; il fut alors question de régler les traités définitifs. Il s'agissait non seulement de terminer les difficultés d'une multitude de traités contradictoires faits entre les puissances de l'Europe, depuis la paix d'Utrecht, mais d'anéantir les sujets de contestations occasionnés par le commerce de Lassento, entre les Anglais et les Espagnols, et d'éteindre les sujets de discorde élevés entre les Ottomans, les Russes et les Autrichiens.

Dans cet intervalle, Jean Gaston de Médicis mourut à Florence le 9 juillet 1737, et François de Lorraine fut mis en possession de Schelestat : enfin la paix entre l'Italie et la France, l'Allemagne et l'Espagne, fut définitivement signée le 18 novembre 1738; la France garantit l'indivisibilité de la succession d'Autriche; chaque puissance se mit en possession de ses nouveaux états; le roi Stanislas fixa sa résidence en Lorraine; l'empereur envoya ses troupes dans les duchés de Milan, de Mantoue, de Parme et de Plaisance; le roi de Sardaigne eut

le Novarins, le Tortonais et les fiefs des Langhes.... On régla les contestations entre les Espagnols et les Anglais, entre les Impériaux et les Ottomans, en 1739, dans le moment où se passait, dans l'Indostan, l'étonnante révolution causée par Thamas Kouli-Kan. [1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

FIN DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-HUITIÈME.

La mort de l'empereur Charles VI rallume la guerre. — Benoît XIV. — Frédéric II. — Alliance de la France, de l'Espagne et de la Prusse, avec le duc de Bavière. — La reine de Hongrie alliée avec la Russie, la Hollande et l'Angleterre. — Le roi de Sardaigne se déclare pour la reine de Hongrie. — Le duc de Bavière élu empereur. — On porte de grandes forces en Italie. — Dom Philippe s'empare de la Savoie. — Combat de Campo-Santo. — Mort du cardinal de Fleury. — Nouvelle alliance de la France avec la Prusse. — Le prince de Conti va commander les troupes françaises destinées à entrer en Italie. On force les passages des Alpes. — On pénètre dans la vallée de Sture. — Siége de Coni. — Le roi de Sardaigne y attaque les Français. — Il est battu. — Surprise des Espagnols à Veletri. — Les Autrichiens y sont battus. — Campagne de Courtray. — Mort de Charles VII. — Bataille de Fontenoi. — M. de Maillebois remplace le prince de Conti. — Les troupes françaises, espagnoles, napolitaines, modénoises et génoises, sont réunies dans le camp de San-Juliano. — Les alliés s'emparent de Tortone. — Passage du Tanaro. — Siége et prise d'Alexandrie, — de Valence. — Le comte de Gages marche du côté de Milan. — Les Espagnols évacuent Alexandrie. — Les Français repassent le Tanaro. — Les Autrichiens s'emparent de Lodi. — Le roi de Sardaigne assiége Valence. — Les Espagnols battus sous Plaisance. — Plan de M. de Maillebois. — Passage savant du Pô. — Combat du Tidone. — Les Français, forcés d'évacuer l'Italie, repassent le Var. — Ils abandonnent les Génois. — Le roi de Sardaigne entre en Provence. — M. de Belle-Isle remplace M. de Maillebois. — Les ennemis assiégent Antibes. — Les Génois chassent les Autrichiens de leurs murs. — L'ennemi évacue Grasse. — Il repasse le Var. — La France envoie des secours aux Génois. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — La guerre recommence en Europe. — Paix signée en 1763. — Suite des affaires de la Corse. — Sa réunion à la France. — Mort de Louis XV. — Tableau du monde à la fin du dix-septième siècle.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Depuis la mort de Charles VI jusqu'à celle de Louis XV.

Du 20 octobre 1740 au 10 mars 1774.

A peine l'Europe venait-elle d'être pacifiée, et déjà la mort de l'empereur Charles VI, arrivée le 20 octobre 1740, avait rallumé le feu de la guerre. Le traité du Pardo, entre les Espagnols et les Anglais, ne l'avait pas éteint; les Anglais, abusant de la manière la plus étrange des avantages du traité de Lassiento, ruinaient entièrement le commerce espagnol en Amérique.

Ainsi, jamais rien ne fut sacré aux yeux de ce gouvernement [1] usurpateur et liberticide, pour étendre ou conserver son commerce, pour asservir le continent à son ambition maritime. L'Europe pourra-t-elle jamais oublier que le lord Clive fit périr de faim des

[1] *Voyez* l'excellent ouvrage du C. Viennot-Vaublanc sur la *rivalité de la France et de l'Angleterre, depuis Guillaume le Conquérant jusqu'à ce jour*, 1 vol. in-8°, chez *Bernard*.

millions d'Indiens, pour assouvir son insatiable cupidité et celle de la compagnie? n'a-t-elle pas été indignée des vexations exercées naguère contre des philantropes qui demandaient l'abolition de la traite des noirs? oubliera-t-elle l'Amérique obligée de s'insurger contre la tyrannie du cabinet britannique? L'histoire ne retracera-t-elle pas toujours avec des larmes de sang le meurtre de Jumonville, l'assassinat des souverains indiens, l'empoisonnement de l'ambassadeur de Perse, le trépas de Louis XVI, la vénalité de Roberspierre, la mort des émigrés de Quiberon, les dévastations de la Vendée, de Toulon, de Lyon, de Marseille; l'horrible attentat de Rastadt, la conspiration effroyable de 1804? Elle demande vengeance de ces conspirateurs éternels du globe qui égarent une nation estimable.

Ah! pourquoi la patrie de Newton est-elle l'ennemie de celle de Descartes? pourquoi le traité de Lassiento ne fut-il pas respecté par le cabinet britannique? Les torts de l'Angleterre étaient évidens; mais la faiblesse de la marine espagnole l'encourageait à les augmenter: vainement cet objet était-il mis en négociation, les Anglais, sentant leur force, se croyaient tout permis; leurs flottes commencèrent les

hostilités, la guerre éclata par la prise de Porto-Bello.

L'industrie des nations commerçantes avait fait ériger Ancône en port franc, et établir une foire franche à Sinigaglia. Le sénat de Venise, craignant pour les intérêts de la république, défendit à tous ses sujets de commercer dans le port d'Ancône, et d'aller à la foire de Sinigaglia; Clément XII interdit alors tout commerce des états de l'Église avec les Vénitiens. Cette affaire, qui pouvait occasionner une rupture, demeura suspendue par la mort de Clément XII. Le cardinal Prosper Lambertini, qui lui succéda sous le nom de Benoît XIV, était destiné à renouveler les temps où les papes méritaient la confiance des peuples par l'étendue de leurs lumières et la sagesse de leur caractère. Le sénat se hâta de faire disparaître tout sujet de contestation avec la cour de Rome.

La souche mâle des comtes de Habsbourg se trouvait éteinte par la mort de Charles VI, qui laissa deux filles; Marie-Louise, mariée au duc François de Lorraine, et Marie-Anne, qui épousa le prince Charles de Lorraine, le 7 décembre 1743. Les droits de la fille aînée étaient fondés non seulement sur l'équité naturelle, mais encore par la Pragmatique qui était

garantie par les principaux gouvernemens de l'Europe. L'électeur de Bavière avait chargé son ministre à Vienne de protester contre la prise de possession de l'archiduchesse Marie-Thérèse. Indépendamment des droits de sa femme, il prétendait en avoir par le testament de Ferdinand Ier, dont Albert II, duc de Bavière, avait épousé la fille aînée, laquelle, par ce testament, était substituée aux états autrichiens, au défaut d'hoirs mâles, et, selon le système de la cour de Vienne, au défaut d'héritiers légitimes.

Philippe II, en qualité de représentant de la branche aînée, réclamait la succession toute entière, dans l'espérance d'obtenir le grand duché de Toscane et les duchés de Parme et de Plaisance. Le roi de Prusse réclamait une partie de la Silésie, en vertu d'un pacte de succession fait en 1537 entre les anciens ducs de Silésie et la maison de Brandebourg. Le roi de Sardaigne avait des droits sur le Milanais; il les tenait de Catherine d'Autriche, fille aînée de Philippe II, dont il descendait.

Louis XV pouvait prétendre, à de plus justes titres, à la succession de Charles VI; mais on prévoyait une guerre prochaine avec l'Angleterre pour les limites de l'Acadie,

cédée à cette puissance par le traité d'Utrecht.

Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, était mort le 31 mai 1740, laissant à Frédéric II, son fils, un trésor de quatre-vingt millions et une armée de quatre-vingt mille hommes, accoutumés, par des exercices continuels, à des manœuvres savantes et à une discipline sévère qui les rendaient les meilleures troupes de l'Europe.

A peine Charles VI était dans la tombe, le roi de Prusse entrait en Silésie avec trente bataillons et trente escadrons. Il avait été reçu le 2 janvier dans Breslaw; à la fin du mois, il était maître de cette superbe province, de Crossen à Jablancka, à l'entrée de la Hongrie, et des montagnes aux frontières de la Pologne. Vainqueur sans combattre, il offrait à la cour de Vienne ses troupes, ses trésors et sa voix électorale, pour faire élire le grand duc de Toscane, roi des Romains; il demandait la cession de la Silésie; Marie-Thérèse l'avait refusée à Frédéric; elle eut bientôt d'autres ennemis à combattre.

Les cours de France et d'Espagne conclurent le 28 mai, avec l'électeur de Bavière, une alliance offensive et défensive à laquelle accé-

dèrent les rois de Prusse, de Pologne, des deux Siciles et de Sardaigne.

Un second traité fut conclu entre la France et la Prusse ; Louis XV garantissait à Frédéric II la possession de la Silésie.

La reine de Hongrie était alliée à la Russie, à l'Angleterre et à la Hollande ; ses ennemis étaient au cœur de ses états. Le roi de Prusse s'emparait de la Moravie et du comté de Glatz. L'électeur de Hanovre était contraint de signer un traité de neutralité dans lequel il abandonnait la reine de Hongrie, et promettait sa voix électorale au duc de Bavière : une armée de Français, de Bavarois et de Saxons, dominait en Bohême ; une autre armée française observait les Anglais et les Hollandais, et couvrait Francfort, où l'on allait faire l'élection de l'empereur.

La Lombardie et la Toscane étaient dégarnies de troupes allemandes; quinze mille hommes, embarqués à Barcelone, avaient été transportés à Orbitello, sous l'escorte des escadres combinées de France et d'Espagne ; le roi des deux Siciles rassemblait ses armées sur les frontières de l'Abruzze ; le duc de Modène, le pape et la république de Gènes, se déclaraient neutres ; de nouvelles troupes espagnoles

arrivaient en Italie par la voie de Gènes.

Le roi de Sardaigne, qui revendiquait le Milanais, s'était allié avec la France et l'Espagne; mais à peine les Espagnols s'approchaient-ils des rives du Pô, déjà ce prince avait reconnu ses erreurs en politique, et, craignant de se voir environné de toutes parts par la maison de Bourbon, il fermait aux Français les portes des Alpes, et concluait avec Marie-Thérèse un traité dans lequel, sans renoncer à ses droits sur la Lombardie, il lui promettait le secours de ses armes, moyennant un subside payé par les Anglais.

Pendant le temps où le roi de Sardaigne put espérer de recevoir la Lombardie des mains de la France, il fut constant dans son alliance, quoique, en réalité, il eût souvent mieux valu pour la France l'avoir pour ennemi.

Jusqu'à présent nous avons vu les ducs de Savoie, continuellement occupés de leurs intérêts, se permettre, quoique alliés, les infidélités les plus marquées, et, depuis François Ier, avoir toujours nui davantage aux affaires des Français en Italie dans les momens où ils combattaient avec eux, que dans ceux où l'on était obligé de les combattre. Les rois de France, depuis Charles VIII, n'entendirent jamais leurs

véritables intérêts envers les ducs de Savoie et le Piémont ; il fallait ou en faire des rois de Lombardie, en assurant à la maison de Bourbon la Toscane et les duchés de Parme, de Plaisance, de Modène, de Reggio, de Mantoue, ou les regarder continuellement comme ennemis, et, dans ce cas, s'allier avec la république de Gènes, et, en les renversant, s'emparer, pour la France, de la Savoie, du Piémont, de la Sardaigne, et, pour la république de Gènes, d'une partie des possessions des ducs de Savoie qui l'auraient avoisinée. [1]

Les cours de France, d'Espagne et des deux Siciles, par leur mauvaise politique, se firent un ennemi d'un prince qui aurait dû être ou ménagé, ou entièrement détruit : non seulement il conserva le Milanais à la reine de Hongrie, mais il lui rendit le service inappréciable d'occuper au pied des Alpes quarante mille Français, et autant d'Espagnols, qui firent là de vains efforts qui leur auraient été infiniment plus utiles ailleurs. Marie-Thérèse, tranquille alors sur le sort de ses provinces d'Italie, porta en Allemagne des forces qui auraient été employées dans les duchés de Mi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

lan, Mantoue, Parme et Plaisance. Ce fut la première cause des mauvais succès des armes françaises en Italie, en 1744; la même qui avait eu des effets si funestes sous les prédécesseurs de Louis XV; cause qui a été si sagement détruite à la paix de Lunéville, en assurant la possession du Piémont à la France.

La reine de Hongrie cédait au roi de Sardaigne le district de Vigevano, la partie du comté de Pavie située entre le Pô et le Tesin, le canton du Milanais appelé pays d'Anghiera, et le marquisat de Final, appartenant à la république de Gènes.

Le duc de Bavière avait été élu empereur dans Francfort, sous le nom de Charles VII; ce fut le terme de ses prospérités. Le roi de Prusse, gagné par les insinuations de l'Angleterre, fit la paix avec Marie-Thérèse, qui lui céda la Silésie. L'électeur de Saxe fit aussi la sienne avec cette princesse, qui, n'ayant plus à combattre que les Espagnols et les Français, vit bientôt ces derniers obligés d'abandonner la Bohême, Charles VII perdre ses états héréditaires, et donner un exemple frappant des vicissitudes de la fortune.

La défection du roi de Prusse et de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, permit à Marie-

Thérèse de faire passer une armée nombreuse en Italie, sous le commandement du comte de Traun. Le roi de Sardaigne avait réuni ses forces à celles des Impériaux ; le duc de Montemar, à la tête des Espagnols, au lieu de conquérir le duché de Milan, comme il s'en était flatté, avait été contraint de se replier sur l'Ombrie, où le comte de Traun et le duc de Savoie l'avaient suivi. Ils étaient sur le point de l'envelopper, quand les Piémontais furent obligés de se séparer des Autrichiens pour se porter rapidement dans les Alpes.

Le roi d'Espagne avait envoyé en Italie son fils cadet, Philippe, auquel il destinait les états dont il projetait de faire la conquête dans la Péninsule. Philippe avait en vain tenté de pénétrer sur la rivière de Gènes ; l'amiral Matheus, commandant alors l'escadre anglaise sur la Méditerranée, s'était opposé avec succès à son débarquement ; mais il venait de pénétrer par terre dans la Savoie, et s'en était rendu maître ; il obligeait Charles-Emmanuel de ramener son armée à Turin, pour défendre les passages des Alpes par Suse et par Coni... L'armée du duc de Montemar, qui se retirait vers le royaume de Naples, aurait dû reprendre l'offensive contre les Impériaux, affaiblis par la

retraite des troupes sardes; mais un événement auquel on ne devait pas s'attendre, la mit dans un plus grand danger.

Le 18 août 1742, parut à la vue de Naples une escadre anglaise commandée par l'amiral Martin; et quoique la guerre ne fût pas déclarée entre la cour de Naples et celle de Londres, suivant l'usage anti-social du gouvernement anglais, le commodore Martin menaça le roi des deux Siciles de bombarder sa capitale, s'il n'abandonnait sur-le-champ les intérêts des rois de France et d'Espagne; il donna au roi une heure pour se déterminer, c'est-à-dire pour obéir; le port de Naples se trouvant alors dépourvu d'artillerie, aucune précaution n'ayant été prise contre une insulte à laquelle on ne s'attendait pas, le roi se soumit à la nécessité de rappeler ses troupes campées à Spolette avec celles du duc de Montemar.

La cour d'Espagne, faisant un crime au duc de Montemar, d'événemens qui étaient hors des probabilités ordinaires, lui donna pour successeur le comte de Gages, qui ne réussit pas mieux, faute de moyens suffisans. Cependant, profitant de l'absence du roi de Sardaigne, ce nouveau général imposa au duché de Toscane la loi de retirer ses troupes de l'armée

des alliés. Quant au roi de Sardaigne, il abandonna la Savoie aux Espagnols, et rentra en Piémont avec son armée.

Pendant l'hiver, les cours de Madrid et de Turin reprirent de nouvelles négociations; mais Charles-Emmanuel, qui proposait différens plans, avait pour but unique, de forcer la reine d'Hongrie à convertir en traité définitif la convention de l'année précédente, regardée encore comme provisionnelle. Dès l'instant où il eut rempli cet objet, (par le traité de Worms) il rompit de nouveau avec les Français et les Espagnols.

Le roi de Sardaigne avait infiniment à cœur d'acquérir le marquisat de Final, qui avait été vendu aux Génois par Charles VI. Le roi leur offrait le remboursement des sommes données à Charles VI, mais il voulait recevoir la ville de Final dans le même état où les Génois l'avaient reçue; condition impossible. Les Génois avaient rasé les fortifications de Final, et, pour les rétablir, il leur en aurait coûté une somme supérieure à celle offerte par la cour de Turin. Il en résulta une aigreur naturelle, dont les suites furent sur le point d'anéantir la république.

Six armées étaient assemblées en Italie, en

1743; une armée espagnole, commandée par l'infant dom Philippe, occupait la Savoie; le roi de Sardaigne tenait les défilés des Alpes, à la tête de quarante mille hommes; les Vénitiens avaient levé une armée pour faire respecter la neutralité de leur territoire; elle s'était assemblée sur l'Adige au nombre de quatre-vingt mille hommes; une armée autrichienne, postée le long de l'Adige, avait en tête une seconde armée espagnole, commandée par le comte de Gages; enfin la sixième armée était celle du roi de Naples. Ce prince ne se regardait pas lié par une neutralité forcée, et il se proposait de commander lui-même son armée, composée de vingt-six mille hommes; mais la contagion s'étant manifestée en Calabre, il fut obligé d'employer la moitié de son armée à former un cordon pour préserver les autres provinces de ses états de ce fléau; le reste de ses troupes attendait sur les frontières de l'Abruzze, de pouvoir se réunir à l'armée espagnole.

Les Génois, qui penchaient déjà pour la France, entrèrent ouvertement dans son alliance, en apprenant la cession du marquisat de Final, faite par la reine d'Hongrie au roi de Sardaigne.

Des forces aussi nombreuses produisirent

entre les Espagnols et les Autrichiens, le combat de Campo-Santo, [1] dont les deux partis s'attribuèrent l'avantage. Après cette bataille, le duc de Modène, dont le roi de Sardaigne avait envahi les états l'année précédente, se déclara en faveur des Espagnols, et réunit quelques régimens à leur armée.

En Allemagne, les Français, forcés d'évacuer successivement la Bohême, la Bavière et le haut Palatinat, se replièrent sur le Rhin.

En Flandre, le maréchal de Noailles perdit la bataille d'Étingue.

Charles VII, dépouillé de ses provinces héréditaires, obligé de demander à la France des secours alimentaires, négociait avec la reine d'Hongrie, qui convint de le regarder comme neutre : dès-lors la France, obligée de défendre ses frontières contre les Autrichiens, les Anglais et les Hollandais, retira ses troupes d'Allemagne.

La guerre, dès ce moment, changea d'objet : du nord au midi, l'orage grossissait contre la France; elle semblait devoir être bientôt le théâtre de la guerre; les alliés avaient déjà passé le Rhin à Mayence; mais ayant vaine-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

ment tenté de percer les lignes de Lauterbourg, ils repassèrent le fleuve, et prirent leurs quartiers d'hiver dans le Brisgaw et dans la Bavière.

Le cardinal de Fleury, premier ministre, était mort cette année; son successeur proposa de renouer des négociations avec le roi de Prusse, d'où il résulta une alliance offensive et défensive entre le roi de France, l'empereur, le roi de Prusse, l'électeur palatin et la régence de Hesse-Cassel, pour contraindre la reine d'Hongrie à reconnaître l'empereur en qualité de chef de l'Empire, à lui restituer ses états héréditaires, et à lui faire droit sur ses prétentions à la succession autrichienne.

Les Autrichiens et les Anglais, qui ignoraient ce traité, espéraient bien conquérir l'Alsace et la Lorraine dans la campagne de 1744.

L'armée autrichienne se rassemblait en Souabe; le prince Charles en prit le commandement : celle des Anglais, dans laquelle était un gros corps d'Autrichiens, n'était pas moins redoutable; elle était cantonnée dans la Flandre maritime. La France fit marcher contre elle cent mille combattans partagés en deux armées : la première devait être commandée par

Louis XV; le maréchal de Saxe conduisait la seconde.

Ces deux armées faisaient des progrès qui commençaient à alarmer les Hollandais. Au moment où le prince Charles passa le Rhin et entra dans l'Alsace, ce passage du Rhin fut célébré comme une entreprise infiniment audacieuse.

La manière dont les armées françaises ont passé l'Adda, le Pô, le Mincio, l'Adige, et plusieurs fois le Rhin, pendant la guerre de la liberté, même en présence de l'ennemi fortifié sur les bords opposés, a prouvé leur bravoure et la possibilité d'effectuer ces actions militaires sans y attacher une aussi grande importance qu'on le fit sous Louis XIV et sous Louis XV.

D'ailleurs, ces sortes d'expéditions doivent réussir, lorsque l'armée qui veut passer est supérieure en forces à celle qui s'oppose au passage : la raison en est simple : l'armée qui veut défendre un passage, est obligée de s'étendre et de s'affaiblir pour veiller sur tous les points. L'armée qui veut passer, au contraire, peut porter la plus grande partie de ses forces dans un ou deux endroits où elle projette de passer, simuler de fausses attaques sur tous ceux où

les ennemis se sont mis sur la défensive, et dans la nuit leur dérober le passage, et être sur la même rive avant que les ennemis aient pu s'y opposer.... Cependant dans la guerre de 1700, M. de Catinat, en se postant à Villa-Franca, sur la rive droite du Mincio, empêcha le prince Eugène d'oser passer cette rivière; ce devrait donc être un principe militaire pour s'opposer au passage d'une rivière, de se poster sur ses bords, du même côté où sont les ennemis; par ce moyen, on connaît infiniment mieux leurs mouvemens, et l'on est plus à portée de les attaquer avec succès, au moment où ils ont commencé à passer. La crainte seule d'exposer alors leurs magasins à être enlevés, et de voir couper leur ligne d'opérations, [1] devrait suffire pour empêcher le général le plus téméraire de hasarder une entreprise qui pourrait avoir des suites aussi fâcheuses.

A la première nouvelle de l'irruption du prince Charles, le roi de Prusse marchait à Prague, à la tête de soixante-dix mille hommes, et envoyait une seconde armée en Moravie; le prince Charles se hâta alors de repasser le Rhin.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (50).

La guerre était déclarée depuis deux ans. Les Espagnols, après bien des fatigues, d'immenses richesses dissipées, quelques provinces dévastées, du sang répandu, n'avait encore rien fait en Italie. C'est à cette époque, 1743, que le roi de France accorda les premiers secours directs à l'armée espagnole. Le chevalier de Courten conduisit quatorze bataillons à l'armée de dom Philippe en Savoie; la saison était fort avancée à l'arrivée de ces troupes, et l'infant ne put commencer que fort tard les opérations de cette campagne.

Le 7 septembre, après un combat de sept heures, les Espagnols emportent le château de Pont; le prince voulait entrer en Piémont par le mont Viso. La proximité d'Embrun et de Barcelonette eût permis d'y former des magasins, et cette route méritait sans doute la préférence, si la saison moins avancée ne se fût pas opposée au succès de cette tentative.

On voulait, en prenant ce chemin, se porter sur Saluces et Cherasque; il fallait, avant d'y arriver, avoir pris Château-Dauphin. Des détachemens, maîtres de toutes les hauteurs voisines, flanquaient déjà de toutes parts ce poste important; on avait enlevé quelques redoutes, dont les grands ouvrages étaient couverts.

Ces premiers succès semblaient en assurer de plus grands pour le jour suivant; des neiges abondantes qui tombèrent le jour même, ne permirent plus de songer à l'entreprise d'aucun siége, et, dès le lendemain, les troupes de l'infant reprirent le chemin de la Savoie.

Pendant l'hiver de 1743, on vit de plus grandes forces se préparer à pénétrer en Italie. Le prince de Conti fut nommé pour commander les troupes, beaucoup plus nombreuses, dont sa majesté très-chrétienne renforçait l'armée de dom Philippe, son gendre, et il quitta la cour au mois de février 1744, pour se rendre à Aix, où l'attendait l'infant et le marquis de la Mina.

Les flottes françaises et espagnoles venaient de livrer aux Anglais, près de Toulon, un combat, après lequel les vice-amiraux des deux nations alliées se reprochaient mutuellement de n'avoir point profité de leurs avantages, et de s'être trop ménagés dans l'action. Les succès de la campagne sur terre dépendaient beaucoup de ce dernier combat, dont les suites incertaines occasionnaient de la mésintelligence entre les généraux sur le plan de la campagne, et sur-tout sur les moyens de pénétrer en Italie.

Pour arriver à ce but, il y avait trois che-

mins, tous longs et difficiles : le premier, par la Savoie ; le second, par le Piémont, et l'autre, par l'extrémité des Alpes, le long de la mer.

Le chemin par la Savoie exigeait la prise des forts de Bard, d'Ivrée, d'Exiles et de la Brunette; et, après tant de siéges et d'attaques, on se trouvait à l'entrée de la plaine du Piémont, où l'on aurait trouvé le roi de Sardaigne et plusieurs places dont il aurait fallu précédemment se rendre maître, pour assurer sa ligne d'opérations.

Le second chemin qui conduisait plus directement dans le Piémont, passait par les vallées de Château-Dauphin, de Mayne ou de Sture. Dans la première, la communication des cols ou chemins qui viennent de France à cette vallée, offrait, dans cent endroits, des places faciles à retrancher et difficiles à forcer ; celle du Mayne pouvait au plus servir à conduire, par des revers sur l'une ou l'autre des vallées qui sont à sa droite ou à sa gauche, par les difficultés d'y aborder avec des voitures ou des canons ; dans celle de Sture, on trouvait le passage des barricades plus terrible qu'aucune place de guerre ; quatre lieues plus loin on arrivait au château de Démont, très-régulièrement fortifié, et d'un abord très-difficile. La ville de

Coni, non moins forte, à l'entrée de la plaine, était un point qui ne pouvait être évité et où l'on devait s'attendre à rencontrer une armée piémontaise.

Le troisième chemin, le long de la mer, était défendu par le Var, dont le passage pouvait être difficile en face d'une armée, et une lieue plus loin, par le Paglion, torrent très-dangereux, au-delà duquel était un camp retranché, ayant le château de Montalban dans son centre; celui de Villefranche à sa droite, et Nice à sa gauche; indépendamment des redoutes, flèches, redans, contre-gardes et batteries sans nombre, élevées pour fortifier différens points; en outre, Villefranche pouvait recevoir dans sa rade une flotte entière.

Les chemins étaient ensuite impraticables à une armée pour se rendre à Monaco, ainsi que pour passer à Oneille, Bordighera et San Remo. Cent hommes pouvaient en arrêter mille dans une infinité de postes qui bordaient le chemin, et l'armée avait trente lieues à faire dans un pareil pays, avant d'arriver à Gènes.... De Gènes on débouche dans le Milanais par des montagnes très-difficiles, même en suivant la route ordinaire d'Alexandrie, ville très-forte du roi de Sardaigne, et dont la possession ne suffisait

pas pour assurer sa ligne d'opérations. Plusieurs places de guerre se trouvant sur cette route, dont les garnisons pouvaient facilement couper la communication, il fallait ensuite passer les rivières du Pô et du Tesin, pour s'assurer des quartiers d'hiver. Il eût été plus raisonnable de se rendre maître du Piémont; mais on ne pouvait pas le conquérir dans une seule campagne.

Dans ce cas l'impossibilité d'établir une ligne d'opérations depuis la France, d'où il fallait tirer tous ses vivres, n'était pas un des moindres obstacles; on en trouvait de très-grands encore dans les marches longues et dangereuses, pendant lesquelles les convois auraient continuellement risqué d'être enlevés, et en très-grande partie consommés par ceux qui les auraient conduits, les animaux qui les auraient portés et les soldats qui les auraient escortés.

Les Espagnols voulaient absolument passer par le chemin dont le trajet serait le plus court; le prince de Conti voulait marcher avec sûreté, pour n'être pas obligé de retourner sur ses pas, et afin d'assurer sa ligne d'opérations. Il fallait, pour remplir cet objet, non seulement s'emparer des différens forts qui défendaient les passages, mais encore mettre le roi de Sardaigne

hors d'état ou de faire tête aux alliés au-delà des Alpes, ou de leur fermer toute communication avec la France, dès l'instant où ils auraient réussi à pénétrer dans le Piémont.

Si les flottes espagnoles et françaises eussent eu un succès décisif, et eussent assuré la libre communication par mer, dès-lors on n'aurait pas hésité de prendre le chemin qui mène à Gènes, en côtoyant la Méditerranée; mais l'amiral anglais était là, qui pouvait s'opposer à toute espèce de transport par mer, et oser même inquiéter la marche par terre. La prudence indiquait donc de tenter d'autres moyens. Cependant les Espagnols, qui regardaient ce chemin comme le plus court, s'obstinèrent à vouloir le prendre, et le prince de Conti fit des préparatifs en conséquence.

La nuit du 31 mars au 1er avril, l'armée des alliés passa le Var au gué de Saint-Laurent, à celui de Saint-Isidore, et aux autres points les plus favorables. Les corps ennemis, qui se trouvèrent sur l'autre rive, furent attaqués et renversés; la hauteur qui domine le Var fut abandonnée par les Piémontais, et, bientôt après, occupée par quinze bataillons de l'armée des alliés.

Dès le lendemain, Nice ouvrit ses portes,

l'on arrêta un autre plan d'attaque pour le 14 avril : le 12, au soir, les colonnes se mirent en marche, sans être arrêtées par la flotte anglaise qui croisait à la hauteur de Nice, et pouvait battre la côte; mais un orage affreux, ayant tout à coup enflé le Paglion, arrêta les colonnes sur l'un et l'autre bord de ce torrent.

Cet événement, qui aurait dû seul arrêter et empêcher toute tentative pour suivre le projet de côtoyer la Méditerranée, fut à peine un obstacle momentané. Le 19, six colonnes s'ébranlèrent de nouveau, et emportèrent tous les retranchemens qui étaient défendus par les Piémontais, après avoir fait à l'envi des actions d'un courage inconcevable et surnaturel... C'est là où le soldat vainqueur descendit en tremblant, après l'action finie, de ces escarpemens où il avait gravi, sans songer au danger, au milieu des balles, des boulets, des baïonnettes et de mille morts.

A la fin de la journée, les Piémontais se retirèrent à Villefranche, où ils s'embarquèrent pour Oneille.

La nuit du 20 au 21, le fort de Montalban ouvrit ses portes, et, le 25, Villefranche se rendit.

Tels furent les fruits de cette expédition san-

glante qui ne put point remplir le but des généraux, qui furent obligés de chercher d'autres moyens de pénétrer d'abord dans les états du roi de Sardaigne, et ensuite en Lombardie.

Après une expérience aussi fâcheuse, le marquis de Lamina revint enfin de son entêtement funeste, quand la disette, soufferte par un corps poussé à Vintimille, lui eut fait sentir par lui-même les difficultés insurmontables pour les subsistances d'une armée entière par une route aussi difficile, si l'on n'était pas maître de la mer.

Pour assurer les quartiers, et en attendant les décisions ultérieures des cours de Versailles et de Madrid sur les chemins à prendre pour pénétrer en Piémont, le prince de Conti s'empara de Saorgio et de Breglio, à l'entrée du Col de Tende, et, bientôt après, du Col de Brons.

L'Espagne persistant à vouloir pénétrer en Lombardie par la côte de Gènes, le prince de Conti avait reçu l'ordre de donner à l'infant un corps de dix mille hommes seulement, dans le cas où il s'obstinerait à suivre un projet aussi déraisonnable, et de se borner à couvrir le Dauphiné et la Provence avec le reste de l'armée française.

Instruit des résolutions du conseil de Madrid, le marquis de Lamina, afin de les rendre durables, forma le projet d'attaquer le marquisat d'Oneille : en vain le prince de Conti représenta-t-il l'inutilité de cette expédition, si l'on venait à se décider à pénétrer en Piémont par les vallées; ce fut une raison de plus pour déterminer le général espagnol à profiter d'une absence du prince de Conti, et à partir le 2 juin, à la tête de seize bataillons, pour pénétrer, par deux colonnes, dans le marquisat d'Oneille.

Le roi de Sardaigne, qui desirait ardemment de voir les alliés prendre la route de Gènes, qui les éloignait de ses états, avait jeté quelques troupes dans Oneille, pour attirer l'attention des ennemis de ce côté; mais ces troupes avaient ordre de se replier sur leur droite dès l'instant où l'on marcherait à elles. En effet, à la première approche de la colonne conduite par le marquis de Lamina, elles se retirèrent avec assez de précipitation pour abandonner sept pièces de canon, leurs magasins et une partie de leurs équipages.

Ce léger succès ne manqua pas d'encourager le général espagnol à soutenir l'utilité de ses projets avec une nouvelle opiniâtreté.

Déjà il aurait voulu voir le gros de l'armée, parvenu à Vintimille, pousser une tête à la hauteur de Final; mais les troupes du roi de Sardaigne, rassemblées autour d'Exiles et à la tête de la vallée de Sture, démontraient assez la nécessité de couvrir le Dauphiné dans cette partie avec des forces suffisantes. En conséquence, le prince de Conti, abandonnant le marquis de Lamina à sa feinte sécurité, fit retrancher les Cols de Vans et de Fer, et occuper un camp sous Guillestre.

Philippe V, rassuré par la réunion des troupes de dom Carlos à l'armée du général Gages, s'était enfin déterminé à adopter le plan vraiment militaire de pénétrer dans le Piémont, en traversant les Alpes.

Cependant il ne suffisait pas de tenter le passage des Alpes; il fallait assurer la défense de la Savoie, du Dauphiné et des côtes de Provence, de Marseille à Antibes.

M. de Mirepoix sut réduire, par sa prudente activité, la croisière des Anglais dans ces parages à l'incendie de quelques felouques et de quelques misérables barques de pêcheurs.

Le roi de Sardaigne fut battu en Savoie; le Dauphiné fut couvert, et, le 6 juin, le prince de Conti alla camper à Sospello, Lescarenne et

Lentosca, d'où il pouvait se porter dans les vallées de Sture, de Belins et de Maire.

C'est ici où se déploya le génie militaire du comte de Maillebois, qui, par les fonctions de sa place de maréchal général des logis, était chargé de tout ce qui avait trait aux marches de l'armée.

Il fallait se porter sur un nouveau point de la frontière ennemie, en choisissant celui où l'on pouvait le moins puissamment prévenir les efforts des alliés.

Il fallait, dans les directions compliquées de cette marche, faire craindre à l'ennemi pour une grande quantité de points, en se ménageant les moyens d'opérer sûrement sur plusieurs à la fois.

Depuis le petit Saint-Bernard jusqu'à la frontière septentrionale du comté de Nice, on compte sept vallées principales, versant de la Savoie et du Dauphiné dans le Piémont.

Les seules vallées du Château-Dauphin et du Maire n'ont aucune place ni aucun fort qui les défendent; mais toutes deux sont fort étroites, et infiniment difficiles à pratiquer. Le seul avantage qui pût les faire préférer est leur rapprochement entre elles; on y arrive par plusieurs chemins, et plusieurs cols leur per-

mettent de communiquer ensemble; enfin d'autres cols versent de la vallée de Maire dans celle de Sture, la plus spacieuse de toutes, et qui, à bien des égards, avait paru devoir mériter la préférence.

Les tentatives du marquis de Lamina n'avaient pas fait prendre le change au roi de Sardaigne. En conséquence, il avait fait fermer, par une ligne de retranchemens qui se prêtaient un appui réciproque, toute la largeur de la vallée du Château-Dauphin, prise vers les sources de la rivière de Vraita; ils appuyaient, d'un côté, au Mont Viso, et, de l'autre, à la montagne de la Bicoque, éloignée à peu près de cinq quarts de lieue de la première.

La vallée de Sture avait ensuite attiré son attention. Passant par le Col de l'Argentière, un peu au-dessus du village de Brézé, la rivière de Sture se resserre entre des rochers taillés à pic et d'une fort grande élévation; ce défilé ne laisse qu'un chemin très-étroit à la rive droite de la rivière, et ce petit espace était fermé par un retranchement et une batterie de quatre pièces de canon : au-dessus de ce rocher, vers le midi, est bâti à mi-côte le village de Murins, ou Pont-Bernard, sur une montagne, au

bas de laquelle passe un chemin qui mène à Sambuc. Les ennemis, pour rendre ce chemin impraticable, et empêcher de pouvoir s'en servir pour tourner les retranchemens, avaient placé des batteries et construit divers ouvrages sur le penchant de cette montagne. Ces ouvrages embrassaient un espace de huit cents toises, et au-delà il n'y avait plus de passage accessible. Des redans et des murs de pierre sèche fermaient le passage de la montagnette : ces premiers travaux étaient eux-mêmes soutenus par des redoutes élevées dans tous les points, qui auraient permis de gagner le sommet de la montagne. Dans la partie qui regarde le village de Pierre-Port se trouvaient encore d'autres retranchemens qui voyaient dans le vallon par lequel on eût pu venir de Saint-Étienne prendre les barricades à revers ; une suite de retranchemens fort étendus fermait ensuite les passages de Preil et de Gie-Pierre. Enfin les Piémontais avaient fortifié un poste sur les hauteurs du hameau de Lessetête, et ce poste défendait le vallon d'Oranaie, par lequel, du Col de l'Argentière, on peut venir tomber sur le flanc du village de Gie-Pierre, auquel on arrive de front par le Col d'Oneille, en partant de la vallée de Maire.

Tant de précautions semblaient rendre l'entrée de la vallée de Sture impraticable ; elles ne firent cependant point renoncer à l'espoir de surmonter tous ces obstacles. Une connaissance détaillée du pays et des réflexions profondes firent entrevoir la possibilité de tourner les Piémontais au poste des barricades ; mais il fallait, auparavant, faire prendre le change au roi de Sardaigne, en se portant sur un point de la frontière assez éloigné pour donner le temps de réussir à la véritable attaque avant que ce prince pût arriver pour la défendre, et susceptible en même temps d'assurer l'entrée en Piémont, si le roi négligeait de s'y porter. Exiles parut remplir tous ces objets.

L'armée des deux couronnes se mit donc en marche par le haut Dauphiné : au commencement de juillet, elle se trouva campée, la gauche à Briançon, menaçant la vallée de Château-Dauphin ; la droite vers Barcelonette, prête à marcher aux barricades, et le centre dans les environs de Mont-Dauphin.

Ces premiers mouvemens, sur différens points de la frontière ennemie, devaient empêcher le roi de Sardaigne de penser à rentrer dans le comté de Nice.

Le 6 juillet 1744, le bailli de Givri s'avança

à Bousson : le roi de Sardaigne crut alors au projet de pénétrer par le Col de Sestières, dans la vallée d'Oulx, pour assiéger Exiles. L'arrivée du prince de Conti à Briançon, dix-sept bataillons campés dans les environs de cette place, confirmaient encore les craintes du monarque piémontais; enfin quelques bataillons qui se montrèrent sur le Col de la Roue, et levèrent des contributions à Oulx et Salbertrand, ne lui permirent plus de douter du dessein des généraux des deux couronnes de l'attaquer dans cette partie.

On était prêt à jouir du fruit des combinaisons les plus sages; le roi de Sardaigne, trompé par leur complication savante, s'était hâté de retirer ses troupes des vallées de Maire, de Sture et de Château-Dauphin : il suffisait de marcher aux retranchemens, pour s'en rendre les maîtres. M. de Lamina fait perdre aux deux couronnes un avantage si habilement ménagé; il feint d'avoir des difficultés insurmontables dans les opérations arrêtées contre la vallée de Sture; il refuse d'y concourir.

M. de Maillebois est chargé de ramener le général espagnol, qui, vaincu par l'évidence de la démonstration, par la volonté de l'infant et par la détermination invariable du

prince de Conti, fut obligé de se rendre.

Depuis le 13 juillet, tout était préparé, tout était prévu pour agir contre les barricades : il fallait encore tromper le roi de Sardaigne ; le bailli de Givri et le marquis de Campo-Santo marchent au Col du Longet, et menacent, par là, l'étendue des retranchemens du Château-Dauphin. A peine ces forces y sont-elles arrivées, déjà cinq bataillons occupent à Elve une position centrale qui intercepte toute communication de la droite à la gauche des ennemis.

Toutes les colonnes qui doivent opérer sur la vallée de Sture sont en mouvement le 17 juillet ; toutes arrivent aux différens points qui leur sont indiqués, et le général piémontais qui commande dans la vallée de Sture, se voyant tourné, dominé et dépassé de toutes parts, se hâte d'abandonner le poste des barricades, dont il ne pouvait soutenir tous les points menacés, et où il n'avait aucun renfort à espérer.

Ainsi, le soir du 17, les Piémontais commencèrent à défiler du côté de Sambuc ; et le 18, avant midi, l'armée des deux couronnes se trouva maîtresse de ces barricades redoutables jugées inaccessibles, et qui ne coûtèrent pas cent quarante hommes.

Maître des barricades, le prince de Conti se hâta d'en faire instruire le bailli de Givri, afin d'empêcher les troupes de la gauche de faire des efforts devenus inutiles; mais l'officier chargé de cet objet important tombe dans un précipice : celui qui le remplace, arrive trop tard, et après le moment où l'on s'était décidé à l'attaque de la redoute de Pierre-Longue, l'une des actions les plus meurtrières et les plus vigoureuses qui aient jamais illustré l'armée française.

Les Piémontais, instruits de la prise des barricades, se disposaient à abandonner les retranchemens de Château-Dauphin, dans lesquels ils pouvaient être tournés par les troupes postées à Elve.

Sur la démonstration de la retraite de ces troupes, le bailli de Givri, supposant aux Piémontais l'idée d'aller renforcer les barricades, en conclut la nécessité d'attaquer ce corps sans délai.

Pour arriver à ce retranchement formidable de Pierre-Longue, il fallait descendre par une pente extrêmement roide, dans un vallon fort creux, et de là gagner le sommet d'une montagne escarpée, sur le haut de laquelle la redoute était construite. Pendant toute la durée

d'un mouvement si pénible, il fallait essuyer le feu de l'artillerie et de la mousqueterie piémontaise, sans pouvoir y répondre.

A peine les soldats français sont-ils parvenus à une certaine hauteur, que les soldats piémontais font rouler sur eux d'énormes pierres qui fracassent et renversent les malheureux qui se rencontrent sur leur passage; la mousqueterie augmente les dangers, et c'est dans le fossé même de la redoute, où les Français épuisés peuvent enfin se mettre à l'abri de tant de dangers. Après de vaines tentatives pour les ranimer, inutilement fait-on battre la retraite: on avait les mêmes risques à courir pour regagner le camp. Après huit heures d'irrésolutions, ces mêmes troupes, tout à coup armées du courage du désespoir, préfèrent l'escalade à une retraite peut-être plus périlleuse. Aussitôt les soldats s'accrochent aux pierres des revêtemens portés sur les épaules de leurs camarades; ils pénètrent par les embrasures des canons et par-dessus un parapet hérissé de baïonnettes. Les ennemis étonnés reculent; le désordre est dans leurs rangs, et tout ce qui ne peut échapper par la fuite, est fait prisonnier de guerre, tant les événemens d'un combat sont incalculables, tant il entre du hasard

dans le succès des batailles, tant enfin il faut mettre une énorme différence entre les combinaisons d'un plan de campagne et les hasards heureux ou malheureux d'un jour d'action.

La retraite du roi de Sardaigne du poste des barricades avait laissé au prince de Conti la liberté d'assiéger Démont. Le 9 août, on avait ouvert la tranchée à deux cent cinquante toises du chemin couvert; le gouverneur était déterminé à soutenir deux assauts avant de se rendre. Une des batteries, tirant à boulet rouge, mit le feu à des fascines près de sa maison; elle s'embrase; l'incendie se communique à l'hôpital, au corps des casernes, à toutes les habitations du fort, et la garnison, effrayée de sa violence, force le commandant de faire battre la chamade et d'ouvrir les portes.

Maître de Démont, le général français se met en marche le 24 juillet, sur cinq colonnes, passe la Sture, campe à Cervasen, et le lendemain s'avance à Carail, à la gauche de Coni.

Le roi de Sardaigne, qui est à Busca, derrière la Mayve, avec vingt-huit bataillons et trente-huit escadrons, tient en avant de cette rivière un corps qui attend notre avant-garde, engage avec elle un combat, et se retire en désordre, après avoir été repoussé.

Peu de jours après, le roi de Sardaigne se replie sur Saluces, dans l'unique dessein d'engager les généraux des deux couronnes à le suivre, et de les éloigner de Coni; ce qui faisait perdre à l'armée le reste d'une saison précieuse, déjà très-avancée, et où les neiges abondantes pouvaient bientôt rendre les travaux d'un siége impossibles.

Au lieu de donner dans le piége comme le voulait M. de Lamina, on employa les derniers jours d'août à reconnaître les environs de Coni et la place; ces reconnaissances finies, l'armée passa la Grana, vis-à-vis Notre-Dame de Passau; la gauche appuyée à ce point, la droite au couvent de la Madone, del Olmo, au bord de la Sture, à peu près à mille pas en avant de Coni.

Le général français sentit également bientôt le danger d'assiéger une place qu'il n'était pas possible d'investir, et la nécessité de s'en rendre maître. Les préparatifs du siége furent donc faits avec toutes les précautions de l'art, toute la vigilance nécessaire et toutes les ressources qui étaient permises par la nature du terrain.

Pour hâter l'opération qui n'avançait pas, le prince de Conti voulut former une seconde attaque du côté du Gesso. M. de Lamina, qui,

par ses coupables obstinations, retarda de huit jours les mouvemens, rendit très-périlleuse une action qui aurait peut-être décidé du succès de la campagne, si elle avait été faite à temps. On était au 24 septembre, quand on put entamer la nouvelle attaque. Dès le 28, les neiges commencèrent à tomber en abondance, et les convois devinrent à peu près impossibles.

Dès-lors on fut contraint d'interrompre la nouvelle attaque formée vers le Gesso, et de se préparer à recevoir la bataille de la part du roi de Sardaigne, qui, dès le 29, s'étant porté à Murato, avait ensuite poussé des reconnaissances aux gardes avancées de l'armée des deux couronnes.

Sur les neuf heures du matin, le 30 septembre 1744, les Piémontais, qui étaient arrivés proche de la Madona del Olmo, s'emparèrent de six ou sept cassines, et y mirent le feu. Le roi de Sardaigne, ayant pénétré les intentions des généraux des deux couronnes de recevoir la bataille, profita habilement de cette inaction et des avantages du terrain, après avoir fait avancer son armée le long du chemin de Coni à Tarantasca; il couvrit toute la droite et le centre de son armée avec des chevaux de frise, dont ses soldats portaient

chacun quelques pièces. Cette fortification mobile embrassait en même temps le flanc droit de l'armée ; l'artillerie était placée derrière les chevaux de frise, et quatre navilles, qui se trouvaient placées, les unes parallèlement, les autres perpendiculairement à son front, formaient des obstacles qui, avec quelques autres fossés secs, rendaient les abords de sa droite et de son centre infiniment difficiles ; sa gauche était moins couverte, l'ayant destinée à attaquer la redoute de la Madona, en face et en flanc ; il y avait placé sa meilleure infanterie.

L'armée des alliés était rangée sur deux lignes inégales, à cause du terrain, et avait un corps de réserve derrière le centre de la première ligne.

La première ligne, composée de dix-sept bataillons, appuyait sa droite à la Madona del Olmo, qui avait été garnie de deux batteries de trois pièces de canon chacune, et de vingt compagnies de grenadiers. La gauche de l'infanterie de cette ligne était appuyée à une cassine retranchée, où l'on avait placé la brigade de Lyonnais. Onze escadrons de dragons couvraient ce flanc, et remplissaient un espace entre la cassine fortifiée et un camp de six bataillons, défendu par de bons retranchemens,

se trouvant à peu près au centre de la première ligne, et, à la gauche, un peu en avant de la seconde; la cavalerie espagnole et française formait le reste de la première ligne, qui était appuyée à deux cassines où l'on avait placé quelques bataillons.

La seconde ligne, composée de seize bataillons, avait la gauche de son infanterie appuyée à des cassines, au-delà desquelles se trouvait le camp retranché, après lequel on avait placé des dragons français et espagnols qui fermaient la gauche de cette ligne.

Le reste des trente-huit bataillons de l'armée des deux couronnes avait été mis en réserve. L'infant, avec cent gardes du corps, un régiment de cavalerie et quatre compagnies de grenadiers, se plaça derrière le camp retranché.

On avait placé de l'artillerie sur tout le front de l'armée.

A midi, le roi de Sardaigne fit attaquer la redoute de la Madona par un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, soutenu par les grenadiers piémontais et environ trois mille Croates. Repoussés d'abord, des troupes fraîches les remplacèrent, qui furent repoussées elles-mêmes comme les autres. Le roi, s'appercevant alors de l'impossibilité d'emporter la redoute,

s'il ne délogeait pas les corps espagnols qui la protégeaient au dehors par leur feu de flanc et celui de leur artillerie, se décida à les attaquer; mais, ceux-ci étant restés inébranlables, de même que les régimens de Lyonnais et de Beauce, qui se trouvaient dans la cassine fortifiée, à la gauche de l'infanterie de la première ligne, le roi de Sardaigne se trouva obligé de reculer. Le comte de Beaupreau sollicita vainement alors le prince de Conti de lui permettre de sortir de la cassine pour attaquer les batteries ennemies, la baïonnette au bout du fusil; le prince, qui sans doute ignorait la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'aborder le centre et la droite des alliés, avait formé le projet de les attaquer. S'étant convaincu par lui-même du danger de continuer des tentatives inutiles et périlleuses, il plaça sa cavalerie sur le flanc droit des ennemis, et réussit, par ce moyen, à contenir toute cette partie pendant la bataille : tirant ensuite avantage de l'impossibilité où il se trouvait d'entamer les Piémontais sur leur droite, il se servit des troupes de sa gauche pour renforcer la brigade de Lyonnais, qui continuait de défendre la cassine, où une partie de l'action s'était concentrée. A l'arrivée de ce renfort, le

comte de Beaupreau exécuta son projet favori; il marcha aux ennemis, les renversa, s'empara de leurs batteries, en pointa les canons contre eux : mais bientôt il est obligé de céder au nombre, et de reculer. Renforcé lui-même, il attaque et repousse les ennemis : les dragons des alliés combattent à pied, à cheval; l'artillerie de la Madona continue son feu avec la même vivacité; l'infanterie espagnole, qui appuie à la redoute de la Madona, est inébranlable; le roi de Sardaigne fait de vains efforts : il se décide enfin à gagner la nuit, pour se retirer avec plus de sûreté. Il forme alors une partie de son infanterie en colonne; il menace les batteries de la brigade de Lyonnais : pendant ce temps, la nuit s'approche; le reste de son armée défile insensiblement, et la colonne elle-même, favorisée par l'obscurité, le feu de trois pièces de canon et celui de quelque infanterie, disparaît en formant l'arrière-garde.

Les patrouilles et les postes avancés s'aperçurent les premiers, assez tard, de cette retraite, et se mirent à suivre les ennemis : bientôt après on mit à leur suite six cents fantassins et mille cavaliers, qui firent plus de mille prisonniers, s'emparèrent des chariots chargés de

munitions, des blessés dont les chemins étaient embarrassés de tous les côtés, et trouvèrent des cassines en feu, dans lesquelles brûlaient une grande quantité de soldats ennemis morts depuis l'action, afin de cacher aux alliés la perte de l'armée piémontaise, qui se monta à environ cinq mille hommes.

On pourrait faire quelques questions au sujet de cette bataille malheureusement trop peu décisive, dont les suites ne furent pas heureuses pour l'armée des deux couronnes, et renversèrent tous les projets hostiles de ses généraux.

1° Le prince de Conti aurait-il dû recevoir la bataille sous les murs de Coni ? n'aurait-il pas dû au contraire prévenir les ennemis, en prenant une position avantageuse qui le mît à même de les attaquer, sans leur donner le temps de faire des dispositions qui pussent leur être favorables, comme ils le firent sur le terrain où le prince reçut la bataille, où ils se servirent si avantageusement de l'art et de la nature ?

2° Les princes avaient-ils choisi le meilleur champ de bataille ? ou avaient-ils tiré le meilleur parti de celui où ils se placèrent ?

Peut-être, comme nous l'avons déjà observé, eût-il été plus sage de marcher au-devant de

l'armée piémontaise, de manière à la forcer de recevoir ou de livrer la bataille sur un terrain qui ne lui fût pas favorable; peut-être aussi, en restant avec la droite de l'armée appuyée à la Madona del Olmo, fallait-il mieux fortifier cette partie, et porter la première ligne de la gauche de l'armée le long de la route de Tarantasca, en se servant des nombreuses navilles qui se trouvaient sur ce terrain, pour fortifier le front et le flanc de l'armée depuis la Madona, soit naturellement, soit artificiellement, au moyen de quelques redoutes et de fossés qui auraient été facilement remplis d'eau : la seconde ligne, dans cette supposition, aurait appuyé sa gauche aux trois redoutes, qui, dans le temps de la bataille, furent d'abord occupées par les bataillons d'Anjou, de Quercy et de l'Isle-de-France. Peut-être alors aurait-il été très-difficile au roi de Sardaigne de se développer comme il le fit, et de placer ses chevaux de frise, sur-tout si l'on avait répandu des tirailleurs sur les bords de la Naville qui, après avoir traversé le camp des alliés et le chemin de Tarantasca, allait se jeter sur celui de Fossano, et si quelques pièces de canon, placées sur le chemin de Tarantasca, dans le prolongement de cette Na-

ville, en eussent rendu l'abord et le passage très-périlleux.

3° Enfin, les princes connaissaient-ils le pays où ils recevaient la bataille et les dispositions du roi de Sardaigne ? Il paraît qu'ils l'ignoraient, puisque le marquis de Castelar vint, pendant la bataille, assurer le prince de Conti que le pays, entièrement coupé de fossés, de haies, de navilles et de jardins fermés, ne permettait pas à la cavalerie de pouvoir y manœuvrer, et, indépendamment de ces obstacles, que le roi de Sardaigne avait couvert le front et le flanc droit de ses troupes de chevaux de frise qui ôtaient tous les moyens de pouvoir les aborder.

Cette ignorance, au moins apparente, du prince de Conti n'est pas excusable, et on ne sait aussi comment la concevoir de la part du comte de Maillebois, maréchal général des logis de cette armée, qui avait dû ou reconnaître par lui-même tous ces terrains, ou en faire lever le plan, et se pénétrer de tous les avantages et de tous les obstacles qui pouvaient s'y rencontrer.

Les fautes du roi de Sardaigne ne furent pas moins capitales : 1° Dès l'instant où il eut pris le parti d'enfermer son centre et son aile gau-

che entre des navilles et derrière des chevaux de frise, il dut bien penser que toute cette partie de son armée allait lui devenir inutile contre l'ennemi, qui n'aurait plus à craindre de le voir marcher à lui, sans cependant oser, pour cela, la dégarnir, dans la crainte de donner les moyens aux alliés, en se portant en force sur le flanc droit, de le forcer et de culbuter tout ce qui s'y rencontrerait; 2° peut-être le roi de Sardaigne aurait-il dû préférer une fausse attaque vers la Madona del Olmo, étendre et fraiser son centre, afin de pouvoir déborder l'aile gauche de l'armée des deux couronnes, et se porter sur leur flanc; 3° dès l'instant où le roi se fut convaincu de l'inutilité de ses attaques, il ne devait pas s'obstiner à les réitérer.

Malgré sa défaite, le roi de Sardaigne resta à Murato, et y attendit une circonstance plus favorable pour secourir Coni; bientôt les élémens servirent ses projets : des pluies abondantes emportèrent tous les ponts de la Sture; les assiégeans furent séparés alors de l'armée qui venait de combattre.

Le Gesso, devenu un torrent, empêche de secourir un détachement placé dans le village de Boves.

Quatre mille Vaudois rétablissent le pont de communication de Coni avec le Mondovi. Le 6 octobre, le roi de Sardaigne jette quinze cents hommes d'élite dans Coni ; le 7, il va camper à Fossan ; le 11, l'infant assemble un conseil de guerre : l'examen réfléchi des difficultés existantes et des nouveaux inconvéniens à redouter, porte à se convaincre de la nécessité de ne pas s'opiniâtrer plus long-temps à exécuter un plan que tout s'accorde à traverser.

Après bien des débats, il fut enfin résolu de faire prendre à l'armée le chemin de Démont, pour rétablir ce fort, ou le détruire tout à fait.

Le 22 octobre, l'armée quitte les environs de Coni, et arrive sous Démont le 23.

Le 14 novembre, d'après des ordres venus de Versailles, on mit le feu aux mines préparées pour détruire le fort de Démont, et leur effet fut prodigieux ; tout le jour fut ensuite employé à raser le fort. L'armée marcha le lendemain pour rentrer sur les frontières du Dauphiné, d'où les Espagnols se rendirent partie dans le comté de Nice, partie en Savoie ; les Français dans leurs quartiers, le prince de Conti à Versailles, et l'infant à Nice.

Dans le même temps où les Espagnols et les

Français tentaient en vain de pénétrer dans le Piémont, les Espagnols et les Napolitains avaient été surpris dans leur camp de Veletri [1] par les Autrichiens, qui, après avoir été vigoureusement repoussés, avaient été poursuivis ensuite, et avaient dû leur salut à la rapidité de leur marche et aux défilés des montagnes de Gubio et de l'Apennin, qui leur aidèrent à gagner les bords de la mer Adriatique, et, de là, successivement la Romagne et la Lombardie, à leur choix.

En Flandre, le maréchal de Saxe, à la tête de quarante mille hommes, s'était opposé aux efforts de soixante-dix mille combattans, en mettant en œuvre ces ressources de l'art de la guerre auxquelles n'ont part ni la fortune ni même la valeur du soldat, et qui immortalisent un général.

Le roi de Prusse avait pris Prague et les quinze mille hommes qui le défendaient; une autre armée prussienne avait envahi la Moravie; l'armée impériale, aidée par les Français, était rentrée en Bavière; une armée française dominait dans la Souabe. Enfin le prince Charles, fortifié par l'électeur de Saxe, supérieur à

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

l'armée prussienne, venait de la contraindre à évacuer Prague, lorsque Charles VII mourut à Munich le 10 janvier 1745, à l'âge de quarante-sept ans.

Cet événement devait éteindre l'incendie qui dévorait l'Europe. La reine de Hongrie aurait dû rechercher la paix, pour placer son époux sur le trône impérial; mais cette princesse, excitée par l'Angleterre, qui l'aidait de ses subsides et de ses troupes, espérant engager la cour de Pétersbourg à se joindre à elle, avec la Pologne et la Hollande, voulait la continuation de la guerre pour conquérir la Silésie, avec quelques provinces en France et en Italie.

Charles VII laissait un fils qui eut la sagesse, moyennant un subside payé par l'Angleterre, de renoncer à toutes ses prétentions, de s'engager à donner sa voix au grand duc, et à fournir un corps de troupes à la cour de Vienne.

Ainsi, la mort de l'empereur ne changea rien aux dispositions des rois de France, de Prusse, d'Espagne et des deux Siciles.

La campagne commença en Flandre par la bataille de Fontenoi.

En Italie, le comte de Gages, après avoir

fait reposer ses troupes quelques mois, les rassemble dans les premiers jours de mars, et paraît vouloir se porter en Toscane : bientôt il change sa marche, s'avance vers la Romagne, paraît sur les bords du Panaro, passe à gué cette rivière en présence de l'ennemi, campe le lendemain à trois milles de Modène. Trouvant la position des Autrichiens inattaquable, il fait un mouvement par sa gauche, se porte en face de Buon-Porto, d'où il peut déboucher sur trois colonnes, et embrasser en même temps tout le front de l'ennemi.

Avant d'en venir à une action générale, une division est chargée de former une fausse attaque à la tête des ponts des ennemis ; mais toutes ces marches savantes, ces combinaisons ingénieusement formées, ces dispositions heureuses, sont subitement arrêtées par des ordres positifs de tout abandonner pour se réunir, par l'état de Gènes, à l'armée française et espagnole aux ordres de l'infant.

D'un autre côté, le maréchal de Maillebois, ayant reçu ordre d'aller prendre le commandement de l'armée qui devait passer en Italie, s'était rendu à Aix en Provence, et, d'après la reconnaissance des Alpes maritimes du comte de Maillebois, son fils, il avait réglé avec l'in-

fant le plan des opérations qui devaient ouvrir la Lombardie à ce prince.

Le traité d'alliance conclu avec les Génois à Aranjuès, le 1er mai 1745, était en quelque sorte une addition à celui conclu le 25 octobre 1744, entre les rois de Naples, d'Espagne et de France, par lequel l'infant dom Philippe devait être établi dans les états qui lui appartenaient en Italie du chef de la reine Élisabeth Farnèze, sa mère; mais le traité avec les Génois devenait la base de toutes les opérations nécessaires à l'exécution du premier. Les états de la république offraient alors un passage commode pour entrer en Lombardie, et il n'était plus permis de balancer sur le choix du chemin auquel on devait la préférence.

Malgré cette circonstance favorable, la nature du terrain réservait au maréchal de Maillebois d'assez grandes difficultés à combattre, auxquelles venaient se joindre celles qui étaient occasionnées par la désunion infaillible dans une armée composée de quatre nations différentes.

Le maréchal de Maillebois voulait, en entrant en Piémont, profiter promptement de sa supériorité pour combattre le roi de Sardaigne avec avantage, le contraindre à se retirer vers

Turin, et le forcer peut-être à abandonner son alliance avec la maison d'Autriche. D'après cette idée, le maréchal voulait faire, par des détachemens, le siége de toutes les places derrière lui qui se trouvaient sur la Bormida et dans la montagne, tandis qu'il attaquerait Tortone et Alexandrie, et s'ouvrirait les portes du Mont-Ferrat.

La communication du Var au Tanaro étant très-longue, le maréchal imagina de s'en assurer une plus courte par la vallée d'Oulx, en destinant à remplir cet objet les troupes espagnoles et françaises qui se trouvaient en Savoie et en Dauphiné. Cette expédition rendait nécessaire, à la vérité, le siége d'Exiles; mais le succès de cette opération assurait la communication, en la raccourcissant.

A la fin de mai, le maréchal avait tout disposé pour opérer sa jonction avec l'armée de M. le comte de Gages, jonction qui s'effectua vers la fin de juin, dans la plaine de Novi, d'après les savantes manœuvres de messieurs de Maillebois, après avoir eu à surmonter, de leur part et de celle de M. de Gages, tous les obstacles qui avaient pu être accumulés par la nature, les élémens et les hommes.

Pour couvrir l'armée des deux couronnes

dans sa marche sur les bords de la mer, il fallait masquer successivement tous les passages par où cette armée pouvait être inquiétée. Le comte de Maillebois créa alors la théorie du pendant des eaux, science ingénieuse et sublime qui subordonne toutes les opérations militaires dans les montagnes à quelques observations physiques. [1]

Le comte de Gages s'était soumis à peu près aux mêmes principes en partant de Sarsanne, et il avait dû à cette sage précaution d'arriver sans inquiétude à Ponte-Decimo, tandis que le maréchal de Maillebois arrivait à la hauteur de la Bormida, et débouchait dans les environs de Noli et de Loano, sans avoir essuyé un coup de fusil.

C'était déjà beaucoup, pour les deux armées, d'être arrivé dans les états de Gènes; mais il fallait en sortir pour pénétrer dans la Lombardie : afin d'y réussir, le comte de Gages avait à se porter sur Ollagio, à forcer le passage de la Boquette, et à gagner Gavi, pour se rendre ensuite à Novi.

De son côté, M. de Maillebois, au moment

[1] *Voyez*, dans le supplément à l'Encyclopédie Militaire, le mot *Pendant des eaux*.

où M. de Gages s'avançait sur Ollagio, portait sa droite à Carcare, vers les sources de la Bormida, et sa gauche sur les hauteurs de San-Jacomo et de Meronio : par cette manœuvre, il attirait l'armée piémontaise de son côté, l'empêchait de se réunir aux Autrichiens pour accabler le comte de Gages, et l'engageait peut-être à risquer, vers les frontières de l'Alexandrin, le sort d'une bataille dont l'issue pouvait lui être désavantageuse.

En effet, aux premières dispositions du maréchal, l'armée du roi de Sardaigne, rassemblée en avant d'Alexandrie, se retira sur la rive gauche du Tanaro.

Bientôt alors l'armée des deux couronnes est à Acqui, et le maréchal veut faire le siége de Ceva; mais, le comte de Gages ne voulant point y consentir, on décide celui de Tortone contre tous les principes de l'art de la guerre, qui indiquaient d'attaquer, avant tout, les places qui pouvaient assurer la communication avec Gènes et couvrir les états de cette république.

Le 5 août, les troupes françaises, espagnoles, napolitaines, modénoises et génoises, furent réunies dans le camp de San-Juliano.

Le duc de Modène et le comte de Gages, à

la tête d'un gros détachement, allèrent reconnaître les ennemis campés à Bassignana, à l'embouchure du Tanaro, dans le Pô.

Le maréchal de Maillebois et son fils s'avancèrent, dans le même dessein, sur les bords du Tanaro, du côté d'Alexandrie : ces différens mouvemens procurèrent la connaissance parfaite du camp des Piémontais et de tous les chemins par lesquels on pouvait y arriver.

Tout enfin permettait d'entamer les opérations du siége de Tortone. Pour en faciliter l'exécution, M. le comte de Gages se porte à Vignizzolo, le maréchal occupe le camp de San-Juliano : le premier suit les travaux du siége ; le second observe le roi de Sardaigne, et empêche les travaux d'être troublés.

Le 8 août, la tranchée est ouverte devant Tortone, par les Espagnols. La plupart des ouvrages avancés, construits en fascines, sont bientôt ruinés par l'artillerie, ou réduits en cendres par les bombes ; tout est prêt pour la descente du fossé, l'ordre est donné pour monter à l'assaut la nuit suivante. Le 3 septembre, le drapeau blanc est arboré ; la capitulation est signée, la place est rendue le 4.

A peine fut-on maître de Tortone, que l'impatience ambitieuse d'Élisabeth Farnèze re-

commence à contrarier les opérations arrêtées pour le reste de la campagne ; elle envoie ordre à dom Philippe de passer sur-le-champ dans le Parmesan et le Plaisantin, et à l'infant de suivre le comte de Gages avec l'armée combinée, après s'être emparé d'Alexandrie.

On ne pouvait consentir à un projet aussi contraire à toutes les règles de la guerre ; l'armée ennemie était toujours campée derrière le Tanaro, et il n'était pas prudent de diviser ainsi, devant elle, les forces de la maison de Bourbon : d'ailleurs, le maréchal de Maillebois devait, avant tout, se rendre maître de Ceva, de Cherasque et de Saorgio, pour assurer sa communication avec la France.

Le 8 septembre, le maréchal proposa un plan fait pour concilier les desseins et les intérêts des différentes puissances.

Après avoir démontré combien il était essentiel de prendre des quartiers d'hiver dans les états du roi de Sardaigne, (les dégâts opérés à dessein par ce prince, dans l'Alexandrin et le Tortonèse, y rendaient un établissement impossible) il fut aisé de faire sentir l'importance de s'établir sur la rive gauche du Tanaro ; mais, pour y réussir, il fallait prendre Alexandrie : pour faire le siége de cette place,

il fallait forcer l'ennemi de s'en éloigner. Pour remplir ce projet, il fallait donner de la jalousie sur plusieurs points à la fois, et deviner ceux dont la conservation importerait le plus aux Autrichiens et aux Piémontais, pour les obliger à se diviser, afin de marcher à leur sûreté respective.

Ainsi, en déterminant avec le comte de Gages de jeter des ponts sur le Pô, au-dessous de l'embouchure du Tesin, de pousser une tête vers Pavie, et de marcher en même temps sur Plaisance, on devait espérer voir M. de Schulembourg passer le Pô, peut-être le Tesin, pour marcher au secours des états de l'impératrice reine.

Cependant on devait empêcher M. de Schulembourg de faire ce mouvement en force; ce qui aurait obligé alors le maréchal de soutenir M. de Gages, et dérangé tous ses projets, le roi de Sardaigne devenant le maître, dans ce cas, de repasser le Tanaro, de se jeter sur Tortone, Novi, Serravalle, Acqui; de repousser le marquis de Mirepoix dans les Alpes, et de couper toute communication avec le comté de Nice et la France.

Il fallait donc donner, par de simples détachemens, de la jalousie aux Autrichiens du

côté de Milan, et s'emparer en même temps de Parme et de Plaisance par des corps détachés.

De cette manière, l'armée du maréchal et celle du comte de Gages devaient être également à portée de fondre sur le roi de Sardaigne, dès l'instant où le comte de Schulembourg l'aurait abandonné. Alors le roi de Sardaigne, obligé de s'étendre dans son camp pour se maintenir dans la même position, se trouvait faible par-tout; alors il y avait un grand avantage à lui présenter la bataille, et, si on la gagnait, on conciliait les vues de la France, de l'Espagne et de la république de Gènes, dont on couvrait le territoire.

Pour exécuter ce vaste projet, un corps de cinq mille hommes et douze pièces de canon entrent dans le Plaisantin; le corps de M. de Mirepoix agit sur le haut Tanaro, et le comte de Lautrec, avec les troupes qui sont en Dauphiné et en Savoie, est chargé d'opérer une diversion sur Exiles.

De ces mouvemens opposés résultait nécessairement un grand embarras pour les ennemis; il est encore augmenté par des démonstrations hostiles de la part du comte de Gages: elles deviennent même en apparence si pressantes, que le comte de Schulembourg se hâte

de faire passer dans le Milanais onze bataillons d'infanterie et deux régimens de troupes légères à cheval.

C'était déjà une réussite ; mais elle était incomplète : cependant le roi de Sardaigne, craignant pour ses états, retenait le général autrichien, qui d'ailleurs croyait avoir envoyé des forces suffisantes dans le Milanais. En vain avait-on pris Parme, Plaisance et Bobio, tous ces succès demeuraient nuls encore ; il fallut en venir à des démonstrations plus fortes sur la rive gauche du Pô.

Le maréchal campe à Castel-Novo di Scrivia ; M. de Gages s'avance à Voghuera ; le comte Pallavicini fortifie le pont de la Stradella ; le marquis de Castelar s'approche du Milanais ; le duc de la Vieuville marche sur Pavie, et s'empare de cette ville par un de ces événemens d'autant plus extraordinaires, qu'il n'était pas même desiré.

M. de Schulembourg n'est pas encore assez ébranlé ; il faut mettre le comble à ses inquiétudes : un nouveau corps de troupes marche vers Pavie, et l'on annonce publiquement le jour où le comte de Gages va se diriger sur Milan.

Enfin le comte de Schulembourg est con-

vaincu ; les instances du roi de Sardaigne sont inutiles ; il quitte le camp de Bassignana, et s'avance par la Lomeline.

La grande diversion est donc opérée, et il reste à remporter une victoire pour s'assurer les fruits de tant de mouvemens et de combinaisons.

Les généraux français sont bientôt informés du départ de M. de Schulembourg. A peine son avant-garde a-t-elle passé le Tesin, déjà le comte de Gages revient sur ses pas ; il repasse la Scrivia, fait quinze milles dans la nuit, et le 27 septembre, à la pointe du jour, il se trouve sur les bords du Tanaro.

Le maréchal, campé à Castel-Novo, se trouve en même temps rendu au même point, et chacun occupe le poste qui lui était déjà désigné.

Les deux armées étaient divisées en six colonnes.

La première, sous les ordes du comte de Gages, longe la rive droite du Pô.

La seconde, commandée par M. de Pignatelli, se dirige sur Guazora, où elle doit renforcer la première.

La troisième, qui a le marquis d'Arambourou à sa tête, doit laisser Piovera à sa gauche, et passer le Tanaro un peu au-dessus de Rivarone.

Le comte de Montal conduit la quatrième, qui doit attaquer environ trente toises au-dessus de la troisième.

La cinquième a pour objet d'inquiéter les troupes qui gardent le pont de Monte-Castello ; elle doit aussi soutenir le comte de Montal : M. de Senneterre la dirige.

M. de Grammont commande la sixième, formant la gauche de l'armée combinée : cet officier doit s'approcher le plus près possible du Tanaro, afin de contraindre l'ennemi de se tenir en force sur sa droite, pour faciliter le succès de la véritable attaque qui doit avoir lieu du côté de Rivarone et de Bassignana.

Deux heures avant le jour, les colonnes s'ébranlent au signal convenu.

Les deux colonnes du centre se jettent dans les gués qui leur sont indiqués ; l'eau, qui dépasse leur ceinture, n'ôte rien à leur volonté ni à leur ordre. Arrivées sur la rive gauche du Tanaro, elles renversent cinq ou six mille Piémontais, qui sauvent à peine leurs drapeaux : elles gagnent ensuite le sommet d'une montagne qui se trouve devant elles. Là, le marquis d'Arambourou se jette sur sa droite, pour envelopper le village de Rivarone ; six bataillons piémontais se hâtent d'en sortir, y

abandonnent six pièces de canon, et vont, en désordre, se ranger derrière leur cavalerie, en bataille dans la plaine.

De son côté, le comte de Montal se porte vers une hauteur qui domine Monte-Castello, où M. de Chevert marche de front. Les troupes piémontaises, placées sur ce point, se rapprochent de San-Salvador, et se replient ensuite sur Valence, après avoir jeté sept bataillons dans Alexandrie.

Pendant ces opérations, la fausse attaque des divisions de la gauche tenait en échec treize bataillons et sept escadrons piémontais, qui devinrent entièrement inutiles au centre de leur armée. MM. de Gagés et de Pignatelli passaient le Tanaro en face de Bassignano, s'emparaient d'un pont sur le Pô, chassaient de Borgo Forlanço deux bataillons autrichiens, chargés de soutenir cette communication, et terminaient ces mouvemens par l'attaque de la cavalerie piémontaise, qui, ne pouvant résister à l'impulsion des carabiniers royaux et des dragons d'Espagne, s'étaient bientôt rompus pour se réfugier sous les remparts de Valence, et abandonner entièrement le champ de bataille à l'armée des alliés.

Ainsi se termina, sans une grande effusion

de sang, le passage important du Tanaro, qui sera mis au rang d'une des plus savantes opérations exécutées à la guerre.

Après avoir laissé quelque infanterie sous le canon de Valence, le roi de Sardaigne se rendit à Casal, pour y rassembler le reste de son armée. M. de Schulembourg, furieux d'avoir été si fortement trompé, vint l'y rejoindre.

De son côté, l'armée des alliés ouvrit, le 7 octobre, la tranchée devant Alexandrie, qui se rendit le 12, et dont les alliés s'éloignèrent pour aller mettre le siége devant Valence, après avoir laissé quelques troupes au blocus de la citadelle d'Alexandrie.

Le 30 octobre, les Piémontais, mettant à profit l'obscurité de la nuit, évacuèrent la ville de Valence par la porte du Pô; le lendemain, la garnison du château se rendit prisonnière.

Aussitôt après la prise de Valence, les alliés marchèrent à Casal, qui ouvrit ses portes aux premières troupes qui se présentèrent. Le château capitula ensuite, le 29 novembre, après neuf heures de tranchée ouverte, pendant lesquelles le duc d'Agénois et M. de Chevert prenaient la ville et la citadelle d'Asti.

Ainsi, après vingt actions de vigueur, la prise de dix places de guerre et une victoire,

M. de Maillebois, qui avait forcé les succès de ces différens événemens par ses savantes combinaisons militaires, devait espérer que l'on suivrait encore son plan pour la distribution des quartiers d'hiver ; il proposait, au lieu de porter l'armée d'Espagne dans le Milanais, de la faire hiverner sur le Tesin, dans le Novarais et la Lomeline : en même temps, il destinait un corps de troupes à garder le Parmesan, le Plaisantin, et à entretenir, par Modène, la communication avec le royaume de Naples.

En occupant ces positions, les Piémontais et les Autrichiens se trouvaient séparés une seconde fois, et la négociation entamée par la France avec la cour de Turin réussissait.

Mais l'ordre irrévocable de marcher sur Milan ayant prévalu sur toutes autres considérations, le 4 décembre, le comte de Gages se mit en marche avec une partie de l'armée espagnole ; quatre jours après, il fut suivi par l'infant dom Philippe et par le reste des troupes de la même armée, opération qui devint la source de tous les malheurs de nos armes en Italie.

Après cette retraite, le maréchal, obligé de resserrer la position de ses quartiers entre le Pô et le Tanaro, réduisit sa défensive de l'hi-

ver à deux objets essentiels ; le blocus de la citadelle d'Alexandrie, et la communication avec Pavie et le Milanais, en-deçà et au-delà du Pô.

Sur ces entrefaites, les troupes de la reine de Hongrie ayant été battues par le roi de Prusse à Friedberg et Preudnits, ce prince étant sur le point de s'emparer de la Bohême et de l'électorat de Saxe, Marie-Thérèse se pressa de signer avec lui, à Dresde, la paix, le 23 octobre 1745.[1]

Cette paix mettait la reine de Hongrie en état d'envoyer en Italie une partie des nombreuses armées qui ne lui étaient plus nécessaires en Bohême. Alors on décida Louis XV à ramener le roi de Sardaigne à l'alliance de la France et de l'Espagne : on fit au monarque piémontais les offres les plus avantageuses ; il eut l'air d'accéder à tout ; les préliminaires furent signés à Paris, le 17 février 1746, par le fils du maréchal de Maillebois, revêtu de pleins pouvoirs, et un ministre de Sardaigne. Mais, au moment où le comte de Maillebois se rend à Turin pour tout terminer, il est arrêté à Rivoli par le ministre de la guerre du

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

roi de Sardaigne; on dispute sur des points contestés, et la conférence est rompue.

Les Autrichiens pressèrent alors les Piémontais d'agir; ceux-ci temporisaient, sous divers prétextes; enfin une entreprise fut concertée pour le 5 mars. La cour de France, en élevant des incidens, fournissait à celle de Turin des raisons de continuer les hostilités dans le moment où il eût été très-important de terminer les négociations; Charles-Emmanuel sut profiter alors des fautes des cours d'Espagne et de France.

Le maréchal de Maillebois, obligé de garder une étendue de pays trop vaste pour donner un prompt secours aux quartiers qui pouvaient être attaqués, ne se méfiait pas assez des Piémontais, quand il apprit que neuf bataillons français, attaqués dans Asti, venaient de se rendre prisonniers de guerre, quoiqu'il marchât à leur secours.

Cependant la prise d'Asti et celle de sa garnison étaient peu de chose en comparaison de l'influence de cet événement sur les résolutions des alliés. En effet, à cette nouvelle, le comte de Lascy, lieutenant général espagnol, qui commandait dans Alexandrie, sans attendre aucun ordre supérieur, rassemble les troupes

espagnoles qui sont en garnison à Alexandrie, ou cantonnées pour le blocus de la citadelle, et se retire à Tortone.

L'évacuation d'Alexandrie réduit le maréchal de Maillebois à la nécessité absolue de repasser le Tanaro, et d'abandonner à leurs propres forces toutes les places situées à la rive gauche de cette rivière.

Malgré des procédés aussi inconcevables de la part des Espagnols en Italie, la cour de Madrid les aggravait encore, en entamant à Vienne des négociations trop contrariées par les différens intérêts politiques, pour pouvoir jamais réussir; à peine même la cour de Vienne voulut-elle écouter les propositions de celle de Madrid.

Tandis qu'Élisabeth Farnèze commettait la faute de négocier avec l'Autriche, les renforts de cette nation arrivaient dans le Mantouan; bientôt après le général Berenclau passe l'Adda à Pizzigithone, prend Codogno, s'empare de Lodi, et bat par-tout les Espagnols dispersés dans cette partie, au moment où M. de Lichteinstein s'avançait par le Vigevanase.

D'après ces mouvemens des ennemis, le comte de Gages avait rassemblé son armée le 19, et était venu camper à la Chartreuse de Pavie,

d'où il pouvait faire face aux deux corps qui le menaçaient : l'obstination et l'insubordination du marquis de Castelar dérangea tous ses projets, et facilita les succès des Autrichiens.

Le maréchal de Maillebois, qui avait reçu l'ordre de sa cour d'obéir en tout à son altesse royale, et qui avait vainement sollicité une augmentation d'infanterie et de cavalerie, se vit forcé de rester dans les environs de Novi, et de laisser le roi de Sardaigne prendre Casal et Monte-Calvo ; mais il voulut au moins sauver Valence, la seule place qui pût ouvrir encore les états du roi de Sardaigne aux armées des Bourbons. Cependant, non seulement il ne réussit pas à obtenir, pour remplir cet objet, des secours de l'infant, mais il apprit le projet de ce prince d'évacuer Pavie, de faire transporter à Parme l'artillerie et les munitions destinées au siége du château de Milan.

Pénétré de la perte presque assurée des armées de France et d'Espagne, si une fois elles sont séparées par l'intervalle qui se trouve entre Novi et Parme, le maréchal envoie à l'infant un mémoire où il fait le tableau de ces dangers, peints avec de si vives couleurs, que le duc de Modène et le comte de Gages obtiennent de l'infant de ne pas aller au-delà de

Plaisance; de garder, par de gros détachemens, la Stradella et les autres postes situés à la rive droite du Pô, jusqu'à Tortone; de conserver Pavie, de couvrir la Lomeline, et de se tenir à portée de disputer aux Piémontais la reprise de Valence.

A peine ces dispositions sont-elles arrêtées, déjà elles sont détruites : on ne s'était occupé d'aucun magasin sur la rive droite du Pô; cette négligence si coupable servit de prétexte pour reprendre le projet de marcher sur Parme avant la jonction du prince de Lichtenstein au comte de Braun.

La Trébie débordée retarda le mouvement des Espagnols, qui, en arrivant sur le Taro, y trouvèrent le prince de Lichtenstein. Tant de difficultés réunies forcèrent enfin de renoncer au projet de s'avancer jusqu'à Parme, et décidèrent l'infant d'envoyer l'ordre au marquis de Castelar d'évacuer cette ville et de joindre l'armée : le silence du marquis, en recevant son ordre, retint les Espagnols dans leur camp de Sanguinara, au lieu de se rapprocher de l'armée française.

Cependant le roi de Sardaigne profite de cette mésintelligence, et, le 18 avril, il ouvre la tranchée devant Valence. Le maréchal se

hâte d'en prévenir l'infant, afin d'en être renforcé : ce prince y consent d'abord ; mais la faction qui l'obsède le décide à remettre l'envoi de ce secours au temps où M. de Castelar sera en sûreté.

Cet officier, dont on ne saurait exprimer la licence, était enfin sorti de Parme sans en donner aucun avis à son altesse. Des espions, des déserteurs, avaient donné quelques nouvelles de sa marche ; mais il n'était pas arrivé à l'armée espagnole, et la cabale profitait de cette circonstance pour la retenir sur les bords du Taro.

Le maréchal de Maillebois, qui comptait les jours pour secourir Valence, trop instruit de la mauvaise volonté des Espagnols, s'était borné à demander d'être secondé par le gouverneur de Tortone : il l'avait obtenu ; mais ce gouverneur refusa d'obéir aux ordres de l'infant.

A cette époque, le Tanaro étant fort enflé, on était obligé de jeter un pont vers son embouchure ; mais on ne trouva dans les magasins espagnols ni les ancres ni les pontons nécessaires. Aussitôt le maréchal se décide de passer au-dessus d'Alexandrie, et obtient du gouverneur de Tortone de camper à Salo, pour

attirer de ce côté l'attention des ennemis. Dans le même temps, plusieurs officiers généraux français exécutaient heureusement différens mouvemens particuliers qui avaient des rapports avec le plan général, médité pour secourir Valence.

D'après d'heureuses nouvelles reçues de tous côtés, le maréchal se disposait à passer le Tanaro. Son avant-garde avait déjà joint le corps du prince de Beauveau au pont de Casal-Bayan; déjà il s'était posté en avant pour le soutenir, quand il apprit que le gouverneur de Valence s'était rendu, trompé par des signaux mal exécutés de la part du gouverneur de Tortone, signaux qui lui avaient fait croire à l'impossibilité de rien tenter pour le secourir.

L'armée des Espagnols avait enfin quitté les bords du Taro, pour se rendre sous Plaisance. L'absolue nécessité de vivres ayant décidé l'attaque de Codogno, le marquis de Pignatelli, qui en avait été chargé, avait taillé en pièces ou fait prisonniers tous les Autrichiens qui défendaient ce poste : à peine trois ou quatre cents hommes, d'environ quatre mille, s'étaient échappés. Le marquis de Castelar avait rejoint l'armée le 15 mai : cependant M. de Lichtenstein n'en conçut pas moins le projet de la bloquer.

En conséquence, s'étant approché de Plaisance, il s'était campé à une petite portée de cette place; sa droite à San-Lazaro, et sa gauche soutenue par les postes de la haute Trébie, Orsolingo, Ripalla, Chiaro, etc. dont il s'était emparé, après avoir fait prisonniers tous les Espagnols qui s'y trouvaient.

L'infant, resserré tous les jours davantage dans son camp, ne tarda pas à sentir combien le secours des Français lui était de plus en plus indispensable, il se décida à demander dix bataillons au maréchal de Maillebois. Celui-ci représenta inutilement l'affaiblissement où ce détachement allait réduire l'armée française; on persista, en promettant de combattre les Autrichiens le lendemain de l'arrivée du secours demandé : le maréchal alors fut obligé de céder; les ordres du roi de France lui en faisaient un devoir.

Réduit alors à se priver de plus d'un tiers de ses troupes, le maréchal s'appliqua à compenser le défaut du nombre par une position bien choisie; il rassembla, pour cela, toutes ses troupes à Novi, et se plaça de manière à tirer parti de la cavalerie française et espagnole qui faisait sa plus grande force.

Cependant le marquis de Mirepoix était ar-

rivé depuis plusieurs jours au camp des Espagnols avec les dix bataillons français, et l'on ne pensait pas à combattre les Autrichiens. Mais le roi de Sardaigne ne restait pas dans l'inaction : il avait jeté à la hâte des ponts sur le Tanaro et la Bormida ; son armée s'était rassemblée à Alexandrie, et il cherchait à donner des inquiétudes au maréchal : vaines tentatives ; le roi de Sardaigne ne réussit à rien.

De son côté, peu satisfait de la gloire de cette défensive, le général français projetait d'entreprendre lui-même sur l'ennemi, dès l'instant où les dix bataillons l'auraient rejoint ; mais quelle fut sa surprise, lorsqu'il reçut un ordre positif de l'infant, de venir le joindre avec toute son armée !

Des mesures indispensables restaient à prendre au maréchal avant de se mettre en mesure d'obéir ; ses soins et l'activité intelligente de son fils pourvoient à tout. Le 9 juin, l'armée française se met en marche ; le 14, elle arrive à Rotto-Fredo. On avait promis au maréchal des détails sur la position des alliés ; vainement il les attend, en arrivant à Plaisance, il trouve le conseil et les généraux de l'infant aussi ignorans sur leur propre po-

sition que sur celle du général autrichien.

Le maréchal veut réparer cette négligence; mais la proximité du roi de Sardaigne, qui suit l'armée française à deux jours d'intervalle, ne laisse rien voir de plus important que de livrer bataille avant l'arrivée des Piémontais.

En conséquence, il est résolu de donner au comte de Mailly un détachement pour former l'attaque d'Orsolingo, d'où il doit se porter, pendant la nuit du 15 au 16 juin 1746, sur les derrières de l'ennemi, pour couper sa retraite.

Le 15, les armées espagnole et française s'ébranlent, sur sept colonnes, à l'entrée de la nuit et pendant l'obscurité, replient les gardes et les petits corps postés en avant par les Autrichiens.

Le 16, à la pointe du jour, les trois colonnes françaises, occupant la droite, se trouvent sur les bords du Refudo, et se disposent à le passer; en même temps, les quatre colonnes espagnoles marchent pour tomber sur la droite de l'ennemi.

Le comte de l'Arnage, qui doit se porter sur le flanc gauche des ennemis dans le temps où messieurs de Chevert, de Mirepoix et d'Arambourou, les chargeront de front, est égaré

par ses guides, et tellement jeté sur sa gauche, que messieurs de Mirepoix et de Chevert ne trouvent plus de terrain pour se former. Le maréchal de Maillebois se disposait à réparer cette faute; l'impétuosité du marquis d'Arambourou et son attaque précipitée à la cassine de Sainte-Bonique rendent cette tentative impossible.

Bientôt la colonne de M. d'Arambourou est pliée; le feu de la cassine l'avait déjà ébranlée; quelques escadrons autrichiens viennent la charger, et achèvent sa déroute; les troupes françaises soutiennent mollement l'effort de l'ennemi; elles repassent le Refudo en désordre, et le général parvient avec peine à les rallier derrière le Rio commun.

Cependant les quatre colonnes de la droite, reformées derrière la Naville, s'apprêtaient à charger sous les ordres du maréchal, au moment où il reçut l'ordre de dom Philippe de se retirer.

A la gauche, M. de Gages s'était rendu maître de deux redoutes qui couvraient San-Lazaro; mais deux fois les gardes vallones en avaient été repoussées avec une perte immense.

On a donné plusieurs raisons de l'événement malheureux de cette journée.

L'attaque trop précipitée et mal combinée de M. d'Arambourou fut une des causes de la perte de la bataille de Plaisance.

M. de l'Arnage, qui, en s'égarant, ne put pas tourner l'ennemi comme on l'avait projeté, ne contribua pas moins à cette perte.

Si M. de l'Arnage eût pu exécuter les ordres qu'il avait reçus, les ennemis, pressés sur leurs flancs, eussent été contraints de combattre dans leurs retranchemens; M. d'Arambourou ne se serait plus trouvé hors de mesure; toute l'affaire se fût passée sur un terrain où l'infanterie seule pouvait agir, et l'on n'eût pas eu à reprocher au comte de Gages l'éloignement de sa cavalerie, celle des Autrichiens n'ayant pu agir alors elle-même.

Le peu de connaissance d'un local aussi intéressant, qui seule occasionna la fausse route que tint le comte de l'Arnage, est une faute dont on ne saurait justifier M. de Gages, et à laquelle on doit attribuer en grande partie tous les malheurs de cette journée.

Mais ces causes accidentelles avaient été précédées par des fautes bien plus graves, commises avant la bataille.

L'égoïsme révoltant, l'indiscipline scandaleuse, l'insubordination récompensée du mar-

quis de Castelar, furent d'abord les causes réelles des premières fausses démarches des Espagnols, qui nécessitèrent de si longue main la bataille et la déroute.

C'est pour soutenir le marquis de Castelar que les Espagnols marchèrent de Pavie à Plaisance, et, rompant dès-lors tout accord entre les armées françaises et espagnoles, énervèrent l'une et l'autre en les divisant.

Arrivés sous Plaisance, les généraux de l'infant commirent d'autres fautes; la plus impardonnable fut celle d'avoir donné le temps aux Autrichiens de se retrancher. On ne saurait excuser davantage la lenteur de leurs délibérations, la timidité de leurs manœuvres; l'audace de l'ennemi en fut le fruit, le découragement des troupes en fut l'effet, et leur défaite un châtiment, malheureusement partagé par les troupes françaises.

La bataille de Plaisance coûta aux alliés dix-sept drapeaux, dix pièces de canon et six mille hommes; l'ennemi en perdit cinq mille, et conquit un champ de bataille sans acquérir aucune supériorité sur l'armée de l'infant, qui, sans le défaut de subsistances, aurait encore pu rester tranquille derrière ses retranchemens.

Le roi de Sardaigne était arrivé à la Stra-

della le jour même de la bataille, et les armées des alliés se trouvaient dès-lors entre celle des Autrichiens et des Piémontais. Cependant à peine restait-il dans Plaisance de quoi faire subsister quelques jours les troupes des Bourbons; pour pouvoir tirer des vivres de leurs magasins et rétablir leur ligne d'opérations, il fallait regagner Tortone, et passer sur le corps des Piémontais : mais comment oser ce mouvement rétrograde en présence des Autrichiens, qui n'auraient pas manqué d'attaquer l'arrière-garde au même instant où le roi de Sardaigne aurait combattu le reste de l'armée de front?

C'est au moment où le danger était devenu le plus éminent, que le génie de messieurs de Maillebois se développa avec plus d'étendue.

Ils proposèrent de passer le Pô, de se jeter dans le Milanais, de reprendre Pavie, et, couvert par le fleuve dont les ennemis occupaient la rive droite, de marcher à Tortone, et de regagner la communication avec les magasins.

Si l'ennemi pénètre ce projet, et se porte sur le Tanaro pour rendre cette manœuvre impraticable à la rive gauche du Pô, alors couverte par un grand fleuve, l'armée peut s'approcher des frontières de France par Verceil et Yvrée, y recevoir des renforts par le Briançonnais, et,

avec cette nouvelle supériorité de forces, marcher de nouveau contre les états du roi de Sardaigne.

Si le roi de Sardaigne veut secourir Pavie, alors séparé des Autrichiens, on peut le combattre avec avantage; craint-on au contraire de risquer une bataille, alors on repasse sur la rive droite du Pô, qui n'est plus défendue, et on regagne la Stradella, d'où l'on se rend à Tortone.

Des idées aussi claires, des combinaisons de cette évidence, des propositions aussi avantageuses, sont accueillies et exécutées d'abord, dès le 28 juin, avec enthousiasme; déjà le roi de Sardaigne avait donné dans le piége, et fait les dispositions pour passer le Pô et secourir Pavie. La cabale qui dirige les Espagnols a bientôt mis des entraves à tout, et la fausse nouvelle de l'approche du prince de Lichtenstein sur l'Adda fait tout abandonner; elle fait plus, elle décide l'infant à passer sur la rive gauche du Pô, où il se trouve resserré avec les Français, entre le Lambrio et l'Adda. Des subsistances tirées des environs de Milan par forme de contributions, ou achetées dans le Crémasque et le Bressan, alimentent l'armée des alliés; mais ces faibles ressources menacent d'être

bientôt épuisées, ou enlevées par l'ennemi.

Cependant les Autrichiens avaient déjà poussé quelques détachemens sur la rive droite de l'Adda, grace à la nonchalance des généraux espagnols, dont la timide opiniâtreté menaçait de rendre inutiles des renforts qui s'avançaient dans le Dauphiné.

Dans cette position, toujours plus alarmante, le comte de Maillebois proposa de nouveaux moyens, à raison des nouvelles difficultés.

Toutes les forces du roi de Sardaigne se trouvaient réunies sur le Pô : on pouvait donc, sans péril, tirer une partie des troupes qui se trouvaient en Provence et dans la rivière du Ponent, y joindre six ou sept bataillons génois, les renforts attendus d'Espagne, les recrues qui étaient en marche, les convalescens laissés à Saint-Pierre d'Arena, et une partie de la garnison de Tortone. Avec ces différentes troupes réunies, on pouvait former un corps capable d'opérer une diversion puissante; rappeler le roi de Sardaigne dans ses états, et rendre libre, par ce moyen, le chemin de Tortone et la communication avec les magasins.

Le marquis de Mirepoix est chargé de l'exécution de ce projet; mais à peine a-t-il rassemblé six bataillons, déjà la position des ar-

mées a changé. Le roi de Sardaigne, craignant de voir subsister les Français et les Espagnols sur l'Ambro tout le temps où ils garderont Lodi, avait marché sur le haut de cette rivière, pour couper à l'armée des alliés leur communication avec l'état de Venise; mais, afin de remplir plus sûrement ce projet, il avait d'abord fait passer le Pô à un corps de dix-sept à dix-huit mille hommes. Toutes les règles de la guerre prescrivaient de le charger, de le culbuter, et de s'emparer du nouveau pont du roi de Sardaigne. Le maréchal de Maillebois avait proposé cette attaque; le conseil de l'infant s'y était refusé. La mort de Philippe, roi d'Espagne, enlevé le 9 juillet 1746, par une attaque d'apoplexie, était encore venue ajouter à la lenteur des opérations des généraux espagnols. Leur nouveau roi venait de faire des propositions de paix au roi de Sardaigne, qui se trouvait alors dans une position trop avantageuse, pour y souscrire.

Cependant toutes les troupes piémontaises avaient passé le Pô, soutenues d'un corps de seize mille Autrichiens; elles s'étaient portées à Bissone et Sainte-Christine, la nuit du 25 au 26; elles avaient attaqué le château de Chignolo, où la vigoureuse résistance du comte

de Mailly les avait forcées de renoncer à cette attaque pour marcher du côté de Marignan.

Le dessein des Piémontais n'était donc plus équivoque, et les Espagnols se décidèrent enfin à abandonner l'Adda, pour se réunir aux Français : malgré cette réunion, le danger croissait sans cesse, la chaîne des fourrages se rétrécissait, les sources des subsistances étaient prêtes à tarir; la position des alliés se resserrait entre des rivières et des armées; il n'y avait pas un moment à perdre; le grand objet, le but unique, devait être de repasser le Pô. Aussi tout est-il disposé pour opérer cette manœuvre décisive, toutes les marches des différens corps sont combinées, elles s'exécutent au moment prescrit.

Le mouvement rétrograde du 7 août et l'évacuation de Lodi sont des dispositions préalables; les chemins sont libres sur la rive droite du Pô, depuis la Trébie jusqu'à la Scrivia; l'instant est saisi : M. de la Chetardie se rend au confluent de l'Ambro avec un fort détachement; il y trouve des barques pontées qui portent ses troupes à la rive droite du Pô, où elles se mettent en bataille le long du Tidone, qui formait un retranchement naturel, derrière lequel les Français pouvaient se former, après

avoir passé le Pô. C'est donc à l'embouchure du Tidone que le maréchal fait jeter ses ponts; de là à Stradella il y avait une marche de distance.

Le 9, M. de la Chetardie marche à la Verate, dont le prince de Beauveau occupait le château; les trois ponts sont achevés à midi. M. de Castelar avait fait sortir, dans la nuit, quinze cents hommes de Plaisance, pour inquiéter les ennemis aux cassines de San-Lazaro : au bruit de leur mousqueterie, un officier, détaché à la Minudra, avait passé le Pô; il était venu donner une alerte aux Autrichiens dans cette partie.

Ces diversions opèrent tout l'effet desiré; M. de Castelar évacue Plaisance, brûle ses ponts derrière lui, et rejoint l'armée, dont tous les corps séparés se replient sans accident.

Le 9, M. de Monteynard se porte à Parpanèse, en chasse les ennemis, emporte la tête de leur pont, et en brûle une partie; un autre corps s'avance à San-Giovani, et fait évacuer ce poste aux troupes du roi de Sardaigne.

Le 10, à la pointe du jour, l'armée se met en marche pour s'approcher de Tortone. Il manquait au passage du Pô, si savamment combiné, la gloire d'une victoire; une faute

du marquis de Pignatelli fournit l'occasion de battre les ennemis. Cet officier avait reçu l'ordre positif de se porter à la droite des corps qui gardent le Tidone jusqu'à Verate ; il lui a été enjoint de s'étendre en retour sur la Strada-Romea ; il a négligé cette position, et a laissé un grand vide entre son flanc et cette chaussée. Le général autrichien, qui s'était porté pendant la nuit à Rotto-Fredo, en reconnaissant les troupes qui bordaient le Tidone, s'était aperçu de la faute de M. de Pignatelli, et avait espéré en profiter, en se rendant maître du grand chemin.

A huit heures du matin, le feu des ennemis commence : au premier bruit de leur mousqueterie, le maréchal, qui se trouve alors à Fermato, fait soutenir M. Pignatelli par M. de Chevert. La colonne autrichienne est arrêtée un moment par le feu des grenadiers français; la brigade de Lorraine, qui suivait la route de San-Giovani, se jette sur la chaussée de la Strada-Romea; elle occupe les cassines sur sa droite et sa gauche ; la brigade d'Anjou, qui la suit, se place à sa gauche : la cavalerie espagnole vient seconder leurs efforts; elle enveloppe le régiment de Savoie autrichien, le taille en pièces, jette le désordre dans les rangs

ennemis, et les force à repasser la rivière de Tidone. Le marquis de Pignatelli se hâte alors de porter quelques piquets et du canon sur la chaussée.

Les ennemis se sont renforcés; ils font de nouveaux efforts contre la Strada-Romea. Après avoir passé la rivière au-dessus de Ponte Tidone, ils ont pour but de tourner les cassines occupées par les piquets de la brigade de Lorraine; ils les attaquent en colonne, les chassent; mais ceux-ci reviennent avec leur brigade, et reprennent les cassines, l'épée à la main : ils en sont encore repoussés au moment où les piquets des gardes espagnoles laissent à découvert le flanc des gardes lorraines, qui alors se retirent en bon ordre, favorisées par la brigade d'Anjou.

Cependant les Autrichiens commencent à marcher le long de la Strada-Romea; déjà ils dépassent les corps qui la leur ont disputée : mais la brigade d'Anjou les prend en écharpe, et fond sur eux, la baïonnette au bout du fusil, au moment où trois escadrons espagnols les chargent et les repoussent jusqu'à leur cavalerie. Les gardes lorraines veulent profiter de ce désordre pour s'emparer de quatre pièces de canon; mais la cavalerie espagnole, culbutée,

culbute à son tour les gardes lorraines et la brigade d'Anjou.

Bientôt cet échec est réparé par le courage des gardes espagnoles et de la cavalerie française; ses charges vigoureuses repoussent l'ennemi, et lui font perdre un terrain considérable.

Le succès de l'action commence à se décider; les gardes vallones et les grenadiers provinciaux arrivent, ces corps déterminent la déroute de l'ennemi. Le chevalier de Cornillon, qui s'était caché avec trois bataillons derrière une naville sur le flanc des Autrichiens, fait tirer sur eux au moment où ils s'y attendent le moins; dès-lors, effrayés dès la première décharge, ils lâchent le pied tout à fait, après avoir eu six mille hommes blessés ou morts.

Le passage du Pô finissait de s'opérer pendant l'action.

Le 11, l'armée séjourna à la Stradella; dans la nuit du 12 au 13, elle vint camper à Voghera; elle y séjourna le 14, jour où le marquis de Lamina vint remplacer M. de Gages.

Sans entrer dans l'analyse des circonstances politiques qui dirigèrent alors le conseil de Madrid, on se bornera à dire que, dès l'instant

où le marquis de Lamina fut arrivé, les affaires empirèrent de jour en jour à l'armée des alliés.... Le nouveau général espagnol refusa d'abord de seconder le maréchal pour détruire un corps d'Autrichiens qui s'était avancé sur la Scrivia ; il précipita ensuite indécemment la retraite des troupes espagnoles, et, le 24 août, les troupes françaises et espagnoles eurent évacué le Piémont.

Cependant on était convenu de joindre les armes des Espagnols à celles des Français, pour secourir Gavi, dans le cas où les Autrichiens voudraient en faire le siége. Un événement imprévu déconcerta ce projet ; les Espagnols, chargés de garder le passage de la Bochette, l'abandonnèrent : vainement tenta-t-on de le reprendre. L'armée, trop resserrée alors dans sa position, fut contrainte à un mouvement rétrograde sur Cornigliano ; la supériorité des ennemis nécessita en même temps de transporter le dépôt des hôpitaux en Provence, où s'était déjà rendue la cavalerie française et espagnole, avec les gros équipages et l'artillerie de parc.

Cet appareil de retraite glaça les Génois d'une juste épouvante ; de vagues espérances ne pouvaient les rassurer contre un danger

certain, ni rendre leurs alarmes moins cruelles ni moins fondées.

Bientôt l'événement les confirma. Le roi de Sardaigne s'était porté, avec toutes ses forces et seize bataillons autrichiens, vers les sources de la Bormida; dès-lors l'infant avait donné l'ordre positif de la retraite. Le roi de Sardaigne, à la vérité, avait fait de vaines tentatives pour entamer l'armée des alliés; par-tout il avait été repoussé : mais par-tout, en même temps, le marquis de Lamina avait forcé des marches rétrogrades par l'opiniâtreté de ses refus à se prêter aux manœuvres qui pouvaient contenir l'ennemi, ou le repousser.

Le maréchal espérait au moins tenir dans le comté de Nice; mais le 16, dans un conseil de guerre tenu chez l'infant, à la sollicitation de M. de Maillebois, après avoir décidé de rentrer en France le lendemain 17, les troupes françaises et espagnoles repassèrent le Var, et abandonnèrent les Génois à la discrétion des Autrichiens.

Les frontières du royaume de Naples dégarnies de troupes, celles de la France défendues par une armée trop faible, semblaient déjà livrer au roi de Sardaigne et à Marie-Thérèse ces grands objets de leurs plus vastes desirs.

Heureusement, l'impératrice voulut marcher à Naples; le roi de Sardaigne voulut attaquer la Provence : leur mésintelligence diminua leur puissance, et Naples et la Provence furent sauvées.

Cependant le roi de Sardaigne marchait, à la tête de soixante mille hommes, à la conquête de la Provence; le maréchal de Maillebois, qui avait fait d'abord des dispositions pour l'arrêter sur les bords du Var, se trouvant réduit à onze mille hommes par le départ des Espagnols pour Naples et leurs quartiers d'hiver en Languedoc et en Savoie, avait été obligé de se retirer par Grasse, au camp de Tournon.

Cette position, naturellement forte, était encore retranchée dans tous les endroits où l'ennemi pouvait tenter le passage de la Ciagne, qui couvrait le camp : la droite de la position s'étendait vers le golfe de la Napoule; les approches de la gauche étaient fermées et couvertes par des montagnes énormes, à travers lesquelles le défaut de subsistances et les obstacles de la nature interdisaient à l'ennemi de pénétrer en forces : s'il divisait les siennes pour garder la côte, assiéger Antibes et percer par la montagne, le maréchal projetait de

tomber alors avec avantage sur l'un des corps séparés.

Mais, au moment où le maréchal de Maillebois luttait contre toutes ces circonstances, et était sur le point d'écarter les événemens funestes, à force de justes combinaisons et d'activité, l'intrigue le faisait rappeler le 10 novembre 1746, et remplacer par le maréchal de Belle-Isle.

A peine le maréchal de Maillebois avait quitté les bords du Var, que le comte de Braun avait passé cette rivière, et mis le siége devant Antibes. A son approche et à celle de la flotte anglaise, la terreur s'était répandue dans la Provence; l'alarme avait gagné jusqu'à Toulon, et l'éloignement n'en préservait ni Aix ni Marseille.

Dans le même temps, il se passait à Gènes des événemens qui prouvaient ce que peut un peuple qui défend ses foyers, sur-tout quand il est animé par l'amour de la liberté.

Le 5 décembre, les Autrichiens, malgré leurs conventions, veulent conduire à leur camp l'artillerie des remparts de Gènes; le peuple pleure en voyant enlever le canon qui aurait dû défendre ses murailles. Un des mortiers enfonce sous son poids le pavé de la rue;

les soldats autrichiens veulent contraindre le peuple aux travaux dont il doit être la victime; un jeune homme s'y refuse, un soldat le frappe; ce jeune homme lui lance une pierre, et crie vengeance; à ces cris, ce peuple ne pleure plus, il court aux armes; la révolution éclate, Gènes est délivrée.

De son côté, le maréchal de Belle-Isle, voulant se rapprocher des renforts qui lui étaient envoyés, après avoir regardé la conservation de Toulon et de Marseille comme l'objet principal et à peu près unique, s'était décidé à passer l'Argence, et à venir camper à Pujol, à quatre lieues de Toulon.

Le marquis de Lamina semblait vouloir se concerter avec le maréchal : en conséquence, ils convinrent ensemble de laisser aux Français le soin de couvrir Toulon, et d'abandonner aux Espagnols la sûreté de Marseille; on envoya en même temps neuf bataillons à Riez, pour fermer, du côté de la montagne, tous les passages par lesquels l'ennemi pouvait se porter sur la Durance, précaution essentielle pour assurer la jonction des quarante-sept bataillons attendus à l'armée. Les vingt premiers arrivèrent à Toulon et à Riez le 20 décembre 1746; les vingt-sept autres et le corps de vo-

lontaires royaux joignirent l'armée dans le courant de janvier 1747.

Après l'arrivée de ces renforts, il fut arrêté de mettre l'armée en marche, sur cinq colonnes, pour se porter en avant.

Déjà l'ennemi a évacué Grasse, levé le siége d'Antibes, et, bientôt après, repassé le Var la nuit du 2 au 3 février, afin de suivre ses équipages et sa cavalerie, qui l'ont précédé de quelques jours, pour rentrer en Piémont par le Col de Tende.

Cependant dix bataillons piémontais et quelques troupes autrichiennes restent dans le comté de Nice; mais les ennemis n'étaient plus en France, et l'armée combinée prit ses quartiers d'hiver dans ces mêmes pays où la guerre laissait des traces si funestes de sa barbarie, de ses dévastations et de sa cruauté.

Le général autrichien était inquiet des suites de la révolution de Gènes; la plupart des garnisons autrichiennes venaient d'être faites prisonnières par la populace victorieuse; les troupes qui occupaient Sestri et la rivière du Levant avaient été forcées de capituler dans Sarsanne et Sarsanello, où elles s'étaient retirées; le marquis de Botta avait échappé à peine à quatre mille paysans armés qui avaient mar-

ché au Col de la Bochette, pour lui couper sa retraite en Lombardie. Il était donc infiniment urgent pour les Autrichiens d'abandonner un pays où l'armée combinée venait de recevoir d'aussi puissans renforts, où les subsistances étaient aussi rares, et les maladies aussi communes; il n'était pas moins instant pour le général Braun de venir se joindre au marquis de Botta, qui, après avoir réuni toutes ses forces, et précédé de ses troupes légères, s'avança de nouveau vers Gènes, avec la prudence dictée par le malheur et le ressentiment inséparable de la vanité compromise : mais il trouva des citoyens instruits par l'expérience de leurs dangers et aguerris par le souvenir de leur victoire.

Sur ces entrefaites, le marquis de Botta est rappelé à sa cour, et le comte de Schulembourg, qui lui succède, met tout en usage pour s'approcher des murailles de Gènes à main armée. Les chefs de la république ont pris la sage résolution de s'en tenir à une défensive vigoureuse, concentrés dans leurs murs, où leurs milices nouvelles peuvent employer plus fructueusement leur courage.

Gènes était pourvue d'une assez grande quantité de vivres, mais on manquait de troupes ré-

gulières et d'argent pour les payer. Les puissances confédérées à Arranjuès s'occupèrent de secourir les Génois. La cour de France leur fit d'abord passer un million, qui échappa à la vigilance des croiseurs anglais. Les galères de Marseille et de Toulon, chargées d'environ six mille hommes, ne tardèrent pas à entrer aussi dans le port de Gènes; bientôt après, vers le trente avril, le duc de Bouflers vint commander les troupes qui défendaient la ville; et, dès le 21 mai, il attaqua les Autrichiens et les délogea d'une partie des postes dont ils s'étaient emparés. Le 27, il les battit une seconde fois, et les chassa de la côte.

Bouflers, victorieux des Autrichiens, eut encore à combattre la division qui régnait entre le sénat et le peuple, et il eut bien de la peine à rétablir l'harmonie entre les différens ordres de l'état. Cependant Gènes n'était plus si pressée, mais les Piémontais occupaient toujours l'enceinte de leurs montagnes; les Autrichiens ravageaient les environs de la ville, et la flotte anglaise dominait sur la côte. Le maréchal de Belle-Isle, pour opérer une diversion, passe le Var et s'établit dans le comté de Nice; dans cette position, l'armée des alliés tenait les Autrichiens et les Piémontais en alarme.

Cependant le blocus de Gènes continuait, les subsistances commençaient à manquer dans la ville ; le maréchal de Belle-Isle prend le parti de faire des dispositions pour pénétrer dans le cœur du Piémont; ses démonstrations ont l'effet desiré. Le roi de Sardaigne, pour défendre ses états, rappelle ses troupes du blocus de Gènes ; les Impériaux, affaiblis par cette retraite, sont forcés de se replier eux-mêmes. Gènes est délivrée dans les premiers jours de juillet 1747, et l'escadre anglaise, qui prend aussi le large, donne le temps à la république de respirer et de se préparer à de nouveaux combats.

M. de Bouflers n'eut pas la satisfaction d'être le témoin de cet heureux événement, auquel il avait contribué par sa sagesse, sa bravoure et ses connaissances militaires ; la petite vérole l'avait enlevé pendant le siége. Le duc de Richelieu, qui lui succéda, s'appliqua d'abord à mettre les côtes en sûreté.

Afin d'empêcher les ennemis de revenir devant Gènes, et dans l'espérance de faire quelques conquêtes, les Français et les Espagnols voulaient pénétrer de nouveau en Italie ; mais les généraux n'étaient pas d'accord sur les points par lesquels il fallait y pénétrer.

Le marquis de Lamina voulait pénétrer par la côte de Gènes, et après avoir mis garnison dans Final, Savone et Gavi, pénétrer de nouveau dans le Mont-Ferrat. Le maréchal de Belle-Isle, qui avait fait passer en Dauphiné cinquante bataillons, sous les ordres de son frère, soutenait qu'il fallait opérer une diversion par Embrun, Briançon et le Mont-Genèvre : d'ailleurs, ses ordres étaient déjà donnés pour cette opération ; il n'était plus temps de les révoquer, et on fut obligé d'en attendre les résultats, qui furent infiniment malheureux.

Le 18 juillet, les troupes du comte de Belle-Isle se trouvaient au pied des montagnes inaccessibles qui couvrent Exiles et Fenestrelles, et le 19, à la pointe du jour, elles avaient commencé cette attaque mémorable, sanglante et inutile, où tous les prodiges de la valeur française furent vains, où le nombre des officiers tués s'approcha de celui des soldats, et où le chef de l'entreprise paya de sa vie sa témérité et son ambition. [1]

Les troupes, repoussées à Lassiete, sont bientôt dispersées pour couvrir le Dauphiné ; dix-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

neuf bataillons rentrent en Provence. Après ces dispositions nouvelles, on veut reprendre le plan du marquis de Lamina; mais les mouvemens des ennemis déconcertaient ce projet; les leurs le sont aussi à Barcelonette, au Mont-Genèvre, dans le comté de Nice et à Vintimille; les manœuvres savantes des généraux français et espagnols, secondées par les combinaisons profondes de MM. de Bourcet, et par la rigueur de la saison, forcèrent le marquis Dormea de rentrer en Piémont, le roi de Sardaigne de retourner à Turin, et M. de Lautrun de se retirer devant les troupes de l'armée des deux couronnes; ce qui laissa à leurs généraux la faculté de les faire entrer en quartier d'hiver.

Tandis que le duc de Richelieu s'occupait à éloigner de Gènes les ennemis, et à distraire les Génois des maux qu'ils avaient soufferts, par des fêtes, des plaisirs et des spectacles, l'ouverture d'une campagne décisive s'approchait, des forces imposantes menaçaient le duc, et son activité seule pouvait suffire aux soins exigés pour la conservation de Gènes et pour les distractions agréables dont il avait soin de les mêler.

Le comte de Braun faisait des dispositions

pour fondre sur Gènes, à la tête de quarante-huit bataillons et un corps de troupes légères, tandis que le roi de Sardaigne, avec trente bataillons piémontais, et dix autrichiens, devait défendre les retranchemens de la Roya.

Le principal but du duc de Richelieu devant être la conservation de Gènes, à peine pouvait-il espérer se permettre quelques efforts pour soutenir les places qui se trouvaient endeçà de la Magra.

De son côté le maréchal de Belle-Isle, effrayé de la longueur de la communication, si l'on pénétrait encore en Italie par le comté de Nice, proposait d'en forcer l'entrée par la vallée de Sture, dans l'espérance d'apporter par là un plus prompt et un plus puissant secours, qu'en marchant directement aux retranchemens de la Roya.

La cour de Madrid ayant refusé d'adopter ce projet, M. de Lamina présenta de nouveau le sien, pour pénétrer par les bords de la mer, malgré les difficultés bien reconnues, malgré les obstacles qu'opposaient les retranchemens de la Roya, qui étaient inattaquables de front et impossibles à tourner, si l'on attendait l'arrivée de toutes les troupes piémontaises. Obligé de suivre ce plan, on s'était déterminé à atta-

quer dans les premiers jours de février, lorsque tout à coup une chûte de neige abondante obligea de renoncer à ce projet.

L'inaction forcée où cet événement retint les troupes des deux couronnes, vint ajouter aux dangers qui menaçaient le duc de Richelieu; tout annonçait l'attaque de la rivière du Levant dans tous ses points, si quelque diversion puissante ne contraignait l'ennemi à partager ses efforts. Dans cette conjoncture, le duc de Richelieu se détermina à presser l'expédition de Savone, place bien plus importante que Gavi; il fit en conséquence toutes les dispositions et les préparatifs nécessaires; les instans étaient calculés; les mariniers se font attendre deux ou trois heures; le départ et le débarquement sont retardés; on arrive en plein jour; toutes les mesures sont déconcertées; l'expédition est manquée, et tout le fruit de ce mouvement est d'avoir jeté l'épouvante dans les quartiers de l'ennemi vers la Bormida, et dans la rivière du Ponent.

L'armée autrichienne est entrée en campagne; les précautions sont prises de part et d'autre pour l'attaque et la défense. Le mois de mai s'écoule cependant sans aucune tentative de la part des Autrichiens, malgré l'arri-

vée de leur artillerie, l'approvisionnement de leurs magasins et la construction d'un grand nombre de fours.

Le 2 et le 3 juin, le comte de Courcy avait réussi à piller les magasins des ennemis, et à détruire leurs fours.

Le 4 et jours suivans, le comte de Braun, après quelques opérations de détail, avait établi son camp à cheval sur la Varra, un peu en avant de Varèse.

Le 10, un courrier, dépêché par M. le marquis de Puisieux, apporte au duc de Richelieu l'accession de la reine de Hongrie aux articles préliminaires de la paix.

Depuis huit ans, la guerre désolait l'Europe; la moitié de l'Italie, de l'Allemagne et des Pays-Bas, était dévastée; la reine d'Hongrie avait placé son époux sur le trône; mais les riches provinces de la Belgique étaient sous les lois de la France, qui en retirait des contributions énormes. La France, victorieuse sur le Rhin, et sur-tout en Flandre, voyait sa marine anéantie, son commerce en souffrance, son industrie languissante, ses colonies menacées. Les armateurs anglais avaient fait des prises immenses, mais l'état succombait sous les frais des subsides accordés aux ennemis de la France; le

roi de Prusse desirait la paix pour consolider ses nouvelles acquisitions; l'Espagne en avait besoin, afin d'empêcher le démembrement de ses états d'Italie, et d'assurer à dom Philippe un établissement solide en Lombardie : enfin de toutes les régions de l'Europe, l'Italie était celle à qui la paix devenait le plus nécessaire; sa population avait sensiblement diminué; ses cultures étaient abandonnées, elle était menacée d'une subversion générale dans son organisation intérieure.

La paix générale signée à Aix-la-Chapelle le 16 octobre 1748, par tous les ministres des puissances belligérantes, vint, sinon finir, au moins suspendre, pour quelques années, toutes ces calamités. [1]

Depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, les grandes puissances de l'Europe étaient partagées en deux partis formidables qui se balançaient mutuellement; l'Angleterre, la cour de Vienne, la Russie, les Provinces-Unies, composaient une de ces associations; l'autre était formée par la France, l'Espagne, la Prusse, les deux Siciles et la Suède. Toutes ces puissances restaient armées au détriment des arts et de l'agriculture.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

On espéra un repos durable, par la crainte que les deux moitiés de l'Europe semblaient inspirer l'une à l'autre; mais on se flatta en vain : cette correspondance mutuelle qui semblait s'être établie entre les nations ne tarda pas à être troublée.

En vain la nature, par des secousses terribles et la destruction de plusieurs grandes villes, semblait-elle rappeler aux hommes qu'ils ne sont que des victimes de la mort qui doivent au moins se consoler les unes et les autres. Au milieu de ces catastrophes, on prenait dans les différens cabinets des puissances de l'Europe, des mesures pour ensanglanter de nouveau cette terre qui semblait vouloir engloutir ses habitans.

Le premier événement funeste se passa en Suède. Quelques seigneurs y ayant conspiré en juin 1756, contre le sénat, en faveur du monarque, ils furent punis de mort; dans une monarchie, ils auraient mérité des récompenses; dans un pays devenu libre, on dut les regarder comme des traîtres et des hommes infâmes.

Le roi de Prusse, d'un autre côté, préparait en silence une révolution qui pût lui être avantageuse; mais les premières étincelles du feu

qui embrasa bientôt toute l'Europe, vinrent de l'Amérique.

Une légère querelle entre la France et l'Angleterre, pour quelques terrains sauvages vers l'Acadie, inspira une nouvelle politique à tous les souverains de l'Europe.

Cette querelle était le fruit de la négligence des ministres qui travaillèrent au traité d'Utrecht. En cédant à l'Angleterre l'Acadie avec toutes ses anciennes limites, ils oublièrent de spécifier qu'elles étaient ces limites.

Cette omission, qui pouvait s'arranger dans quelques heures de conférence, si la bonne foi et la justice entraient dans les différends des hommes, accabla l'humanité, pendant huit ans, de tous les fléaux de la guerre.

Les Anglais voulaient détruire entièrement le commerce de la France dans l'Amérique septentrionale; ils leur étaient supérieurs par leurs colonies et par leurs flottes; ils se flattaient de ne trouver de résistance ni dans le nouveau monde, ni sur nos mers; ils commencèrent hardiment, dès 1755, à attaquer les Français en Canada, et à prendre plus de trois cents vaisseaux marchands, avant aucune déclaration de guerre.

Alors toute la politique de l'Europe fut chan-

gée; la France, la maison d'Autriche, l'Empire, la Russie et la Suède, s'allièrent pour combattre l'Angleterre et la Prusse, tandis que l'Espagne, l'Italie et les Provinces-Unies observaient la neutralité.

L'Angleterre n'avait pas prévu cette nouvelle combinaison; elle avait espéré de concentrer le foyer de la guerre en Amérique, où le gouvernement anglais se flattait de se rendre toujours le maître des forces nécessaires, et d'empêcher, avec le secours de ses flottes, toute communication entre la France, les Antilles et le Canada, dont il convoitait la possession.

Cependant quelques avantages que les hostilités pussent procurer aux Anglais, le roi de Prusse devait en être la victime; mais les basses intrigues dans la cour de Versailles s'opposèrent constamment à la réussite des efforts combinés contre le monarque du nord : d'ailleurs, la défiance qui subsistait depuis plusieurs siècles entre les gouvernemens français et autrichien, n'était pas éteinte, et Louis XV ne pouvait pas vouloir sincèrement la perte de la cour de Berlin.

Le roi de Prusse, Frédéric, indépendamment de ses vastes connaissances dans un art où son génie créa des combinaisons aussi heu-

reuses qu'utiles, dut une grande partie de ses triomphes à l'avantage de sa situation.

Après avoir envahi la Saxe, Frédéric, maître du cours de l'Elbe et de l'Oder, couvrait le Brandebourg. Cette position centrale lui assurait les communications avec la Silésie, la Bohême et ses alliés, dont les armées étaient en Westphalie : ainsi ce monarque se voyait en état de se porter rapidement par-tout où le danger pressait, et de se défendre avec une seule armée contre plusieurs. [1]

Cependant l'Europe se dépeuplait, les campagnes étaient incultes, les manufactures détruites, le commerce languissant; les nations victorieuses étaient écrasées sous le poids des impôts levés pour faire la guerre; les nations vaincues étaient ruinées; les nations neutres étaient continuellement exposées à des insultes.

La France avait perdu sa plus florissante jeunesse, la moitié de son numéraire, sa marine, son commerce, son crédit, presque toutes ses possessions d'outre-mer : en vain le duc de Choiseul avait-il conclu un pacte de famille entre les différentes branches de la famille de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

Bourbon ; cette alliance trop tardive exposait les Espagnols à de très-grandes pertes.

L'Allemagne était encore plus malheureuse ; le fer et la disette avaient dépeuplé ses provinces ; vainement s'était-il répandu dans cette contrée plus de quinze cents millions sortis de France, d'Angleterre, de Russie, de Hongrie ; la misère n'avait jamais été si générale dans l'Empire ; la guerre, ce fléau dévorant, ôte à l'argent le caractère particulier de répandre le bien-être parmi les hommes ; elle ruine le vainqueur et le vaincu, qui s'épuisent à peu près également, pour perdre ou conserver quelques portions de terres incultes ou inhabitées, dépeuplées ou détruites.

L'impossibilité de continuer la guerre ramena la paix ; elle fut signée le 10 janvier 1763. [1]

A cette époque, la cour de France s'engagea de faire passer des troupes en Corse, non pour agir hostilement, mais pour garder pendant quatre ans les places qui restaient encore aux Génois dans cette île.

La souveraineté de la Corse était devenue à charge au sénat, et déjà elle avait été sur le

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

point de la céder à la cour de Madrid ou à celle de Naples, lorsqu'on vit paraître dans l'île le baron de Neuhof, dont la royauté y causa la plus singulière révolution par ses circonstances romanesques. [1]

En 1745, la cour de France ayant été obligée de retirer de la Corse les troupes qu'elle y avait envoyées en 1738, un Génois, le comte Dominique Rivarola, soutenu ouvertement par les cours de Vienne, de Londres et de Turin, après avoir pris le titre de généralissime des Corses, assiégea Bastia par terre, tandis que l'escadre anglaise l'assiégeait par mer. Les Génois, obligés d'abandonner la ville, se retirèrent à Calvi et à Ajaccio, dont le nouveau généralissime se décida à faire le siége. Les préparatifs s'en faisaient avec vigueur, quand la flotte anglaise, battue par un coup de vent en 1746, fut obligée d'aller chercher des secours dans le port de Livourne. Alors Rivarola, qui avait perdu Bastia, au moment où il s'enfonçait dans l'intérieur de l'île, revint devant cette place, la reprit, et se flattait déjà de voir bientôt le château tomber en son pouvoir, au moment où une nouvelle révolution détruisit toutes ses espérances.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

Les Génois venaient de chasser les Autrichiens ; le duc de Richelieu envoya des troupes françaises au secours de la citadelle de Bastia : dès-lors les assiégés ne tardèrent pas de mettre en fuite Rivarola, qui, supérieur aux disgraces de la fortune, revint encore devant Bastia, où la mort, qui le surprit, arrêta le cours de ses projets.

Parmi les actes présentés au congrès d'Aix-la-Chapelle, on avait distingué un Mémoire adressé par les Corses aux plénipotentiaires, pour les engager à prendre connaissance de leurs démêlés avec la république de Gènes : malgré l'intérêt qu'ils avaient inspiré, les plénipotentiaires laissèrent sans réponse les plaintes de cette nation. Mais Cursai, colonel du régiment de Tournaisis, et Chauvelin, ministre de France à Gènes, furent chargés par la cour de France de travailler de concert à rétablir la paix dans l'île.

Cursai ne tarda pas à acquérir sur les Corses, par les armes de la persuasion, une autorité presque sans bornes ; mais, traversé dans l'île par les intrigues des Génois, et à la cour de France par la jalousie de Chauvelin, non seulement il ne put réussir à ramener la tranquillité en Corse, mais ses sentimens furent

présentés à la cour sous un jour si défavorable, qu'il fut arrêté à Bastia le 9 décembre 1752, et conduit à la citadelle de Montpellier, d'où il sortit quelques mois après, quand le roi eut été mieux informé.

Les troupes françaises ayant évacué la Corse en 1753, Gafforio eut alors seul la principale autorité : cet homme, célèbre par son intrépide valeur, ayant été assassiné le 4 octobre, les Corses nommèrent Mario-Matta pour le remplacer. Mais, plus touché de son repos que de sa gloire, ce nouveau chef allait laisser retomber la Corse dans l'anarchie dont Gafforio l'avait tirée, lorsque le vieux Paoli, qui avait autrefois commandé dans l'île, et qui était retiré à Naples, envoya en Corse son fils Pascal Paoli, âgé de vingt-neuf ans, qui fut choisi unanimement, en 1755, pour un des magistrats annuels, et, bientôt après, pour commandant général avec Mario-Matta.

Ces deux chefs n'agirent pas long-temps de concert, et leur mésintelligence produisit la guerre civile. Paoli vaincu, après un combat opiniâtre, se réfugia dans un couvent, pour se procurer une capitulation. Pendant qu'on parlementait, Paoli étant parvenu à rendre son adversaire suspect à ses partisans, ceux-ci

l'abandonnèrent pour embrasser le parti de Paoli, qui, prompt à profiter du retour de la fortune, s'empressant d'attaquer de nouveau son adversaire, le battit et le força de sortir de l'île, pour se réfugier à Gènes. Mario-Matta vint encore se mesurer de nouveau avec Paoli; mais, ayant été tué dans une rencontre, il lui laissa, par sa mort, l'intégrité du généralat.

Dès cet instant, les Corses, sous la conduite de Paoli, tenaient les Génois bloqués dans leurs villes maritimes, lorsqu'ils apprirent l'arrivée de quatorze mille Français qui venaient d'être distribués dans Calvi, Ajaccio, San-Fiorenzo, Lissola, Russa et Alsi-Pratto.

A cette époque mourut Benoît XIV, qui eut pour successeur Clément XIII. [1]

Les Français ayant été rappelés en 1759, Paoli poursuivit alors les Génois avec la plus grande activité.

La même année, 1759, mourut au mois d'août Ferdinand VI, roi d'Espagne, auquel succéda le roi des deux Siciles, sous le nom de Charles III, qui, après avoir fait reconnaître pour son successeur son troisième fils, se rendit à Madrid avec le second, qu'il des-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

tinait à lui succéder sur le trône d'Espagne.

Cet événement pouvait encore troubler la tranquillité de l'Italie; heureusement, la fermeté du roi Charles assura le trône des deux Siciles à ses enfans.

Le roi d'Angleterre étant mort en 1760, on se flatta de voir revenir la paix; mais le lord Chatam fit continuer la guerre.

Pendant ce temps, Paoli affermissait sa puissance, et donnait des lois à la Corse. [1]

La république de Gènes, sentant alors l'inutilité de ses efforts pour subjuguer les Corses, effrayée des dépenses énormes auxquelles l'assujettissait la garde de ses places maritimes, eut recours de nouveau à la France, qui, venant de terminer la guerre la plus fâcheuse, s'engagea à faire passer des troupes en Corse, dans l'espoir de réunir un jour cette île à la France, en achetant les droits de la république de Gènes.

La conduite des Français en Corse obtint l'approbation des insulaires; leur séjour ne changeait rien à la constitution nationale. Cet événement, au contraire, sembla étouffer tous les restes des troubles passés.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

Cependant les quatre années, pendant lesquelles les troupes françaises devaient rester dans l'île, allaient bientôt expirer. Les Génois, ne pouvant pas alors se dissimuler que le départ de ces troupes serait l'époque fatale de l'anéantissement de leur pouvoir en Corse, se décidèrent, en mai 1768, à transférer à la France la souveraineté de l'île de Corse.

Les insulaires, qui n'avaient pas attaqué les Français quand ils gardaient les villes génoises, changèrent de conduite dès qu'ils surent que Louis XV s'était fait déclarer roi de Corse; les hostilités commencèrent le 20 juillet 1768.

Malgré quelques premiers succès, la cour de France, s'étant bientôt apperçue qu'on n'avait pas assez calculé toutes les difficultés à vaincre, fit passer dans l'île environ vingt bataillons. Avec d'aussi grandes forces, M. de Chauvelin, qui les commandait, fut encore repoussé sur plusieurs points, et, bientôt après, rappelé pour être remplacé par M. de Marbœuf, qui eut ordre de garder la défensive en attendant des forces beaucoup plus considérables. Le général Devaux, chargé de les commander, débarqua à San-Fiorenzo le 2 avril 1769, ayant sous ses ordres deux lieutenans généraux, trois maréchaux de camp, quarante-

huit bataillons, des troupes légères à cheval et à pied, et une nombreuse artillerie.

Cet appareil de guerre aurait dû ôter à Paoli tout espoir d'une résistance utile; il refusa cependant de se soumettre, et, de toutes parts, les Corses entrèrent en campagne : mais bientôt la mésintelligence, la désunion, la crainte, l'ennui, les fatigues, diminuèrent la première énergie. En moins de deux mois, presque tous les postes occupés par les compagnons de Paoli furent emportés. Ce général, désespérant alors de la chose publique, se rendit à Porto-Vecchio avec son frère et quelques autres chefs, et s'y embarqua avec eux, le 13 juin 1769, sur un bâtiment anglais qui le conduisit à Livourne.

Un mois auparavant, on avait élevé sur le trône pontifical Laurent Ganganelli, sous le nom de Clément XIV.[1]

La désertion de Paoli ayant rompu tous les liens de l'administration des Corses, toutes les Pièves se soumirent; et le général Devaux, victorieux presque sans combattre, quitta la Corse, en y laissant le général Marbœuf pour y commander.

---

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

Depuis cet instant, la Corse fit et fait encore partie de l'empire français. Dans cette île, à Ajaccio, naquit, le 15 août 1769, le général Bonaparte, actuellement Premier Consul de la république française. [1]

TABLEAU

DE LA FIN DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

La scène du monde nous contraint de nous arrêter, afin de mieux observer les causes, les progrès, les effets et le fil des événemens individuels de chaque puissance, et leur influence sur les grands mouvemens de l'Italie.

Vers la fin du seizième siècle, des navigateurs, aussi heureux que hardis, découvrirent les routes qui pouvaient conduire par mer dans les deux Indes. L'une était absolument inconnue; l'autre était séparée de l'Europe par de vastes contrées, aussi longues que difficiles. Cette découverte importante, dont les effets se multiplièrent progressivement dans les deux derniers siècles, et dont on ne saurait prévoir toutes les suites, changea entièrement la face du monde : elle fut peut-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

être la cause sensible des progrès de la civilisation, des sciences, de l'économie politique, des arts mécaniques, de l'agriculture et du commerce. Ce commerce, qui, d'après ses principes et ses besoins, devrait être la base d'un lien fraternel entre les peuples, est devenu le germe fécond de leurs divisions et de leurs malheurs. Le tableau de l'histoire n'est que le développement de cette vérité affligeante.

AMÉRIQUE.

Les Espagnols ne furent pas long-temps dans le nouveau monde sans émules et sans rivaux. Les Français, les Anglais, les Portugais, les Danois, les Hollandais, accoururent et formèrent à l'envi des établissemens sur cette terre vierge et condamnée au malheur. Chaque nation, en formant des établissemens, les soumit au système de finances, de milice, de justice, de police, de commerce, de religion, de sciences, d'arts, d'usages et de mœurs, qui étaient adoptés par leur métropole; mais l'éloignement ne tarda pas à occasionner de grands abus trop difficiles à corriger : ils devaient être la suite nécessaire du mauvais plan auquel on s'était arrêté. Comment, en effet, vouloir que des peuples qui habitaient sous un

climat, sur un sol si différent, obligés de prendre des habitudes inusitées, fussent régis par les lois d'un autre peuple qui se trouvait à plus de deux mille lieues!

ASIE.

Depuis Aurengzeb, comme avant lui, on ne vit dans l'Indoustan que des scènes affreuses se répéter. Des conspirations ou la mort, à l'avénement de chaque prince; des combats entre frères, des trahisons de visirs envers leurs maîtres, des famines, des révoltes toujours occasionnées par la tyrannie des monarques; révoltes quelquefois heureuses, quelquefois malheureuses.

INDOUSTAN.

A cette triste époque, ce pays était, pour ses voisins, ce que l'Italie fut, dans la décadence de l'empire romain, pour les Barbares du Nord, qui la ravagèrent avec tant de constance : la douceur de son climat, la bonté de son sol, la richesse de ses habitans, y attiraient depuis long-temps des Mogols, des Tartares et des Barbares, qui végétaient au-delà des hautes montagnes de l'Indoustan.

GOUVERNEMENT.

La langueur à laquelle le climat de l'Inde semble condamner ses habitans, et la crainte de perdre leur repos, leur font supporter le despotisme sans murmure.

Les armées composées de soldats de différentes nations, les emplois dans les différentes cours occupés par des étrangers qui suivent en général la religion de Mahomet, sont sans doute une des causes les plus actives du gouvernement despotique dans l'Inde. Le peu de prix qu'on met à la vie des hommes, dans l'Orient, doit les empêcher de sentir leur dignité, et de se prévaloir contre la tyrannie. La doctrine de la fatalité semble aussi devoir faire croire à l'impuissance des efforts contre un ordre de choses que l'on croit établi par la divinité.

MILICE.

Les différens établissemens des Anglais et des Français sur les côtes de Malabar, de Coromandel, et sur les bords du Gange, leurs guerres avec les Indiens, firent connaître dans ce pays la tactique, les armes, la discipline, l'instruction, la formation des troupes euro-

péennes, et décidèrent en même temps les Européens à former, à l'instar de leurs troupes, des régimens composés des indigènes, sous le nom de *cipayes*.

COMMERCE.

Les Portugais, en s'établissant sur les côtes de l'Inde, avaient déjà fait connaître à l'Europe les productions et les ouvrages de l'art de ce riche pays; mais les Français, et beaucoup plus les Anglais, multiplièrent ces exportations d'une manière si étendue, tellement divisées et subdivisées parmi les individus qui composent les différens gouvernemens de l'Europe, que l'usage d'abord, l'habitude ensuite, leur en ont fait un véritable besoin.

POLITIQUE.

Le principe du droit des gens est peu connu dans l'Orient, sur-tout dans l'Inde. La politique extérieure du prince indien consiste à faire le plus de conquêtes qu'il pourra; sa politique dans l'intérieur consiste à entasser de grands trésors.

LOIS, JUSTICE, POLICE, ADMINISTRATION.

Gengis-Kan proclama un code de lois qui a

été long-temps suivi dans l'Indoustan : on y connaît encore les instituts de Tamerlan ; cependant les seules lois écrites et constamment suivies sont les préceptes de l'Alcoran, par les mahométans, et ceux des livres sacrés, par les Indiens. Dans chaque empire, la machine de l'état se meut par l'influence des deux religions. L'usage est presque toujours une loi parmi les Indiens, pour qui le passé est en quelque sorte un oracle.

L'administration publique est très-simple ; la principale politique des gouvernemens indiens est d'augmenter ou de défendre leur territoire : ainsi, l'homme qui préside à la guerre, doit y avoir le premier rang ; le général de l'armée est donc le personnage le plus important de l'administration. Après le général de l'armée vient celui qui veille à la sécurité du maître, ou le ministre de la police et de la justice criminelle ; le second, celui qui fournit à ses besoins, ou le ministre des finances.

L'état civil des Indiens est assis sur des bases très-fixes ; leurs lois, et sur-tout leurs coutumes, veillent sévèrement à l'honneur des personnes et au salut des propriétés.

Chaque culte a sa législation criminelle.

L'institution des castes prouve encore au dix-

neuvième siècle la sagesse de leur instituteur.

RELIGION.

On retrouve encore dans l'Inde les institutions religieuses dans leur état primitif : c'est encore Chiven qui est le dieu suprême des Indiens ; il est adoré comme le dieu destructeur; Wisnou, comme le dieu conservateur. Brama, regardé comme le premier législateur, n'est adoré que par ses ministres ; telles sont chez les Indiens de tous les âges les idées religieuses de tous les temps. A mesure cependant que la religion se mêla aux idées grossières du peuple, elle eut besoin de se revêtir d'images, et de se présenter aux sens plutôt qu'à la raison. Ainsi, comme par-tout, chaque attribut fut personnifié et devint un dieu ou un saint, d'où s'ensuivirent, dans l'Inde comme dans tous les autres pays, des fêtes nombreuses et un très-grand nombre de cérémonies religieuses.

SCIENCES ET ARTS.

Toute la littérature connue dans une famille indienne, consiste dans quelques apologues que les pères transmettent à leurs enfans, et dans quelques contes orientaux que les faquirs débitent sur leur passage dans les maisons où ils reçoivent l'hospitalité.

Les Indiens ont poussé très-loin l'art de filer le coton, de le teindre et de le tisser, celui des filigranes, et en général des ouvrages d'or et d'argent; mais, dans tous les autres arts, ils sont ordinairement inférieurs aux Européens.

USAGES ET MŒURS.

Les institutions dont on va chercher les traces dans les ruines d'Herculanum, dans la poussière de Palmyre, on les retrouve toutes vivantes à Benarès, à Dely, sur les côtes de Malabar et de Coromandel. Les Indiens, qui sont pour ainsi dire les aînés de la grande famille du genre humain, ont conservé les mœurs des premiers âges.

PERSE.

La Perse, après avoir été sous la domination des Afghans, avait passé sous celle de Nadir-Kuli, qui détruisit ces usurpateurs, en faisant périr Asharf, leur chef. Ce Nadir-Kuli devint le Thamas-Kouli-Kan qui s'empara du trône de la Perse, fit trembler l'Indoustan, et en sortit après l'avoir démembré et ravagé. Cet homme extraordinaire,[1] après avoir amené les gouverneurs de la Perse, les grands officiers et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

généraux, à le prier d'accepter la couronne, satisfit à leurs desirs, sous trois conditions.

La première, de rendre la couronne héréditaire dans sa famille.

La seconde, de ne voir plus personne prendre parti en faveur de la maison royale.

La troisième, de n'entendre plus maudire *Omar*, *Osman* et *Abu-Beer*, ni se rassembler pour faire commémoration d'Hussein, fils d'Ali; ce qui établissait une espèce de tolérance de la secte des Samnites, odieuse aux Perses.

Le chef de la religion dominante hasarde des remontrances. « Vos prières, lui dit Thamas, « n'ont pas prévenu les malheurs de la nation; « elles ne sont pas agréables à Dieu : mes sol- « dats, qui y ont remédié, méritent seuls d'être « entretenus des revenus de l'église. » En conséquence, il fit étrangler l'homme aux remontrances, confisqua les biens de l'église, et réunit les Schütes aux Samnites. Il prit ensuite le nom de Shah-Nadir. Peu de temps après, il fut assassiné par les principaux Persans. Sa mort connue, les Tartares qui composaient la plus grande partie de son armée, coururent aux armes, et fondirent sur les Persans : ceux-ci perdirent cinq mille hommes; et, se débandant aussitôt, ils allèrent porter dans les provinces la

confusion, le désordre et l'anarchie, qui depuis a désolé ce beau royaume. Malgré les guerres civiles qui fatiguent la Perse, ce royaume est resté à peu près le même pour ce qui regarde le gouvernement, les finances, la milice, le commerce, les lois, la justice, la police, la religion, les sciences, les arts, les mœurs et les usages.

AUTRES PARTIES DE L'ASIE.

Les Portugais, les Français, les Anglais, furent bientôt suivis dans l'Inde par les Hollandais, les Espagnols, les Danois et les Suédois; mais ces différens peuples, qui voulurent tous avoir une compagnie des Indes, ne s'arrêtèrent pas à l'Indoustan, et, après avoir pénétré dans la partie orientale, ils voulurent connaître celle occidentale de l'Asie : ainsi le Pégu, Ava, Laos, Siam, Camboye, la Cochinchine, le Tunquin, la Chine, la Corée, la Tartarie, le Japon, la terre de Jesso, les Philippines, les îles Maldives, les îles Marianes, Ceilan, Malaca, les îles de France et de la Réunion, virent des conquérans ou des missionnaires européens, ainsi que des comptoirs, des forts ou des villes élevés par les uns ou par les autres.

Dans ces divers pays, les Européens trouvè-

rent par-tout le gouvernement despotique, un droit arbitraire et absolu du souverain sur la fortune de chaque individu; l'obligation du service militaire; assez peu de commerce intérieur, mais de grands moyens pour fournir à de grandes exportations; des lois, une justice, une police, assez généralement soumises au caprice du souverain régnant; de fréquentes révolutions; une religion tenant à une espèce de paganisme; peu ou point de sciences; les arts mécaniques, nécessaires aux premiers besoins, à l'exception de la Chine, où tous étaient à peu près connus, mais non perfectionnés: enfin des usages et des mœurs appropriés au gouvernement despotique, au climat et aux productions de chaque pays.

AFRIQUE.

L'AFRIQUE n'offrait aucun changement à l'époque dont nous nous occupons; son intérieur était encore à peu près aussi inconnu, quoique parcouru récemment par quelques voyageurs; ses côtes étaient également fréquentées pour obtenir quelques productions du pays, mais sur-tout pour se procurer des esclaves, que la cupidité, l'avarice, les mauvais traitemens, l'excès du travail, moissonnaient dans la tra-

versée, ou après quelques années de séjour dans les Antilles.

EUROPE.

EMPIRE OTTOMAN.

L'EMPIRE ottoman n'avait éprouvé aucuns changemens dans son état civil, financier, militaire, commercial, religieux, etc.; il voyait seulement se succéder, avec assez de rapidité, ses empereurs détrônés successivement les uns et les autres, par des factieux qui, tous, avaient l'adresse de se servir du corps des janissaires pour arriver au trône. La Turquie était en guerre avec la Perse, la Russie, l'Allemagne, Venise; elle avait rarement des succès; la rareté des vivres, la cherté des denrées, l'interruption du commerce, les vexations des troupes, qui, en allant d'Europe en Perse, s'arrêtaient à Constantinople, comme dans un lieu de conquête : ces différens motifs aigrissaient les esprits. Telles furent les causes qui aidèrent Patrona à faire descendre du trône, en 1730, Achmet, et à y faire monter son frère Mahomet V, vingt-quatrième sultan.

Il est bien étonnant que, dans un empire où chaque souverain devait craindre de subir

le sort de ses prédécesseurs, il ne s'en soit pas encore trouvé un seul, même parmi ceux qui ont eu de grands caractères, de la valeur et de la capacité, qui ait songé à détruire les causes de séditions et de révolutions, en abattant le pouvoir des janissaires. Mais l'empire ottoman, soit qu'on le considère en Asie ou en Europe, n'est composé que de peuples asservis; trop peu d'entre eux s'intéressent à la conservation de son intégrité. Les grands qui commandent, sont trop incertains de rester en place; les ministres de la religion, égoïstes, sont assurés d'une assez grande masse de crédulité, pour n'avoir aucune inquiétude sur leur sort présent et à venir; il importe peu aux soldats qu'on paie, quel est l'homme qui leur fait donner la solde; mais, accoutumés à se plaindre de la discipline, de la subordination, avec des ames vénales et cupides, ils doivent se prêter avec plaisir à des séditions, presque toujours impunies, et dont ils espèrent retirer des avantages, soit pour les appaiser, soit pour les récompenser. Ainsi, dans un empire où le mot de patrie est inconnu, où les provinces sont indifférentes sur ce qui se passe dans la capitale, où il n'y a pas de corps de nation, où le commerce ne lie pas les individus, où il n'y a pas sûreté

absolue pour les personnes, les pensées et les propriétés, le souverain ne doit jamais avoir qu'un pouvoir et une existence très-précaire.

RUSSIE.

Théodore ou Fædor Alexiowits régnait sur la Russie, vers le milieu du dix-septième siècle. Ce prince, dont on cite les vertus, et qui s'occupa du bonheur de ses sujets, avait deux fils, Jean et Pierre. Jean, l'aîné, avait la vue courte, l'esprit peu ouvert, et tombait du mal caduc. Pierre, au contraire, paraissait avoir du goût pour les sciences, et propre à réaliser les projets utiles à la Russie, dont s'occupait Fædor. Ce fut pour cette raison qu'il nomma Pierre pour son successeur.

A la mort de Fædor, par les intrigues de la princesse Sophie, sœur de Jean et de Pierre, les Russes nommèrent, pour les commander, les deux frères et la sœur; mais l'ambition de celle-ci n'était pas satisfaite. En vain exerçait-elle une autorité plus absolue que ses deux frères : elle voulut se défaire de Pierre, qui, prévenu à temps, se sauva précipitamment de la capitale, y rentra bientôt après triomphant, (1696) fit arrêter sa sœur, et dispersa ou punit ses partisans.

L'empire de Russie était assujetti à d'anciens usages, la plupart grossiers et stupides, mais que l'habitude rendait chers à la nation ; obstination dans les préventions, ignorance rendue sacrée par la superstition, complaisance dans une vie oisive et crapuleuse, orgueil de préférer tout ce qu'on pratique à ce qu'observent les autres nations, aversion pour les modes et les maximes étrangères, voilà les préjugés que Pierre eut à combattre, l'hydre à cent têtes sans cesse renaissantes, qu'il fallait détruire. Pour réussir, Pierre ne trouva qu'un moyen ; l'exemple. Il parcourut les différentes cours de l'Europe; et par-tout s'y mêlant avec les artistes et les artisans, travailla avec eux, afin de se rendre familiers, par la pratique, des objets dont il voulait juger par lui-même, et sur lesquels il voulait pouvoir guider les personnes qu'il chargerait d'être les instituteurs de ses peuples. Sur ces entrefaites, il éclata à Moscou une révolte qui, probablement, fut excitée du fond de la retraite de la princesse Sophie. Pierre arrive : on livre un combat aux strélits qui, à l'instar des janissaires, s'étaient arrogés le droit de faire et de défaire les czars ; ils sont battus et détruits.

Dès-lors, Pierre donna une nouvelle face à

ses états; ses troupes furent bientôt formées, instruites, disciplinées, exercées, armées, vêtues comme les meilleures de l'Europe. Le crédit du clergé fut abattu, en lui enlevant ses richesses; la dignité de patriarche fut supprimée; il régularisa la manière de percevoir les impôts et d'assurer ses finances; il s'occupa de la marine et du commerce; il changea insensiblement les coutumes russes; les longues barbes disparurent; il indiqua des assemblées des deux sexes, où il se rendit lui-même et où il encouragea l'émulation de la parure, de la danse, d'un jeu modéré et d'une familiarité décente.

Au milieu des embarras, des dépenses et des inquiétudes d'une guerre dont les commencemens ne furent pas heureux, et dans laquelle le czar apprit à battre Charles XII, il joignit la mer Caspienne à la Baltique et au Pont-Euxin, par la communication du Don et du Volga; il couvrit ses campagnes de beaux troupeaux tirés de la Saxe avec leurs bergers; il établit des manufactures de drap, de toiles, de papier; il appela et protégea des ouvriers en cuivre, des armuriers, des fondeurs, des artisans de toute espèce; il établit des imprimeries, des écoles publiques, des hôpitaux; il ouvrit les mines de la Sibérie; enfin il bâtit Pétersbourg.

Cependant Charles XII avait décidé la Porte Ottomane à déclarer la guerre à la Russie, et Pierre était sur le point de périr sur les bords du Pruth, après avoir commis la même faute que Charles XII à Pultava, lorsqu'une femme, alors sa maîtresse, le tira du mauvais pas où il se trouvait. Catherine obtient de lui une lettre pour le grand visir, sacrifie ses pierreries, afin d'y joindre de riches présens, va traiter elle-même, et délivre Pierre et son armée de l'extrémité la plus fâcheuse. Pierre récompensa le service de Catherine, en l'épousant et en posant sur sa tête la couronne impériale, qu'elle porta seule ensuite, à la mort de Pierre, en 1725. Bornons-nous à dire ici que, sous son administration, on ne s'apperçut pas que l'empire eût changé de chef, et qu'elle égala Pierre dans son zèle infatigable pour le bien de ses sujets et la civilisation de son peuple. Catherine s'honora encore par les soins qu'elle prit du petit-fils de Pierre, à qui elle laissa la couronne en 1727, avec un conseil de régence, à la tête duquel elle mit le prince Menzicof, exemple comme elle des caprices de la fortune. Quelque temps avant sa mort, Catherine avait ouvert l'académie de Pétersbourg, dont elle présida la première séance.

Après avoir vu sur le trône impérial Anne Iwanowa, fille de Jean, l'aîné de Pierre, Anne de Meklenbourg, fille de la sœur aînée d'Iwanowa, et enfin Élisabeth Petrowna, fille de Pierre et de Catherine, à qui l'on dut l'ascendant que le cabinet de Pétersbourg prit dans les affaires d'Asie et d'Europe. Les Russes virent sur le trône un Pierre de Holstein, neveu d'Elisabeth Petrowna, à qui cette princesse avait fait épouser Sophie, auguste princesse Danhalt-Zerbts, qui, à son initiation dans la religion grecque, et à son couronnement, prit le nom de Catherine, sous lequel elle a été connue, et a effacé l'éclat de tous ses prédécesseurs.

Son règne, commencé en 1762, fut des plus éclatans; rien ne fut capable de la détourner de desseins une fois conçus; aussi rien ne résistait à sa politique et à ses armes : par la première, elle s'acquit une grande influence en Europe; par ses victoires, elle s'est fait craindre des Chinois, respecter des Persans, rechercher par les Tartares : elle aima les talens, elle encouragea les arts, et laissa un grand nom à soutenir à Paul Ier, son successeur.

POLOGNE.

Vers l'an 1674, on avait vu élire pour ré-

gner en Pologne, Jean Sobieski, fameux déjà par ses victoires sur les Turcs, et qui ne voulut monter sur le trône que deux ans après son élection, au moment où il eut effacé la honte du dernier traité fait avec les Turcs, et assuré la tranquillité de la république.

Après Sobieski, on vit monter sur le trône Frédéric-Auguste de Saxe, qui fut préféré au prince de Conti.

Charles XII donna à Stanislas Leczinski la couronne de Frédéric-Auguste, en 1704; et celui-ci la reprit en 1709 : mort en 1733, Stanislas se remit sur les rangs; mais il se vit préférer le fils du défunt; et, après être échappé aux armées russes et saxonnes, il arriva en France, où Louis XV, qui avait épousé sa fille, lui donna la Lorraine : il y vécut tranquille au milieu des arts qu'il aimait, et avec tous les honneurs de la souveraineté, sans en avoir les charges.

A la mort d'Auguste III, l'impératrice des Russies porta sur le trône de Pologne, en 1764, Stanislas Poniatouski, qui avait été son amant, et à la perte duquel elle ne tarda pas à contribuer, en s'unissant à la Prusse et à l'empereur d'Allemagne. En 1772, au moment où l'on s'y attendait le moins, on vit ces trois puissances,

en pleine paix, introduire, chacune de leur côté, une armée en Pologne; et elles ne manquèrent pas, selon l'usage, de les faire accompagner d'un manifeste.

Après une peinture trop vraie des maux qui affligeaient la Pologne, les puissances limitrophes se plaignaient avec soin des fâcheux effets de ces désordres. Les dissentions de la Pologne pouvaient entraîner des changemens dans le système politique de l'Europe : les trois cours déclaraient qu'elles se mettaient en possession d'un équivalent aux différentes provinces de la Pologne, sur lesquelles elles avaient des prétentions considérables; et, au moyen de cette compensation, les trois cours renonçaient à toute autre prétention. Tels furent les titres sur lesquels fut fondé l'envahissement de la Pologne, confirmé en 1773 dans une diète qui était environnée par les troupes des trois puissances. Tel fut enfin le sort d'un peuple qui avait constamment opposé une digue puissante aux invasions des Ottomans, triomphé des Russes, et porté ses drapeaux victorieux dans le centre de l'Allemagne, jusque sur les bords du Rhin.

SUÈDE.

Après avoir vu sur le trône Christine, fille du grand Gustave, la Suède l'avait vue abdiquer, à l'âge de vingt-huit ans, en faveur de son cousin Gustave, qui régna sous le nom de Charles X, et mourut d'une maladie épidémique, au moment où il se disposait à porter la guerre dans le centre des possessions de ses ennemis.

Charles XI, qui lui succéda, n'était encore qu'un enfant : il laissa quelque repos à la Suède, pendant sa minorité; mais, dès l'âge où il put porter les armes, il envahit le Brandebourg, et recommença avec le Danemarck une guerre ruineuse pour les deux états. Il publia, à la vérité, des lois de justice et de police, régla les finances, déclara la religion luthérienne dominante, mais augmenta les prérogatives royales, enleva au sénat celle d'être le médiateur entre le roi et le peuple; il se fit adjuger le droit de décider si une affaire devait être communiquée à la compagnie, et le pouvoir de faire des changemens à la constitution. Ainsi, sous ce prince, le gouvernement de la Suède devint absolu : aussi les historiens, trop souvent flatteurs du pouvoir,

ont-ils donné à Charles XI la réputation d'un prince très-habile ; cependant ce prince avait fatigué ses états par des guerres continuelles et ruineuses, il avait ôté leurs droits aux défenseurs du peuple.

Ce que l'histoire rapporte des héros destructeurs qui ont inspiré aux hommes le fanatisme de la gloire militaire, précurseur de la barbarie et de la ruine des nations, est devenu croyable depuis que Charles XII a régné sur la Suède. Dès l'âge de quinze ans, il monta sur le trône, et prit les rênes de l'état. Sur l'espérance de son inexpérience, les rois de Pologne et de Danemarck se réunirent au czar pour attaquer la Suède. Charles, provoqué, tire l'épée pour ne plus la remettre dans son fourreau ; il quitte sa capitale pour ne plus y revenir, s'embarque, arrive devant Copenhague, surprend les Danois, les force à demander la paix, et regagne ses parages, devenu, à dix-huit ans, la terreur et malheureusement l'admiration de l'Europe.

Dès ce moment, la nation entière, à l'exemple du jeune monarque, est saisie d'un enthousiasme qui ne permet pas de réfléchir : on court au-devant des impôts pour la guerre ; les taxes paraissent un tribut d'honneur ; chaque fa-

mille veut avoir un soldat; Charles exerce ses troupes à ne connaître ni saisons ni besoins; du pain, de l'eau et des armes, suffisent aux Suédois. Aussi Charles ne cesse de remporter des victoires jusqu'au moment où son armée, complètement battue à Pultava, y est faite prisonnière de guerre.

Charles, obligé de se réfugier à Bender, dans les états du grand seigneur, l'engage à déclarer à la Russie une guerre où, sans la perfidie du grand visir, le czar allait éprouver, sur les bords du Pruth, le sort de Charles XII à Pultava. Le grand visir, coupable, craignant les plaintes de Charles, persuade au grand seigneur de le faire sortir de ses états. Charles refuse d'obéir, on veut le forcer; il se défend dans une maison, où il fait des prodiges d'une valeur déplacée; il est pris, conduit à Andrinople, devant le grand seigneur; le système ottoman est changé par la déposition du visir, dont le successeur était peu favorable aux Russes. Cependant Charles, fatigué des vaines promesses des Ottomans, se décide à se rendre à Stratsund; il y était à peine arrivé, déjà tous les efforts de ses ennemis se dirigent contre cette forteresse, où Charles, après avoir fait des prodiges de valeur, quitte la ville au

moment où elle n'est plus qu'un monceau de cendres.

Dirigé alors par les conseils du baron de Gortz, il fait sa paix avec la Russie, forme le projet d'ôter à Georges la couronne d'Angleterre. Mais, pendant qu'on fait les préparatifs de cette grande entreprise, l'esprit actif de Charles veut arracher la Norwége au Danemarck, afin de se dédommager des provinces cédées au czar. Plein de cette idée, malgré l'aspérité des montagnes et de la saison, Charles, au mois d'octobre, pose le siége devant Frederichal, où une balle, qui lui perce la tête, le tue en 1719, à trente-six ans, âgé de quatre ans de plus qu'Alexandre, qu'il s'était proposé pour modèle.

Ulrique-Éléonore, sa sœur, mariée à Frédéric, prince de Hesse, prit le sceptre en 1720, comme héréditaire; mais le sénat profita de la circonstance pour se tirer de la sujettion où Charles XII et son père l'avaient retenu; et Éléonore, en acceptant les conditions qui remettaient de l'équilibre dans le gouvernement, obtint de la nation l'association de son époux au trône. Tous les vieux soldats, la force des armées, tués ou pris, étaient disparus; il ne restait plus qu'une jeunesse sans expérience

pour porter les armes ; le peuple gémissait sous le poids des taxes oppressives ; il n'y avait plus ni argent ni crédit ; le commerce était ruiné ; l'industrie n'avait plus d'activité ; la marine était détruite ; des provinces entières étaient couvertes de ruines.

Ulrique et son époux s'occupèrent constamment, ainsi que leur fils Adolphe, qui leur succéda en 1751, à guérir les plaies de l'état ; mais, outre les maux qu'il avait soufferts, il était agité par des factions, dont les fauteurs étaient connus sous le nom des *chapeaux* et des *bonnets*. Les *chapeaux* étaient attachés à la prérogative royale, et voulaient rétablir l'administration de Charles IX et de Gustave-Adolphe : le roi et son conseil les favorisaient ; la noblesse et le clergé étaient entrés dans ce parti. Les *bonnets* étaient dans des sentimens absolument contraires ; à eux se réunissaient la principale bourgeoisie et les plus distingués de l'ordre des paysans. Il y avait aussi les *bonnets chasseurs*, tirés de toutes les classes, qui, selon leur accession ou leur éloignement, donnaient ou ôtaient de la prépondérance à l'un ou à l'autre parti.

Sous Adolphe-Frédéric, le sénat s'était acquis un crédit qui rendait les *bonnets* domi-

nans, et qui contribuait au bonheur du peuple; il avait obligé le monarque d'abandonner à la vengeance populaire des généraux et des ministres, dont le zèle pour l'autorité royale avait déplu. Des historiens adulateurs n'ont pas manqué de crier à l'attentat contre ces actes de justice; ils ont reproché à Frédéric et à la faction des *chapeaux* de n'avoir pas su profiter de l'ascendant que prit le monarque dans une diète qu'il avait convoquée, et où ils se trouvaient les plus forts.

Gustave III, qui remplaça Frédéric en 1769, s'appliqua, en montant sur le trône, à affecter des manières populaires, afin de cacher ses projets contre la constitution. On pouvait cependant avoir des soupçons de ses desseins, par le choix qu'avait fait le roi, de tous ses favoris dans la faction des *chapeaux* : aussi les *bonnets* travaillèrent-ils à se renforcer dans la diète qui s'ouvrit au commencement du règne, et ils réussirent à y devenir les maîtres; d'où s'ensuivit l'accusation, de la part des *chapeaux* contre les *bonnets*, de vouloir se perpétuer dans les places de sénateurs, et changer la monarchie en aristocratie pure. Convaincus qu'ils ne seraient pas appelés dans les places que les *bonnets* pourraient croire nécessaires

dans le plan de réforme qui serait proposé, les seigneurs pressèrent le monarque de se hâter de prendre des mesures pour arrêter la tyrannie qui le menaçait : pour y réussir, on crut qu'il fallait agiter le peuple, et l'occuper, en excitant des émeutes dans quelques provinces. On arrangea d'abord en conséquence une disette, dont on jeta la cause sur le sénat; et des émissaires apostés ne manquèrent pas alors de conseiller aux mécontens de s'adresser au roi, qui les soulagerait. Les sénateurs, instruits de ces différentes menées et du soin que prenaient les *chapeaux* d'irriter le peuple contre eux, s'étaient emparés des postes les plus forts de Stockolm, et y avaient nommé des commandans : en outre, les principaux officiers de l'armée étaient des *bonnets;* et, sous différens prétextes, on avait éloigné de leurs corps ceux qui étaient attachés au roi. Sous le prétexte de fermentation dans la capitale, Gustave se montre au peuple, à la tête de son escorte, sous les dehors les plus capables de séduire; le sénat, craignant les suites de cette séduction, mande des régimens, avec le projet de faire arrêter le roi, qui, informé de cette résolution, fait venir au palais tous les *chapeaux* qui lui étaient affidés, monte à cheval avec eux dès

le matin du 19 août 1772, passe en revue un régiment d'artillerie, en obtient le serment de fidélité, fait investir la salle où étaient assemblés les sénateurs, fermer les portes de la ville, et ordonner aux troupes qui s'en approchaient de rétrograder. Les chefs de ces troupes, croyant cet ordre véritablement émané du sénat, s'empressent d'y obéir; dès-lors le roi, maître de Stockolm, se rend au milieu des sénateurs, y lit une constitution que les *bonnets* sont obligés de signer, et que l'on fait bientôt après recevoir dans toutes les provinces.

Après un événement aussi inattendu, et qui avait si bien réussi à Gustave III, on ne manqua pas de vanter par-tout sa prudence et son intrépidité; le peuple, spectateur muet et docile, subit le despotisme monarchique.

DANEMARCK.

Vers le milieu du dix-septième siècle, Jean Suane, évêque de Copenhague, et Jean Nausen, chef de l'ordre de la bourgeoisie, frappés des vices du gouvernement du Danemarck, avaient cherché les moyens d'y remédier. La noblesse était onéreuse au peuple; après avoir pris à ferme les biens du clergé attachés au domaine royal, elle s'en était rendue insensi-

blement propriétaire ; et, sous le prétexte de ses anciennes prérogatives, elle refusait de payer les impôts dont ces biens avaient été grevés. La difficulté consistait à forcer la noblesse à supporter proportionnellement les charges de l'état : pour y réussir, il fallait affaiblir le sénat ; ce qui ne pouvait se faire, selon les réformateurs, qu'en étendant la prérogative royale. La circonstance était favorable ; la diète se trouvait assemblée ; le roi et la reine étaient adorés du peuple ; il régnait une grande jalousie, et beaucoup de discorde entre la bourgeoisie et la noblesse. A la première séance des états, les confédérés remirent sur le bureau un mémoire sur les moyens de pourvoir aux besoins de l'état par une taxe générale, dont la noblesse prétendit être exempte, et présenta, de son côté, un mémoire plein de traits piquans et de plaintes contre la bourgeoisie ; mais, pendant qu'elle perdait du temps à écrire, les deux autres ordres agissaient, et ils déclarèrent que non seulement la noblesse devrait consentir aux impôts sans restriction, mais qu'il fallait donner à ferme, aux plus offrans, les fiefs et domaines de la couronne, dont les nobles jouissaient depuis si long-temps, sous de modiques redevances. La noblesse se récria

vivement, mais en vain; tout était en fermentation; et, tandis que le roi seul paraissait tranquillement attendre dans son palais l'issue de la dispute, les deux ordres proposèrent de donner une puissance absolue au roi, et de déclarer la couronne héréditaire dans sa famille. Cette proposition adoptée à l'unanimité, les deux ordres se rendent dans la salle des séances de la noblesse. Nausen parle avec énergie des maux de l'état et des services importans qu'a rendus le roi, et finit par proposer aux nobles de signer l'arrêté que venaient de prendre les deux autres ordres.

Pendant que l'ordre équestre delibère, on vient l'avertir que les portes de Copenhague sont fermées; il députe sur-le-champ au roi, qui fait savoir à la noblesse que, sur la nouvelle de l'évasion de quelques-uns d'entre eux, et dans la crainte que d'autres, en les imitant, ne rompent l'assemblée, il avait cru important de prendre la sage précaution de les retenir, afin qu'ils continuassent leurs délibérations. Elles ne furent pas longues. Après une courte consultation, la noblesse accéda aux résolutions des deux autres ordres; on cassa les actes qui gênaient l'autorité royale; on prêta un nouveau serment de fidélité, et, du consente-

ment du tiers-état, chose jusqu'alors inouie, le roi, *de sa certaine science et pleine puissance*, régla, sans le concours d'aucun autre, toutes les parties du gouvernement.

Depuis 1660, époque de cet événement, la loi royale fut regardée en Danemarck comme la loi de la nation; et, jusqu'en 1766, où Christine monta sur le trône, il n'y avait eu aucun changement dans le gouvernement danois, ni même aucun événement remarquable dans le royaume, lorsque les amours de la jeune reine Caroline avec Struenzé, favori du roi, l'emprisonnement de la reine, l'arrestation de son amant le 17 février 1772, et enfin le supplice de ce favori et de Brandt, son ami, vinrent occuper l'Europe pendant quelques instans.

PRUSSE.

Frédéric III avait une autorité bien établie, de bonnes troupes, et des finances en très-bon ordre; il entreprit de surmonter le bonnet électoral d'une couronne, et y réussit : le titre de roi lui fut accordé par l'empereur Léopold, en 1701.

Son fils, Frédéric-Guillaume, monta sur le nouveau trône de la Prusse en 1703, à vingt-

cinq ans; il laissa en mourant, en 1740, une armée de soixante-six mille hommes, entretenue jusqu'alors par son économie, sans surcharger ses peuples, et un trésor assez considérable.

Frédéric, qui lui succéda à l'âge de vingt-huit ans, pour avoir voulu se soustraire à l'empire despotique de son père, avait couru le risque de perdre la vie. Après l'avoir laissé quelque temps en prison, ce père, barbarement absolu et inflexible, ne lui donna quelque liberté qu'au moment où il le maria contre son gré.

Dès cet instant, Frédéric vécut dans la retraite, où il augmenta ses connaissances, et médita profondément, pendant huit ans, sur toutes les parties du gouvernement, et principalement sur l'art de la guerre, qu'il regardait comme le plus essentiel pour agrandir et soutenir sa puissance.

Devenu roi, il étonna l'Europe par sa manière de préparer la guerre, de la faire, et peut-être encore davantage, par celle dont il sut gouverner. Poète, musicien, littérateur, historien, législateur, grand général, profond tacticien, Frédéric savait tout, voyait tout, faisait tout dans ses états, dont il augmenta

considérablement l'étendue, la population, le commerce, l'agriculture, l'industrie et les richesses : enfin le grand Frédéric, unique peut-être comme homme et comme roi, obtint, avec justice, l'admiration de l'Europe, dans le siècle des lumières.

ALLEMAGNE, SUISSE.

Dans le reste de l'Allemagne et de la Suisse, on n'éprouva aucuns changemens importans.

On ne doit pas cependant passer sous silence le courage de Marie-Thérèse à soutenir les droits que lui donnait la Pragmatique, et le bonheur qu'elle eut de mettre la couronne impériale sur la tête de son époux, François-Étienne, qui commença la maison d'Autriche-Lorraine.

Joseph II, leur fils, prince avide de toute sorte de gloire, mérite aussi d'être cité dans l'histoire : on le vit en France visiter, avec attention, les ports et les arsenaux, suivre les procédés des arts, et se livrer avec ardeur à acquérir toutes les connaissances dont il pouvait tirer quelque utilité dans le gouvernement de ses états. Revenu à Vienne, il entreprit de grandes réformes. Peut-être lui reprocha-t-on, avec justice, d'avoir mis une précipitation trop

générale dans ses réformes; il n'en mérita pas moins, aux yeux des hommes sages, d'être mis au rang du petit nombre des princes qui ont travaillé à diminuer les maux dont la multitude est accablée.

ANGLETERRE.

Ce fut sous Charles II que le parlement acheva le grand ouvrage de la constitution nationale. Ce prince, que les malheurs auraient dû instruire, ne prit des affaires que ce qui pouvait l'amuser, abandonna le reste à ses ministres, et se laissa aller nonchalamment aux circonstances. A l'occasion de ses dépenses domestiques, le parlement passa le bill de la *liste civile;* mais Charles, toujours prodigue et toujours indigent, n'en passa pas moins sa vie dans les plaisirs, la paresse et l'insouciance.

Jacques II, qui succéda à Charles, affectait un zèle tellement outré pour la religion catholique, que l'on proposa dans le parlement de l'exclure de la couronne, et que le bill ne fut rejeté qu'à une très-faible majorité. Malgré cet avertissement, Jacques se pressa, en montant sur le trône, de donner à la nation les témoignages les plus éclatans de son catholicisme. Cette affectation mécontenta infiniment la na-

moyens vénaux de s'assurer la majorité dans le parlement. Jamais roi ne fut moins populaire.

Mort sans enfans, Anne, sœur de Marie, sa femme, lui succéda. Son règne, glorieux à l'Angleterre, fut troublé par les Wigts et les Torys, dont les passions fermentèrent particulièrement à la cour et dans le parlement. On a remarqué que les haines, les animosités, les provocations ambitieuses des grands, étaient une espèce de sauve-garde pour le peuple, parce que, surveillés avec jalousie par la cabale opposée, ceux qui tiennent le timon des affaires hésitent à se permettre des actions qui donneraient lieu à des accusations souvent capitales. Mais ce qu'on n'a pas assez remarqué peut-être, c'est que la liberté politique de tous est assurée en Angleterre par le choix qu'est obligé de faire le roi, pour son premier ministre, d'un membre de la chambre des communes, qui y ait la majorité : ainsi le pouvoir exécutif se trouve lié au pouvoir législatif par un citoyen qui, chargé par le roi de la conduite des affaires publiques, est intéressé, pour rester en place, de mériter les suffrages de la majorité des représentans du peuple. On a cru qu'Anne avait eu le dessein de faire passer sa couronne

à son jeune frère, le prince de Galles, réfugié en France, et qu'elle était à la veille d'exécuter ce projet, quand elle mourut : elle fut la dernière reine d'Angleterre, descendant, par les mâles, de la famille des Stuart.

Guillaume ayant déféré la couronne à la ligne protestante, elle passa au fils d'Ernest Auguste, premier électeur d'Hanovre, fils d'une petite-fille de Jacques Ier, en 1714, sous le nom de George Ier. Le prince de Galles aurait pu peut-être prétendre à cette couronne, s'il avait moins affecté sa passion pour la religion catholique. Il avait un parti puissant, connu sous le nom de *jacobites*, qui l'appela en Angleterre; mais il se borna à s'y montrer, et en repartit après le premier échec, abandonnant ses partisans à la haine de la justice nationale.

Le fils de George Ier succéda à son père en 1727. Charles Édouard, fils du prétendant, fit; sous ce règne, une entreprise devenue infructueuse, par le défaut de moyens et de conduite.

George III monta sur le trône en 1750.

ESPAGNE.

Après les règnes de Philippe IV et Charles II, l'Espagne vit passer la couronne sur la

tête de Philippe V, fils de Louis XIV; mais ce changement ne se consolida qu'après une guerre longue et calamiteuse, dans laquelle les Espagnols prirent parti pour l'un ou l'autre des concurrens, suivant la persuasion où ils étaient de leur réussite, et les graces qu'ils espéraient en obtenir. Secondé par les talens du maréchal de Berwick et du duc de Vendôme, Philippe V réussit à repousser de l'Espagne Charles III, son compétiteur, et à s'affermir sur le trône d'Espagne. Le cardinal Albéroni aida le nouveau monarque espagnol à guérir les plaies qui affligeaient l'Espagne, et, en deux ans, ce ministre le rendit redoutable aux autres puissances de l'Europe.

Élisabeth, princesse de Parme, seconde femme de Philippe V, réussit ensuite à procurer à Charles, son fils aîné, le royaume de Naples, et outre Parme et Plaisance, d'autres apanages en Italie.

PORTUGAL.

Joseph, qui succéda à don Juan, eut la douleur de voir renverser sa capitale par un tremblement de terre en 1755, et bientôt après, il eut le bonheur d'échapper à des assassins. On crut, dans le temps, qu'il entrait dans ce com-

plot des motifs politiques, religieux et galans.

FRANCE.

Pendant la régence de Marie de Médicis, la France avait été livrée à son favori Concini. Louis XIII la laissa gouverner et opprimer par Luynes. Richelieu remplaça ce favori; mais il mérita d'être distingué de ses deux prédécesseurs, par ses talens supérieurs, sur-tout en politique. Il contribua à donner au gouvernement une forme différente, en diminuant le pouvoir des grands seigneurs, et en leur rendant nécessaire le séjour de la cour, afin de pouvoir obtenir plus facilement les faveurs du maître.

Le règne de Louis XIII fut agité par des guerres intestines et plusieurs conspirations. Richelieu sut soumettre les protestans et faire mourir ou disgracier les conspirateurs. Quant à l'extérieur, le cardinal suivit avec persévérance le système d'Henri IV, qui attachait le bonheur et la tranquillité de l'Europe à l'abaissement de la maison d'Autriche.

La minorité de Louis XIV ne fut pas tranquille. Le cardinal de Mazarin excita les mécontentemens des princes, des grands seigneurs et du peuple. Louis XIV ne commença donc à

régner qu'à sa majorité, mais avec d'autant plus d'empire, que ses généraux remportaient de grandes victoires, et qu'accoutumé à vaincre, il s'irritait très-facilement des moindres résistances. Pour le malheur des Français, Louis avait mis Louvois à la tête du département de la guerre; celui-ci, en occupant son maître, se procurait les moyens de le dominer, ne cessait de lui trouver des occasions et des motifs de prendre les armes, pour troubler la tranquillité de l'Europe, tandis que Colbert mettait toute sa gloire à procurer, par toutes les voies possibles, de l'argent au monarque, pour lui assurer les moyens de satisfaire sa vanité, son ambition et son amour du luxe.... Ainsi le royaume marchait rapidement à sa perte, par des guerres continuelles, et un système financier qui épuisait tous les moyens de productions, sans s'occuper des moyens de reproductions. Les victoires des Français, la hauteur, l'insatiable ambition du roi ne tardèrent pas à réunir contre lui toutes les puissances de l'Europe, et à faire fondre sur la France une masse de calamités, qui fut encore augmentée par la guerre qu'il fallut soutenir pour asseoir un Bourbon sur le trône d'Espagne, au lieu d'ac-

cepter un sage partage qui eût écarté de la France la dépopulation, la famine, les guerres civiles et extérieures, et tous les fléaux qui peuvent affliger l'humanité.

A l'avénement de Louis XV au trône, habitudes, opinions, relations, politique, tout fut changé sous les ordres du duc d'Orléans, alors régent du royaume, et jaloux de ne rien conserver de ce qu'avait fait le vieux monarque.

Louis XV, après sa maladie de Metz, vécut sur le trône en épicurien opulent. Tout ce qui ne lui était pas personnel lui fut étranger. Oubliant sa gloire et l'amour des peuples, il souilla les lauriers de Fontenoi dans le sein de la mollesse; et, creusant le précipice ouvert par le faste ruineux de Louis XIV, il préparait, par la dissolution des mœurs, la décadence de la plus belle monarchie du monde. Il fit assez avantageusement la guerre sur le continent, mais toujours d'une manière funeste sur la mer. Les Anglais prirent sur nous un ascendant que des traités arrachés à la lassitude et à l'insouciance du monarque français leur assurèrent. Il mourut de la petite vérole le 10 mai 1774, et fut suivi de très-près par Clément XIV, remplacé par Pie VI.

ITALIE.

En nous occupant des guerres des Français en Italie, nous sommes entrés dans des détails que nous croyons suffisans sur Rome, la Savoie, la Corse, Gènes, la Lombardie, la Toscane et le royaume de Naples.

FINANCES.

Si l'Europe vit la plus grande partie des états qui la composent exposés à des changemens dans le mode du gouvernement et parmi les maisons régnantes, il n'en fut pas de même pour les finances. On doit observer cependant que, dans le temps où l'Angleterre augmentait les impôts indirects, et où elle régularisait et portait peut-être au dernier point de perfection le système si précieux de l'amortissement et de la consolidation de la dette publique, on voyait paraître en France, on oserait dire la secte des économistes qui y firent de très-grands maux, en persuadant de faire porter sur la terre la majorité des impôts, dans un empire, sur-tout, où de légers droits perçus sur les consommations et le commerce, pouvaient si facilement fournir à la plus grande partie des besoins de l'état.

MILICE.

Vers la fin du règne de Louis XIII, et sous celui de Louis XIV, l'art militaire fit de grands progrès en Europe ; sous les habiles généraux qui se trouvaient à la tête des armées.

On vit Turenne profiter des exemples d'ordre et de méthode qu'il avait vus chez les étrangers, pour disposer ses marches de manière à changer promptement l'*ordre de marche* en *ordre de bataille*, suivant le grand précepte de Montécuculli.

Sous Luxembourg, Puiségur parut avoir fait des changemens utiles, en faisant pratiquer l'excellent précepte de *marcher comme on est campé, ou comme on veut camper, ou comme on veut combattre.*

On régla les avant-gardes de manière à ne les faire précéder que de quelques heures le corps de bataille, mais on continua de choisir les quartiers d'hiver avec assez peu de méthode.

Montécuculli prescrivait la méthode d'avoir toujours du feu en l'air, c'est-à-dire de préférer le feu de billebaude, ou, à volonté, à celui de bataillons, demi-bataillons, pelotons, et même de rangs ou de files.

L'artillerie s'était perfectionnée sous les Saint-Hilaire, les Quincy, les Lafraizelières, et son feu commençait à devenir redoutable en campagne. A l'égard de l'artillerie de siége, elle avait acquis une justesse et une précision supérieures à celles des autres puissances de l'Europe.

Vauban avait porté la science des fortifications, et sur-tout celle de l'attaque des places, à un très-haut point. Cohorn, Pagan, le chevalier de Ville, avaient donné des preuves de leurs talens dans cette partie de l'art de la guerre.

La science du choix des camps et celle des positions était moins avancée : les batailles commençaient à devenir méthodiques et raisonnées.

Les projets de campagne étaient contrariés par les ministres de la guerre, qui voulaient circonscrire l'activité, le génie des généraux, et le talent de profiter des circonstances dans le cercle étroit des spéculations faites dans le cabinet.

Le besoin impérieux des subsistances avait fixé l'étendue des opérations à portée des magasins, et il n'était plus question, depuis Gustave et Turenne, de ces marches longues et

brillantes par lesquelles un corps de douze ou quinze mille hommes se portait à deux cents lieues de tous magasins, s'établissait au milieu du pays ennemi, y donnait la loi, et l'obligeait à faire la paix : ainsi, l'art militaire avait perdu quelque chose du côté de l'audace et de l'énergie ; il était bien loin, d'ailleurs, d'avoir autant acquis que les autres arts et les autres sciences, qui avançaient rapidement à leur perfection, tandis que l'art de la guerre paraissait encore dépendre davantage de la capacité des chefs, que des principes positifs et des maximes certaines dont l'exacte observation assurait au général qui les mettrait en pratique des avantages décisifs sur celui qui les négligerait.

Ce grand art, trop abandonné à la pratique et au hasard, était encore si peu approfondi, que, malgré les progrès faits dans plusieurs de ses parties, les mauvais ministres, les mauvais généraux avaient fait passer la supériorité du côté où étaient ceux qui étaient doués des plus grandes qualités militaires.

Montécuculli fut le premier qui sentit qu'il fallait d'abord s'occuper des bases, c'est-à-dire de la constitution, de la formation, de l'armement et des exercices de l'armée ; mais cet offi-

cier général, estimable, fut trop peu écouté, et l'indécision sur ces objets causa plus d'un malheur public et particulier.

A la mort de Louis XIV, on créa un conseil de guerre composé des officiers les plus distingués. Il faut sans doute attribuer au peu d'ordre et à la confusion de leurs idées, le peu de choses qu'ils arrêtèrent pour l'avantage du militaire.

Ce fut à des réformes ou à des projets inexécutables ou mal conçus que se bornèrent les travaux de ce conseil qui, après trois ans d'existence, ne laissa aucune trace de sa faible et languissante administration.

Quelque temps après la suppression de ce conseil, ayant soumis la partie de l'artillerie à des calculs aussi rigoureux que précis, on la fit arriver à une grande perfection, en éclairant sa théorie par de frappantes épreuves.

Six années après, parurent les ordonnances sur les milices. Cette manière d'enrôler les hommes de force et de les obliger à s'exposer à des périls pour lesquels la nature a presque toujours donné un si grand éloignement, sans leur présenter aucun dédommagement de gloire ou d'utilité, est sans doute l'exercice le plus terrible de ce pouvoir trop étendu, abandonné

presque par-tout au souverain; mais la nécessité de cette loi si impérieuse, et peut-être davantage encore la commodité qui résulte pour le souverain et ses ministres, de cette méthode de se procurer des soldats, a fait adopter ce mode de recrutement, même dans le pays où le particulier est le plus le maître de disposer de lui, et où sa propriété est le plus respectée. [1]

Tandis qu'en France quelques ministres projetaient des réformes et des changemens dans les parties constituantes de l'art militaire; tandis que quelques officiers français et étrangers composaient des ouvrages sur ces mêmes objets, [2] Charles XII, en Suède, le czar Pierre, en Russie, et plus particulièrement encore Frédéric-Guillaume, en Prusse, mettaient en pratique ce que l'on projetait en France.

Ainsi, en Suède, l'infanterie, mieux ordonnée, exercée, armée, disciplinée, avait une supériorité bien marquée sur le reste de l'infanterie de l'Europe. La cavalerie suédoise n'était pas moins bien constituée que l'infanterie: elle manœuvrait ordinairement sur trois rangs, afin d'avoir une plus grande solidité; elle ne

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (63).

tirait jamais dans une bataille ; l'usage de sabrer lui était interdit ; elle se servait de longues et lourdes épées, comme de lances, en portant la pointe au visage des ennemis, le bras tendu et le poignet en tierce. Cette manière décisive, jointe à des charges exécutées très-vivement, à rangs très-serrés et alignés, donna constamment l'avantage à la cavalerie suédoise.

Le czar, combattant continuellement les Suédois, s'appliqua à les imiter, et apprit à les battre, en perdant contre eux plusieurs batailles. Mais ce fut en Prusse où l'on vit mettre le plus de soin dans la manière de former les troupes, de les exercer, de les armer, de les faire manœuvrer avec ensemble et rapidité ; tout, sur cet important objet, fut essayé et exécuté avec succès sous Frédéric-Guillaume. Cependant son fils eut encore la gloire de porter au dernier point de perfection théorique et pratique tout ce qui pouvait tenir à l'art de la guerre. Ainsi la manière de marcher ensemble, par bataillons et par régimens, à rangs serrés, sans gêner le soldat, et en faisant presque toujours exactement soixante-quinze pas par minute ; celle de savoir porter en avant sa ligne exactement alignée, en observant imperturbablement des intervalles toujours égaux entre

les bataillons, ainsi qu'entre les escadrons et les lignes; la manière de se développer par échelons sur le point jugé nécessaire, soit sur sa droite, soit sur sa gauche, et de porter plus ou moins de forces où l'on veut faire effort avec la plus grande célérité, tandis que le reste de l'armée, ralentissant son pas, et finissant quelquefois par s'arrêter, refuse ainsi de s'engager, et ne fait plus que couvrir et soutenir le flanc de l'attaque; le talent de porter ensemble une ligne de cavalerie deux mille pas au moins, au galop, sans déranger son alignement, soit avec des intervalles, soit en murailles; la possibilité de fournir un feu continu très-supérieur à celui de tout autre, par sa manière d'être armé, formé et exercé; le grand art de pouvoir cacher long-temps ses projets par des mouvemens simulés qui, semblant menacer tout le front de l'ennemi, l'obligent de se tenir également en garde sur tous les points, jusqu'au moment où ceux sur lesquels on s'est décidé à faire effort soient attaqués avec ordre et ensemble. Enfin cette science de faire manœuvrer toute une ligne, qui procure le grand avantage de pouvoir presque toujours attaquer, et d'avoir la facilité de renforcer si bien la partie attaquante, qu'après

avoir culbuté et renversé tout ce qu'elle trouve devant elle, elle se rabat alors sur les flancs de l'ennemi, et l'oblige à se retirer au plus vîte.

Tous ces différens objets d'où peuvent et doivent dépendre essentiellement le sort des batailles, Frédéric sut perfectionner les uns, créer les autres, y exercer ses troupes, et les mettre en pratique lui-même, d'abord avec quelque timidité dans la guerre de 1741, ensuite avec plus d'énergie et de génie dans celle de sept ans.

Tandis que, dans le Nord, on faisait des progrès rapides dans tout ce qui tient à l'art de la guerre, l'armée française, malgré les soins du maréchal de Saxe pour l'instruire et la rendre capable d'exécuter de grandes manœuvres, avait fait bien peu de progrès; depuis, on fit en France et dans le reste de l'Europe des efforts pour se mettre à la hauteur de l'armée prussienne. Mais, en France, on varia sur la manière d'y parvenir; chaque ministre de la guerre, chaque officier général, chaque écrivain militaire, furent d'avis différens: l'on ne sut jamais s'arrêter à des principes invariables, et, tout en parlant d'imiter le roi de Prusse, chacun voulut y mêler du sien; ce qui fit négliger la première cause des succès

de Frédéric, sa constante ténacité, après avoir cru trouver les meilleurs principes théoriques, de les faire pratiquer et exécuter avec rigidité, et sans y permettre aucuns changemens, convaincu avec raison que, pour le soldat, qui doit exécuter machinalement, il faut que l'habitude continuelle lui rende ses mouvemens tellement familiers, qu'il les exécute comme malgré lui.

Pagan, en 1645; Blondel, en 1683; Cohorn, en 1690, et enfin le maréchal de Vauban, dont les travaux sont assez connus, se distinguèrent dans la carrière du génie militaire.

Depuis, et plus récemment, Cormontagne, Filet, Darçon, Montalembert et quelques autres, proposèrent des changemens aussi heureux qu'avantageux dans l'art de fortifier les places, de les attaquer, et sur-tout de les défendre.

L'artillerie vit s'opérer de grands changemens dans les pièces de canon, leurs affûts et tout ce qui tient à leur service; il y eut de grandes discussions à ce sujet parmi les officiers du corps. M. de Valière, officier de mérite, était à la tête de ceux qui voulaient conserver les pièces longues; M. de Griboval, à la

tête de ceux qui l'emportèrent sur l'esprit du ministre, voulait et obtint le raccourcissement et l'allégement des pièces, en même temps qu'une plus grande uniformité, régularité et précision, dans la partie des affûts, des caissons, des boulets, et dans la manière de servir les pièces. On perfectionna en même temps les fusils, les mousquetons, les pistolets, les sabres, etc.

COMMERCE ET NAVIGATION.

L'histoire du commerce est celle de la cupidité des individus et des nations; elle est aussi devenue l'histoire de la prospérité et de la décadence des empires. Malheureusement, le fléau de la guerre s'attacha à la découverte des Indes. De hardis navigateurs trouvèrent une route plus courte pour se rendre par mer aux Indes orientales. On abandonna les routes précédentes, peut-être pour les reprendre un jour, selon les changemens que peuvent apporter sur le globe les convulsions de la nature, les intérêts des princes, et d'autres événemens favorables ou contraires : elles étaient trop longues et trop dispendieuses.

Les Portugais, qui avaient paru les premiers dans les Indes orientales, y furent, bientôt après, suivis par les Espagnols, les Hollandais, les Français et les Anglais, qui s'occupèrent, comme de concert, à y diminuer les établissemens et l'influence des Portugais, afin de se les approprier; mais, parmi tous ces différens peuples, aucun ne réussit à y fonder, à y conserver une aussi grande puissance, à y posséder un aussi vaste territoire, un commerce aussi étendu et aussi lucratif, que les Anglais.

D'un autre côté, les Espagnols furent aussi suivis dans les Indes occidentales par les mêmes peuples qui avaient accouru sur les pas des Portugais dans les Indes orientales; mais ils ne furent pas dépossédés de leurs riches établissemens, dont cependant les Anglais commencent à tirer peut-être plus d'avantages, par leur commerce de contrebande, que les Espagnols eux-mêmes.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

La législation paraissait monstrueuse; on sentit le besoin d'adoucir les lois, comme on avait adouci les mœurs. Jusqu'aux beaux

jours de Louis XIV, il y avait eu autant de légéreté que de férocité dans les esprits..... La torture, qui est aussi condamnable que les délits qu'on croit prévenir, et qu'elle ne prévient pas, fut abolie en Angleterre, dans une partie de l'Allemagne, en Russie et en France. On sentit l'injustice de la confiscation, qui punissait les enfans des fautes de leurs pères. On rendit publique l'audition des témoins; on donna des défenseurs aux accusés. On s'éleva contre la main-morte. La France presque seule vit encore ses magistrats acheter leurs charges. Enfin, de toutes parts, on s'occupait à diminuer la barbarie des lois.

RELIGION.

L'intolérance religieuse subsistait encore, mais comme une invention de la prudence humaine, comme un hommage aux préjugés du peuple, ou une précaution contre son effervescence. Elle a perdu ses fureurs; les bûchers, rarement allumés, ont été remplacés par une oppression souvent plus arbitraire, mais moins barbare; et la pratique des gouvernemens a

suivi, mais lentement et comme à regret, la marche de l'opinion et de la raison.

SCIENCES ET ARTS.

Nous avons vu la raison soulever les chaînes du fanatisme et de la barbarie, en relâcher quelques-unes, et, acquérant sans cesse de nouvelles forces, préparer, accélérer même l'instant de sa liberté.

Après de longues erreurs, après s'être égaré dans des théories incomplètes ou vagues, les publicistes parvinrent à connaître les véritables droits de l'homme, à sentir que le maintien de ces droits était l'objet unique de la réunion des hommes en société politique, et que l'art social devait être de leur garantir la conservation de ces droits avec la plus entière égalité, comme dans la plus grande étendue. Ainsi l'on vit disparaître contre ces principes si simples les idées d'un contrat entre le peuple et ses magistrats, ne pouvant être annullé que par un consentement mutuel; ainsi l'on n'osa plus partager les hommes en deux races, dont l'une est destinée à gouverner, et l'autre à obéir.

Ces principes que Sydney paya de son sang, auxquels Locke attacha l'autorité de son nom, Rousseau les développa avec plus de précision et d'éloquence.

L'homme a des besoins, et des facultés pour y pourvoir; du produit de ces facultés résulte une masse de richesses destinées à subvenir aux besoins communs : mais quelles sont les lois suivant lesquelles ces richesses se forment ou se partagent, se conservent ou se consomment, s'accroissent ou se dissipent ? quelles sont aussi les lois de cet équilibre qui tend sans cesse à s'établir entre les besoins et les ressources, et dont il résulte plus de facilité pour satisfaire les besoins ? quelles sont les lois qui doivent veiller aux travaux, aux établissemens, aux institutions utiles à la société générale, et qui suppléent à ce que les volontés personnelles et le concours des intérêts individuels ne peuvent faire immédiatement pour les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, afin de prévenir, d'atténuer les maux inévitables de la nature, ou ceux que des accidens imprévus viennent y ajouter ? Ces divers objets avaient été abandonnés au hasard. L'illustre et malheureux Jean de With

sentit que l'économie politique devait être soumise aux principes de la raison et à la précision du calcul. Après la paix d'Utrecht, les esprits se portèrent vers cette étude, jusqu'alors négligée ; et cette science fut portée, par Stewart, Schmith, Herrenshwand, et quelques économistes français, à un degré qu'on ne pouvait attendre si promptement, après une si longue indifférence.

Ces progrès, dans la politique et dans l'économie politique, avaient pour cause ceux de la philosophie générale, ou de la métaphysique. Locke saisit le fil qui devait guider la raison dans l'étude de cette science ; il montra qu'une analyse exacte, précise, des idées, était le seul moyen de ne pas se perdre dans ce chaos de notions incomplètes que le hasard nous a offertes sans ordre, et que nous avons reçues sans réflexion. Sa méthode devint en quelque sorte un instrument universel ; on apprit à l'employer pour perfectionner celle des sciences physiques ; on l'étendit à l'examen des faits, aux règles du goût.

Cependant un homme d'un génie vaste et profond jetait en Allemagne les fondemens d'une doctrine nouvelle. Léibnitz prêchait l'op-

timisme, une école entière de philosophes anglais embrassait avec enthousiasme et défendait avec éloquence cette doctrine; mais, en voulant trop la particulariser, ils s'égaraient souvent dans des détails ou révoltans ou ridicules.

Déjà s'élevait en Europe une classe d'hommes moins occupés à créer qu'à répandre la lumière. En Angleterre, Collins et Bolinbroke; en France, Bayle, Fontenelle, Voltaire, d'Alembert, Montesquieu, Helvétius, Condillac, Rousseau, combattirent les erreurs politiques et les abus de la religion, prenant pour cri de guerre : *Raison, tolérance, humanité.*

Telle fut cette philosophie, objet de la haine éternelle des hommes vendus à l'erreur, qu'on feint de confondre avec l'abus de la raison, comme des hommes injustes outragent la vraie religion, en la peignant faussement sous les traits du fanatisme.

Vainement l'intérêt et l'ignorance voulurent étouffer les vérités dont le génie avait enrichi la philosophie, la politique et l'économie politique; les arts, l'imprimerie, signalaient à grands cris les ennemis de l'esprit humain; la

Digitized by Google

lumière circulait par torrens ; les livres présentaient une instruction si facile, souvent même si agréable, qu'il n'y avait plus de classe, de profession, auxquelles on pût l'empêcher de parvenir.

Ainsi une connaissance générale des droits de l'homme et du citoyen, un vœu fortement prononcé pour la liberté de penser et d'écrire, pour celle du commerce et de l'industrie, pour le soulagement du peuple, pour la proscription de toute loi pénale contre les religions dissidentes, pour l'abolition de la torture et des supplices barbares ; le desir d'une législation criminelle plus douce, d'une jurisprudence qui donnât à l'innocence une entière sécurité, d'un code civil plus simple, plus conforme à la raison et à la nature ;.... la haine de l'hypocrisie et du fanatisme, le mépris des préjugés, le zèle pour la propagation des lumières : ces principes passaient peu à peu des ouvrages des grands écrivains dans toutes les classes de la société. Déjà même on respirait dans tous les écrits, dans tous les discours, cette compassion tendre, active, pour tous les maux qui affligent l'espèce humaine ; et déjà son heureuse influence s'était manifestée dans les lois, dans

les institutions publiques, même des peuples soumis au despotisme. Le respectable Howard dénonçait aux Français la barbare insouciance qui, dans leurs cachots et leurs hôpitaux, immolait tant de victimes humaines.

Le tableau du progrès des sciences mathématiques et physiques présentait un horizon immense. Non seulement l'application de l'algèbre à la géométrie était devenue une source féconde de découvertes dans ces sciences, mais on l'employait, avec un succès égal, à tous les objets dont les rapports étaient susceptibles d'être évalués avec précision.

On dut à Newton et à Léibnitz l'invention de ces calculs, dont les travaux des géomètres de la génération précédente avaient préparé la découverte; et l'on sentit bientôt, avec eux, que la méthode algébrique n'était pas un instrument particulier à la science des quantités, mais qu'elle renfermait les principes d'un instrument universel, applicables à toutes les combinaisons d'idées.

La mécanique rationnelle devint bientôt une science vaste et profonde; les véritables lois du choc des corps furent enfin connues.

Huygens découvrit enfin celle du mouve-

ment dans le cercle. Newton trouva la théorie du mouvement curviligne ; il l'appliqua à ces lois suivant lesquelles Kepler découvrit que les planètes parcouraient leurs orbites elliptiques.

Une foule de problêmes de statistique, de dynamique, avaient été successivement proposés et résolus, lorsque d'Alembert découvrit un principe général qui suffit seul pour déterminer le mouvement d'un nombre quelconque de points, animés de forces quelconques, et liés entre eux par des conditions ; et, d'après ces découvertes, la mécanique ne fut plus qu'une science de pur calcul.

Les instrumens d'optique, les machines destinées à mesurer le temps, se perfectionnent ; les astronomes et les observatoires se multiplient ; le ciel s'enrichit, pour l'homme, de nouveaux astres. La physique n'est plus que l'art d'interroger la nature par des expériences, pour chercher à en déduire ensuite, par le calcul, des faits plus généraux. La pesanteur de l'air est connue et mesurée ; on découvre que la transmission de la lumière n'est pas instantanée ; on en détermine la vîtesse. Le rayon solaire est décomposé en rayons plus

simples ; l'arc-en-ciel est expliqué ; l'électricité devient un des phénomènes généraux de l'univers. La cause de la foudre n'est plus un secret ; des instrumens nouveaux sont employés à mesurer les variations du poids de l'atmosphère, celle de l'humidité de l'air, et les degrés de température des corps. Une science nouvelle, la météorologie, apprend à connaître, quelquefois à prévoir, les phénomènes de l'atmosphère, dont elle nous fera sans doute découvrir un jour les lois encore inconnues.

Quelques obstacles retardaient les progrès de la chimie : on voulait qu'elle donnât le secret de faire de l'or, et celui de rendre immortel ; mais ces chimères cédèrent peu à peu, et firent place à une chimie vraiment expérimentale.

L'histoire naturelle vint présenter l'analyse des substances qu'offrent les trois grands règnes de la nature, la description de leur forme extérieure, l'exposition de leurs qualités physiques et de leurs propriétés usuelles, etc. L'homme physique devint l'objet d'une science à part. L'anatomie, qui, dans son acception générale, renferme la physiologie, c'est-à-dire, tout ce que l'œil de l'observateur, aidé du mi-

croscope, peut découvrir, est déjà dévoilée. La circulation du sang était déjà connue; mais la disposition des vaisseaux qui portent le chyle destiné à se mêler avec lui pour en réparer les pertes, mais l'existence du suc gastrique, mais les changemens qu'éprouvent les diverses parties, les divers organes, depuis la conception jusqu'à la naissance, et, depuis cette époque, dans les différens âges de la vie; mais la distinction des parties douces de sensibilité, ou de cette irritabilité, propriété découverte par Haller, voilà ce que la philosophie sut découvrir.

Au tableau des sciences s'unit celui des arts. Les progrès de la mécanique, ceux de l'astronomie, de l'optique et de l'art de mesurer le temps, exercèrent une grande influence sur l'art de construire, de mouvoir, de diriger les vaisseaux. L'accroissement du nombre des observateurs, l'habileté plus grande du navigateur, une exactitude plus rigoureuse dans les déterminations astronomiques des positions et dans les méthodes topographiques, firent connaître enfin le globe, dont le tiers était ignoré vers la fin du dix-septième siècle. Le perfectionnement de l'art de construire les instru-

mens, les machines, les métiers, contribua au perfectionnement des arts purement mécaniques, qui ne dûrent pas moins à la science d'employer les moteurs déjà connus avec moins de dépense ou de perte, ou à l'invention des nouveaux moteurs.

L'architecture puisa dans la science de l'équilibre et dans la théorie des fluides les moyens de donner aux voûtes des formes plus commodes et moins dispendieuses, d'opposer à l'effort des eaux une résistance plus sûrement calculée, d'en diriger le cours, de les employer en canaux avec plus d'habileté et de succès.

La chimie, la botanique, l'histoire naturelle, répandirent une lumière féconde sur les arts économiques, sur la culture des végétaux destinés à nos divers besoins; sur l'art de nourrir, de multiplier, de conserver les animaux domestiques, d'en perfectionner les races, d'en améliorer les produits; sur celui de préparer, de conserver les productions de la terre, ou les denrées que nous fournissent les animaux. La chirurgie et la pharmacie, guidées par l'anatomie et la chimie, devinrent des arts presque nouveaux. La médecine se délivra de ses fausses théories, de sa routine meurtrière, en ap-

prenant à ne plus croire que l'expérience. Aidé du calcul, on fait des recherches sur la durée de la vie des hommes, sur la mortalité qui résulte de diverses maladies, sur les changemens qu'éprouve la population ; alors naquirent les établissemens des rentes viagères, des tontines, des caisses d'accumulation et de secours, des chambres d'assurance de toute espèce. L'application du calcul vint encore aider cette partie de l'économie publique qu'embrasse la théorie des mesures, celle des monnaies, des banques, des opérations de finances; enfin celle des impositions, de leur répartition, de leur distribution réelle, qui s'en écarte si souvent, de leurs effets sur tout le système social. Ces questions importantes sont d'autant mieux résolues, à l'aide des connaissances acquises sur l'histoire naturelle, sur l'agriculture, sur la physique végétale, sur les arts mécaniques ou chimiques.

Le tableau des beaux-arts n'offre pas des résultats moins brillans. La musique est devenue en quelque sorte un art nouveau, en même temps que la science des combinaisons et l'application du calcul aux vibrations du corps sonore et des oscillations de l'ouïe, en ont éclai-

ré la théorie. Les arts du dessin, qui déjà avaient passé d'Italie en Flandre, en Espagne, en France, s'élevèrent, dans ce dernier pays, au même degré où l'Italie les avait portés dans l'époque précédente, et ils s'y sont soutenus avec plus d'éclat qu'en Italie même. Cependant il s'est écoulé beaucoup de temps sans produire de génie qui puisse être comparé aux Raphaël, aux Carrache, aux Le Sueur, Le Brun, Le Poussin; ce n'est pas que la nature nous ait refusé des organes aussi parfaits qu'aux Italiens du seizième siècle. On doit peut-être chercher la cause de cet événement dans le changement de la politique, des mœurs, et dans la différence des modèles.

Les lettres, cultivées en Italie avec moins de succès, ont fait, dans la langue française, des progrès qui lui ont mérité l'honneur de devenir en quelque sorte la langue universelle de l'Europe.

L'art tragique, entre les mains de Corneille, de Racine, de Voltaire, s'est élevé, par des progrès successifs, à une perfection jusqu'alors inconnue. L'art comique doit à Molière d'être parvenu à une hauteur qu'aucune nation n'a pu encore atteindre.

En Angleterre, en Allemagne, la langue s'est aussi perfectionnée; et la prose et la poésie y ont été soumises, mais avec moins de docilité qu'en France, à ces règles universelles de la raison et de la nature qui doivent les diriger.

USAGES, MŒURS, COUTUMES.

Le Nord vit s'opérer de grands changemens dans les mœurs, les usages et les coutumes, sur-tout en Russie, où Pierre le Grand chercha à détruire les préjugés nationaux, en s'occupant à habituer les Russes aux modes et aux usages des différens peuples de l'Europe chez lesquels il avait voyagé pour s'instruire.

Dans le reste de l'Europe, on avait d'abord abandonné les longues barbes pour se borner à une barbiche sur la lèvre inférieure et sur le menton; on en vint à se raser entièrement toute la barbe. Au lieu des cheveux courts, on avait vu les têtes couvertes de longues et immenses perruques; on quitta celles-ci pour livrer sa tête aux perruquiers, faire mettre ses cheveux du devant en boucles, en enfermer une partie dans une bourse, et en faire disparaître la couleur sous une grande quantité de poudre. Il y eut aussi des changemens dans

les habits, les souliers, les chapeaux, la manière de porter l'épée, celle de fermer ses cheveux par derrière. Cependant chaque classe semble conserver par-tout des différences caractéristiques. Ainsi, en France, par exemple, l'homme de cour fut frisé, et porta une longue bourse; le militaire porta la queue; l'homme de robe les cheveux longs; l'homme d'église des cheveux courts, frisés en rond; le financier, le médecin, le marchand, l'artisan, eurent chacun une perruque d'une forme et d'une frisure différentes; l'habitant des campagnes conserva, pour sa commodité, les cheveux courts et plats. On vit aussi des différences dans la richesse, la forme, la couleur des habillemens dans les différentes classes de la société. A l'égard des femmes, leurs modes varièrent avec les saisons, les grands événemens, l'idée ou le goût des femmes de qualité, ou des actrices. Les bourgeoises les imitèrent de loin; les femmes du peuple furent moins changeantes, sans doute parce qu'elles avaient moins les moyens et le temps de s'occuper d'objets qui sont une partie essentielle du bonheur, du goût, des occupations et de la conversation des femmes oisives.

Les usages pour la nourriture ne changèrent pas moins que ceux pour les vêtemens ; la manière de préparer les alimens devint un art. On vit aussi se perfectionner l'usage des fêtes, des spectacles, des bals, des assemblées nombreuses, des jeux. Les jouissances se multiplièrent avec le luxe, et l'esprit de société bannit l'enthousiasme et les mœurs de la nature.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

NOTES.

(1) Page 33.

Fox, artisan anglais, croit appercevoir le christianisme défiguré dans toutes les sectes; il les parcourt, l'Évangile à la main, et il se persuade que par-tout l'avarice et l'orgueil dictent à la crédulité des dogmes imaginaires. La loi naturelle ne lui parait pas moins outragée : un petit nombre possède tout, acquiert sans travail, jouit avec faste, commande avec inhumanité la multitude des hommes dans les travaux; l'indigence et l'opprobre rampent aux pieds de ses tyrans, qu'elles flattent par des titres extravagans et des mensonges coupables; la vanité, l'imposture, règnent sur la terre, et dictent des conventions barbares qui protégent les usurpations de quelques scélérats heureux. De là, des disputes, des querelles, des procès, des perfidies, des meurtres et des guerres où des milliers d'hommes s'égorgent de sang froid.

Fox, né avec un cœur sensible et une ardente imagination, est pénétré à la vue de tant de maux; le vif desir de les soulager lui en fait chercher les moyens, et bientôt, se persuadant que le ciel l'a envoyé pour rendre au christianisme sa pureté, et à la nature ses droits, il tire de l'Evangile ses différens préceptes. Il établit d'abord une parfaite égalité parmi les hommes, dont aucun n'a besoin d'interprète pour porter ses prières à la divinité. Fox ne touche point aux formes de gouvernement établies dans l'univers; mais tous ceux qui veulent suivre

la vertu, doivent fuir les dignités avec autant de soin que les ambitieux les recherchent. Les titres bizarres, dont les mortels s'enorgueillissent, indignent le réformateur; le faste des habits, la parure aussi incommode que brillante, il les juge coupables. Le oui, le non, sont les seules cautions permises à de véritables fidèles. Son ame bienfaisante ne permet à aucun de ses disciples de prendre ni de porter les armes, ni d'aller égorger méthodiquement leurs semblables. Il exige que la charité inépuisable de ses sectateurs répare la triste disparité des fortunes. Une secte si étrange trouva beaucoup de partisans. Les nouveaux prosélytes de Fox furent inébranlables, insensibles à l'humiliation, à l'exil, aux tourmens même.

Guillaume Penn, fils d'un amiral célèbre, embrassa publiquement cette secte, et lui donna le crédit de ses richesses et de son rang; il obtint un établissement dans l'Amérique septentrionale, où l'amour du travail et d'union créèrent en peu d'années la colonie la plus florissante de la nouvelle Angleterre.

(2) Page 43.

Outre les articles en faveur des protestans, contenus dans l'édit de pacification de 1577, celui de Nantes admettait les réformés aux charges de judicature et de finances.

(3) Page 45.

Par le traité conclu à Loudun, le prince de Condé fut fait chef du conseil; on lui donna 1,500,000 livres pour les frais de la guerre; on confirma tous les édits favorables aux protestans, et on accorda une amnistie générale.

(4) Page 46.

Le marquis de Vitry, capitaine des gardes; Duhallier, son frère; Persan et d'autres, assassinèrent le maréchal d'Ancre, à coups de pistolet, dans la cour même du Louvre : on cria *vive le roi !* comme si l'on avait gagné une bataille. Louis XIII se mit à la fenêtre, et dit : *Je suis maintenant roi.* Ce maréchal d'Ancre était ce même Concini, Florentin, venu en France, à la suite de la reine, sans aucun bien que la faveur de la princesse, que lui et sa femme gouvernèrent, ainsi que le royaume, pendant la régence; il vit bientôt toute la France soulevée contre lui, sans pouvoir le faire tomber. Le jeune de Luines, qui devait le gouvernement d'Amboise au maréchal d'Ancre, persuade au roi que sa mère et Concini le tiennent en tutelle, et sa mort est décidée..... Après qu'il eut été assassiné, le peuple alla chercher son corps inhumé à Saint-Germain-l'Auxerrois, le traina dans les rues, lui arracha le cœur, le fit griller publiquement sur des charbons, et le mangea : on ne s'en tint pas là; on arrêta Éléonore Galigaï, épouse du maréchal; on nomma une commission pour juger le mari et la femme : en vain cinq conseillers du parlement refusent d'assister au jugement, en vain plusieurs juges ne veulent pas opiner à la mort, on condamna le mari et la femme comme convaincus de judaïsme, de sortilége et de malversations; Éléonore Galigaï fut exécutée, son corps brûlé; et Luines s'appropria tous leurs biens confisqués.

(5) Même page.

Charles-Albert de Luines, né dans le comtat d'Avignon, admis, avec ses deux frères, parmi les gentilshommes ordinaires du roi attachés à son éducation,

s'était introduit dans la familiarité du monarque, en dressant des pies-grièches à prendre des moineaux : on ne s'attendait pas que ces amusemens de l'enfance dussent finir par conduire de Luines au faite des grandeurs et du pouvoir : maréchal de France, connétable, garde des sceaux, il fut premier ministre. Après avoir fait beaucoup de fautes, et en avoir beaucoup conseillé au faible Louis XIII, la fièvre le saisit devant la petite ville de Monheurt, où il mourut haï du peuple et de son maître.

(6) Page 53.

François de Gonzague, duc de Mantoue, mort à la fin de l'année 1612, laissa une fille, mariée au duc de Nevers, et deux frères, qui lui succédèrent l'un après l'autre, et moururent bientôt après, le dernier en 1627. Les maisons de Savoie et de Mantoue étaient en contestation au sujet du Mont-Ferrat. Charles-Quint avait adjugé ce fief à la maison de Gonzague, à condition de céder quelques terres, en dédommagement, aux ducs de Savoie, et de les satisfaire au sujet de la dot de Blanche de Gonzague, femme de Charles Ier, duc de Savoie. Charles-Emmanuel, en mariant sa fille Marguerite au dernier duc de Mantoue, lui avait cédé et à sa postérité ses droits sur le Mont-Ferrat ; on était convenu en même temps de fixer, d'une manière précise, les limites des deux états. Cet article n'ayant pas été effectué, Charles-Emmanuel se crut affranchi de ses engagemens, par la mort de son gendre ; mais Ferdinand prit la qualité de duc de Mantoue : alors le duc de Savoie, se croyant en droit de faire valoir ses prétentions sur le Mont-Ferrat, surprit Albe, Quiers, et envahit une partie du Mont-Ferrat. La cour de Madrid saisit ce prétexte pour se venger de Charles-Emmanuel ; elle lui ordonna non seulement d'évacuer le Mont-Ferrat, mais de désarmer

sur-le-champ. Le duc de Savoie, contraint d'obéir, promit par le traité d'Asti, signé en 1615, de licencier dans un mois toutes les troupes qu'il avait levées, de ne point attaquer les états de Mantoue, et de remettre à l'empereur le paiement de ses prétentions sur le Mont-Ferrat. A ces conditions, les cours de France et de Venise prenaient le duc de Savoie sous leur protection.

(7) Page 55.

Le duc de Savoie venait de prendre le parti de la maison d'Autriche; il avait disposé du Mont-Ferrat par un traité de partage avec la cour de Madrid. Les Espagnols devaient avoir Casal, Ponte-Sture, Acqui et toute la partie maritime; Trino, Alba, San-Dominiano et les cantons contigus au Piémont, formaient la portion qui restait à la maison de Savoie.

(8) Page 74.

La nuit du 17 au 18 juillet 1630, cent vingt Impériaux passent, dans trois barques plates, auprès du pont de Mantoue; la garde, qui les apperçoit, veut crier à l'alarme: *Taisez-vous*, dit quelqu'un; *c'est le secours que la république vous envoie.* La ruse réussit. Les Allemands arrivent au bout du pont, tuent les soldats de la garde, entrent dans la ville, repoussent ceux qui veulent résister, pénètrent jusqu'à la place qui est devant le palais, et s'y mettent en bataille. La citadelle de Porto n'était pas en état de se défendre; on entre en négociation. Le duc obtient de se retirer, avec sa famille, dans l'État Ecclésiastique.

(9) Page 75.

Spinola s'était approché de Casal le 23 mai 1630, et en avait entrepris le siége avec une armée d'environ

vingt mille hommes; il s'était emparé d'abord d'un fort construit par Toiras au-delà du Pô, pour s'assurer le passage de ce fleuve..... Après avoir ensuite entrepris trois attaques, il se réduisit à celle de la citadelle; mais Toiras retardait considérablement les travaux des assiégeans par ses fréquentes sorties, toutes exécutées avec beaucoup de bravoure et de conduite, et dans lesquelles la garnison ne rentra jamais dans la place sans avoir comblé plus ou moins des travaux des ennemis, nettoyé les tranchées et encloué des canons. Continuant ainsi de fatiguer les ennemis, de retarder leurs travaux, ou de les détruire, Toiras défendait encore la ville de Casal, au moment où l'abbé Mazarin obtint, le 5 août 1630, une trève des puissances intéressées.

(10) Page 76.

Quand on lit avec attention les détails de la bataille de Leipsick, on est étonné de la manière savante dont Gustave y manœuvre : on est forcé, il est vrai, de convenir des grandes fautes commises par le général Tilly, avant et pendant la bataille; mais elles diminuent bien peu le mérite du roi de Suède dans cette action. Quelle science dans son dispositif ! et quelle sagacité à profiter de la moindre faute du général ennemi ! Ses moindres mouvemens renferment des instructions qui doivent soigneusement être méditées et imitées par les militaires. Les manœuvres de Gustave pour gagner les hauteurs sont très-savantes, et on doit admirer le mouvement du corps de cavalerie qui s'avança pour couvrir le flanc droit de l'infanterie suédoise, et chargea de front les Impériaux, au moment où le roi les prenait en flanc et à dos. Les troupes envoyées pour couvrir le général Horn, dont le flanc se trouvait exposé par la défaite des Saxons; enfin l'artillerie des Impériaux tournée contre eux-mêmes,

et le roi prenant leurs corps de bataille à dos, telles sont différentes manœuvres qui concoururent toutes à assurer la victoire au roi de Suède, et à lui mériter la réputation d'un des plus grands généraux connus.

(11) Page 77.

Comme il restait encore bien des difficultés à régler du traité de paix conclu devant Casal, il se fit à Quiérasque une asssemblée des plénipotentiaires, qui convinrent, le 19 juin, de donner, de la part de l'empereur, l'investiture du duché de Mantoue et du marquisat du Mont-Ferrat au duc de Nevers, qui entrerait dans Mantoue, sa capitale, au moment où Victor-Amédée rentrerait dans Pignerol. Pour assurance de ce dont on convenait, on devait déposer trois otages entre les mains du pape. L'empereur et le roi de France ratifièrent ce traité; le pape reçut les otages. Mais Mazarin, entièrement dévoué au cardinal de Richelieu, insinua en même temps au duc de Savoie combien il lui serait avantageux d'abandonner à la France quelque gage assuré de sa bonne volonté pour elle. Victor-Amédée y consentit, et il signa un traité secret, par lequel Pignerol devait rester au roi, et une partie du Mont-Ferrat, Trin et Albe, au duc de Savoie. Pour remplir les conditions de ce traité secret, il fallait tromper les Espagnols; on y réussit, en faisant cacher dans Pignerol, lors de son évacuation, des soldats français, qui s'emparèrent de la ville dès l'instant où Mantoue eut été remis au duc de Nevers.

(12) Page 79.

La bataille de Lutzen, où Gustave fut tué, ne mérite pas moins l'admiration de tous les militaires. Le duc de Weymar contribua à la victoire, et y participa; mais elle fut due principalement à la disposition des troupes

suédoises, qui était entièrement de l'invention du roi. Des pelotons d'infanterie mêlés parmi les escadrons de cavalerie, l'infanterie rangée partie en colonnes, avec les piquiers en tête, et les colonnes entremêlées de bataillons, voilà quelles furent les causes immédiates de la victoire. En effet, du côté de la cavalerie, celle des Suédois, quoique moins nombreuse, mit en déroute celle des Impériaux, qui fut rompue par le feu de l'infanterie qui soutenait les escadrons suédois, et qui se jeta au milieu de ceux des Impériaux : du côté de l'infanterie, les colonnes suédoises trouvèrent peu de résistance contre les piques dont elles étaient hérissées ; et la seule colonne de la brigade jaune renversa une partie des masses formées par Walstein, avec son infanterie. Ce qui facilita encore la victoire, c'est l'ordonnance des troupes de Gustave, qui leur donnait une mobilité inconnue et impossible aux troupes impériales, et qui aida le duc de Weymar, d'abord à chasser les Croates qui étaient parvenus à tourner la gauche de l'armée suédoise ; ensuite, au moment où la première ligne en était aux mains, de marcher avec une partie de la seconde contre la droite des Impériaux, et enfin de former une seule ligne avec les bataillons des deux ; en mettant les colonnes en avant, lorsqu'il fallut soutenir un second combat contre les troupes amenées par Papenhein.

Peu de batailles, même celles données par les généraux de l'antiquité, offrent plus de précautions, plus de sagesse, plus de manœuvres savantes, une organisation plus susceptible de toutes les formes exigées par le terrain et les circonstances. Cependant, parmi les militaires qui se sont appliqués à connaître leur art, quelques-uns ont pensé que Gustave et Nassau, admirateurs trop outrés des anciens, en avaient appliqué trop servilement les principes au temps où ils vécurent et aux armes en

usage alors. Ils ont cru voir dans cette manière la cause du retardement des progrès de la science de la guerre, et l'obstination, d'après leur autorité, à soutenir trop long-temps les préjugés des piques et de l'ordre de profondeur. D'autres, non moins instruits peut-être, ont soutenu la manière dont ces grands capitaines avaient ordonné leur troupe, comme la mieux saisie et la seule admissible, regardant la profondeur et les piques comme d'une nécessité absolue pour assurer de la consistance aux troupes, avec les moyens de se mouvoir, de prendre les formes les plus convenables de la manière la plus sûre et la plus prompte. Ce qui ne peut être révoqué en doute, c'est la renaissance de l'art et de la science militaire sous le génie fécond de ces grands capitaines, et l'étonnement de l'Europe entière en voyant les troupes et les succès de Gustave.

(13) Page 80.

Les Suédois, quoique inférieurs en nombre, tentèrent de faire lever le siége de Nordlinguen, et furent entièrement défaits : malgré l'avis du maréchal de Horn, le duc de Weymar engagea le combat dans un lieu désavantageux. Des accidens imprévus contribuèrent encore à la défaite des Suédois, qui laissèrent plus de dix mille hommes sur le champ de bataille, et où le maréchal de Horn fut fait prisonnier.

(14) Même page.

Depuis la perte de la bataille de Nordlinguen, les principaux chefs de la ligue évangélique étaient sur le point de se désunir. Oxenstiern, grand chancelier de Suède, arrêta l'ambition des uns, suspendit la jalousie des autres, prouva à tous la nécessité de se réunir contre

la maison d'Autriche, et se transporta en France pour conférer avec le cardinal de Richelieu, qui conclut avec lui, à Compiègne, un traité d'alliance avec la Suède.

Ces deux grands ministres concertèrent alors ce qui fut exécuté treize ans après dans le traité de Munster. Avant eux, on connaissait à peine *l'équilibre des puissances*. Les princes se faisaient la guerre, sans prévoir si leurs victoires mêmes ne pourraient pas leur être funestes, ignorant le danger de trop affaiblir leur ennemi, comme de trop fortifier leurs alliés. Richelieu et Oxenstiern songèrent les premiers à peser la valeur des nations et leurs intérêts différens, à combiner leurs rapports mutuels, à calculer leurs forces, et à former une nouvelle espèce de politique inconnue aux siècles passés.... Ainsi, après avoir démêlé les avantages et les besoins de chaque cour de l'Europe, Richelieu s'assura des unes, et disposa les autres à demeurer neutres.

(15) Page 148.

Le duc d'Enguien avait été chargé de préserver la frontière de Champagne des insultes d'une armée principalement composée de ces Espagnols devenus si redoutables pour la France. La seule place de Rocroy défendait alors cette frontière; elle était assiégée par une armée de dix-huit mille hommes d'infanterie et huit mille de cavalerie, aux ordres de dom Francisco de Mélas. Le duc d'Enguien, à la tête de seize mille hommes d'infanterie et de sept mille de cavalerie, résolut de livrer une bataille pour sauver Rocroy. En arrivant du côté de Mézières, le duc d'Enguien, ayant trouvé les défilés libres, vint occuper la tête de la première hauteur qui se trouve au sortir des défilés. Mélas sortit alors de ses lignes, et vint occuper la hauteur vis-à-vis, en plaçant sa gauche un peu en arrière d'un petit bois,

dans lequel il embusqua mille mousquetaires, pour tirer sur le flanc des Français.

Dès la pointe du jour, Gassion, avec la première ligne de l'aile droite, se prolongea par sa droite, afin de tourner le bois; en même temps, le duc, marchant à la tête de la seconde ligne, en faisait autant par la gauche. De cette manière, le bois étant entouré, les mousquetaires qui y étaient placés, ne pouvant plus être secourus, furent taillés en pièces. Après cette exécution, Gassion se porta rapidement sur le flanc de l'aile gauche des Espagnols : au moment où le duc d'Enguien l'attaquait de front, cette aile mise en déroute, Gassion se mit à la poursuivre, et le duc tomba sur le flanc de l'infanterie, dont il enfonça d'abord assez facilement des Wallons et des Allemands nouvellement levés; il aurait bientôt ébranlé le reste du corps de bataille, si l'on n'était venu lui apprendre la déroute de sa gauche de cavalerie et d'infanterie, qui tenait cependant encore ferme au-delà du vallon, et entretenait le combat à coups de mousquet. Dès-lors le duc d'Enguien, inspiré par son génie et guidé par son courage, fait rompre sa ligne victorieuse, la forme en colonne, et, longeant derrière les lignes de l'infanterie ennemie, il vint se reformer en bataille derrière l'aile droite victorieuse des Espagnols; il l'attaque, la renverse et la dissipe au milieu de la surprise et du désordre où se trouvait cette cavalerie d'une charge aussi inattendue.

Sur ces entrefaites arrive Gassion; le duc le charge d'achever la déroute de l'aile droite, et il fait donner des ordres à Despenant de marcher contre l'infanterie espagnole qui venait de se former en bataillon carré. Ces ordres donnés, le duc chargea, de son côté, cette masse d'infanterie qui, s'étant ouverte subitement, démasqua dix-huit pièces de canon, dont le feu eut bientôt fait

reculer la cavalerie et l'infanterie françaises; le vieux Fontaine, qui commandait cette infanterie, ayant commis alors la faute de rester immobile, au lieu de gagner les défilés du côté de Chimay, où il aurait été assuré. La réserve de l'armée française venait d'arriver : le duc s'avance alors, presque seul, pour offrir quartier aux Espagnols; mais ceux-ci, trop méfians, l'ayant reçu à coups de mousquet, les Français, furieux de ce procédé, s'élancent sur ce gros bataillon, l'ouvrent de toutes parts, et le massacre devient général.

Si les ennemis eussent eu une réserve, elle aurait pu arrêter les Français; mais cette faute de leur part prouve encore davantage combien ce jeune général avait su juger sainement de l'état des choses, et combien il possédait ce coup d'œil d'aigle qui, se retraçant dans un moment le grand ensemble d'une bataille, fait sur-le-champ prendre le parti le plus avantageux.

L'ordre de bataille de cette journée était d'abord parallèle; il aurait dû devenir oblique, si le maréchal de Lhôpital, à la tête de la gauche, se fût borné à contenir l'aile droite des Espagnols.

(16) Page 150.

Dans les combats si opiniâtres de Fribourg, Condé prouva combien il savait exécuter de grandes choses par lui-même; les différentes attaques contre Mercy furent combinées avec bien de la sagacité et de la justesse : sans la faute de Despenant, d'avoir fait attaquer les abattis avant d'en avoir reçu l'ordre, l'armée entière de l'ennemi aurait été perdue.

(17) Même page.

Le prince de Condé, envoyé au secours de l'armée de

Turenne, qui venait d'être battu, voulut absolument prendre sa revanche. Sa marche sur Nordlinguen, dont il voulait former le siége, le mit bientôt en présence du généralissime bavarois qui venait au secours de cette place.

Mercy prit alors une position très-avantageuse : ses deux ailes étaient sur deux monticules ; le village d'Alter-Hein, qui se trouvait un peu en avant, et entre ces deux monticules, fut occupé par des mousquetaires ; l'infanterie du corps de bataille, formée derrière, était à portée de les soutenir.

Ce village parait avoir été uniquement attaqué en face ; on ne songea jamais à faire insulter les flancs. D'après la seule méthode encore connue et usitée de l'ordre et de l'attaque parallèle, les anciens avaient cependant connu et pratiqué l'ordre oblique ; mais on commençait à peine à les connaitre et à les étudier.

L'aile droite de l'armée française fut défaite, et, en même temps, celle des ennemis fut mise dans une déroute complète.

(18) Page 164.

L'ARCHIDUC LÉOPOLD, frère de l'empereur Ferdinand III, assiégeait Lens en Artois ; on venait de rappeler en Flandre le prince de Condé : arrivé à cette armée qui avait toujours vaincu sous lui, il la mena à l'archiduc. Ici, pour la troisième fois, il donnait bataille avec le désavantage du nombre.

Il dégagea lui-même le maréchal de Grammont, qui pliait avec l'aile gauche. Il prit le général Bek ; l'archiduc se sauva à peine avec le comte de Fuensaldague : les Impériaux et les Espagnols, qui composaient cette armée, furent dissipés ; ils perdirent plus de cent drapeaux et trente-huit pièces de canon ; on leur fit cinq mille

prisonniers ; on leur tua trois mille hommes ; le reste déserta ; l'archiduc resta sans armée.

(19) Page 166.

De toutes les nations de l'Europe, la Grande-Bretagne était celle qui éprouvait les plus grandes convulsions. Charles Ier avait succédé à son père, en 1625. Les Anglais, résolus d'assurer leur liberté, prenaient la méthode de n'accorder aucun subside, sans obtenir quelque concession nouvelle en faveur des communes. On avait aussi rendu des lois très-sévères envers les catholiques ; on regardait tous ceux de cette religion comme fauteurs du pouvoir arbitraire des rois. On soupçonnait Charles Ier de professer secrètement le catholicisme. La nation paraissait remplie de défiance au moment où Charles assembla le parlement ; le roi fit l'ouverture de cette assemblée, en demandant des subsides pour pousser la guerre contre l'Espagne. L'assemblée, au lieu d'accéder à cette demande, voulut s'occuper de griefs importans ; il était question de dresser un acte, dans lequel le duc de Buckingham, premier ministre, était accusé de haute trahison, pour avoir dilapidé les finances. Pour arrêter les suites de cette affaire, le roi cassa le parlement. La cour en convoqua deux autres, qui furent encore cassés. Charles eut recours à des taxes déguisées sous le nom d'emprunt, en 1628 ; on refusa de les payer. L'embarras des finances augmentait. Les communes arrêtèrent de s'occuper auparavant de la réforme des abus. D'après la décision de la chambre, aucun Anglais ne pouvait être arrêté, sans qu'au préalable la cause ne lui eût été déclarée, et sans pouvoir jouir du privilége d'*habeas corpus*, c'est-à-dire de rester en liberté, en donnant caution. Tout Anglais ne devait être soumis à aucune taxe, sans l'autorité du parlement : cet arrêté porta le nom de *pétition des droits*.

La chambre accorda en même temps des subsides considérables, qui devaient être levés dès l'instant où la *pétition des droits* aurait acquis le caractère de loi publique par l'approbation de la chambre des lords et le consentement du roi. Les lords approuvèrent ce bill. Thomas Wentworth était le plus chaud défenseur de la liberté. La cour, pour le mettre dans son parti, le créa comte de Stafford, le fit pair et ministre; il fit faire la paix avec la France et l'Espagne, et décida la cour à se contenter des revenus des domaines de la couronne. Ce régime réussit pendant environ cinq ans, époque où Charles se rendit en Écosse, pour y être couronné en 1633. Les Écossais venaient de prendre un arrêté par lequel le pur calvinisme devait être maintenu en Écosse, comme avant le règne de Jacques Ier : cet arrêté eut le nom de covenant. Le roi cassa cet acte; les Écossais prirent les armes; le parlement fut convoqué pour la quatrième fois. Le nouveau parlement, au lieu de s'occuper des demandes du roi, porta ses regards sur toutes les exactions commises par la cour depuis la dernière session de l'assemblée législative; le roi se hâta de dissoudre ce parlement un mois après sa convocation. Charles, privé des subsides parlementaires, avait recours à des emprunts : ces ressources étaient insuffisantes. Les Écossais, au nombre de vingt-deux mille, s'avançaient sur les frontières d'Angleterre; ils offraient de s'en remettre à la médiation du parlement britannique. Le roi fut contraint de convoquer cette assemblée; sa première opération fut une association entre le parlement d'Angleterre et celui d'Écosse; et il fut convenu de ne licencier l'armée écossaise qu'après le consentement du roi à tous les bills pour la réparation des griefs.

L'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, étaient partagées en factions violentes. Le parlement voulait ramener la

liberté dans la Grande-Bretagne ; les catholiques montraient une volonté déterminée d'assurer le pouvoir despotique des rois ; le projet des évêques était d'écraser les calvinistes puritains ; celui des calvinistes, d'humilier et peut-être d'anéantir les évêques. Bientôt ceux qu'on nomma indépendans suivirent avec beaucoup d'art le plan de profiter des fautes faites par tous les autres, pour devenir les maîtres de l'état.

Les catholiques romains, écrasés en Angleterre et en Écosse, dominaient en Irlande. On parlait d'une conspiration pour rétablir la religion catholique, dissoudre le parlement, et confier au roi l'autorité arbitraire : ces rumeurs faisaient à Londres la plus fâcheuse sensation, au moment où l'on y apprit la nouvelle des massacres d'Irlande. Cent cinquante mille protestans furent égorgés dans ce royaume, d'après les ordres du roi, si l'on devait en croire les Irlandais.

Le parlement britannique, frappé de l'idée d'une servitude prochaine, leva des troupes, les fit approcher de Londres, et établit des taxes pour les payer. Dans ces circonstances, le roi, dans l'espoir d'intimider le parlement par un coup d'autorité, se rend à la chambre des communes pour faire arrêter cinq députés accusés de haute trahison. Le lord-maire reçoit l'ordre de les chercher et de les mettre en prison ; il refuse d'obéir : en même temps, les deux chambres forment un bill qui donne au pouvoir législatif le droit de présenter au roi les officiers chargés de la conduite des troupes et de la garde des places fortes. Charles refuse de sanctionner une loi qui le dépossédait ; on lui signifie la résolution du parlement de se charger provisoirement de la puissance exécutrice : toutes voies de conciliation parurent alors fermées.

Charles se retire à Nothingan, les Irlandais catholi-

ques se rendent en foule sous ses drapeaux; les royalistes sont entièrement défaits à la journée de Nozeby, le 25 juin 1645. Charles, absolument abandonné, se rend aux Écossais; ceux-ci le remettent aux commissaires anglais: il est conduit au château d'Hombly, le 27 février 1647.

Les indépendans et les puritains, unis jusque là dans le dessein de dépouiller le roi de sa puissance, étaient alors divisés sur la forme de gouvernement : les puritains voulaient un roi, en restreignant l'autorité royale; les indépendans demandaient une pure démocratie. Les puritains avaient la supériorité dans le parlement; les indépendans dominaient dans l'armée.

La guerre était finie; le parlement vote le licenciement d'une partie de l'armée, et la marche du reste en Irlande. L'armée refuse de se séparer; elle demande auparavant les récompenses qui lui sont dues. Il fallait examiner les comptes des différens régimens; les soldats obtiennent de nommer deux députés dans chaque compagnie, sous le nom d'*agitateurs* : ils devaient faire parvenir les réclamations de leurs commettans à un conseil de guerre chargé de les transmettre au parlement.

Le conseil de guerre et les *agitateurs* forment bientôt une association politique, dont le pouvoir rivalise avec le parlement : on s'aigrit de part et d'autre; quelques agitateurs se présentent au château d'Hombly, enlèvent le roi, et le conduisent à New-Market, où les troupes étaient campées. L'armée prend alors possession de Londres; et, après avoir affermi son pouvoir dans la ville et dans le parlement, elle renferme le roi dans le château d'Haptoncourt, d'où, ayant trouvé le moyen de s'échapper, il se réfugia dans l'île de Wight, où il trouva une nouvelle prison.

L'armée demandait aux deux chambres de livrer le roi à la justice; elles décidèrent, le 28 décembre 1648,

d'ériger une haute cour de justice, pour faire le procès à ce prince. En même temps, un comité de trente-huit personnes fut chargé de dresser l'acte d'accusation, qui, adopté par les communes, fut envoyé à la chambre haute; celle-ci s'ajourna à dix jours. Les communes se constituèrent alors représentans de la nation entière, et exclusivement investis du pouvoir législatif; la haute cour de justice se mit aussitôt en activité, le 20 janvier 1649. Charles récusa ce tribunal comme incompétent : le greffier lut alors, à haute voix, la sentence, qui, sur son refus de répondre aux accusations, le condamnait à mort. On mit trois jours d'intervalle entre le jugement et l'exécution. Il périt le 9 février 1649.

Quand la reine Christine de Suède apprit, par des lettres particulières, le genre de mort de Charles Ier, elle dit publiquement : *Les Anglais ont fait trancher la tête à leur roi qui n'en faisait rien, et ils ont bien fait.* Il est singulier de voir cette reine tenir ce propos dans un temps où elle négligeait toutes les affaires, où elle avait perdu l'amour de ses peuples par ses libéralités extravagantes, où les prêtres n'épargnaient, dans leurs sermons, ni son irréligion ni son caractère.

(20) Page 168.

PAR le traité de paix conclu, le 24 octobre 1648, à Munster et à Osnabruck, l'indépendance des Provinces-Unies était reconnue; la Suède était maintenue dans ses conquêtes; un sage équilibre balançait les deux religions, dont l'incompatibilité faisait depuis trente ans le malheur de l'Allemagne; on réglait les droits de tous les princes germains; enfin l'Empire cédait à la France ses droits de suzeraineté sur les trois Évêchés, l'Alsace, et la suzeraineté de la ville de Pignerol, acquise par le traité de Quiérasque.

(21) Page 175.

Après la mort de Charles Ier, Cromwel était bientôt devenu le maître de l'Angleterre, sous le nom de *protecteur*. Mais la confusion ruina une révolution qui semblait devoir changer le gouvernement d'Angleterre. Sous le spécieux prétexte de ramener les hommes sous le niveau de l'égalité, tous les liens politiques furent détruits par les *niveleurs*, les *aplanisseurs*, les *levellers*. Après avoir chassé du parlement les prêtres et les nobles, ils attaquèrent les fortunes particulières acquises par le travail et l'industrie.

Cromwel arrêta quelque temps les efforts dévastateurs de cette secte atroce et insatiable; mais les embarras sans cesse renaissans, donnés à cet homme extraordinaire par les chefs des factieux, hâtèrent sa mort : alors toute carrière fut ouverte à leurs brigandages.

(22) Page 178.

Les articles de la paix des Pyrénées, qui concernaient l'Italie, se bornaient à une amnistie générale en faveur de tous les individus qui s'étaient déclarés pour la France ou pour l'Espagne, et au rétablissement de toutes les liaisons commerciales. Le traité de Quiérasque était confirmé. L'Espagne rendait à la cour de Savoie Verceil et les autres places prises dans le Piémont. Les deux rois s'engageaient à solliciter le pape à rendre justice à la maison d'Est, au sujet des vallées de Commachio, et de fixer un terme convenable pour rendre Castro au duc de Parme. Le duc de Modène était aussi compris dans le traité; les Espagnols s'engageaient à retirer la garnison de Corregio. A l'égard des autres difficultés, il fut convenu de les terminer à l'amiable; de même, les

contestations qui pourraient subvenir avec les Grisons, au sujet de la Valteline.

(23) Page 178.

Le cardinal de Mazarin et dom Louis de Haro étaient morts l'un et l'autre en 1661.... Le caractère de Mazarin fut le mélange d'une avarice sordide, d'une basse flagornerie, d'une ambition démesurée et d'une souplesse astucieuse avec laquelle il maniait distinctement tous les moyens de parvenir à ses fins.... Mazarin avilit les Français, dont Richelieu avait enchaîné le courage. Le ministère de Mazarin fut plus fatal à la France que celui de Richelieu, qui, dédaignant les moyens honteux de la lâcheté et de la perfidie, avait eu du moins le courage d'être un tyran audacieux.

A la mort de Louis de Haro, l'Espagne, malgré ses pertes, aurait pu se relever avec un gouvernement tolérable; mais Philippe IV, au lieu de profiter de la paix des Pyrénées pour renvoyer ses soldats dans les campagnes, les employa à la conquête du Portugal, où il perdit ses troupes.

(24) Page 188.

Il est très-rare, dans les gouvernemens monarchiques, où les hommes sont uniquement occupés de leur intérêt particulier, de voir regretter du public les hommes qui y meurent après avoir servi leur patrie. Turenne fut pleuré des soldats et des peuples; Louvois fut le seul qui ne le regretta pas : la voix publique l'accusa même, lui et son frère l'archevêque de Reims, de s'être réjouis indécemment de la perte de ce grand homme.

Turenne n'avait pas eu toujours des succès heureux à la guerre; il avait été battu à Mariendal, à Rethel, à Cambrai : aussi disait-il qu'il avait fait des fautes, et il

était assez grand pour l'avouer. Il fit toujours beaucoup avec peu, et il passa pour le plus habile capitaine de l'Europe dans un temps où l'art de la guerre était déjà très-approfondi; il conserva toujours la réputation d'un homme de bien, sage et modéré, parce que ses vertus et ses grands talens, qui étaient à lui seul, devaient faire oublier des faiblesses et des fautes qui lui étaient communes avec tant d'autres hommes. Si on pouvait le comparer à quelqu'un, ce serait à Gonzalve de Cordoue, qui lui était certainement très-inférieur.

(25) Page 188.

Le cardinal de Richelieu, qui se connaissait en hommes, dit un jour à M. de Chavigni : « Je viens d'avoir avec M. le duc d'Enguien une conversation de deux heures, sur la guerre, la religion et les intérêts des princes; *ce sera le plus grand capitaine de l'Europe, le premier homme de son siècle, peut-être des siècles à venir.* »

L'art de la guerre semble un instinct naturel chez le grand Condé. Ses victoires à Rocroy, à l'âge de vingt-deux ans, à Fribourg, à Nordlinguen, à Leus, à Senef; ses dernières campagnes en Allemagne après la mort de Turenne, en sont des preuves assez fortes.

Le génie de Condé pour les sciences, les beaux-arts et tout ce qui peut être l'objet des connaissances de l'homme, ne le cédait point, chez lui, à ce génie presque unique pour conduire et commander les armées; il donnait toujours par écrit ses ordres à ses lieutenans, et leur imposait la loi de les suivre.

Si j'avais à me changer, disait-il, *je voudrais me changer en Turenne : c'est le seul homme qui puisse me faire souhaiter ce changement.*

(26) Page 189.

Dans le traité de Nimègue, le roi favorisait le commerce des Hollandais; il leur rendait Maëstricht, et remettait aux Espagnols quelques villes qui devaient servir de barrière aux Provinces-Unies; Charleroi, Courtrai, Oudenarde, Ath, Gand, Limbourg : mais il réservait Bouchain, Condé, Ypres, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Aire, Saint-Omer, Cassel, Charlemont, Popering, Bailleul, qui faisaient une bonne partie de la Flandre; il y ajoutait la Franche-Comté, conquise deux fois : ces deux provinces étaient un assez digne fruit de la guerre. Il demandait aussi Fribourg, ou Philisbourg, en Allemagne.

(27) Page 201.

M. de Luxembourg, ayant été informé de la marche des ennemis, qui s'avançaient de Trasignies dans les plaines de Fleurus, se décida à passer la Sambre, et à venir camper à Vélaine, à environ une demi-lieue des ennemis. Le lendemain, l'armée française marcha à eux sur cinq colonnes, et arriva en leur présence à huit heures du matin. M. de Luxembourg, ayant reconnu combien il serait dangereux d'attaquer de front l'armée du comte de Waldeck, qui se trouvait couverte par tant de villages, de haies et de ruisseaux peu accessibles, songea à l'attaquer par ses ailes. Ainsi, ayant préféré d'attaquer par sa droite, le maréchal lui fit passer le ruisseau de Saint-Amand, en la dirigeant sur Ligny, pour se porter, par le cabaret des trois Buvettes, à la cense de Cheffart, où il profita avec capacité du terrain, pour la mettre en bataille, appuyée à la cense, dans laquelle il mit deux bataillons et quatre pièces de canon.

Dans cette position, M. de Luxembourg se trouva établi sur le flanc gauche de l'ennemi, qui, dès l'instant où il s'en fut apperçu, chercha à remédier à ce grand inconvénient, en reculant sa gauche du côté du village de Marbais, et en formant une potence avec sa seconde ligne. La gauche de l'armée française ayant reçu l'ordre d'attaquer à une heure, M. de Gournai, qui la commandait, passa avec beaucoup de peine les ruisseaux qui le séparaient de la droite de l'ennemi. Ce passage ayant mis sa troupe en désordre, cette aile, se trouvant d'ailleurs sans appui sur son flanc droit, l'infanterie n'étant pas encore arrivée, ne put soutenir le choc de la cavalerie ennemie, soutenue du feu de son infanterie; elle fut repoussée, et vint se rallier à Fleurus.

Pendant ce mouvement, l'infanterie de la gauche et partie de celle du centre cherchaient à passer les ruisseaux, et, le faisant difficilement et lentement, elles ne se trouvaient nullement en mesure de seconder la cavalerie. C'était le moment dont M. de Waldeck aurait dû profiter pour suivre la cavalerie qui venait d'être culbutée, et tomber sur le flanc de cette infanterie passant avec peine les ruisseaux; ce qui non seulement lui aurait assuré la victoire, mais lui aurait encore donné les moyens de passer la Sambre, de s'emparer des bagages des Français, et de les gêner beaucoup dans leur retraite.

Dans le temps où le comte de Waldeck négligeait tous ces avantages, M. de Luxembourg battait son aile gauche; en la faisant poursuivre par Tilladel, il lui avait ordonné de venir prendre par derrière celle de la droite, qui, quoique victorieuse, fut tellement troublée par cette apparition inattendue, qu'elle prit la fuite comme l'autre, et laissa l'infanterie abandonnée au milieu de la plaine. Entourée et pressée par la cavalerie,

essuyant le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, l'infanterie ennemie voulut se retirer en faisant des feux successifs, après s'être arrêtée pour faire front; mais, bientôt ces mouvemens ne se faisant plus avec justesse, la ligne fut désunie : quelques corps résistèrent quelque temps; ils furent bientôt obligés de céder comme les autres, et la perte des alliés fut extrême. Les ennemis eurent, le jour de la bataille, plus de six mille hommes de tués, sans compter les blessés; on leur fit huit mille prisonniers, parmi lesquels plus de sept cents officiers; on leur prit quarante-neuf pièces de canon de cinquante, deux cents chariots remplis de munitions de guerre, plus de deux cents drapeaux ou étendards, cinq pontons et plusieurs paires de timbales.

Quoique les mouvemens exécutés par la droite de M. de Luxembourg fussent couverts par des haies, des ruisseaux et des villages, il n'en commit pas moins la faute de s'être trop peu occupé de sa gauche; et, après s'être déterminé à attaquer par sa droite dès l'instant où il la vit en mesure d'avoir gagné le flanc gauche de l'ennemi, il aurait dû envoyer des ordres à M. de Gournai, pour ne point attaquer. On vient de voir tous les malheurs qui auraient pu arriver à cette gauche, si M. de Waldeck avait su profiter de son attaque imprudente et déplacée, sur-tout après l'avoir culbutée et l'avoir trouvée sans appui du côté de l'infanterie.

(28) Page 209.

Sur la fin de la campagne de 1691, le prince d'Orange était campé à Leuse. M. de Luxembourg était sous Tournay, où il paraissait attendre la séparation des ennemis pour faire aussitôt entrer l'armée du roi dans ses quartiers.

La distance de Tournay à Leuse étant assez considé-

rable, le prince d'Orange, croyant n'avoir rien à craindre de la part de M. de Luxembourg, en décampa, et se borna à laisser un gros corps de cavalerie à la tête du camp, pour couvrir son passage du ruisseau de la Catoire, qui était derrière lui. M. de Luxembourg, dont le dessein était d'entreprendre sur son ennemi au moment où il décamperait, était attentif sur ce mouvement pour en profiter, s'il n'était pas fait avec prudence et précaution. Averti de la résolution du prince, de décamper le lendemain pour marcher en arrière, et dans l'espérance de quelque négligence de la part de M. de Waldeck, M. de Luxembourg partit de Tournay, pendant la nuit, avec un gros corps de cavalerie, et arriva à Leuse, à la pointe du jour, sans avoir été apperçu par les ennemis, l'officier général, qui commandait l'arrière-garde des alliés, ayant négligé de prendre des précautions pour savoir ce qui se passait autour de lui.

M. de Marcilly, qui marchait en avant avec quatre cents chevaux, ayant fait savoir au maréchal qu'il se trouvait très-près de plusieurs escadrons des ennemis qui étaient en bataille, le maréchal fit hâter le pas à la maison du roi, qui ne tarda pas à arriver, et qui fut mise sur-le-champ en bataille, ayant à sa droite deux régimens de dragons, et, sur sa gauche, trois escadrons du régiment de Mérinville. A son arrivée, la gendarmerie fut mise en seconde ligne avec la brigade de cavalerie de Coad. Les ennemis ne pouvaient pas soupçonner d'avoir affaire à M. de Luxembourg, quand ils apperçurent les Français qui se mettaient en bataille en aussi grand nombre. Cependant M. de Waldeck donna l'ordre à l'aile gauche de son armée, qui achevait à peine de passer le ruisseau de la Catoire, de le repasser, pour former, en arrivant, plusieurs lignes derrière son arrière-garde; et il envoya, derrière les haies et les marais

qui étaient sur sa gauche, cinq bataillons qui avaient été placés sur le ruisseau, pour protéger le passage de l'arrière-garde. Ces bataillons se trouvèrent opposés aux dragons placés sur la droite des troupes de M. de Luxembourg. Le nombre des ennemis s'augmentait à tous les instans : le maréchal ne voulut pas attendre son aile gauche qui arrivait, sous les ordres de M. de Rosen; il se décida à attaquer, et donna l'ordre à sa première ligne de marcher en avant : elle eut bientôt joint les ennemis, et bientôt aussi elle eut culbuté successivement les différentes lignes qui se trouvaient devant elle; mais M. de Luxembourg, s'appercevant combien les ennemis avaient encore de troupes en bataille, pour arriver au ruisseau de la Catoire, fit faire halte à la première ligne, pour se rallier, et fit passer légèrement la seconde par les intervalles de la première.

Les ennemis, épouvantés de l'attaque de ces nouvelles troupes, prirent la fuite après une seule décharge, et furent suivis, en bon ordre, par la seconde ligne; mais le maréchal, voyant de l'infanterie sur les hauteurs, qui se pressait de descendre, contint l'ardeur de ses troupes, en les faisant retirer au petit pas : ce qui intimida les ennemis, qui n'osèrent pas repasser le ruisseau de la Catoire, et abandonnèrent le champ de bataille aux Français. Pendant le combat, les deux régimens de dragons continrent, en escarmouchant, les cinq bataillons ennemis envoyés par M. de Waldeck, qui, sans cet obstacle, auraient pu marcher sur le flanc de la droite des Français, et l'incommoder infiniment par leur feu.

Ainsi vingt-huit escadrons français en battirent plus de soixante-douze des ennemis, et M. de Luxembourg donna une forte leçon à un général présomptueux, qui, après avoir commis la faute de s'être campé en avant d'un ruisseau, crut pouvoir décamper, pour marcher

en arrière, sans prendre toutes les précautions nécessaires pour la sûreté de son arrière-garde, qui devait être censée séparée, pendant assez long-temps, du corps de l'armée par un défilé quelconque.

(29) Page 212.

La ville de Namur avait été investie le 25 mai 1692, prise le 5 juin, et son château le 30. Pendant le siége, le roi Guillaume et l'électeur de Bavière s'étaient avancés sur la Mehaigue avec plus de soixante mille hommes.... L'armée du maréchal de Luxembourg, beaucoup plus faible, défendait cette petite rivière; et le roi d'Angleterre n'osa jamais attaquer le maréchal, tant il avait su se bien poster! Après la prise de la place, le roi retourna à Versailles; il détacha un corps considérable de son armée, pour renforcer celle d'Allemagne, et laissa le maréchal de Luxembourg chargé d'une défensive dont lui seul peut-être pouvait se retirer avec honneur, ayant aussi peu de forces : mais, au moyen du choix de positions savantes, il rendit inutiles tous les mouvemens et toutes les tentatives du roi Guillaume. Enfin, ce prince étant venu camper à Genap, le maréchal de Luxembourg vint à Enghien, où il mit son centre, après avoir placé sa gauche à Hérine, et sa droite à Steenkerque. Le lendemain, le roi d'Angleterre fut renforcé de huit mille Hanovriens; il cherchait à réparer la honte de n'avoir pu secourir Namur, et il en eût eu l'occasion la plus favorable, s'il avait mieux su en profiter. Il découvrit une correspondance secrète entre un de ses secrétaires et le maréchal; il imagina alors de lui faire écrire que, le lendemain, on devait faire un grand fourrage de l'autre côté du ruisseau de Steenkerque, vis-à-vis de sa droite : les troupes en mouvement devaient avoir pour objet de couvrir les fourrageurs.

Dans cette persuasion, le maréchal crut ne devoir faire aucune attention aux premières nouvelles de l'approche des ennemis; mais, informé de l'attaque de la brigade de Bourbonnais, qui était campée en avant de sa droite, il eut bientôt pénétré les véritables desseins des ennemis. Alors, se servant de sa présence d'esprit et de toute son activité, il se hâta de mettre son armée en bataille à la tête de son camp, et porta un secours prompt et puissant à la brigade de Bourbonnais, qui ne tarda pas de reprendre son terrain, et de repousser les troupes nombreuses qui l'en avaient d'abord chassée.

Heureusement, la disposition du roi Guillaume n'était pas bonne; ses troupes n'étaient pas espacées les unes auprès des autres; de grands intervalles firent languir les attaques. Mais sa plus grande faute fut de faire former ses troupes en bataille à la sortie des débouchés, au lieu de les porter en avant, en colonnes, comme elles arrivaient : chaque tête de colonne eût enfoncé ce qui se serait trouvé devant elle. Les deux lignes du maréchal étaient séparées par le camp encore tendu de la première; si elles eussent été percées, jamais elles ne se seraient reformées, et l'armée française eût été totalement détruite. Mais les choses furent tout autrement disposées; et le maréchal, voyant l'immobilité des ennemis, les fit vigoureusement attaquer par sa première ligne, qui les força de perdre du terrain. Par ce mouvement en avant, la seconde ligne eut l'espace convenable pour se former derrière la première; alors on chargea l'ennemi de nouveau avec toutes les forces réunies, et rien ne put résister à la valeur des troupes françaises. L'armée fut rejetée dans les défilés dont elle était sortie; et, s'y portant avec la plus grande précipitation, elle abandonna son canon, le champ de bataille, et plus de douze mille morts ou blessés.

(30) Page 212.

En 1693, après avoir occupé l'abbaye du Parc, sous Louvain, le prince d'Orange fut contenu par la position prise par M. de Luxembourg à Meldest. Ce général avait son front couvert par des hauteurs et une vallée marécageuse; son flanc droit, hors de toute insulte, communiquait avec Tirlemont; sa gauche seule pouvait être susceptible d'être attaquée. Par cette position, M. de Luxembourg, se trouvant entre le camp de Parck et celui retranché de Liége, n'avait point à craindre la réunion des forces du roi d'Angleterre, sans lesquelles il ne lui était pas possible d'attaquer l'armée française. Mais aussi les subsistances devinrent de la plus grande difficulté. Il pouvait les tirer, à la vérité, de Mons et de Maubeuge; mais il en était fort éloigné, et la nombreuse garnison de Charleroi pouvait facilement enlever ses convois. Cependant, à la faveur des escortes tirées des garnisons de Mons et de Namur, et par les sages mesures qui furent prises, un principal convoi passa après un combat fort vif, où les ennemis furent battus; mais ce n'était point assez. Le prince d'Orange ne pouvait être forcé dans le camp de Parck; il fallait l'engager à en sortir. Pour cet effet, le maréchal détacha M. de Villeroy, qui alla assiéger Hui, et le prit en cinq jours; il fit venir sur Namur et sur Hui le marquis d'Harcourt, avec le corps de troupes qui était sous ses ordres sur la Moselle, et il se porta avec toute son armée à Vignamont.

Alors le roi d'Angleterre, croyant appercevoir dans les mouvemens du maréchal le dessein d'attaquer le camp retranché de Liége, quitta sa position de Parck, et vint se camper entre la petite Gette et le ruisseau de Lenden, ayant le village de Nerwinde devant le front

de son camp ; et il fit porter de là un gros détachement, passant par-delà la Meuse, pour aller se jeter dans le camp retranché de Liége. Content de cette opération, il pensa avoir paré à tout, et crut pouvoir se tenir dans sa nouvelle position sur la Gette, sans avoir rien à craindre du maréchal de Luxembourg, qui était éloigné de lui de sept lieues. Dans cette confiance, il détacha encore de son armée onze régimens d'infanterie et onze de cavalerie, aux ordres du duc de Wirtemberg, pour aller attaquer les lignes des Pierres, qui étaient sans défense.

Le maréchal de Luxembourg voulut profiter de ce nouvel affaiblissement, pour attaquer le prince d'Orange. Il feignit d'être très-inquiet de la marche du duc de Wirtemberg ; il fit marcher en conséquence toute sa seconde ligne, avec des ordres publics de faire la plus grande diligence pour aller défendre nos lignes, mais avec des ordres secrets de s'arrêter à une certaine distance, et de marcher à leur véritable destination. En effet, dès la nuit close, il mit toute son armée en mouvement, et se porta sur Nerwinde, où il arriva le 28 juillet, à trois heures après midi, avec seulement l'aile droite de sa cavalerie ; le reste de ses troupes arriva à minuit.

Le prince d'Orange, qui eût pu éviter le combat en repassant la Gette, employa au contraire toute la nuit à retrancher le village de Nerwinde, en avant du centre de sa ligne, et à couvrir de redans son front de bataille. Mais, avec la plus légère connaissance de la nature de ces sortes d'ouvrages, il est impossible de compter sur une ligne de redans élevés dans une nuit. Alors, au contraire, les retranchemens deviennent très-nuisibles ; le soldat y prend confiance ; et, si elle est trompée, si l'ennemi perce en quelque partie, il croit tout perdu,

il prend la fuite, et il est impossible de le retenir. Le village de Nerwinde fut aussi très-mal retranché. M. de Berwick dit, dans ses Mémoires : « Je poussai les en-« nemis et les chassai de haies en haies, jusque dans la « plaine, au bord de laquelle je me remis en bataille. » Par cette manière de s'exprimer, M. de Berwick, ne faisant aucune mention des retranchemens, prouve ou leur faiblesse, ou leur non existence; ou ces prétendus retranchemens étaient de simples haies, comme il y en a souvent autour des jardins et des champs qui entourent certains villages. Enfin on a encore reproché au roi d'Angleterre le choix d'un camp trop peu profond.

L'armée du roi d'Angleterre se trouvait retranchée entre la Gette et le ruisseau de Landen, au-delà du village de Nerwinde, qui se trouvait en avant de son centre et d'une partie de sa droite, et les couvrait, et de celui de Romdorf, qui couvrait sa gauche. Le maréchal de Luxembourg s'étant avancé, en arrivant à Sainte-Gertrude, s'empressa de s'emparer du village de Landen, qui se trouvait vis-à-vis Romdorf, dans le dessein où il était d'y appuyer sa droite. Il porta en même temps seize escadrons de dragons au-delà de Landen; et, le lendemain, ces dragons furent placés sur les bords du ruisseau de Landen, vis-à-vis l'aile gauche de la cavalerie des ennemis, soit pour la contenir, soit pour chercher les moyens d'attaquer en flanc la gauche de l'infanterie ennemie. Resserré par le terrain, il fut obligé, pendant la nuit, de former sur onze lignes l'infanterie et la cavalerie de son centre et de son aile gauche; et, entre cinq et six heures du matin, par un mouvement en avant très-savant, il développa, sous le feu de l'artillerie de l'ennemi, ces onze lignes ou colonnes en moins d'un quart-d'heure, et se trouva en bataille; l'infanterie des deux lignes de la gauche devant Ner-

winde, prête à l'attaquer, et la cavalerie de son aile gauche appuyée à la Gette, devant la droite des ennemis.

Obligé d'attaquer et d'emporter Nerwinde, pour pouvoir arriver à l'ennemi, le maréchal et les princes se mirent à la tête des différens corps destinés à se porter sur le village de Nerwinde.... Peut-être, sans leur présence, y eût-il eu moins d'ardeur; et elle était nécessaire dans cette circonstance, où les Français furent repoussés plusieurs fois, et dûrent la victoire à leur courageuse ténacité, qui leur fit faire plusieurs charges avec la plus grande valeur.

La résistance des ennemis, secondée par la nature du terrain et les travaux de l'art, avait même décidé le maréchal à prendre l'avis des principaux officiers; et il se serait décidé à se retirer, si M. le duc n'avait pas été d'avis de risquer une dernière attaque. Celle-ci se fit en embrassant en même temps le flanc et la tête du village, et elle fut secondée par la cavalerie, qui pénétra dans les retranchemens ennemis dès l'instant où les gardes françaises eurent abattu les parapets de terre élevés pendant la nuit : cette attaque eut le plus grand succès. Le prince d'Orange, ne pouvant alors manœuvrer aisément, à cause du rétrécissement du terrain, perdit beaucoup de monde avant de pouvoir passer la Gette et se retirer sur Saint-Tron, en même temps où l'électeur de Bavière se retirait, en assez mauvais ordre, sur Louvain. Dès-lors les ennemis abandonnèrent aux Français le champ de bataille avec soixante-seize pièces de canon, huit mortiers ou obus, neuf pontons, beaucoup de munitions de guerre, soixante étendards, vingt-deux drapeaux, douze paires de timbales; plus de seize mille morts, et quatre mille blessés ou prisonniers. Les Français eurent huit mille morts, blessés ou prisonniers.

On pourrait peut-être reprocher au maréchal de n'a-

voir pas assez cherché à attaquer le flanc droit, ou la la droite des ennemis, en même temps où l'on attaquait Nerwinde; d'avoir constamment attaqué de front ce village, au lieu de l'avoir embrassé; de n'avoir pas donné des ordres plus tôt aux troupes qui attaquaient de pratiquer, dans les haies ou dans les légers parapets élevés la nuit, des ouvertures, soit pour faciliter les mouvemens, soit pour augmenter les points d'attaque et le nombre des assaillans, soit pour faire pénétrer la cavalerie, comme on le fit si heureusement à la dernière attaque.

Enfin M. de Berwick, dans ses Mémoires, semble accuser avec quelque justice le maréchal de n'avoir pas su profiter d'une victoire aussi complète, pour se rendre maître de tous les Pays-Bas. On reproche au prince d'Orange de n'avoir pas passé la Gette pour éviter le combat; d'avoir choisi un camp trop resserré; de n'avoir pas soutenu le village de Landen, ce qui aurait fort embarrassé le maréchal; de n'avoir pas placé la cavalerie de son aile gauche, d'avoir été obligé de la porter le long du Landen, la gauche du côté de Loo, ou elle fut absolument inutile pendant toute la bataille, et ne put même empêcher la cavalerie française de l'aile droite de se porter sur le flanc gauche de l'infanterie ennemie au moment où le prince d'Orange réitéra, pour la troisième fois, la faute de dégarnir cette gauche pour reprendre Nerwinde.

(31) Page 213.

Nous croyons devoir placer ici les observations de M. de Feuquières sur ce sujet important, avec quelques réflexions sur les jugemens que la passion lui inspirait trop souvent.

Il reproche au maréchal d'avoir quitté trop légèrement

le camp de Roche-Castel, et sur les simples démonstrations que M. de Savoie fit de couper les communications de l'armée française : mais, quoique M. de Feuquières ajoute que les mouvemens des ennemis sur le haut Pragelas n'eussent abouti qu'à brûler quelques villages, il n'en est pas moins certain qu'ils étaient les maîtres de marcher sur les Cols de Pise, de la Fenestre, du Sablon, de l'Ourcière, et de couper la communication avec Suse et Briançon, si M. de Catinat se fût obstiné à rester dans son camp de Roche-Castel. En supposant que, par sa proximité de Pignerol, M. de Catinat eût ôté aux ennemis l'envie d'assiéger cette place, il les eût laissés les maîtres d'attaquer Suse, sans avoir pu le secourir, puisqu'ils eussent occupé les Cols du Sablon et de la Fenestre, par lesquels seuls les troupes françaises eussent pu marcher au secours de Suse ; et les ennemis une fois établis autour de cette place, M. de Catinat n'aurait jamais pu leur en faire lever le siége. Ce général dut donc préférer la conservation de Suse à celle de Pignerol : cette dernière place, exigeant un siége dans les formes, pouvait donner le temps à M. de Catinat de recevoir les renforts qu'il attendait, et le mettre à même de faire lever le siége ; au lieu que Suse pouvait être pris en très-peu de temps, et donnait aux ennemis des débouchés commodes sur la Savoie et le Briançonnais, indépendamment des moyens de former un entrepôt entre Turin et leur armée.

Ce n'est pas plus à propos que M. de Feuquières accuse M. de Catinat de n'avoir pas lié le fort Sainte-Brigite à la citadelle de Pignerol, afin d'assurer la communication du fort à la ville : cette communication ne fut jamais interrompue ; ce qui le prouve, c'est qu'après dix-sept jours de tranchée ouverte, le maréchal de Tessé retira de ce fort les troupes, l'artillerie et les munitions.

Voyons actuellement quelques combinaisons du maréchal, et ses apperçus sur la conduite que devaient ou pouvaient tenir les alliés.

« Les ennemis, écrit M. de Catinat au roi, ont trois partis à prendre pour s'opposer au secours de Pignerol. Le premier, d'attendre les Français au défilé de Saint-Ambroise, et de les obliger de marcher par les hauteurs et par un pays très-difficile; le second, d'attendre l'armée du roi sur la rive droite de la Cizole, en conservant pour eux la belle partie de la plaine et les hauteurs de Piosaque. Le troisième parti que les ennemis pourraient prendre serait d'attendre l'armée françaises dans leurs lignes, qui sont d'une très-petite étendue, et ont à leur tête un pays fourré difficile et très-entrecoupé; le front de l'attaque devrait être par la montagne qui regarde la plaine qui est devant la porte de Turin. Cette montagne forme deux parties, dont l'une s'étend à une demi-lieue sur la droite du fort Sainte-Brigite; et l'autre, que l'on nomme Côte-Grande, tombe sur la vallée de Saint-Pierre : ces parties de montagne sont très-difficiles à gravir; mais leur sommet ne laisse aux ennemis qu'un terrain désavantageux et étroit pour se mettre en bataille. Il faudrait monter ces montagnes de front, et autant en ordre que la nature bossillée du terrain le permettrait; on porterait sur cette partie tous ses efforts, en faisant plusieurs fausses attaques, pour partager l'attention des ennemis.

« Si, après la prise du fort Sainte-Brigite, les ennemis formaient une ligne de circonvallation, elle suivrait les crêtes des montagnes, par leur gauche, jusqu'à Côte-Grande, et, par leur droite, jusqu'à Belvédère, à moins qu'ils ne se contentent d'appuyer leur gauche au rolit de Belvédère, et leur droite au Cluzon, laissant la motte devant eux, et enveloppant les cassines de la Purpurata. Dans cette supposition, il faudrait faire toutes les fausses

attaques sur sa droite et sur son centre, et porter ses plus grands efforts entre le Cluzon et l'Emme. Enfin, si les ennemis n'attendaient pas les Français dans leurs lignes, ils viendraient derrière la Cizole, ou les ruisseaux de la Marsaille, dans lesquels il y a très-peu de gués, et dont les lits sont très-encaissés : auquel cas, on ne pourrait les déposter qu'en manœuvrant par les hauteurs.

(32) Page 222.

Dans la campagne de 1694, le prince d'Orange, ayant, comme dans la précédente, la Flandre à garantir, et la ville de Liége à conserver aux alliés, prit à peu près la même position. Le maréchal de Luxembourg, qui commandait en Flandre sous monseigneur le dauphin, fit marcher l'armée vers Tongres, pour faire craindre au roi d'Angleterre le siége de Liége, s'il tentait de s'approcher de la Flandre française. Ce prince en fut long-temps persuadé, et se tint à portée de combattre le maréchal de Luxembourg, s'il venait à former cette entreprise. Les deux armées furent ainsi en présence, celle des alliés au Mont-Saint-André, celle de France à Vignamont, séparées de moins de deux lieues; mais la position du maréchal était inattaquable. Cependant le prince d'Orange, ne voyant aucune disposition pour assiéger Liége, voulut, en passant l'Escaut, pénétrer dans la Flandre française. Il n'avait pas plus de vingt-deux lieues à faire du Mont-Saint-André au pont des Pierres, sur l'Escaut; il en partit subitement le 18 août, ayant choisi ce jour, sachant l'armée française occupée à un grand fourrage de l'autre côté de la Meuse. Mais le maréchal de Luxembourg, prévoyant depuis long-temps ce mouvement, avait ouvert des marches sur ses derrières, fait faire des ponts sur tous les ruisseaux, et préparer des subsistances sur les points où il devait passer pour se porter sur l'Es-

caut. Dès l'instant où il fut averti du départ des alliés, il fit tirer trois coups de canon, dont il était convenu, pour faire rentrer au camp toutes les troupes qui pouvaient en être dehors, et fit partir sur-le-champ la cavalerie de la première ligne. Il se mit en marche à quatre heures, avec le dauphin, à la tête de la cavalerie de la seconde; et le reste de l'armée partit le lendemain 19, à quatre heures du matin, avec le maréchal de Villeroy. Le prince d'Orange avait donc gagné vingt-quatre heures sur l'armée du roi, qui d'ailleurs avait quinze lieues de plus à faire, la Sambre à passer deux fois, et un grand détour par Maubeuge, Condé et Tournay. Cependant M. de Villeroy, avec un détachement de l'armée, ayant marché dix-sept heures sans s'arrêter, arriva au pont des Pierres, où il trouva le marquis de la Valette, qui y était campé avec quinze bataillons, neuf régimens de cavalerie, deux de dragons. Le prince de Wirtemberg, en arrivant le 24, au matin, avec l'avant-garde des alliés, ne fut pas peu étonné de voir de l'autre côté de l'Escaut un aussi grand nombre de cavalerie et d'infanterie en bataille; il se décida alors à aller passer l'Escaut à Oudenarde : ce qui fit perdre deux jours aux ennemis, et donna le temps à toute l'armée d'arriver.

Cette marche est remarquable dans l'histoire des guerres de ce règne : elle mérite en effet toute sorte d'éloges, non seulement par l'ardeur et la volonté qui doivent régner dans une armée capable d'exécuter de semblables mouvemens, mais encore par la magnifique ordonnance du général qui la projette. Quelle sagacité ne faut-il pas dans un chef, pour lire ainsi dans l'avenir, et pour prendre une telle position contre laquelle son ennemi ne pourra rien entreprendre, et qui l'obligera en outre à telle tentative, pour éviter la honte d'une campagne inutile!... Partir vingt-quatre heures plus tard, avoir fait

quarante lieues quand son ennemi en a fait vingt-deux ; ce sont des prodiges réservés à des têtes organisées en grand, dont le génie se développe d'autant plus, si les circonstances sont plus difficiles. Des villes conquises, des batailles gagnées, sont dues le plus souvent au hasard et à la supériorité des forces ; ici ce sont les parties les plus savantes de l'art qui sont continuellement employées à rompre toutes les mesures d'un ennemi supérieur, et, par une adresse au-dessus de ses forces, à lui opposer sans cesse des obstacles impossibles à surmonter. Tel était Luxembourg.

(33) Page 224.

Le roi très-chrétien reprenant ses sentimens de bonté pour son altesse royale, comme elle l'en avait fait supplier, sadite altesse royale renonçait à tous traités faits avec l'empereur et ses alliés, et se chargeait d'employer tous ses soins auprès d'eux, afin d'obtenir la neutralité pour l'Italie, en attendant la paix générale. Le roi remettait au duc Pignerol, le fort Sainte-Brigite, la Péruse et autres forts en dépendans, dont les fortifications seraient démolies, sans pouvoir être jamais rétablies. Il rendait Suse et toute la Savoie, avec Montmélian ; il restituait de même le comté de Nice, avec Villefranche, dans l'état où elle était alors ; enfin le mariage de la princesse Marie-Adélaïde avec le duc de Bourgogne devait être arrêté incessamment.

(34) Page 226.

Par le traité avec la Hollande, ceux de Munster et de Nimègue sont confirmés. Ils rendent Pondichéri à la France.

Le traité avec l'Angleterre portait que le roi s'engage à n'inquiéter en aucune façon le roi Guillaume dans la

possession des royaumes, des pays, dont il jouissait.

Celui avec l'Espagne contenait la restitution de Gironne, Rose, Belver, Barcelone, Mons, Charleroy, Luxembourg, Courtray, Ath, leurs dépendances, et tout ce qui avait été réuni par les chambres de Metz et de Brisack, et la ville de Dinant, reudue à l'évêque de Liége.

Enfin, par le dernier traité, le roi s'engage à rendre à l'empereur et à l'Empire le fort de Kell, Philisbourg, tous les lieux et endroits situés hors de l'Alsace, qu'il avait occupés, soit pendant la guerre et par voie de fait, soit par voie d'union et de réunion, cassant, à cet effet, tous les arrêts donnés par les chambres de Metz et de Brisack. Il lui cède également Brisack et Fribourg, avec tous les forts construits ou réparés dans la Forêt Noire, ou dans le reste du Brisgaw.... La ville de Strasbourg fut cédée à perpétuité à la France; le cardinal de Furstemberg rétabli dans l'évêché de Strasbourg, et le duc de Lorraine dans ses états. Ainsi, après dix ans de victoires, le roi demandait la paix à ses ennemis, se soumettait à rendre ses conquêtes, et à restituer tout ce qu'il avait prétendu être en droit de réunir à sa couronne, enfin tout ce qu'il avait refusé de rendre en 1688. Que de sang épargné, que d'hommes et de richesses conservés, que de maux de moins pour l'humanité, si ce roi, vain et présomptueux, eût fait déclarer à cette époque, par ses ambassadeurs, à toutes les cours de l'Europe qu'il préférait leur tranquillité à celle de ses peuples, à tous les avantages qu'il pourrait acquérir en la troublant!

Les puissances de l'est et du nord de l'Europe traitaient en même temps de la paix dans Carlowits, petite ville de Hongrie, sur le Danube; les conditions en furent arrêtées en janvier 1699. Temesvar devint la borne des possessions autrichiennes et des domaines ottomans; Ka-

minieck fut rendu aux Polonais; Pierre Ier, czar de Russie, resta maitre d'Asoph, avec quelques forts construits dans les environs de cette place. Le traité avec les Vénitiens souffrait plus de difficultés : on convint cependant que les Vénitiens et les Ottomans conserveraient tout ce qu'ils occupaient au moment de la paix, mais en incidentant sur chacune des conditions particulières qui devaient être spécifiées, et sur les précautions à prendre pour les sûretés réciproques.

On attendait à Carlowits le retour du courrier de Venise, pour conclure la paix. L'adhésion du sénat aux articles proposés terminait toutes les difficultés ; quatre traités furent conclus par les Turcs : le premier avec l'empereur, le second avec le roi de Pologne, le troisième avec le czar de Russie, et le quatrième avec la république de Venise.

Ce dernier traité contenait les articles suivans : 1° Le Péloponèse, jusqu'à l'isthme de Corinthe, en comprenant l'ile de Gènes, était cédé à la république ; les Vénitiens évacuaient Lépante, rasaient les châteaux de Romélie et de Previsa, et consentaient que la navigation du golfe de Lépante et de Gènes fût libre aux deux nations. 2° Les Turcs cédaient à la république l'ile de Sainte-Maure ; on convenait que les îles de l'Archipel seraient exemptes de tribut, tant de la part des Vénitiens que de la part des Turcs. 3° La république conservait, dans la Dalmatie, Knin, Sing et Ciclut, avec leur territoire. 4° Les villes de Castel-Nuovo et de Risanno restaient aux Vénitiens, avec leurs dépendances. 5° Les Vénitiens conservaient à Candie les ports qui leur avaient été abandonnés dans la guerre précédente.

(35) Page 226.

On a généralement blâmé Louis XIV d'avoir accepté

le testament de Charles II; il devait, dit-on, s'en tenir au traité de partage, pour éviter une guerre ruineuse dans un temps où les plaies faites à la France par les anciennes hostilités, loin de se fermer, étaient aggravées par les dépenses incalculables qu'avait occasionnées la construction du château de Versailles, et par l'émigration des protestans.

Mal à propos a-t-on voulu excuser cette acceptation, en prétendant que Louis XIV était le seul dans l'Europe, parmi les ennemis qu'il pouvait se faire, qui fût prêt et en état de soutenir la guerre sur mer et sur terre. On se tromperait bien fort, si on jugeait de la force de la France à cette époque par les efforts qu'on lui avait vu faire. La puissance d'un empire est fondée sur sa population et sur ses richesses réelles : ainsi faire des levées de soldats au-dessus de ce à quoi peuvent fournir les finances et le superflu de la population, au lieu d'annoncer la puissance, c'est une preuve de l'abus qu'on a fait de tout ce qui peut contribuer à la force d'un état.

La France, à la vérité, avait entretenu quatre cent mille hommes; mais il s'en fallait de beaucoup qu'elle eût été alors en état de les entretenir sans écraser les peuples d'impôts, et encore moins qu'elle le fût en aucune manière à l'époque de l'acceptation.

Malgré l'éclat apparent jeté par le gouvernement de Louis XIV, il est certain que les forces réelles de cet empire, loin d'augmenter sous ce règne, ne firent que diminuer. Les guerres continuelles avaient englouti l'or et les générations de la France; les campagnes manquaient de cultivateurs : ce n'était donc pas le moment de s'exposer à une nouvelle guerre, dont on ne pouvait calculer ni l'étendue, ni la durée, ni les suites.

(36) Page 230.

En acceptant le testament de Charles II, c'étaient des sacrifices qu'il fallait faire, et non des préparatifs, pour se mettre en mesure de faire la guerre aux Anglais et aux Hollandais : ces deux peuples n'entraient dans la ligue contre la France que dans la crainte de lui voir agrandir sa puissance dans les deux Indes, dès l'instant où la maison de Bourbon serait seule maîtresse des vastes et riches possessions dont les Espagnols s'étaient emparés dans ces deux parties du monde.

C'était alors peut-être que le conseil de Louis XIV aurait dû examiner avec attention s'il n'était pas plus avantageux pour la France et pour l'Espagne même d'abandonner des possessions dans les deux Indes, que de s'exposer à soutenir la guerre, en acceptant sans restriction le testament de Charles II.

Le conseil du roi aurait dû en même temps, étendant ses vues sur l'avenir, prévoir que les Anglais et les Hollandais, encouragés et enorgueillis par leurs succès déjà très-grands dans l'art de la navigation et du commerce, et uniquement adonnés à ces deux objets, devraient naturellement ne rien négliger pour s'y assurer une supériorité qui pût les mettre hors de crainte de toute concurrence.

(37) Page 251.

Le duc de Savoie signa, le 5 janvier 1703, son traité avec l'empereur, qui lui céda le Mont-Ferrat, le Mantouan, quelques places dans le Milanais, l'Alexandrin, le Vigevanosque, le territoire de Valence, les terres situées entre le Pô et le Tanaro, la vallée de Sesia, et le droit de fief sur les Langhes.

(38) Page 254.

Le maréchal de Tallard, après s'être mis en marche le 28 juin, de la basse Alsace ne put passer à Strasbourg que le 1er juillet, tandis que le duc de Marleborough avait joint, près d'Ulm, le prince de Bade, le 22 juin. Le maréçhal de Tallard ne put se réunir à l'armée de l'électeur que le 4 août.

Quels avantages ne seraient pas résultés de l'union de ces deux armées, dès le 18 mai, temps où le maréchal de Tallard y conduisit ses recrues ! Par leur jonction, ils eussent eu une supériorité qui leur eût permis de se porter dans la Franconie, et le combat sanglant du 3 juillet, à Donavert, n'eût point eu lieu; mais, loin de réparer ces fautes, on les aggrava; on quitta la position inattaquable sur le bord du Danube, entre Dillinguen et Lavinguen, pour aller se placer à Hochstet, où les deux généraux crurent pouvoir attendre et défier toutes les forces de l'Empire. A ce défaut de connaissance d'un local avantageux se joignirent la sécurité la plus grande et la disposition la plus vicieuse. Les armées, quoique réunies, faisaient toujours deux armées; elles campaient ensemble dans le même ordre que si elles eussent été séparées : la cavalerie de droite et de gauche de chacune se touchait, et formait le centre de la ligne. Elles furent ainsi disposées le jour de cette malheureuse bataille..... Le duc de Marleborough et le prince Eugène étaient trop habiles pour ne pas profiter de cette faute, et disposer leur attaque de la manière la plus propre à en assurer le succès : ils formèrent devant notre cavalerie, occupant le centre de notre première ligne, deux lignes d'infanterie, soutenues par trois lignes de cavalerie; le grand feu des unes et la pesanteur des trois lignes de cavalerie de l'autre eurent bientôt renversé nos escadrons, qui n'é-

taient protégés par aucun feu de canon ni de mousqueterie. Pour mettre le comble à tant de fautes, M. de Tallard ayant voulu voir ce qui se passait à la gauche, toute sa cavalerie fut renversée, et lui fait prisonnier; dès-lors cette armée resta sans recevoir aucun ordre de qui que ce soit. M. de Tallard avait mis presque toute son infanterie dans le village de Blenheim; elle y resta constamment, et n'en sortit que prisonnière de guerre. L'armée du maréchal de Marsin avait eu quelques succès à la gauche; et les ennemis, qui en avaient eu de si grands sur notre droite, étaient dans le plus grand désordre entre l'armée de Marsin et le village de Blenheim, où se trouvaient les vingt-huit bataillons de l'infanterie française et douze escadrons de dragons. Si le maréchal de Marsin eût pensé à faire charger par sa seconde ligne ces troupes ennemies qui se trouvaient si en avant, il les eût prises en flanc, eût donné le temps à la cavalerie de Tallard de férailler, et à son infanterie de sortir en colonne de Blenheim; alors le combat eût pu recommencer, comme cela arriva à Fontenoy, et nous aurions obtenu la victoire à la place d'une honteuse défaite.

(39) Page 272.

Le maréchal de Villeroy, embarrassé les années précédentes des moindres mouvemens de l'armée ennemie, s'étant tenu dans ses lignes avec toute la timidité de l'incapacité, se porta tout d'un coup en avant, sans aucun objet à remplir, sans s'être donné le temps de démêler le projet des alliés. Il n'avait point à conquérir, il avait tous ses soins à employer pour conserver les Pays-Bas espagnols : quinze bataillons et dix-sept escadrons revenaient d'Alsace pour le joindre; ne devait-il pas les attendre dans une position avantageuse? Pourquoi choisir celle de Ramillies? Ce n'était pas pour se ménager les

moyens d'aller facilement à l'ennemi qu'il se plaça dans un pays couvert, puisqu'il y resta immobile; il y attendit plus de six heures, dans l'inaction, que le duc de Marleborough eût fait ses dispositions. Cette conduite prouvait incontestablement que le maréchal voulait recevoir le combat; et cependant il ne chercha à tirer aucun avantage de la nature du terrain. Ce qui est encore bien plus étrange, c'est qu'il ne pouvait être attaqué que depuis la Méhaine, où il avait appuyé sa droite, jusqu'aux sources de la petite Gette, répondant à peu près à son centre; tout le reste de son armée était couvert des marais de la Gette. Cependant il se plaça sur deux lignes dans toute sa droite, depuis son centre, comme dans toute sa gauche, la seconde ligne fort éloignée de la première, et laissant des équipages entre deux. Décidé à attendre l'ennemi, il fallait donc être plus fort dans la seule partie où il pouvait se diriger. D'ailleurs, osons le dire avec les gens de l'art, ce champ de bataille, rendu si mauvais par les dispositions du maréchal, pouvait devenir excellent pour tout autre général, en retranchant les villages de Franquières, Ramillies et Ofys; en élevant quelques redoutes dans les intervalles, en plaçant de l'infanterie à portée de les soutenir : tenant ensuite l'armée, formée derrière, sur plusieurs lignes redoublées, on pouvait espérer de n'être pas attaqué impunément dans une pareille position. Mais le maréchal avait marché sur la Méhaine, sans être instruit seulement de la position des ennemis : en y arrivant, il apprit que l'on appercevait la tête de leurs colonnes; et il se mit en bataille, sans consulter la nature du terrain.

(40) Page 275.

Plus on approfondit la conduite de madame de Maintenon au moment où elle maîtrisait Louis XIV, et moins

il est permis de douter de tous les maux dont elle fut la cause. Elle dégrada et bouleversa la fin du règne de ce monarque : on lui dut la révocation de l'édit de Nantes ; elle contribua à la persécution contre les jansénistes. Ce fut elle qui fit ôter à M. de Catinat le commandement de l'armée d'Italie ; l'on peut lui reprocher les succès du prince Eugène contre M. de Villeroy, et tous les malheurs qui s'ensuivirent. Le duc de Vendôme était parvenu à les réparer en partie ; madame de Maintenon le fit aussi rappeler. Son fanatisme pour les jésuites fit expédier des lettres de cachet, pour satisfaire son ame vindicative. Enfin elle dicta les mesures pour faire échouer le duc d'Orléans devant Turin, et l'empêcher de prendre cette ville, d'où dépendait le sort des Français en Italie, d'où ils furent honteusement chassés, et où ils ne revinrent plus pendant ce règne : ce qui occasionna une paix honteuse avec le duc de Savoie, et la perte de possessions plus vastes qu'on aurait pu conserver en Italie à la maison de Bourbon.

(41) Page 293.

On a reproché au maréchal de Villars, au moment où il arriva, le 9 septembre au matin, en-deçà des bois de Sars et de Blangies, de n'avoir pas passé la trouée, et de ne s'être pas placé en avant, après avoir occupé les bois qui la forment ; le prince Eugène alors se serait trouvé dans une situation fâcheuse : aussi s'empressa-t-il de se placer à la tête de deux ou trois ruisseaux qui sortent des bois de Sars et de Blangies, et fit-il avancer beaucoup de canons pour retenir l'armée française dans la position qu'elle avait prise en arrivant sur le terrain par une canonnade et une forte escarmouche qui durèrent toute la journée du 9.

On a prétendu que cette démonstration de vouloir com-

battre les Français à la sortie de la trouée devait être une raison pour le maréchal d'y entrer, en pénétrant les bois de la droite et de la gauche avec toute la partie de l'infanterie qui n'aurait pas tenu dans la trouée, et faisant soutenir son front d'infanterie par son artillerie et plusieurs lignes de cavalerie.

Dans ce combat, où le maréchal aurait pu donner avec une grande supériorité, il eût fait abandonner aux ennemis le débouché de la trouée, et il aurait trouvé son camp au-delà, à la tête des petits ruisseaux qui sortent de ces bois, et qui deviennent plus considérables à mesure qu'ils approchent de la Trouille. Par cet avantage aisé à se procurer dans ce moment, il aurait au moins mis, dès le premier jour, le prince Eugène dans l'impossibilité de rester entre la Trouille et l'armée française, qui aurait eu une grande facilité pour étendre son front, sans que le prince pût répondre à ces mouvemens avec la même facilité, par l'embarras des ruisseaux, toujours plus forts en approchant de la Trouille.

Peut-être aussi, a-t-on dit, en restant en-deçà de la trouée et des bois, le maréchal, voulant recevoir le combat et ne pas le donner, aurait-il dû former sa première ligne plus en-deçà de la trouée, afin de se procurer un front plus étendu que celui de l'ennemi, obligé alors de venir à lui en traversant la trouée; il aurait pu, en préférant cette position, recourber les deux ailes de sa cavalerie vers les bois, en les appuyant par des corps d'infanterie.

Dès l'instant où, par l'inspection de la position du maréchal, de ses mouvemens et de ses préparatifs de fortification, le prince Eugène se fut convaincu que l'on ne voulait pas aller le chercher pour le combattre, il jugea qu'il aurait le temps de se faire joindre par les troupes qu'il avait laissées sous Tournay; ce qui prouve

la faute du maréchal, de n'avoir pas passé sur-le-champ la trouée et les bois.

Indépendamment, il avait laissé, par là, occuper aux ennemis un front plus étendu que le sien, et leur avait procuré l'avantage de pouvoir le déborder.

L'ennemi aurait pu faire au-delà des bois tous ses mouvemens, sans être apperçu; le maréchal s'était même si mal placé à l'extrémité de la langue des bois, sur sa gauche, qu'il la tenait par le travers et par le flanc gauche, de manière que les abattis placés sur le bord du bois, du côté de la trouée, ne faisaient aucun obstacle à l'ennemi pour attaquer les Français par leur flanc gauche, et les tourner, en pénétrant le bois à la faveur de cette langue qui était au-delà de celle qu'ils avaient occupée, sans que ce mouvement pût être apperçu, le maréchal n'ayant pas porté son attention au-delà de ce point qui fermait la gauche de son armée.

Les bois de Sars offraient les mêmes avantages à l'ennemi pour tourner la droite, sans être apperçu.

Le front n'était pas mieux disposé : le maréchal avait laissé occuper aux ennemis une petite futaie, au milieu de la trouée, d'où ils voyaient toutes les dispositions des Français, sans que l'on pût voir les leurs; il y avait encore sur ce même front, et en approchant de la gauche, des chemins creux, par le moyen desquels les ennemis pouvaient arriver, sans être apperçus, et sur la gauche des Français, du côté du bois, et sur leur droite, dans le centre de la trouée.

Pendant la bataille, on reproche au maréchal, qui aurait dû juger promptement des projets de l'ennemi, de ne l'avoir pas prévenu, en s'appercevant qu'il dirigeait ses efforts contre la gauche : d'une part, en fortifiant cette partie; de l'autre, en se servant des bataillons devenus inutiles derrière les bois de la droite et de la gauche,

pour marcher au front de l'ennemi qui était très-dégarni, le battre, ou au moins obliger le prince Eugène de le renforcer, en rappelant les troupes destinées à attaquer la gauche; dès-lors toute la direction des choses aurait probablement changé, et toute l'affaire aurait pris une face différente qui aurait pu être très-désavantageuse au prince Eugène.

(42) Page 294.

Le comte de Thaun s'était approché du Rhône, dans le dessein de se mettre à portée de donner la main au baron de Mercy, qui était entré dans la haute Alsace avec un corps d'armée, et qui, s'il n'avait pas été battu, devait établir des communications entre les troupes impériales qui seraient en Franche-Comté et en Alsace, et celles qui se trouveraient en Savoie, de manière à ce que ces dernières pussent hiverner dans cette partie des états du roi de Sardaigne, et être en mesure, par ce moyen, d'entrer beaucoup plus tôt en campagne, et de pouvoir pousser plus facilement en avant.

(43) Page 297.

Landrecies ne pouvait pas tenir long-temps; l'alarme était générale : une faute du prince Eugène délivra le roi et la France de tant d'inquiétudes.

Ses lignes, dit-on, étaient trop étendues; le dépôt de ses magasins dans Marchiennes trop éloigné. Le général Albemarle, posté à Dénain, était hors de portée d'être secouru assez tôt, s'il était attaqué. Un curé et un conseiller de Douay, se promenant ensemble vers ces quartiers, furent les premiers, dit-on, qui s'apperçurent de la facilité qu'il y aurait à attaquer Dénain, et des avantages que l'on en retirerait..... Cette idée fut communiquée au maréchal de Montesquiou, qui en fit part à M. de

Villars ; celui-ci, l'ayant approuvé, l'exécuta en donnant le change au prince Eugène. On force les retranchemens du général Albemarle ; tout est tué ou pris, généraux, officiers, soldats.... Tous les postes vers Marchiennes, le long de la Scarpe, sont emportés, l'un après l'autre, avec rapidité. Après trois jours de siége, Marchiennes lui-même est pris, et les quatre mille hommes qui le défendaient sont faits prisonniers : on se rend maître de toutes les munitions de guerre et de bouche amassées par les ennemis pour la campagne.... L'ennemi, déconcerté, lève le siége de Landrecies, et voit reprendre Douay, le Quesnoy, Bouchain ; enfin les frontières sont en sûreté, et l'armée du prince Eugène se retire diminuée de cinquante bataillons.

(44) Page 298.

Le traité d'Utrecht fut signé entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Portugal, de Prusse, de Savoie et des Provinces-Unies. En voici le précis : La France reconnaissait la succession de la maison d'Hanovre au trône britannique, et promettait d'abandonner les intérêts de la maison Stuart. Elle s'engageait à combler le port de Dunkerque, et d'en raser les fortifications. Elle cédait à la Grande-Bretagne l'île Saint-Christophe, la baie d'Hudson et la nouvelle Écosse, ou Acadie, avec ses anciennes limites, sans les déterminer ; omission qui fut l'origine ou le prétexte des guerres qui s'élevèrent en 1754 entre la France et l'Angleterre, et dont les événemens ont fait passer le Canada sous la domination britannique.

La France et l'Espagne ratifiaient le traité de Bavière conclu le 29 janvier, entre l'Angleterre et la Hollande, pour la sûreté de cette république. En conséquence, Louis XIV s'engageait de remettre aux Hollandais toutes

les places occupées par ses armes dans les Pays-Bas espagnols. Les deux puissances promettaient de rapporter une cession de l'électeur de Bavière, en faveur de la maison d'Autriche, de tous les droits qu'il avait sur les Pays-Bas, à condition que ce prince serait rétabli dans ses états d'Allemagne. En échange, on restituait à la France Lille, Aire, Béthune. L'électeur de Brandebourg était reconnu pour roi de Prusse, par la France et par l'Espagne; il renonçait à ses droits sur la principauté d'Orange, et restituait la ville de Rhinberg à l'électeur de Cologne : il recevait en échange la Gueldre espagnole, excepté Ruremonde.

Le duc de Savoie était reconnu roi de Sicile, en conséquence de la cession qui lui avait été faite de cette île par la cour de Madrid. La cour de France lui abandonnait encore les forteresses d'Exiles et de Fenestrelles, avec les vallées d'Oulx et de Pragelas. La sommité du Mont-Genèvre devait servir désormais de limite entre la France et le Piémont. Par ces cessions, la France se fermait entièrement l'entrée de l'Italie. On assurait à la maison d'Autriche le royaume de Naples, *lo' Stato degli Presidi*, le Milanais et les Pays-Bas espagnols. L'empereur devait rendre aux Génois le marquisat de Final; il le leur vendit pour la somme de six millions : mais il garda le Mantouan, qui devait appartenir à Vincent de Gonzague, duc de Guastalla.

L'Empire devait conserver la ville de Landau; la France promettait de lui rendre Kell, Brissack, et de raser le fort Louis. Philippe V consentait que l'impératrice, qui résidait alors à Barcelone, et les troupes allemandes à ses ordres, eussent la liberté de se retirer, sans être troublées dans leur marche.

Par un acte particulier entre la France et l'Angleterre, Philippe V cédait aux Anglais la forteresse de Gibraltar

et l'île de Minorque ; il leur abandonnait, pendant trente-deux ans, le commerce de Guinée. La cour de France avait obtenu de celle d'Espagne le privilége exclusif pour la compagnie française de Guinée de fournir aux Espagnols pendant dix ans, à compter du 1er mai 1702, quatre mille huit cents Nègres chaque année, à raison de trente-trois piastres par tête de Nègres remis dans les îles espagnoles. Cette convention fut remplie jusqu'en 1712, où la compagnie française, ne trouvant pas son avantage à continuer ce commerce, les Anglais offrirent de s'en charger, mais sous des conditions plus avantageuses : la compagnie anglaise qui traita pour cet objet, prit le nom de la compagnie de *Lassiento ;* et elle obtint d'envoyer chaque année, pendant la durée de son bail, un vaisseau de cinq cents tonneaux négocier sur les côtes de l'Amérique espagnole, pour vendre les marchandises achetées par les Anglais dans les marchés de la nouvelle Espagne, sous la condition de remettre aux douanes espagnoles un quart du profit que ferait ce vaisseau, et à la couronne d'Espagne les cinq pour cent des trois autres portions du gain.

Ces arrangemens étaient exposés à de grandes contestations. Ce vaisseau de cinq cents tonneaux en fut bientôt un de mille. Une patache qui le suivait, sous prétexte de porter des vivres, allait et venait continuellement ; elle se chargeait dans les colonies anglaises des effets qu'elle apportait à ce vaisseau, qui, par ce moyen, ne désemplissant jamais, tenait lieu d'une flotte entière. Ce commerce interlope ruina bientôt celui des Espagnols et des autres nations intéressées dans la navigation des ports d'Espagne au golfe du Mexique. Vainement les Espagnols portèrent-ils des plaintes. Fatiguée de ne recevoir aucune satifaction, la cour d'Espagne donna des ordres pour visiter tous les vaisseaux anglais qui appro-

cheraient des côtes de l'Amérique espagnole : les deux nations s'aigrirent, et elles ne tardèrent pas à se faire la guerre.

(45) Page 299.

Nous ne concevons pas comment, en parlant des rois, on veut toujours pallier leurs fautes les plus graves, même celles qui ont le plus contribué aux malheurs des peuples, en exaltant quelques-unes de leurs qualités, en leur appliquant mal à propos les grandes choses qui se sont faites sous leur règne, auxquelles ils n'ont contribué en aucune manière.

Ainsi l'on a parlé avec beaucoup d'éloges d'Alexandre ; mais, supprimez la construction de la ville d'Alexandrie et l'espèce de création qu'il fit du commerce par le moyen de cette ville, qui, la première, pût recevoir avec facilité les productions de l'Inde, et les transmettre à l'Europe, Alexandre ne fut qu'un perturbateur du repos des peuples, en Europe, en Afrique et en Asie. Ce fut un grand général, mais un grand général dont les talens, mis en activité, furent les plus grands fléaux de l'humanité.

Auguste, qui donna son nom au siècle où il parut, et qui fut loué par ses contemporains d'une manière si exagérée, s'était couvert des crimes des proscriptions ; mais il était parvenu à régner assez paisiblement sur une grande partie du monde connu. L'Italie se trouvait alors posséder plusieurs hommes de génie ; mais c'est la suite assez ordinaire des guerres civiles. Grands orateurs, bons historiens, excellens poètes, philosophes, littérateurs, artistes, généraux, politiques, savans, Rome les possédait en assez grand nombre ; mais la plupart, se trouvant en général trop heureux de mériter le moindre souvenir ou le plus petit regard du maître, en lui consacrant leurs

travaux, semblaient lui en avoir de grandes obligations; et la légère postérité, au lieu de rendre hommage à la vérité, consacra ces adulations, exalta le nom d'Auguste.

Ce Léon X si préconisé, ces Médicis qui donnèrent leur nom à leur siècle, parce qu'ils protégeaient les arts et les lettres, donnez-vous la peine de les suivre dans leur vie privée et publique, dans leurs intrigues, leurs passions, leurs crimes, leur despotisme; voyez-les sacrifiant tout à leurs plaisirs, à leurs goûts déréglés, conspirant continuellement contre la liberté, remuant l'Italie toute entière pour satisfaire leur ambition, entourés, à la vérité, d'une multitude de flatteurs qui avaient des talens, mais point de force d'ame, point de caractère, occupés uniquement à encenser leur idole, au lieu d'avoir le courage de lui dire des vérités utiles pour le bonheur du peuple, toujours trop oublié.

N'a-t-on pas aussi voulu faire un trop grand mérite à François Ier d'avoir protégé les lettres?

Jusqu'à quel point n'a-t-on pas préconisé la reine Élisabeth, parce que, sous son règne, l'Angleterre avait eu des grands hommes? Mais examinez cette princesse en particulier, ses caprices, ses singularités, son arrogance, ses cruautés, ses basses intrigues, vous jugerez ce que cette princesse eut de mérite vraiment personnel.

Combien, au contraire, n'a-t-on pas été modeste sur le compte d'Henri IV! combien l'on s'est appesanti sur quelques-uns de ses défauts, pour passer très-légèrement sur ses vertus, ses qualités, ses talens, l'excellence de son cœur!

Louis XIV est venu aussi faire porter son nom à son siècle, et l'on a voulu cacher les maux qu'on lui devait, derrière les grandes choses qui se sont faites de son temps. Ses cruautés envers les protestans, ses duretés envers les

jansénistes, ses hauteurs avec les étrangers, ses petitesses avec les femmes, ses sévérités excessives dans les choses personnelles, ses guerres continuelles et sans motif, l'embrasement du Palatinat, sa hauteur, sa ridicule vanité; la dépopulation de la France; le dérangement excessif dans les finances; une masse énorme de dettes, le commerce languissant, le crédit perdu, l'agriculture négligée : tous ces défauts, toutes ces fautes, tous ces maux, dont on se ressent encore, dûrent être oubliés, à en croire plusieurs écrivains, par la raison que, dans le temps où régnait Louis XIV, il se trouvait en France une réunion d'hommes extraordinaires dans tous les genres. Mais Louis XIV les créa-t-il? les protégea-t-il? les encouragea-t-il? Non : il en distingua quelques-uns assez faiblement, et en oublia la plus grande partie. La Fontaine fut négligé, Fénélon encourut sa disgrace.

On parla aussi beaucoup de Charles XII, qui n'aurait dû être connu que comme un des fléaux du genre humain.

Pierre Ier fut regardé comme le créateur de la société et de la puissance en Russie; mais il laissa les Russes sous le poids de l'esclavage.

Enfin Frédéric le Grand parut; mais il osa afficher de la raison, de la philosophie, du mépris pour les préjugés, de grandes vues, de grandes connaissances sur tous les objets, et on se borna à parler de lui comme général : cependant, à peine eut-il terminé la guerre de sept ans, il s'occupa constamment à faire fleurir en Prusse et dans ses autres états le commerce, l'agriculture, les arts, les manufactures, les sciences, les belles-lettres, la justice, tout ce qui pouvait augmenter la population et le bonheur de ses sujets. L'histoire ne s'occupera-t-elle jamais qu'à consacrer le nom des destructeurs de l'humanité, sans parler des vertus modestes des vrais amis de l'ordre

social? et ne verra-t-elle le mérite des grands hommes d'un siècle que dans un seul homme?

(46) Page 376.

Trente n'est pas la seule entrée de l'Italie pour l'empereur; il y a des chemins qui conduisent à Vicence et à Trévise, par lesquels on peut passer. Le Frioul, dont la plus grande partie appartient à l'empereur, et qui tient à ses pays héréditaires, peut encore lui fournir les moyens d'y rentrer. Ainsi il faut prendre une position qui assure également contre les différens partis que l'ennemi pourrait prendre; ce qui ne se peut qu'en s'emparant de certains postes et d'une place d'armes chez les Vénitiens, de laquelle on puisse porter la guerre en avant, y former des magasins et des entrepôts, et arrêter l'ennemi au débouché des montagnes, desquelles il sera toujours le maître, parce qu'elles lui appartiennent, qu'il y est établi, et que les peuples sont à lui.

Vérone est la seule place d'armes convenable; elle donne le passage de l'Adige, et en assure presque le cours: si l'on pouvait occuper Legnago, alors on se formerait une frontière, et comme une ligne qui assurerait contre tous les événemens.

Outre Vérone et le cours de l'Adige, il convient encore de s'emparer de Peschiera, pour assurer avec Goito le cours du Mincio, de Sermione et de Zenzano, sur le lac de Garde; on occuperait ensuite quelques autres postes sur les deux rives du lac, pour fermer les deux passages, l'un entre l'Adige et le lac, et l'autre qui conduit dans le Brescian.

Il faut avoir aussi des barques armées sur le lac, pour être maître de la navigation, l'ôter aux ennemis, aussi bien que pour faciliter les subsistances; il faut aussi former des magasins de fourrages, pour tenir l'armée en-

semble, en tâchant de les faire en avant, pour les ôter aux ennemis en se les procurant.

Une fois dans cette position, on peut tenter le projet de marcher sur Trente, parce qu'on serait en état de se soutenir de proche en proche.

(47) Page 379.

Vers l'an 1688, il naquit à Culot, dans la province du Korasan, un homme qui, après avoir atteint l'âge d'environ trente ans, borné d'abord au commandement d'une compagnie de cavalerie, ayant été élevé, par sa bravoure et son habileté, à un grade supérieur qui lui donnait mille hommes à commander, commença à laisser transpirer son ambition en 1720. Après avoir battu, avec un corps de quatre mille cavaliers et de deux mille fantassins, les Tartares-Usbeks qui faisaient une irruption dans le Korasan, au nombre de quarante mille combattans; mal récompensé pour une aussi belle action, puni même cruellement pour s'être plaint, Nadir s'enfuit, se joignit à des voleurs de grand chemin, enrôla des bandits, se trouva bientôt à la tête de cinq cents hommes à cheval, et fit contribuer tous les pays où il se présenta.

Les Aghwans s'étaient rendus maîtres d'Ispahan; les Turcs et les Moscovites s'étaient jetés sur divers états de la Perse. *Scha Thamas* n'avait plus que deux ou trois provinces; il avait besoin de secours, et sur-tout d'un homme aussi brave et aussi entreprenant que Nadir, qui se trouvait alors à la tête d'un corps de trois à quatre mille hommes; il lui offrit, en 1727, le pardon de toutes ses fautes, et de le faire *min bachi*, s'il voulait venir le joindre. Nadir y consentit; et, ayant été nommé général en 1729, il déploya dès-lors toute l'étendue de ses talens. Dans le mois d'août de cette même année, Nadir

marcha contre Aschruff, successeur de Maghmud, et, après lui avoir tué douze mille hommes, l'obligea de se retirer vers Ispahan, avec le tiers de son armée. Alors Thamas fit à son général le plus grand honneur qu'un roi de Perse puisse faire; il lui ordonna de porter son nom, et le nomma *Thamas Kouli*, ou l'esclave de Thamas, en y ajoutant le mot *Kan*, qui signifie seigneur.

Bientôt après l'esclave, voulant devenir le maître, excita une révolte, fit enfermer *Thamas*, et plaça sur le trône un fils de ce prince. Cet enfant, qui était encore au berceau, ayant jeté quelques cris, *Kouli-Kan* prétendit que le jeune prince redemandait les provinces que les Turcs avaient envahies. Aussitôt il se fait nommer régent, et déclare la guerre aux Turcs; il les bat dans plusieurs batailles rangées, dont la plus mémorable fut celle d'Érivan, le 28 mai 1735, où les Turcs perdirent cinquante mille hommes et plusieurs provinces. Ces succès ayant fait élever *Kouli-Kan* sur le trône de Perse par tous les grands de l'empire, il ne tarda pas à prendre Candahar, après dix-huit mois de siége. Cabut, capitale de la province du même nom, et frontière de l'Indoustan, eut le même sort. Le nouveau roi de Perse ne s'en tint pas là; il écrivit à l'empereur du Mogol d'avoir à lui livrer cent millions et quatre provinces : en attendant la réponse, il pénètre dans l'Inde, s'empare de Peshor, et bientôt après de Lahor, d'où il marche à la rencontre du grand Mogol; et, après l'avoir battu complètement, s'être emparé de toute son artillerie, de ses trésors, de ses joyaux, de toutes ses armes et de toutes ses munitions, il le fait enfermer, et se fait proclamer empereur des Indes le 7 mars 1739.

Tout se passa d'abord avec beaucoup de tranquillité; mais une taxe sur le blé causa un grand tumulte, et Thamas, ayant voulu se retirer dans une mosquée, y fut

attaqué à coups de pierres; on tira même sur lui. Ce prince, se livrant alors à toute sa fureur, ordonna un massacre général, où il périt cent vingt mille habitans. On fait monter les dommages de cette irruption des Perses à 125 millions de livres sterlings.

Le monarque persan finit par demander à l'empereur du Mogol une de ses filles pour son fils, et toutes les provinces situées au-delà des rivières du Teke et de l'Indus, du côté de la Perse, où il rentra après avoir surmonté de grands obstacles, et où il fut massacré le 8 juin 1747.

Ses conquêtes ne furent marquées que par des ravages; il ne fut qu'un illustre scélérat. Pendant la guerre, il vivait comme un simple soldat; dans la paix, il n'était pas moins frugal: quant à sa religion, il n'en eut aucune.

(48) Page 388.

Quand on veut réfléchir attentivement sur les causes qui ont le plus souvent occasionné les malheurs des armées françaises en Italie, on les trouve en grande partie dans les alliances de la France avec la maison de Savoie, et dans la confiance trop aveugle dans les promesses et la mauvaise foi des princes de cette maison. Mal à propos crut-on important de les ménager, pour s'assurer un passage par les Alpes. Étaient-ils alliés, presque toujours d'accord avec les ennemis, ils contrariaient, ou ils faisaient échouer tous les plans de campagne et tous les projets hostiles des généraux français qui se trouvaient sous leurs ordres; étaient-ils ennemis, dès-lors on se croyait obligé d'attaquer la Savoie, et de sacrifier ensuite beaucoup de monde pour pénétrer dans le Piémont: tandis qu'on négligeait de tirer parti de tous les avantages que pouvait procurer une alliance avec les Génois, dont la position à l'entrée de l'Italie pouvait assurer les moyens

d'y pénétrer beaucoup plus vite, par plusieurs points, sans avoir autant de risques à courir, ni autant d'obstacles à surmonter, soit pour assurer sa retraite, soit pour établir sa ligne d'opérations. Ainsi, par exemple, la première fois que François Ier voulut entrer en Italie, un hasard heureux lui en facilita le passage; encore aurait-il échoué, si les Suisses fussent arrivés plus tôt à Suse. Si, au contraire, il eût dirigé sa marche par les états de Gènes, comme le fit Émar de Prie, en simulant cependant le desir de traverser les Alpes du côté du Mont-Genèvre, il eût facilement ou débouché en Lombardie, après avoir traversé les Apennins, et s'être assuré, avant de passer le Pô, des places qui se trouvent en-deçà de ce fleuve, ou, laissant ce fleuve à sa gauche, dont il se serait couvert, et qui lui eût procuré les plus grandes facilités pour ses subsistances, sur-tout après s'être emparé de Valence, Pavie, Tortone et Alexandrie, les états de Gènes se trouvant à sa droite, il eût donné les plus grandes inquiétudes à Médicis et au vice-roi de Naples, non seulement sur leur derrière, qui pouvait à tout moment être attaqué par les débouchés des états de Gènes sur le Parmesan et le Modénois, mais par une véritable diversion dans la Toscane, qu'il eût été si facile d'exécuter. Pendant ces opérations, le roi aurait pu pousser bien plus vivement ses négociations avec les Suisses; et, s'il avait eu le bonheur de battre ou de faire fuir Médicis et le vice-roi, cela devait suffire pour déterminer les Suisses en sa faveur, et il se trouvait maître de l'Italie presque sans avoir tiré l'épée.

Ce que nous venons de dire de la première tentative de François Ier, on pourrait le dire de toutes les autres de ce prince, ainsi que de celles de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. Nous nous bornons à ce petit nombre d'idées sur cet objet important, sur lequel nous serions en-

trés dans de bien plus grands développemens, si, dans ce moment, la France, en s'étant sagement réservé le Piémont, ne s'était pas assuré toutes les Alpes, et les moyens d'entrer à sa volonté en Italie.

(49) Page 394.

Le 8 février 1743, à deux heures et demie, après une canonnade très-vive de part et d'autre, l'infanterie autrichienne, sur deux lignes, à huit hommes de profondeur chacune, entama l'action contre les gardes wallones. Dans le moment où l'infanterie s'ébranlait, les carabiniers d'Espagne fondirent, le sabre à la main, sur dix-huit escadrons qui se formaient devant eux. La vivacité de leur choc culbuta les Allemands; un grand nombre fut taillé en pièces, et le reste tellement dispersé, qu'on n'en vit reparaître aucun pendant toute l'action. La défection de cette cavalerie laissait à découvert un des flancs de l'armée autrichienne; le comte de Thaun le couvrit par un corps d'infanterie tiré de sa réserve, formée en colonne. Cependant les gardes wallones avaient enfoncé, la baïonnette au bout du fusil, les deux lignes de la gauche des Autrichiens; mais, l'armée espagnole ayant perdu du terrain sur sa gauche, le temps qu'on mit à réparer le désordre dans cette partie sauva l'armée autrichienne. La frayeur commençait à s'y répandre, et la nuit, qui survint, ravit aux Espagnols le fruit de leur victoire; ils n'osèrent s'abandonner à la poursuite de l'ennemi, dans un pays où ils n'avaient ni place ni point d'appui.

(50) Page 397.

Voyez, pour la ligne d'opérations, le supplément au Dictionnaire sur l'art militaire, dans l'*Encyclopédie méthodique*, mot : *Systéme de guerre moderne.*

(51) Page 428.

« Jai été surpris dans mon camp ; il a été forcé ; les « ennemis sont entrés jusque dans notre quartier général, « d'où ils ont ensuite été chassés avec perte. Vos armes « sont victorieuses, et le royaume de Naples est en sû- « reté ; mais ce succès appartient tout entier aux troupes « de votre majesté. Leur valeur a réparé mes fautes, que « l'événement ne justifie pas, et qui deviendraient impar- « donnables, si je cherchais à les diminuer. »

Nous n'avons pu nous refuser au plaisir de citer cette lettre, qui immortalise le comte de Gages : on ne saurait trop la faire connaître, quoiqu'elle soit citée dans plusieurs historiens.

(52) Page 445.

Le roi de Pologne, électeur de Saxe, abandonnait, par le traité de Dresde, à la couronne de Prusse ses droits sur la Silésie. Le conseil de Vienne lui garantissait cette même Silésie et le comté de Glatz. Frédéric, de son côté, garantissait à la reine d'Hongrie tous ses états d'Allemagne, et accédait à l'élection du grand duc à la dignité impériale. L'électeur palatin et le landgrave de Hesse étaient compris dans cet accommodement.

(53) Page 476.

Le frère du maréchal de Belle-Isle partagea son armée en trois colonnes. Une, sous les ordres du maréchal de camp Villemur, eut ordre de tourner les sinuosités de la montagne, du côté de Fenestrelles, par des sentiers impraticables, et d'attaquer l'assiette par le revers, pendant que l'attaque principale se dirigeait du côté de Briançon ; la seconde colonne était dirigée par le général ; la

troisième, qui formait l'arrière-garde, traînait l'artillerie. Si les trois corps eussent attaqué ensemble, les Piémontais se seraient retirés. Brigueras avait même reçu du général Saint-Sébastien l'ordre verbal d'évacuer le poste, et de se replier dans Exiles; mais cet officier, se voyant attaqué par les Français sans attendre leur canon, et sans que la colonne de Villemur, égarée dans les montagnes, fût arrivée à sa destination, refusa de se retirer sans un ordre par écrit. En attendant, il se défendit; l'action dura deux heures, c'est-à-dire que les Piémontais tuèrent deux heures de suite, sans aucun danger de leur part, tous les Français qu'ils choisirent : la perte tomba principalement sur les officiers; presque tous ceux de Bourbonnais furent tués. Belle-Isle, désespéré du mauvais succès d'une attaque conduite contre l'avis des officiers les plus expérimentés, se fit tuer au pied des palissades : blessé aux deux mains, il tâchait d'arracher le bois avec les dents, lorsqu'il reçut le coup mortel. L'armée, sans chef, fit sa retraite sous Briançon; mais cette retraite était difficile dans des défilés étroits, dominés par les montagnes, dont les Piémontais étaient maîtres. Les Piémontais ne perdirent pas cent hommes : on compta dans l'armée française près de quatre mille morts, et deux mille blessés.

(54) Page 481.

On prit pour base du traité d'Aix-la-Chapelle celui de Westphalie. Toutes les puissances garantissaient à l'impératrice reine les états héréditaires que la maison d'Autriche possédait en Allemagne et dans la Belgique, à l'exception de la Silésie et du comté de Glatz, assuré au roi de Prusse; le duc de Modène était remis en possession de ses états, pour les posséder comme avant la guerre; le roi de Sardaigne gardait le Vigevanosque, le comté de Denghierra, et la partie du Pavesan qui lui

avait été cédée par l'impératrice reine ; mais il renonçait au marquisat de Final, à Savone et aux autres conquêtes qu'il avait faites sur les Génois, pour ne conserver sur la côte du Ponent que le petit district d'Oneille, dont il avait depuis long-temps la souveraineté. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla, étaient cédés à l'infant duc Philippe, à condition que, s'il venait à mourir sans enfans, ou que, s'il montait sur le trône de Naples, les trois duchés reviendraient à ceux qui les possédaient pendant la guerre.

Ferdinand VI, roi d'Espagne, n'avait point de postérité, et sa mauvaise santé ne lui promettait pas une longue vie. Il était dans l'esprit du traité d'Aix-la-Chapelle que le roi des deux Siciles passerait en Espagne, avec sa famille, après la mort de son frère aîné ; que le duc Philippe monterait sur le trône de Naples, et que les duchés dont il était en possession reviendraient, celui de Plaisance au roi de Sardaigne, ceux de Parme et de Guastalla à la reine d'Hongrie.

La convention de Lassiento fut confirmée en faveur des Anglais pour quatre années, pendant lesquelles ils auraient la liberté d'envoyer un vaisseau chargé de marchandises dans l'Amérique espagnole.

Toutes les puissances reconnurent le grand duc de Toscane pour empereur ; les Anglais rendirent à la France le cap Breton ; toutes les conquêtes furent restituées de part et d'autre. On laissa indécis ce qui regardait les limites de l'Acadie, et le droit auquel prétendaient les Anglais de naviguer dans les mers de l'Amérique espagnole sans être sujets à la visite des gardes-côtes de cette nation.

(55) Page 485.

On a tant écrit sur les guerres en Allemagne et en

Flandre, de 45 à 48, et sur celles de 55 à 63, que nous avons cru inutile de répéter dans cet ouvrage des choses qu'il est infiniment préférable de lire ou d'étudier dans les auteurs originaux.

(56) Page 486.

PAR le traité signé en janvier 1763, entre les différentes puissances belligérantes, le roi de Prusse garda la Silésie. L'Angleterre enleva à la France le Canada entier, Louisbourg, l'île de Grenade, le Sénégal; elle enleva à l'Espagne la Floride et Pensacola, et, pour dédommager la cour de Madrid de cette perte, le conseil de Paris lui abandonna la Louisiane, etc.

Ce fut alors que la France s'engagea de faire passer des troupes en Corse.

(57) Page 487.

M. DE NEUHOFF était un pauvre baron de Westphalie, frère d'une dame établie en France à la cour de la duchesse d'Orléans. Cet homme, destiné à parcourir tous les rangs, avait été page de la duchesse d'Orléans, qui lui procura une compagnie dans le régiment de la Marck. Il fut successivement colonel au service d'Espagne, et collaborateur de Jean Law, pendant le système : après la fuite de cet Irlandais, Neuhoff courut après la fortune dans différentes cours de l'Europe. Obligé de changer de séjour pour éviter ses créanciers, il vint à Gènes, où il fit connaissance avec un moine qui avait des correspondances en Corse : ce qu'il apprit de cette île, lui fit former le dessein de s'en faire roi. Neuhoff exagérait les moyens qu'avaient les Corses, et combien il leur serait facile de chasser les Génois de chez eux, s'ils avaient à leur tête un homme habile et accrédité : à l'entendre,

il avait une très-grande influence sur les cours de Vienne, de Londres et de Paris. On venait de mettre en liberté à Gènes quatre Corses, par la médiation de Louis XV; Neuhoff leur persuada qu'il était l'instrument de leur délivrance : ceux-ci, simples et enthousiastes, prièrent le baron d'être leur protecteur contre leurs tyrans. Bientôt après on lui proposa de venir gouverner le pays : avant d'accepter, Neuhoff fit sentir aux principaux Corses, qui lui faisaient ces offres, qu'il était essentiel qu'il allât négocier avec les principales puissances de l'Europe.

Le baron erra long-temps sans trouver personne qui voulût s'intéresser à ses vastes projets. Enfin il passe en Afrique, persuade au dey d'Alger qu'il lui assujettira la Corse; et il en obtient un vaisseau de dix canons, quatre mille fusils, mille sequins et quelques provisions. Neuhoff, arrivé à Livourne, vend le vaisseau, s'embarque sur un navire anglais, et arrive à la rade d'Aleria le 15 mars 1736, accompagné de cinq à six personnes. Les Corses, prévenus de son arrivée, vinrent le recevoir, et le conduisirent avec honneur au château de Compoloro, où il vécut en prince, recevant de temps en temps de Livourne des courriers apostés qui lui apportaient de prétendues dépêches des puissances de l'Europe et de l'Afrique. L'assemblée générale de la nation l'élut unanimement roi de Corse, sous le nom de Théodore Ier; après avoir fait divers réglemens en faveur de la liberté du peuple, il fut couronné dans l'église des Récollets de Tavagna. Il eut bientôt après une cour, des secrétaires d'état, des gardes, et tout l'appareil de la royauté; on frappa de la monnaie en son nom. Par un premier édit, il rendit aux Corses tous les droits que les Génois leur avaient enlevés; par un second, il ordonnait la confiscation des biens des Génois dans l'île. Il poussa avec vigueur la guerre contre les Génois; mais, à peine

sur le trône depuis six mois, il se vit réduit aux extrémités de l'indigence.

Le pays était ruiné par les guerres civiles; il assembla les chefs des cantons à Sartenne : après leur avoir communiqué son projet d'aller lui-même chercher les secours dont le royaume avait besoin, il créa un conseil de régence pour gouverner jusqu'à son retour. Il s'embarque à la rade d'Aleria, se rend successivement à Rome, à Amsterdam. Il voulait former dans cette dernière ville une compagnie de commerce; un de ses créanciers le fit conduire en prison; et c'était là où il était venu à bout de persuader à une compagnie de banquiers hollandais, non seulement de payer ses dettes, mais encore de lui prêter cinq millions, pour sûreté de laquelle somme il s'engagea de remettre à la compagnie San-Fiorenzo, ou Porto-Vecchio, pour être l'entrepôt du commerce de la Corse.

Théodore employa son argent à l'armement d'une frégate et de trois vaisseaux marchands, avec lesquels il aborda au port de Sorroco, en septembre 1738. Ses vaisseaux étaient chargés d'armes, de poudre et d'autres objets qui manquaient aux Corses. Toute l'île fut en rumeur à l'occasion de cette arrivée, il fut convenu qu'on attaquerait sur-le-champ Ajaccio par terre et par mer; mais la petite escadre, contrariée par les vents, ayant été jetée dans le golfe de Naples, le baron y fut arrêté par ordre du gouvernement. En échappant de cette dernière prison, il avait perdu son courage; et, sans essayer de rentrer dans son royaume, il se retira à Londres, où il mourut. On grava sur son tombeau : *Ci gît un homme à qui la fortune donna une couronne, et refusa du pain.*

(58) Page 490.

Le pape Benoît XIV était mort en 1758. Il eut pour

successeur le cardinal Charles Rezonico, qui prit le nom de Clément XIII. Ce pontife ne partageait ni les talens ni l'aménité de caractère qui inspiraient pour son prédécesseur la vénération de l'Europe. L'expulsion des jésuites fut l'événement le plus remarquable de son pontificat; mais cet événement, en versant dans son ame l'amertume du mécontentement, le conduisit à des démarches qui pouvaient avoir pour le siége de Rome les suites les plus funestes.

A l'exemple des principales puissances de l'Europe, la plupart des gouvernemens d'Italie cherchaient à diminuer l'influence que les papes avaient acquise dans les affaires civiles. Clément XIII, oubliant que les anciens procédés de la cour de Rome étaient hors de saison sous le dix-huitième siècle, résolut d'arrêter, par un coup d'éclat, ce qu'il appelait des principes intolérables contre son autorité spirituelle.

Ses premiers coups furent portés contre le duc de Parme, dans les états duquel les évêques de Rome se regardaient comme les dominateurs suprêmes. Le duc avait défendu, sous des peines graves, d'employer à des fondations pieuses des legs qui excédassent la vingtième partie des possessions du testateur. Il ordonna à tous ceux ou celles qui voulaient faire des vœux de renoncer à toute espèce de succession. Par une loi du 13 janvier 1765, tous les biens qui, des mains des laïcs, avaient passé en celles des ecclésiastiques, furent soumis aux mêmes impositions qu'ils payaient avant de passer en la possession de l'église; on donna à ces impositions un effet rétroactif jusqu'à l'année 1761. Enfin le duc de Parme publia un édit qui défendait de porter à des tribunaux étrangers, pas même à ceux de Rome, le jugement d'aucune affaire contentieuse; de s'adresser à des cours étrangères pour obtenir des graces ou des bénéfices dans l'étendue

des états du duc de Parme ; de pouvoir posséder aucuns bénéfices dans les mêmes états, si l'on n'était titulaire naturalisé dans le pays ; enfin tous les rescripts, décrets, venant de Rome, étaient déclarés nuls, s'ils n'étaient revêtus du *regium exequatur* à la manière alors usitée en France. Le pape cassa cet édit par un bref du 30 août 1768. Ce bref, qui surprit tout le monde, fut condamné en France, le 25 février, comme attentatoire aux droits des états souverains ; il fut supprimé le 26 mars, par ordre du duc de Parme ; il fut condamné par un arrêt du conseil de Castille ; quelque temps après, par un décret du roi de Portugal, qui défendait de le garder chez soi, sous peine de crime de lèse-majesté. Enfin cette suppression s'étendit dans les états de l'empereur, du roi des deux Siciles et du duc de Toscane. Heureusement, Clément XIII mourut le 2 février 1769, sans prévoir quelle serait l'issue des troubles qu'il venait d'élever dans l'église.

(59) Page 491.

Paoli fit des changemens dans la milice corse, qui la rendirent plus redoutable : jusqu'alors, chaque citoyen étant soldat, au premier son de cloche, au premier bruit des cornets militaires, une foule de gens armés se rangeait autour du chef, chaque combattant portant dans son bissac les provisions de guerre et de bouche qui lui étaient nécessaires ; mais ces expéditions, fruit de l'enthousiasme, ne pouvaient durer long-temps. On leva en 1762 deux régimens, chacun de six compagnies de cent hommes, qui furent exercés au maniement des armes.

Au milieu des opérations militaires, Paoli s'occupait de la législation de sa patrie. Les districts de la Corse, appelés *pièves*, ne formaient qu'un seul état ; chaque *piève* choisissait des représentans dans l'ordre de la noblesse et dans celui des simples citoyens ; quelques-uns de ces re-

présentans formaient le conseil souverain de l'île; tous ensemble, réunis une fois l'année en *consulta*, constituaient le pouvoir législatif. L'administration de la police était exercée dans chaque piève par un tribunal qui ressortissait du conseil suprême.

Les finances publiques consistaient dans la confiscation sur les biens des Génois et de ceux qui avaient pris leur parti, dans des droits de sortie sur les huiles, et dans une taxe par feu. En 1761, on établit le papier timbré, un droit sur les salines; le clergé fournissait des contributions volontaires.

(60) Page 493.

JAMAIS pontife n'avait été couronné dans des temps plus difficiles. Le Portugal, brouillé avec le saint siége, voulait se donner un patriarche; le procédé de Clément XIII envers le duc de Parme faisait appréhender les suites du mécontentement des rois de France, d'Espagne et des deux Siciles. Le sénat de Venise prétendait réformer les communautés religieuses dans les terres de la république, sans l'intervention du siége de Rome. Tous les réglemens qui avaient armé la papauté contre la cour de Parme, venaient d'être adoptés par les gouvernemens de Milan et de Modène. La Pologne cherchait à diminuer l'autorité papale dans les causes mixtes. Les Romains eux-mêmes murmuraient hautement, et voulaient changer la forme du gouvernement. Un esprit d'innovation, répandu de toutes parts, attaquait l'autorité temporelle et l'autorité spirituelle de l'évêque de Rome.

Pour remédier à tous ces maux, Clément XIV chercha d'abord à se concilier les souverains. Il donna à la cour de Lisbonne la satisfaction qu'elle desirait, supprima la lecture de la bulle *in cœnâ domini*, dans laquelle on frondait l'autorité de tous les rois; négocia avec la France

et avec l'Espagne. Enfin, après plusieurs années de discussion, il donna, le 21 juillet 1770, le bref qui éteignait à jamais la compagnie de Jésus.

Pendant que Clément XIV s'occupait de cette singulière affaire, il achevait le superbe monument qui décore le Capitole moderne.

Ganganelli savait que les papes ne pouvaient pas déployer au dix-huitième siècle l'autorité dont ils jouissaient dans des temps moins éclairés. Il porta dans le palais des souverains pontifes la simplicité des mœurs d'un humble cénobite.

(61) Page 494.

M. Feydel, dans son ouvrage sur les *Mœurs et les Coutumes des Corses*, dit que Bonaparte eut pour aïeul paternel un Toscan, et pour aïeul maternel un Suisse.

Le citoyen Houdouart, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en faisant des recherches dans les librairies et les bibliothèques de la Toscane, trouva plusieurs manuscrits qui, en indiquant l'origine de la famille Bonaparte, s'accordaient à la faire descendre des Bonaparte de Toscane, tous originaires de *San Miniato al Tedesco*, petite ville située à vingt-quatre milles italiens de Florence, à peu de distance de la route de Florence à Livourne, où il existait encore, en l'an 8, un oncle du Premier Consul, chanoine et chevalier de Saint-Étienne.

On trouve dans l'église de Saint-François, à *San Miniato*, l'épitaphe d'un Jean-Jacques Moceii de Bonaparte, mort en 1441.

A l'époque du sac de Rome, en 1527, un Jacob Bonaparte, témoin oculaire de ce grand événement, en décrivit les causes avec beaucoup de sagacité : cet ouvrage est un monument historique estimable et très-curieux.

(62) Page 540.

A LA VÉRITÉ, la milice anglaise ne se tire point devant un subdélégué, un sous-préfet ou quelque commissaire des guerres s'en reposant encore assez souvent sur de simples commis; mais, cette cérémonie s'exécutant en conséquence de la loi, ceux qui y sont assujettis tirent en règle sous les yeux de leurs magistrats ordinaires.

Aucun de ces miliciens ne peut être envoyé comme recrue dans les troupes de ligne, à moins qu'il n'en ait le desir prouvé par sa souscription à l'engagement le plus volontaire : son service est rarement très-pénible; et, lorsqu'il en a rempli le temps, il se retire tranquillement, sans qu'on puisse jamais le prolonger sous aucun prétexte. *Voyez*, dans le supplément au Dictionnaire de l'art militaire, Encyclopédie méthodique, le mot *Recrutement.*

(63) Même page.

ON faisait paraître en France les ouvrages du maréchal de Puiségur; bornons-nous à dire sur cet ouvrage que c'est en réfléchissant sur la beauté et l'utilité de ses réflexions sur la bataille de Nordlinguen, que Frédéric conçut cette ligne oblique dont Puiségur paraît avoir développé le premier tout le mérite, et fait sentir toute l'utilité.... A ce mérite, le maréchal de Puiségur a su ajouter celui de donner aux tacticiens la leçon utile de prendre pour base de leurs suppositions un terrain parfaitement connu.

Le chevalier Folard prônait son système sur la colonne, qui, quelques années après, fit fermenter à un si haut degré la plupart des têtes des officiers généraux et particuliers. On doit cependant à sa mémoire de faire observer qu'il fut un des premiers à s'appercevoir de l'ex-

trême et inutile pesanteur qu'on donnait de son temps à l'artillerie, et à proposer les moyens d'y remédier.

M. de Saxe, dans ses *rêveries*, annonçait que le secret des manœuvres et des combats était dans les jambes ; et, à l'exemple des anciens, il cherchait à établir ce pas cadencé, auquel il donna les moyens de réussir avec le secours de la mesure d'une musique militaire.

Ce maréchal paraît avoir eu des vues très-justes sur le genre de service de la cavalerie, qu'il ne regarde pour bonne que lorsqu'elle fait faire deux mille pas au galop, sans déranger sa ligne : à l'égard de la cavalerie légère, ses houlans en étaient un excellent modèle. Il combattait aussi, dans son ouvrage, le mélange des petites troupes d'infanterie avec la cavalerie.

Quelque temps après, on vit messieurs de Mezeroi, de Turpin, Menil-Durand, Guibert, Bohan, et quelques autres militaires, faire paraître successivement des ouvrages intéressans sur l'art de la guerre, dont quelques-uns embrassaient toutes les parties constitutives de la science militaire.

FIN DES NOTES DU TROISIÈME VOLUME.

87765

Digitized by Google